



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

AVRIL - MAI - 2022

N°213

TOME I

SOMMAIRE
RAA AVRIL - MAI - 2022
N°213
TOME I

PAGES

TOME I

PARTIE 1 : DELIBERATIONS (*Conseil du 31 mai 2022*) **2**

PARTIE 2 : DECISIONS (*Conseil du 31 mai 2022*) **348**
Section 1 (dernier n° MD2022-206)

TOME II

PARTIE 2 : DECISIONS (*Conseil du 31 mai 2022*) **2**
Section 2 : (à partir du n° MD2022-209)

PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES (du mois d'Avril-Mai) **591**

PARTIE 4 : ARRETES INDIVIDUELS (du mois d'Avril-Mai) **627**

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	PAGES
AMENAGEMENT DURABLE	10
ANIMATION DU TERRITOIRE	65
ATTRACTIVITE	107
CYCLES DE L'EAU	130
ENVIRONNEMENT	157
HORS COMMISSION	190
RESSOURCES	261
SOLIDARITES	321

PARTIE 1 – DELIBERATIONS

SOMMAIRE

Conseil du 31 mai 2022

N°DELIB	AMENAGEMENT DURABLE	PAGE
M2022-152	Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Convention relative au financement des études et des procédures complémentaires - Convention relative au financement des acquisitions foncières - Autorisation de signature	11
M2022-153	Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Déclaration d'Utilité Publique (DUP) - Avis de la Métropole sur le dossier de Mise En Compatibilité des Documents d'Urbanisme (MECDU)	15
M2022-154	Tramway, transports, déplacements - Centre d'exploitation et de maintenance de Grammont - Bilan de la Concertation - Arrêt du dossier définitif du projet - Approbation	18
M2022-158	Mise en application de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour aménagement de circulation modes doux, rue de Las Sorbes entre l'avenue de Lodève et la rue Notre-Dame d'Espérance - Demande d'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire - Commune de Montpellier - Approbation	24
M2022-177	Demande d'ouverture d'une enquête parcellaire dans le cadre de la réalisation de la cinquième ligne de tramway portant sur deux copropriétés situées avenue Georges Clemenceau impactées par l'emplacement d'une future station - Approbation	27
M2022-178	Convention de compensation pour la tarification intermodale entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Année 2022 - Approbation - Autorisation de signature	30
M2022-179	Convention de compensation pour la navette des plages entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Année 2022 - Autorisation de signature	33
M2022-180	Plans de Mobilité Employeurs - Convention-type de Protection des Données entre Montpellier Méditerranée Métropole et les employeurs - Approbation - Autorisation de signature	36
M2022-181	Avis sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Lunel - Avis favorable - Approbation	39
M2022-182	Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Grabels - Dispense d'évaluation environnementale - Approbation	43
M2022-183	Commune de Lattes - Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation	45

N°DELIB		AMENAGEMENT DURABLE (SUITE)	PAGE
M2022-184	Commune de Pérols - Modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) – Approbation		48
M2022-185	Commune de Montpellier - Convention pré-opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie - Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable - Avenant n° 1 - Autorisation de signature		51
M2022-186	Commune de Vendargues - Parc d'Activités Économiques "Le Salaison" - Mise en vente publique du terrain cadastré BB 352 situé 160 avenue de Bigos - Conditions de mise en vente - Approbation		54
M2022-187	Opération d'aménagement du carrefour RM613-RD24E2 situé sur les communes de Vendargues et Saint Aunès - Modalités de concertation - Approbation		58
M2022-188	Conventions entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des aires des gens du voyage pour 2022 - Autorisation de signature		62
N°DELIB		ANIMATION DU TERRITOIRE	PAGE
M2022-157	Appel à projets dans le cadre de la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Approbation		66
M2022-168	Dispositif de soutien à la restauration et à la valorisation des patrimoines métropolitains - Création des fonds - Cadre d'intervention de la politique de subventionnement - Approbation		69
M2022-198	Conventions pluriannuelles de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, les radios associatives de Montpellier et leurs fédérations régionales représentatives - Approbation - Autorisation de signature		73
M2022-199	Convention pluriannuelle de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et viaMontpellier - Approbation - Autorisation de signature		76
M2022-200	Domaine d'O - Convention d'exploitation entre l'Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC) du Domaine d'O et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature		79
M2022-201	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour la réalisation des campagnes de fouilles archéologiques 2022 - Site archéologique Lattara à Lattes - Siège épiscopal de Maguelone à Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature		82
M2022-202	Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades - Adhésion au réseau professionnel Fédération et Ressources sur l'Antiquité (FRANTIQ) - Convention d'adhésion 2021-2026 - Autorisation de signature		85
M2022-203	Direction des médiathèques et du livre - Adhésion à l'Association des Musées et Centres pour le développement de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle (AMCSTI) - Approbation		88
M2022-206	Patinoire Végapolis - Principe d'exploitation par Délégation de Service Public - Lancement d'une procédure - Approbation		91

N°DELIB	ANIMATION DU TERRITOIRE (SUITE)	PAGE
M2022-207	Complexe sportif Yves-du-Manoir - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Mise à disposition au Montpellier Rugby Club - Saisons sportives 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature	100
M2022-208	Réseau des piscines - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Installation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques - Approbation - Autorisation de signature	103

N°DELIB	ATTRACTIVITE	PAGE
M2022-159	Soutien à l'action du Docteur Denis MUKWEGE, prix Nobel de la Paix - Convention cadre de coopération internationale entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Hôpital Général de Panzi, le CHU de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la région Occitanie, l'Université de Montpellier et la Faculté de Médecine de Montpellier-Nîmes - Autorisation de signature	108
M2022-205	Convention constitutive de la Maison des Francophonies entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université Paul Valéry Montpellier 3, l'Université de Perpignan Via Domitia, et l'Université de Nîmes - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature	111
M2022-209	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Tourisme - Avenant opérationnel n°2 relatif à l'observation touristique - Approbation - Autorisation de signature	114
M2022-210	Convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle Emploi Hérault - Avenant 2022 - Approbation - Autorisation de signature	117
M2022-211	Renouvellement de l'adhésion au Groupement d'Intérêt Économique Atout France - Année 2022 - Approbation	120
M2022-212	SATT AxLR - Abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune - Convention - Approbation - Autorisation de signature	123
M2022-216	Convention de financement entre la Métropole et la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) Hérault - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature	127

N°DELIB	CYCLES DE L'EAU	PAGE
M2022-189	GEMAPI - Contrat Grand cycle de l'eau 2022-2024 sur le bassin du Lez - Approbation des actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	131
M2022-190	GEMAPI - Contrat Grand Cycle de l'Eau 2022-2024 sur le bassin de l'Or - Approbation des actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	135
M2022-191	Schéma Directeur Hydraulique du Verdanson - Protection du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier contre les inondations du Font d'Aurelle - Régularisation administrative du système d'endiguement - Approbation	139
M2022-192	Schéma directeur hydraulique du bassin versant du Verdanson - Approbation	143

N°DELIB		CYCLES DE L'EAU (SUITE)	PAGE
M2022-193	Mise à disposition et partage des données d'observation hydrométéorologiques - Convention de partenariat entre le laboratoire Hydro-Science et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature		147
M2022-194	LIFE REWA - Projet Européen de réutilisation des eaux usées traitées de 5 stations d'épuration du territoire de la Métropole - Demande d'autorisation préfectorale d'utilisation de ces eaux – Approbation		150
M2022-195	Usine d'eau potable de Valedéau - Garantie de deux emprunts contractés par la Régie des Eaux - Approbation		153
N°DELIB		ENVIRONNEMENT	PAGE
M2022-155	Qualité de l'air - Convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2025 entre Montpellier Méditerranée Métropole et ATMO Occitanie - Approbation - Autorisation de signature		158
M2022-156	Contrat de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente - Approbation - Autorisation de signature		162
M2022-169	Politique zéro déchet et économie circulaire - Appel à projets associatifs 2022 en lien avec la réduction des déchets ménagers et assimilés - Règlement - Convention-type d'attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature		169
M2022-170	Négoce de matériaux issus de la collecte sélective - Contrat de reprise des fibreux "Journaux-revues-Magazines" entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société Méditerranéenne de Nettoyage et la papeterie Norske Skog - Avenant - Autorisation de signature		172
M2022-196	Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) - Attribution d'une subvention pour le fonctionnement du centre de soins de la petite faune sauvage dans le cadre de la convention triennale de partenariat - Exercice 2022 - Approbation		175
M2022-235	Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public (RPQS) de prévention et de gestion des déchets - Rapport annuel du délégataire (RAD) de service public de l'usine de méthanisation AMETYST - Exercice 2021 – Approbation		178
N°DELIB		HORS COMMISSION	PAGE
M2022-151	Politique cyclable - Réseau Express Vélo sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Prolongation de l'aide à l'acquisition d'un Vélo à Assistance Électrique - Approbation		191
M2022-167	Tarifs du musée Fabre - Gratuité pour les publics d'assistantes maternelles agréées - Modification de la délibération n°M2021-657 - Approbation		197
M2022-171	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Collecte, Tri, Valorisation des déchets et Politique Zéro Déchet" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature		202
M2022-176	Attributions de subventions relatives dans le cadre de la thématique "Politique de la Ville et Insertion par l'activité économique" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature		205

N°DELIB	HORS COMMISSION (SUITE)	PAGE
M2022-197	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A)" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	209
M2022-204	Attributions de subventions et fonds de concours dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	214
M2022-213	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement Économique" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	218
M2022-214	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Emploi et Entrepreneuriat" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	221
M2022-215	Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	224
M2022-225	Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	233
M2022-228	Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation	237
M2022-229	Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation	243
M2022-230	Contrat de Délégation de Service Public (DSP) Transport Urbain entre Montpellier Méditerranée Métropole et TaM - Avenant n° 6 - Autorisation de signature	246
M2022-231	Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Modifications statutaires - Transformation en Société Publique Locale - Désignation des représentants - Approbation	249
M2022-232	Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Acquisition des parts de Transdev, du Crédit Agricole du Languedoc et de la Chambre de Commerce et d'Industrie - Approbation	255
M2022-236	Approbation du procès-verbal du Conseil de Métropole du 22 mars 2022	259
N°DELIB	RESSOURCES	PAGE
M2022-150	Achats publics durables - Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER) 2022-2026 - Approbation	262
M2022-160	Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget principal - Approbation	266
M2022-161	Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe assainissement - Approbation	270
M2022-162	Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe eau potable - Approbation	274
M2022-163	Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe parking - Approbation	278
M2022-164	Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe service public de l'assainissement non collectif - Approbation	281

N°DELIB	RESSOURCES (SUITE)	PAGE
M2022-165	Autorisation permanente accordée au Comptable public dans le cadre du recouvrement des recettes de Montpellier Méditerranée Métropole – Approbation	284
M2022-166	Attribution de fonds d'équipement aux Communes - Conventions - Approbation - Autorisation de signature	287
M2022-220	Gestion active et optimisée de patrimoine - Contrat de location d'un logement situé 679 avenue du Près d'Arènes à Montpellier - Modification de la décision n°2006-46 – Approbation	290
M2022-221	Passerelle - Convention d'attribution d'une subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	293
M2022-222	Élections professionnelles 2022 - Composition du Comité Social Territorial (CST) - Approbation	296
M2022-223	Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Conventions de services communs - Création - Modification des services communs - Autorisation de signature	300
M2022-224	Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	303
M2022-226	Lancement d'une étude sur l'opportunité de développer des outils de formation communs aux élus des communes membres - Approbation	307
M2022-227	Composition des commissions métropolitaines - Approbation	310
M2022-233	Rapport d'activité 2021 de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) - Approbation	312
M2022-234	Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Approbation	316
N°DELIB	SOLIDARITES	PAGE
M2022-172	Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Actions d'insertion par le logement 2022 - Attribution de subvention complémentaire à l'association Habitat & Humanisme pour la mise en œuvre de 15 appartements relais en colocation à destination des personnes en provenance d'Ukraine - Approbation	322
M2022-173	Plan pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Convention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant 2022 - Approbation - Autorisation de signature	325
M2022-174	Plan pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Axe 1 Veille sociale - Attribution de subventions pour 2022 - Approbation	329
M2022-175	Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Actions collectives - Appel à projets 2022	333
M2022-217	Programme de Rénovation des Immeubles de Copropriété en France (RECIF+) - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, Ile-de-France Énergies et l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Autorisation de signature	337

N°DELIB	SOLIDARITES (SUITE)	PAGE
M2022-218	Construction de 39 logements sociaux à Fabrègues, Pignan, Prades-le-Lez et Saint Jean de Védas - Attribution de subventions à la SA d'HLM Promologis - Conventions - Autorisation de signature	340
M2022-219	Adhésion à l'Association des Responsables de Copropriété (ARC) - Approbation	345

AMENAGEMENT DURABLE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Convention relative au financement des études et des procédures complémentaires - Convention relative au financement des acquisitions foncières - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) est un projet de liaison ferroviaire à grande vitesse mixte jusqu'à Béziers (voyageurs et fret), et partiellement mixte entre Béziers et Perpignan. Elle prolonge le Contournement ferroviaire Nîmes – Montpellier (CNM) pour se connecter au réseau à grande vitesse Espagnol existant.

Cet axe fait partie du corridor méditerranéen identifié comme étant prioritaire dans le Réseau TransEuropéen de Transport (RTE-T). Sa réalisation s'inscrit dans l'un des couloirs les plus saturés du réseau ferré national, comme l'a mis en évidence l'Observatoire de la saturation ferroviaire piloté par l'Etat en 2016.

Depuis, la mise en service du Contournement Nîmes-Montpellier (CNM) a permis de créer une offre importante de sillons ferroviaires sur cette section et d'augmenter significativement l'offre de trains voyageurs sur le doublet de lignes (composé par la ligne classique et la ligne nouvelle), notamment de trains régionaux, tout en transférant près de 70 % des trains de fret de la voie ferrée historique sur la voie nouvelle en diminuant ainsi les nuisances sonores dans les villes et villages traversés. Il reste maintenant à réaliser le dernier maillon manquant du corridor méditerranéen en engageant la réalisation de la LNMP.

La LNMP répond, en tant que ligne mixte fret-voyageurs sur le tronçon Montpellier-Béziers, non seulement à un enjeu de qualité de l'air en matière de transport de marchandises, mais également à un enjeu environnemental tout aussi essentiel de développement des trains du quotidien, ainsi que des trains nationaux et européens. De la même manière que la réalisation du CNM a permis de dégager de la capacité pour les trains du quotidien et ainsi contribuer à l'amélioration du niveau de service du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Baillargues, la LNMP permettra de renforcer l'offre sur d'autres haltes (comme Villeneuve-lès-Maguelone), voire d'améliorer la diffusion des pendulaires sur le territoire avec la création de nouvelles haltes, comme à Castelnau-le-Lez-Sablassou.

Comme toute grande opération d'infrastructure, le projet de la LNMP est le fruit d'un long processus d'élaboration et de définition du projet. Les premières propositions de tracé datent des années 1990. En 1995, les accords de Madrid actent la construction d'une ligne ferroviaire le long de la façade méditerranéenne entre la France et l'Espagne.

De 2011 à 2017, les études ont été suivies de 4 décisions ministérielles actant :

- Le tracé : 150 km de ligne nouvelle à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan ;
- Le projet : deux sections de ligne mixte fret-voyageurs (entre Montpellier et Béziers et de Rivesaltes à Toulouges) et une section voyageuse uniquement entre Béziers et Rivesaltes ;
- Les gares nouvelles : Béziers Est et Narbonne Ouest ;
- Le phasage du projet : la première phase correspondant au tronçon Montpellier-Béziers et la deuxième au tronçon Béziers-Perpignan.

Lors de l'élaboration du rapport DURON relatif à la programmation et le financement des infrastructures, la procédure est mise en veille entre 2017 et 2019. Début de 2019, le tracé de la LNMP est qualifié comme Projet d'Intérêt Général (PIG) par les arrêtés préfectoraux de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées Orientales. En décembre de la même année, la Loi d'Orientations des Mobilités (LOM) acte l'engagement des travaux de la section Montpellier-Béziers à l'horizon de 10 ans et de la section Béziers-Perpignan à échéance de 20 ans.

Ainsi, sous l'égide de l'Etat, un protocole d'intention de financement a été établi et approuvé par les assemblées de toutes les collectivités partenaires avant d'être signé symboliquement en présence du Premier Ministre le 22 janvier 2022 à Narbonne. Ce protocole étudie deux pistes de financement : l'hypothèse de financement budgétaire et l'hypothèse de financement par le biais d'une société de projet. Il a établi les clés de répartition entre collectivités locales pour l'hypothèse de financement direct par les cofinanceurs. Ces participations budgétaires pourraient être réduites en fonction des rendements de la société de projet. La participation de Montpellier Méditerranée Métropole a été établie à hauteur de 8,69 % de la part des collectivités. Il est également convenu de la possibilité d'utiliser les mêmes principes de répartition des financements pour la phase 2.

Le processus d'enquête publique pour la première phase a été mené entre le 14 décembre 2021 et le 27 janvier 2022. Une fois le rapport de la commission d'enquête rendu, il s'agira de saisir le conseil d'Etat pour obtenir une Déclaration d'Utilité Public (DUP).

Par ailleurs, les travaux portant sur la création d'une société de financement ont été menés en parallèle de l'établissement du protocole. L'ordonnance portant création de la société de financement LNMP a été adoptée en Conseil des Ministres le 2 mars 2022 et signée par le président de la République. Le décret d'application sera validé en suivant.

Selon le calendrier de réalisation prévu (échelonnement des dépenses entre 2022 et 2034) et les hypothèses d'inflation retenues à ce stade du projet (1,9%/an), le coût en euros courant de la première phase de la LNMP est estimé à 2 461 M€.

Grace au Grant Agreement 2014-2022 en cours, les fonds européens peuvent rembourser jusqu'à 9M € les études de la LNMP. Les négociations sont en cours pour la prochaine période, permettant ainsi de financer une partie des études, tandis que les acquisitions foncières ne sont pas éligibles. Il faut noter que la signature des conventions par tous les partenaires est indispensable pour obtenir cette subvention européenne.

La présente délibération porte sur les conventions Etudes n°6 et Acquisitions foncières n°6.

Concernant les études, les 3 dernières conventions de financement Etudes signées (convention n°3 de 3.33 M€ financée intégralement par l'Etat, convention n°4 de 3.33 M€ financée intégralement par la Région Occitanie et convention n°5 de 3.33 M€ entre les 10 Collectivités locales partenaires du projet), ont permis de financer les études et procédures préalables à l'enquête d'utilité publique de la phase 1 entre Montpellier et Béziers ainsi que l'enquête d'utilité publique.

La convention Etudes n°6 a ainsi pour objet le financement des études spécifiques et procédures complémentaires à engager, à la suite de l'enquête d'utilité publique, dans la perspective de l'Avant-Projet Détaillé (APD). Le besoin de financement est évalué à 12 000 000 € courants HT, financée à 50% par l'Etat, à 20,5% par la Région et à 29,5% par 10 collectivités traversées par la LNMP (3 conseils départementaux et 7 EPCI). Les clés de répartition entre collectivités sont celles établies dans le protocole d'intention de financement. La participation de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève ainsi à 521 400 € HT courants, soit 4,345% du montant total de la convention.

Concernant les acquisitions foncières, la convention de financement des acquisitions foncières n°6 fait suite à la conclusion de cinq premières conventions de financement et avenants signés (convention n°1 et ses avenants de 3.8 M€, convention n°2 de 20 M€, convention n°3 de 5 M€ entre l'Etat et la Région Occitanie, convention n°4 de 2.5 M€ financée intégralement par l'Etat et convention n°5 de 2.5 M€ financée intégralement par la Région Occitanie). Elle a pour objet de palier aux besoins immédiats et ne représente qu'une « avance » quant au besoin global nécessaire pour la réalisation de l'ensemble des acquisitions foncières à venir.

La convention de financement acquisitions foncières n°6 de 13 200 000 € HT courants est financée à 50% par l'Etat, à 20,5% par la Région et à 29,5% par 10 collectivités traversées par la LNMP (3 conseils départementaux et 7 EPCI). Les clés de répartition entre collectivités sont celles établies dans le protocole d'intention de financement. Par conséquent, la participation de Montpellier Méditerranée Métropole est de 573 540 € HT, soit 4,345% du montant total de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des deux conventions relative aux modalités de participation financière dans le cadre de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan entre l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, le Département de l'Aude, le Département des Pyrénées Orientales, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, la Communauté d'Agglomération de Béziers, la Communauté d'Agglomération du Grand Narbonne, la Communauté d'Agglomération de Carcassonne, la Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée Métropole, la Communauté d'Agglomération Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 12 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Etudes
- Convention Acquisitions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, François RIO, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Déclaration d'Utilité Publique (DUP) - Avis de la Métropole sur le dossier de Mise En Compatibilité des Documents d'Urbanisme (MECDU)

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par courrier du 28 avril 2022, en application de l'article R153-14 du code de l'urbanisme, l'Etat a saisi Montpellier Méditerranée Métropole pour solliciter son avis sur les dossiers de Mise En Compatibilité des Documents d'Urbanisme (MECDU) des Plans Locaux d'Urbanisme des communes de Lattes, Montpellier, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone, relatifs à la déclaration d'utilité publique du projet de Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP) phase 1 Montpellier-Béziers. Pour Fabrègues, le projet LNMP est considéré compatible avec le PLU approuvé récemment.

Les quatre dossiers de MECDU ont été soumis à l'enquête publique au côté du dossier présentant l'intégralité du projet. Pour chaque commune, les dossiers comprennent une présentation du projet, l'analyse de la compatibilité du projet avec les documents en vigueur, les changements qui vont être apportés aux différentes pièces des PLU et les modifications apportées à l'évaluation environnementale.

L'enquête publique s'est tenue du 14 décembre 2021 au 27 janvier 2022, puis, le 2 mai 2022, la Préfecture a publié le rapport de la commission d'enquête exprimant un avis favorable sur la demande de DUP et les MECDU (rapport consultable sur <https://www.ligne-montpellier-perpignan.com/actualites/le-rapport-de-la-commission-denquete>).

En amont de l'enquête publique, pendant l'étape de Consultation Inter-services qui a eu lieu au deuxième semestre de 2021, l'Etat avait saisi la Métropole ainsi que les communes concernées pour obtenir leur avis sur le projet de dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP), notamment au regard de ses incidences environnementales sur le territoire, et la compatibilité des documents d'urbanisme.

Lors du Conseil de Métropole du 28 septembre 2021, la Métropole a émis un avis favorable sur le projet en sollicitant la prise en considération d'observations techniques mineures sur les dossiers de mise en compatibilité des PLU. La Maitrise d'Ouvrage a ainsi modifié les quatre MECDU pour l'enquête publique en tenant compte des observations et des propositions de modifications formulées par la Métropole.

Au regard des documents transmis par la Préfecture, Montpellier Méditerranée Métropole émet un avis favorable sur le contenu des MECDU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De donner un avis favorable aux quatre dossiers de Mise en compatibilité des PLU pour les communes de Lattes, Montpellier, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 12 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michael DELAFOSSÉ


Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Bernadette CONTE-ARRANZ, Fanny DOMBRE-COSTE, Clara GIMENEZ, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

Aménagement durable - Tramway, transports, déplacements - Centre d'exploitation et de maintenance de Grammont - Bilan de la Concertation - Arrêt du dossier définitif du projet - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2021-318 du 28 juillet 2021, le Conseil de Montpellier a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle du Centre d'Exploitation et de Maintenance de Grammont (CEMG), ainsi que l'engagement et les modalités de la concertation. Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a délibéré dans les mêmes termes le 26 juillet 2021.

La concertation s'est déroulée du 30/01/2022 au 02/05/2022, selon les modalités décrites dans les délibérations visées ci-dessus.

1 - Rappel de l'objet et des objectifs du projet soumis à la concertation

La nouvelle infrastructure envisagée d'un troisième dépôt, situé à l'Est du territoire de la Métropole, et raccordé au réseau existant dans le secteur d'Odysseum, correspond à la nécessité de soutenir et d'accompagner le développement des mobilités dans la Métropole. En effet, Montpellier Méditerranée Métropole réalise des investissements majeurs pour développer l'offre de transports : près d'un milliard d'euros de projets et travaux ont été programmés, ce qui représente un effort unique en France. Au travers de ces investissements, qui viennent en accompagnement de la mise en place de la gratuité des transports, Montpellier Méditerranée Métropole veut se donner les moyens d'engager à court terme un véritable choc des mobilités.

Ainsi, par délibération n°M2021-3 du 1er février 2021, le Conseil de Métropole a approuvé la stratégie mobilités à horizon 2025, qui intègre notamment la mise en service de la Ligne 5 de tramway à fin 2025, la poursuite de l'extension de la Ligne 1 de tramway vers la gare Sud de France, la réalisation de cinq lignes de BusTram (Bus à Haut Niveau de Service). Par ailleurs, outre le développement des mobilités, la Métropole mobilise également des moyens pour assurer l'entretien du réseau, avec 70 millions d'euros d'investissement pour accroître la sécurité et le confort du réseau existant.

Rendu nécessaire par le développement du réseau, le Centre d'Exploitation et de Maintenance de Grammont vient compléter le support technique offert par les 2 centres existants en accueillant 40 tramways et 40 bus.

En effet, le Centre d'Exploitation et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) et le dépôt de La Jeune Parque sont arrivés à saturation, alors même que le parc va encore connaître une augmentation significative au cours des prochaines années, avec 60 à 77 rames de tramway en cours d'acquisition, une augmentation du parc bus à la suite de la mise en place de la gratuité, et l'acquisition du matériel roulant des BusTram. Les sites du CEMH et de Jeune Parque, situés sur le bassin Ouest du territoire, n'étant pas en capacité d'accueillir cette augmentation du parc tramway et bus, et ne présentant aucune possibilités d'évolution qui permettraient de le faire, la création d'un nouveau dépôt, est indispensable.

Au Sud du Domaine de Grammont, le secteur encadré par l'autoroute A709 au Sud, par l'avenue de Grammont à l'Ouest, et par l'avenue Albert-Einstein au Nord, localisé sur le territoire de la Commune de Montpellier, répond aux caractéristiques nécessaires à l'implantation d'un centre d'exploitation et de maintenance de transports publics urbains, bus et tramways pour les raisons suivantes :

- Une excellente desserte routière (pour la mise en ligne des bus) ;
- Une proximité avec une ligne de tramway (pour la mise en ligne des rames) ;
- Une superficie suffisante pour les besoins de l'infrastructure à court terme et une possibilité d'évolution au-delà.

Raccordé à la Ligne 1 au niveau d'Odysseum, le CEMG permettra une exploitation optimisée des 5 lignes de tramway et 5 lignes de BusTram, grâce à son positionnement stratégique couvrant l'Est du réseau.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- Réaliser un nouveau dépôt, capable d'accueillir 39 tramways et 40 bus ;
- Créer un raccordement technique, en voie double, entre le nouveau dépôt et la Ligne 1 dans le secteur d'Odysseum ;

Ces nouveaux équipements doivent :

- Permettre une gestion flexible et évolutive de l'exploitation et de la maintenance du réseau de transports publics entre les trois sites des Hirondelles, Jeune Parque, et Grammont ;
- Contribuer à renforcer le caractère structurant des transports en commun dans le système de déplacements ;
- S'intégrer dans une stratégie urbaine globale sur les secteurs de Grammont et Odysseum.

2 - Caractéristiques principales du projet soumis à la concertation

Le nouveau dépôt est implanté sur le site de Grammont, seul terrain identifié sur le territoire de la Métropole qui réponde aux besoins fonctionnels d'un centre de maintenance. L'analyse des impacts environnementaux du projet démontre un impact limité et la conception du projet s'attachera à s'inscrire dans la démarche « Éviter > Réduire > Compenser » les différents impacts du projet. Elle veillera à s'inscrire également dans les objectifs de la loi Climat.

Trois variantes de tracé étaient soumises à la concertation, pour le raccordement entre le centre de maintenance (CEM) et le réseau existant dans le secteur d'Odysseum (Ligne 1) :

- Par l'avenue Georges-Méliès : le tracé traverse l'avenue de Grammont au Nord du rond-point du Zénith, passe sous l'avenue Pierre-Mendès-France par la rue de la Mogère, passe par carrefour de Madrid, puis par la rue Georges-Méliès et la place de Lisbonne, et se raccorde à la Ligne 1 à l'angle du parking Circé ;
- Par le boulevard Télémaque : le tracé traverse l'avenue de Grammont au Nord du rond-point du Zénith, passe sous l'avenue Pierre-Mendès-France par la rue de la Mogère, passe par carrefour de Madrid, puis par le boulevard Télémaque, et se raccorde à la Ligne 1 ;
- Par l'avenue Pierre-Mendès-France : le tracé traverse l'avenue de Grammont au Nord du rond-point du Zénith, emprunte l'avenue Pierre-Mendès-France, descend à la place de Lisbonne en passant entre le site de la Région Occitanie et le site de FDI Habitat, puis par la rue Georges-Méliès, et se raccorde à la Ligne 1 à l'angle du parking Circé

3 -Rappel des modalités de la concertation :

La concertation s'est déroulée selon les modalités définies dans la délibération du 28/07/2021 :

- Affichage de la délibération du 28/07/2021 définissant le programme, l'enveloppe et les modalités de la concertation, au siège de la Métropole (50, place Zeus à Montpellier) et en mairie de Montpellier ;
- Publication d'article(s) d'information dans les journaux d'information des collectivités concernées par l'opération ;
- Exposition publique avec ouverture d'un registre pour que le public fasse part de ses avis et de ses suggestions ;
- Dématérialisation de cette exposition publique avec ouverture d'un registre par voie électronique ;
- Organisation d'une réunion publique, annoncée(s) par voie de presse ;
- Organisation d'une réunion de concertation avec la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre de Métiers et la Chambre d'Agriculture ;
- Organisation d'une réunion avec les acteurs du centre commercial Odysseum.

La phase de concertation a duré trois mois (du 30 janvier au 2 mai 2022) et a été précédée des mesures de publicité suivantes réalisées au moins quinze jours avant son ouverture :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation par voie de publication locale et par voie dématérialisée ;
- Affichage d'un avis d'ouverture de la phase de concertation sur les lieux concernés.

La concertation a permis au public d'accéder aux informations relatives au projet, aux avis émis par les personnes publiques consultées et de formuler des observations et des propositions. Le public a pu débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que des impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Cette concertation a également permis de recueillir des solutions alternatives.

4 – Bilan de la concertation

À l'issue de la concertation, un bilan a été dressé afin d'être présenté et débattu en séance par le Conseil de Métropole. Les principales conclusions de ce bilan sont les suivantes :

a) Une participation bien ciblée

- Les acteurs ayant été les plus mobilisés sont les riverains directs du projet, tant les particuliers que les représentants du centre commercial Odysseum, dont le fonctionnement est directement impacté par 2 des 3 variantes de tracé ;
- Le grand public s'est moins mobilisé (une vingtaine de participants à la réunion publique, et 34 contributions écrites), ce qui peut s'expliquer par plusieurs facteurs :
 - La réalisation du projet impacte peu de riverains, dont il est notable qu'ils se sont pratiquement tous manifestés ;
 - En l'absence de desserte commerciale, peu d'usagers se sont sentis concernés ; même s'il convient de souligner une proportion importante de contributions regrettant l'absence d'une station à Grammont.

La qualité de la participation à cette concertation donne donc de bonnes garanties sur l'information et l'expression des personnes directement concernées par le projet. Ces dernières ont pu exprimer leurs avis et observations, même si le « volume » de contributions pourrait être estimé faible.

b) Synthèse des observations et avis exprimés

On dénombre, hors double comptes (participant s'étant exprimé via plusieurs canaux) :

- 31 contributions portées aux registres ;
- 3 courriers adressés au maître d'ouvrage (Chambre des métiers et de l'Artisanat, Chambre de Commerce et de l'Industrie, et un riverain) ;
- 7 avis exprimés lors de la réunion publique du 17/03 ;
- 1 avis exprimé par la Chambre d'Agriculture lors de la réunion du 16/02/2022.

Ces contributions (quel qu'en soit le support) se classent selon 4 grands thèmes, certaines abordant plusieurs thèmes :

- Choix du tracé de la variante de raccordement du CEMG

La moitié des contributions (25/72) exprime un avis sur les variantes de tracé proposées.

Les avis explicitement exprimés se répartissent comme suit :

- | | | |
|----------------------------|---------|----------|
| - Variante Télémaque : | 1 pour | 8 contre |
| - Variante Méliès : | 4 pour | 8 contre |
| - Variante Mendès-France : | 27 pour | 7 contre |
| - Autre proposition : | 12 | |
| - Ne se prononcent pas : | 25 | |

Il ressort une préférence notable pour la variante de tracé empruntant l'avenue Pierre-Mendès-France. Cette préférence est globalement motivée par :

- Des impacts moindres sur les propriétés jouxtant le projet ;
- La limitation des impacts sur la circulation : les flux circulatoires dans le centre commercial Odysseum ne sont pas impactés, et l'insertion de la plateforme en terre-plein central est identifiée comme limitant les incidences sur le trafic très important de l'avenue Pierre-Mendès-France ;
- Le fait qu'il s'agit du tracé le plus direct pour rejoindre le réseau tramway existant.

Les observations du public concernent très majoritairement son incidence sur les conditions de circulation et sur les impacts sur les propriétés qui jouxtent le projet. 8 des avis exprimés abordent les incidences environnementales du projet : principalement les nuisances sonores, les impacts sur les aménagements paysagers (avec des contributions soulignant les problèmes liés aux pins, et une remarque sur la ressource en eau) ;

- **La question des stations** : on dénombre 13 avis regrettant que le projet ne comporte pas de station pour desservir le secteur de Grammont ;

- **Organisation des mobilités et du réseau TaM** : une quinzaine de contributions expriment des observations à ce sujet ;
- **Préoccupations propres aux riverains directs du tracé** : 7 riverains directement impactés par le projet se sont exprimés pour faire valoir leurs intérêts ou interroger sur les modalités de prise en compte des impacts du projet sur leurs propriétés.

c) Bilan et enseignements de la concertation

En synthèse des avis exprimés :

- Parmi les trois variantes de tracé soumises à la concertation, la variante empruntant l'avenue Pierre-Mendès-France emporte le plus l'adhésion. Il s'agit de la variante qui génère le moins d'impacts sur la circulation et les propriétés qui jouxtent le projet ;
- Un regret est exprimé quant à l'absence de desserte commerciale de Grammont, et plus largement du quartier du Millénaire ;
- Les riverains directs du projet se sont manifestés pour que leur situation personnelle soit prise en compte dès l'amont, sans émettre d'opposition au projet en lui-même.

Les études du projet se poursuivront donc sur le site du CEMG et sur sa voie technique de raccordement passant sur l'avenue Pierre-Mendès-France.

La Métropole réaffirme par ailleurs sa démarche d'inscrire à long terme ce projet dans une politique globale de développement des mobilités, qui se poursuivra avec des projets de développement du secteur de Grammont et de sa desserte en transports publics, comme de celle du Millénaire et du quartier de la Lironde. Plusieurs mesures seront mises à l'étude dans un second temps, comme la réalisation d'un parc-relais dans ce secteur, et la création d'une ligne commerciale, avec une ou plusieurs stations dans le secteur de Grammont. En ce sens, le choix de la variante de tracé par l'avenue Pierre-Mendès-France est celui qui préserve le mieux cette vision pour l'avenir. C'est pourquoi à court terme, le maître d'ouvrage veillera à ce que le projet conserve le maximum de capacités dans le temps pour permettre de poursuivre le développement du secteur de Grammont.

La variante retenue ayant des impacts fort sur le caractère paysager de l'entrée de Ville, la Métropole s'engage à porter une attention toute particulière au projet de requalification paysagère qui accompagnera l'implantation de la plateforme du tramway sur le terre-plein central de l'avenue Mendès-France. Dans la même volonté de minimiser les impacts du projet, la Métropole prendra attache auprès des riverains directs du projet, pour engager avec eux un dialogue visant à ce que leurs intérêts soient préservés au maximum.

La concertation aura permis au public d'accéder aux informations relatives au projet, incluant notamment les différentes options de tracé des voies de raccordement pendant une durée de trois mois. Elle leur aura aussi permis de formuler des avis et des observations sur le projet.

5 – Dossier définitif du projet

La définition du projet nécessite la poursuite des études, en tenant compte :

- Du choix opéré à l'issue de la concertation : localisation du Centre de Maintenance sur le site de Grammont, et raccordement au réseau existant par une voie technique empruntant l'avenue Pierre-Mendès-France ;
- Des orientations dégagées par le bilan de la concertation.

Les études techniques et environnementales vont donc se poursuivre conformément au Bilan de la concertation. L'arrêt définitif du projet interviendra à l'issue de ces études, tout comme l'approbation des dossiers préalables à l'enquête publique unique à intervenir au titre des différentes législations applicables (autorisation environnementale, déclaration d'utilité publique, etc.).

Le dossier de concertation, le bilan de la concertation et la présente délibération seront tenus à la disposition du public pour information.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de la concertation préalable relative au projet de réalisation d'un nouveau centre d'exploitation et de maintenance tramways et bus de la Métropole ;
- D'arrêter la localisation du futur dépôt sur le site proposé au sud du domaine de Grammont à Montpellier et son raccordement au réseau existant dans le secteur d'Odysseum, par la variante de tracé empruntant l'avenue Pierre-Mendès-France ;
- D'autoriser la poursuite des études sur la base du projet retenu, ainsi que l'engagement des procédures nécessaires à la mise en œuvre de ce projet dans les meilleurs délais ;
- D'approuver les mesures portées en conclusion du bilan de la concertation pour tenir compte des avis exprimés, et plus particulièrement la nécessité d'une requalification paysagère accompagnant l'implantation des ouvrages sur l'avenue Pierre-Mendès-France, la limitation des impacts sur les propriétaires riveraines et l'inscription à long terme du projet dans une politique globale de développement des mobilités dans les secteurs urbains les plus proches ;
- De rendre public le bilan de la concertation par publication sur le site internet de la Métropole et de la Ville de Montpellier, et par intégration au dossier à venir d'enquête publique unique relative au projet ;
- De dire que les crédits nécessaires aux opérations de concertation sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CEMG_Bilan de concertation_vF_20220519.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Bernard TRAVIER, Joël VERA

Aménagement durable - Mise en application de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour aménagement de circulation modes doux, rue de Las Sorbes entre l'avenue de Lodève et la rue Notre-Dame d'Espérance - Demande d'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire - Commune de Montpellier - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La rue de Las Sorbes est un axe de liaison inter-quartiers majeur de Montpellier, long de 1,6 km, permettant de relier des axes principaux entre l'avenue de la Liberté et l'avenue du Père Soulas. Cette rue comporte un trafic journalier dense où les vitesses constatées ne sont pas en adéquation avec la réglementation.

Cet axe inter-quartiers est répertorié en tant qu'axe de liaison cyclable au schéma directeur des mobilités actives et connecte les pistes cyclables de la ligne 3 du Tramway avec celles prévues sur les deux lignes 3 et 5 du BusTram qui vont se substituer ponctuellement aux lignes de bus 6 et 10. Cette rue n'est pas aménagée en infrastructure pour la circulation des modes doux alors qu'elle doit d'ores et déjà participer au maillage cyclable existant et à son accroissement prévu à court terme.

L'emplacement réservé (ER) C 23 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) grève les parcelles, dont les emprises permettent d'envisager les travaux d'élargissement de la voirie entre l'avenue de Lodève et la rue Notre-Dame de l'Espérance. La largeur de voie existante sur ce tronçon ne permet pas d'envisager un aménagement cyclable serein et sûr, dans la continuité du linéaire envisagé suivant entre la rue de Notre-Dame de l'Espérance et l'avenue du Père Soulas.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite en conséquence mettre en œuvre les acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre de l'emplacement réservé C23 sur les parcelles KS 1 et KS 2, situées rue de Las Sorbes, sur le tronçon compris entre l'avenue de Lodève et la rue Notre-Dame d'Espérance pour réaliser les travaux de voirie qui permettront de favoriser et développer les déplacements doux (piétons et vélos) et réduire la vitesse de circulation et l'usage de la voiture sur cet axe.

Dans cet objectif, il est proposé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue de finaliser la maîtrise foncière indispensable à l'aboutissement de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le recours à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue d'acquérir les emprises non maîtrisées pour le réaménagement de la rue de Las Sorbes entre l'avenue de Lodève et la rue Notre-Dame d'Espérance, sur la commune de Montpellier ;
- D'approuver le dossier destiné à être soumis aux enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et la cessibilité du foncier, conformément notamment aux articles R.112-1 à R.112-24 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et de l'article R.131-14 du même code ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault :
 - L'ouverture concomitante des enquêtes publiques précitées dans les formes prescrites par le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, au vu du dossier joint, selon la procédure d'urgence nécessaire à optimiser l'entrée en possession des terrains eu égard aux objectifs de sécurité fixés ;
 - La désignation d'un commissaire-enquêteur ;
 - La déclaration de l'utilité publique de l'opération projetée ;
 - La délivrance de l'arrêté de cessibilité des emprises nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur L. Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1 - Enquête DUP.pdf
- 2 - Enquête parcellaire v2.pdf
- 3 - ESG avis signé 26 juillet 2021.pdf
- 4 - Avis parties communes signé 09 mars 2022.pdf
- 5 - Avis KS2 signé le 09 mars 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Demande d'ouverture d'une enquête parcellaire dans le cadre de la réalisation de la cinquième ligne de tramway portant sur deux copropriétés situées avenue Georges Clemenceau impactées par l'emplacement d'une future station - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par arrêté n° 2013.I.1656 du 28 août 2013, le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a Déclaré d'Utilité Publique (DUP) le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la cinquième ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole. La DUP a été prorogée pour cinq ans par arrêté préfectoral n°2018. I.638 du 13 juin 2018.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, la Métropole a confirmé la poursuite du projet de la ligne 5 et la nécessité d'engager des études pour revoir le tracé sur le secteur du parc Montcalm afin d'obtenir une modification de la déclaration d'utilité publique initiale.

Par délibération n°14926 du 27 septembre 2017, la Métropole a approuvé les objectifs et les modalités de la concertation.

Par délibération n°M2019-90 du 22 mars 2019, la Métropole a tiré le bilan de la concertation et approuvé le tracé modifié qui emprunte la rue des Chasseurs, la route de Lavérune, le boulevard Paul-Valéry, l'avenue de Vanières, la rue de Bugarel, l'avenue du XV de France, la place de Chine, le rue Rouget-de-Lisle jusqu'au rond-point Paul-Fajon.

Par délibération n°M2019-559 du 18 novembre 2019, la Métropole a approuvé le dossier d'enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique du projet de modification du tracé et sur la mise en compatibilité du plan d'urbanisme de la Commune de Montpellier.

Par délibération n°M2021-207 du 7 juin 2021, la Métropole a approuvé le projet de tracé modificatif au vu de l'enquête publique et a déclaré l'intérêt général du projet de modification de construction du tronçon entre le rond-point Paul-Fajon et la rue des Chasseurs (jusqu'à l'entrée dans l'EAI). Il convient dès lors d'envisager l'engagement de la procédure d'enquête parcellaire sur une nouvelle section portant sur deux copropriétés situées avenue Georges-Clemenceau, lesquelles se trouvent impactées du fait de l'emplacement d'une future station.

Le dossier soumis à cette procédure d'enquête publique est établi conformément au Code de l'expropriation, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur. Conformément aux dispositions de l'article R.131-3 du Code de l'expropriation, le dossier d'enquête parcellaire comprend :

- Une notice explicative de présentation du projet ;
- Un plan parcellaire sur lequel est matérialisée l'emprise nécessaire à l'opération envisagée. Ce plan permet de déterminer la consistance de la ou des parcelles, bâties ou non, à acquérir en totalité ou partiellement pour chaque propriétaire concerné ;
- Un état parcellaire comprenant la liste des propriétaires et la surface de terrain à acquérir par parcelle.

Après avoir approuvé le dossier de demande d'ouverture d'enquête parcellaire, il est proposé au Conseil de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault en vue d'obtenir l'arrêté nécessaire à l'ouverture de l'enquête publique, puis à leur issue, de requérir le prononcé de l'arrêté de cessibilité.

Il est également proposé au Conseil de Métropole de le solliciter pour qu'il déclare l'urgence, en application des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation, compte tenu de l'ampleur de

l'opération, de la nécessité de réaliser les travaux dans les délais les plus courts afin de minimiser les impacts vis-à-vis des riverains, du fonctionnement des services publics et de la gestion du tissu urbain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le dossier d'enquête parcellaire ;
- De solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour obtenir l'ouverture de l'enquête parcellaire ;
- De requérir à l'issue de l'enquête le prononcé de l'arrêté de cessibilité ;
- De solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour qu'il déclare l'urgence en application des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Notice explicative enquête parcellaire avenue Clemenceau.pdf
- L5-ENQ04-planche-parcellaire_PL210-V2.pdf
- L5-ENQ04-PK7-Etat_parcellaire Provisoire.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Convention de compensation pour la tarification intermodale entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Année 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Avec la mise en service des lignes 1 et 2 du tramway, plusieurs lignes départementales Hérault Transport en provenance du Nord, du Sud-Ouest et du Nord-Est montpelliérain ont été rabattues sur les pôles d'échanges Occitanie, Saint Jean de Védas, Sabines et Notre-Dame-de-Sablassou. De la même façon, depuis avril 2012 avec la mise en service des lignes 3 et 4, toutes les autres lignes Hérault Transport de l'Ouest, de l'Est et du Sud sont désormais connectées aux nouveaux pôles d'échanges Mosson, Odysseum, Boirargues et Etang de l'Or, permettant ainsi la fermeture de la gare routière. Les connexions systématiques des lignes interurbaines sur le réseau de tramway engendrent un report modal plus important, les voyageurs titulaires d'un titre Hérault Transport étant plus nombreux à emprunter le tramway jusqu'au centre-ville.

La convention passée en octobre 2006 pour les années 2007 et 2008 avait permis au Syndicat Mixte des Transport en Commun de l'Hérault (SMTCH) d'instaurer une tarification permettant à ses voyageurs d'accéder aux deux réseaux avec un même support tarifaire et de verser en conséquence une compensation tarifaire à la Communauté d'agglomération de Montpellier. Cette convention a été renouvelée selon les mêmes modalités depuis 2009, avec la Communauté d'agglomération, devenue ensuite Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est ainsi proposé une convention définissant les titres et leur condition d'utilisation pour l'année 2022 et prévoyant une compensation forfaitaire annuelle basée, d'une part, sur le nombre de déplacements réalisés par les voyageurs interurbains sur le réseau urbain, en tenant compte de la progression de fréquentation attendue et d'autre part, sur le coût moyen actualisé d'un déplacement urbain sur le réseau TaM. Le projet de convention précise les modalités d'application de ces dispositions et de prise en charge de ce coût par le SMTCH.

Les montants de compensation forfaitaire correspondent au paiement de 640 000 déplacements commerciaux au prix unitaire de 1,0364 € TTC, arrondis à 660 000 € TTC pour l'année 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et SMTCH ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Christian ASSAF, M. Jean-François AUDRIN, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le '14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président



Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention compensation intermodale SMTCH 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Convention de compensation pour la navette des plages entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Année 2022 - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Chaque été, depuis l'ouverture de la ligne 3 du tramway en 2012, Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) proposent un dispositif partenarial pour faciliter les déplacements des voyageurs en transport en commun vers les plages du littoral méditerranéen. Pour les voyageurs désirant se rendre à la mer, le SMTCH met en service des navettes de bus depuis le terminus Pérols-Etang de l'Or de la ligne 3 de tramway. Il est à souligner que depuis la période estivale 2016, la desserte de la plage des Roquilles est assurée par la Communauté d'agglomération du Pays de l'Or.

Pour la saison 2022, le SMTCH a programmé la mise en place de ces navettes du 18 juin au 28 août inclus. Dans la perspective d'une affluence importante de voyageurs et pour faciliter et simplifier les conditions tarifaires d'accès à ces navettes, Montpellier Méditerranée Métropole et le SMTCH proposent que l'ensemble des titres de transports de leurs réseaux soient acceptés sur les navettes.

Le dispositif qui avait été mis en place pour 2021 et qu'il est proposé de reconduire pour 2022, est le suivant :

- Les voyageurs disposant d'un titre Hérault Transport pourront emprunter les navettes ;
- Les voyageurs provenant de la ligne 3 de tramway et disposant d'un titre TaM auront accès aux navettes en correspondance et sans surcoût ;
- Les voyageurs ne disposant d'aucun titre pourront acheter à bord des navettes un titre spécifique intermodal Navette des Plages Hérault Transport + TaM. Le SMTCH fixe son tarif à 1,60 € TTC (montant identique à celui pratiqué sur le réseau TaM).

Les modalités décrites ci-dessus doivent faire l'objet d'une convention entre le SMTCH et Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention précise également le mode de calcul de la compensation financière à verser par Montpellier Méditerranée Métropole au SMTCH. Cette compensation est calculée à partir de la recette moyenne au voyageur du réseau urbain, fixée à 0,9422 € HT (1,0364 € TTC) en fonction du nombre de validations enregistrées à bord des navettes.

Le bilan de l'année 2021 est le suivant : 118 203 voyages ont été enregistrés sur les navettes sur la période de fonctionnement, entraînant une compensation tarifaire s'élevant à 88 142,34 € TTC, au bénéfice du SMTCH. Un bilan sera établi, pour la saison estivale 2022, dans la délibération autorisant la reconduction du dispositif en 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de compensation tarifaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SMTCH ;
- D'approuver le bilan 2021, notamment en ce qu'il fixe la compensation tarifaire à verser par Montpellier Méditerranée Métropole à 88 142,34 € TTC ;
- D'approuver la reconduction du dispositif pour la saison estivale 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Christian ASSAF, M. Jean-François AUDRIN, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_financiere_navette_des_plages_2022 (bilan 2021).docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Plans de Mobilité Employeurs - Convention-type de Protection des Données entre Montpellier Méditerranée Métropole et les employeurs - Approbation - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est l'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire en application des dispositions de l'article L. 1231-1 du Code des transports.

Dans le cadre de cette compétence, et dans une volonté d'encourager le changement de comportements, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place un service de conseil en mobilité destiné aux employeurs et aux gestionnaires d'activités générant des flux de déplacements importants, comme prévu par les dispositions de l'article L. 1231-1-1 du Code des transports. Ce conseil en mobilité a, entre autres, pour objet d'accompagner les employeurs concernés par l'obligation réglementaire du seuil de plus de 50 salariés sur un même site, soit un peu plus de 600 employeurs sur le territoire pour un total d'environ 100 000 salariés, dans leur démarche d'élaboration de leurs Plans De Mobilités Employeurs (PDME). Ces derniers visent à optimiser et à augmenter l'efficacité des déplacements liés à l'activité des entreprises, en particulier ceux de leurs personnels, dans une perspective de diminution des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques et de réduction de la congestion des infrastructures et des moyens de transports. Plus de 120 Plans, pour près de 60 000 collaborateurs du territoire, ont ainsi déjà été signés.

Le PDME prévoit une évaluation des déplacements entre le domicile et le travail (dispositions de l'article L. 1214-8-2 du Code des transports). Pour faciliter l'établissement de ce diagnostic, Métropole de Montpellier Méditerranée prend en charge la réalisation d'une cartographie des salariés des entreprises au regard de leur lieu de travail et leur positionnement par rapport aux différentes solutions de transports alternatives. De cette analyse découleront les actions les plus pertinentes à mettre en œuvre par l'employeur pour promouvoir et favoriser l'usage de modes de transports alternatifs à la voiture individuelle.

La réalisation des géolocalisations des salariés des entreprises constitue un traitement de données personnelles qui doit être conforme au Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD). Aussi, pour permettre le traitement de ces données pour le compte des employeurs du territoire, il est proposé une convention-type entre Montpellier Méditerranée Métropole, responsable du traitement, et l'employeur qui met à disposition ces données uniquement pour cet usage clairement défini. Cette convention-type est complétée par des annexes permettant la prestation de sous-traitance pour la réalisation des cartographies de géolocalisation. Ces documents pourront faire l'objet d'adaptations en fonction des spécificités de chaque employeur.

Cette convention-type vise à fournir un cadre juridique visant à la sécurisation du processus et des données pour les deux entités.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la stratégie de traitement des données personnelles afférentes à la politique PDME de Montpellier Méditerranée Métropole, et les orientations qui en découlent ;
- D'approuver les termes de la convention-type de protection de données entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'employeur ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,


Monsieur Le Président
• Michael DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220502 Convention RGPD donnees cartographies PDME.doc
- Annexe à la convention-cadre
- Engagement cadre du sous-traitant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Avis sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Lunel - Avis favorable - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Conseil communautaire du Pays de Lunel a arrêté son projet de Schéma Cohérence Territoriale (SCoT) révisé en séance du 9 février 2022. Montpellier Méditerranée Métropole est consultée en tant que personne publique associée sur ce projet car limitrophe au Pays de Lunel (Beaulieu, Restinclières et Saint-Geniès-des-Mourgues).

Historique de la procédure

Le territoire du Pays de Lunel est couvert par un SCoT approuvé en 2006, pour lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier avait formulé un avis favorable.

En 2015, le Pays de Lunel a prescrit une procédure de révision (avec entre temps une évolution du périmètre et un passage de 13 à 14 communes). Le projet de SCoT révisé a été arrêté en 2019.

En revanche, plusieurs personnes publiques associées avaient formulé des observations, en particulier sur les objectifs et la méthodologie de mesure de consommation d'espace agro-naturel. La Commission de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) avait quant à elle formulé un avis défavorable notamment s'agissant des enjeux agricoles. Le Pays de Lunel a ainsi souhaité revoir leur projet de SCoT, avec un débat sur un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ajusté et un nouvel arrêt du projet en février 2022.

Le positionnement du Pays de Lunel

La communauté de communes du Pays de Lunel compte 14 communes et plus de 50 000 habitants. Le Pays de Lunel est situé dans un espace d'interface entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'agglomération de Nîmes : un espace « d'entre deux », s'affirmant comme une alternative de vie aux deux grandes agglomérations urbaines. Dans cet esprit, le PADD dresse plusieurs pistes de coopération avec les SCoT voisins, dans un « principe de réciprocité entre espaces dans une logique gagnant-gagnant. Ces synergies sont porteuses de dynamiques territoriales complémentaires plutôt que concurrentielles », en écho avec le PADD du SCoT révisé de la Métropole.

Ainsi, le PADD promeut la coordination dans la stratégie d'aménagement commercial et de développement économique, en proposant des modèles complémentaires. Ces dynamiques métropolitaines peuvent s'appuyer sur le développement du Pôle d'échange multimodal (PEM) de la gare de Lunel. A ce titre, le PADD du Pays de Lunel considère ce PEM comme l'un des moyens pour mettre en réseau l'espace métropolitain Sète-Montpellier-Nîmes-Alès, sachant qu'il relie Montpellier et Nîmes en 15 minutes : de quoi « transposer le concept de ville au quart d'heure à grande échelle ».

Les trois ambitions du projet de SCOT

Ambition 1 : Assurer un développement vertueux et valoriser les ressources

Le territoire du SCoT est couvert par 2/3 de terres agricoles : une mosaïque de pratique culturale qui participe au maintien de la biodiversité, au sein du réseau de la trame verte et bleue établi en cohérence avec le SCoT de la Métropole, notamment au niveau de la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) Plaines de Beaulieu et Saussines commune aux deux territoires.

Le projet de SCoT prévoit une consommation foncière de 232 ha à l'horizon 2040, soit 11 ha/an et 330 m²

par habitant supplémentaire. Cela correspond à une réduction de 57 % de la consommation, par rapport à la consommation observée sur la période 2008-2019, contre 50 % dans la version 2019 du projet de SCoT (ces valeurs ayant été établies à partir des données d'occupation du sol fournies par la Métropole). Cet objectif passe notamment par l'« intensification urbaine » : densification des nouvelles opérations (densité à l'échelle des opérations de 25 à 70 logements/hectare selon l'armature urbaine), renouvellement du tissu existant, comblement des dents creuses, réinvestissement des logements vacants ou insalubres.

Ambition 2 : promouvoir un territoire solidaire

Dans un contexte de tassement de la dynamique démographique, les élus visent un objectif de croissance annuelle de 0,6 %, pour accueillir 7 000 nouveaux habitants (soit 57 000 habitants d'ici 2040). Le projet de SCoT prévoit ainsi une production annuelle de 275 logements (soit 5 500 logements d'ici 2040), dont une part importante de logements locatifs sociaux pour atteindre l'objectif de production de 25 % pour les communes assujetties à la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) (le Pays de Lunel en compte seulement 10 % actuellement).

En matière de commerce, l'offre en grands centres commerciaux est jugée suffisante pour répondre aux besoins jusqu'à 2040. Dans le corridor languedocien des infrastructures (fer et autoroute), le projet de SCoT porte l'ambition de positionner le PEM de la gare de Lunel (inauguré en 2020) comme un espace de rabattement entre le Sommiérois et la Grande-Motte. Aujourd'hui, les échanges entre Lunel et Montpellier correspondent déjà au tronçon ferroviaire le plus fréquenté d'Occitanie pour les déplacements domicile-travail.

Ambition 3 : développer un espace de vie attractif dans le système métropolitain languedocien

A travers son projet de SCoT, le Pays de Lunel se positionne comme un pôle économique d'équilibre entre les bassins d'emplois de Montpellier et Nîmes (25% des actifs du Pays de Lunel travaillent à Montpellier). Le PADD vise un renforcement d'emplois locaux pour ramener le ratio à 1 emploi pour 3,5 habitants d'ici 2040 (contre 1 emploi pour 3,8 habitants actuellement). Cet objectif se traduit notamment par le développement de l'activité productive et la valorisation des filières innovantes, en évitant toutefois l'implantation supplémentaire d'activités de stockage ou de logistique.

Dans ce cadre, la stratégie de développement économique prévoit des opérations de requalification, ainsi que 45 ha d'extension et création de zone d'activités économiques (dont un projet à rayonnement régional sur 20 ha). Parallèlement, le PADD prévoit de renforcer les filières de proximité et de circuits courts à l'échelle du bassin de consommation métropolitain, de Montpellier jusqu'à Nîmes.

Enfin, le projet de SCoT envisage aussi de développer le tourisme d'affaires et de congrès, grâce à l'achèvement de la ligne à grande vitesse en direction de Perpignan et à la proximité des pôles montpelliérain et nîmois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'émettre un avis favorable sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Lunel ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Grabels - Dispense d'évaluation environnementale - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2021-449, le Conseil de Métropole a approuvé les modalités de mise à disposition au public du projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Grabels. Ce projet vise à permettre la réalisation d'ouvrages de protection contre les inondations le long du cours d'eau du Rieumassel.

Conformément aux dispositions des articles R.104-33 et R.104-34 du Code de l'urbanisme, la personne responsable de la procédure, Montpellier Méditerranée Métropole a transmis, à la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe), un dossier dit de « *cas par cas* ».

Par décision n°2022DK084 du 20 avril 2022, la MRae a conclu à l'absence d'incidences notables sur l'environnement et a dispensé d'évaluation environnementale la modification simplifiée n°3 du PLU de Grabels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le fait de ne pas soumettre à évaluation environnementale le projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Grabels conformément à la décision de la MRae ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

 Michaël DELAFOSSE

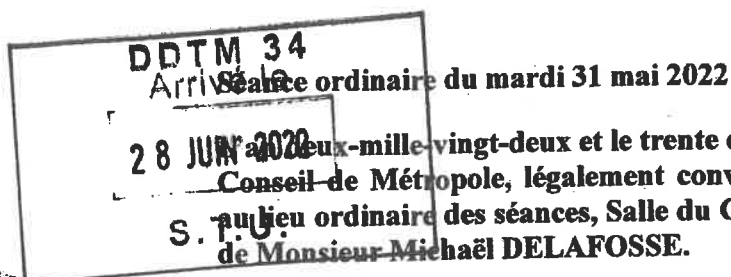

Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Le deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

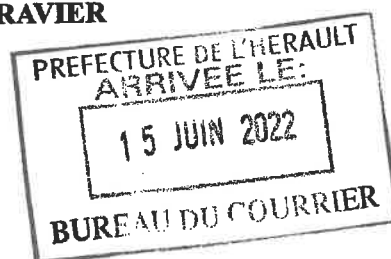
Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER



Aménagement durable - Commune de Lattes - Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

A la demande de la Commune de Lattes, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la 3^{ème} modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Lattes afin de procéder à la rectification d'une erreur matérielle portée aux documents graphiques du règlement à l'issue de la mise en compatibilité n°1 du PLU approuvée le 18 décembre 2019.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal de Lattes a émis, par délibération n°285 en date du 15 février 2022, un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°3 du PLU.

Le projet de modification ayant pour seul objet la rectification d'une erreur matérielle, il est, depuis le décret « Asap » du 13 octobre 2021, dispensé d'examen au cas par cas de la part de l'autorité environnementale.

Le projet de modification du PLU de Lattes a été, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L.153-40, notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) le 24 mars 2022. Une PPA a formulé un avis favorable au projet :

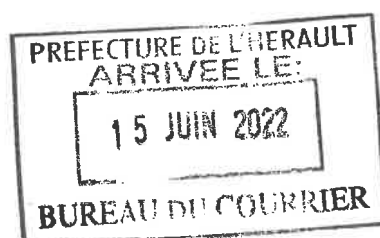
- La Chambre de Métiers et de l'Artisanat, en date du 13 avril 2022.

Le dossier de modification simplifiée n°3 du PLU de Lattes a été mis à disposition du public du lundi 28 mars 2022 au vendredi 29 avril 2022 inclus, à la Mairie de Lattes et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, aux jours et horaires habituels d'ouverture.

Aucune remarque n'a été exprimée par le public durant la mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°3 du PLU de la commune de Lattes ;
- D'approuver le dossier de modification simplifiée n°3 du PLU de Lattes tel que mis à disposition ;
- De tenir le dossier de modification simplifiée n°3 du PLU de Lattes approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public du siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Lattes et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'urbanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix



Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président



Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

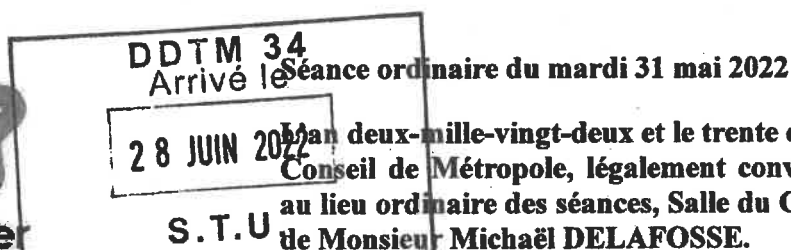
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 160267_MS3_Lattes -appro 31 05 22.pdf
- Zonage_Lattes_MS3_Nord_appro.pdf
- Zonage_Lattes_MS3_sud_appro.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Le mardi deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER



Aménagement durable - Commune de Pérols - Modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

A la demande de la Commune de Pérols, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la 7^{ème} modification simplifiée du PLU de la Commune de Pérols afin de procéder à la rectification d'une erreur matérielle et à l'actualisation de la destination de l'emplacement réservé n°17.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal de Pérols a émis, par délibération n°2021-12-02/29 en date du 2 décembre 2021 un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°7 du PLU.

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale n°2022DK037 du 3 février 2022, le projet a été dispensé d'évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme.

Le projet de modification du PLU de Pérols a été, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L.153-40, notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) le 23 décembre 2021. Deux PPA ont formulé des avis favorables au projet :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault, en date du 26 janvier 2022 ;
- Le Conseil Départemental de l'Hérault, en date du 27 janvier 2022.

Le dossier de modification simplifiée n°7 du PLU de Pérols a été mis à disposition du public du lundi 28 mars 2022 au vendredi 29 avril 2022 inclus, à la Mairie de Pérols et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, aux jours et horaires habituels d'ouverture.

Aucune remarque n'a été exprimée par le public durant la mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le dossier de modification simplifiée n°7 du PLU de Pérols tel que mis à disposition ;
- De tenir le dossier de modification simplifiée n°7 du PLU de Pérols approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public du siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Pérols et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'urbanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix



Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président



Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

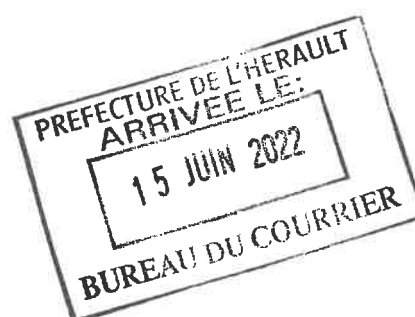
Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 160267U_MS7_Pérols-V7-appro 31 05 2022.pdf
- V.1_Zonage_MS7-appro 31 05 2022.pdf
- VI-1 Liste Liste des ER_MS7 - appro 31 05 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Convention pré-opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie - Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable - Avenant n° 1 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agro-écologique et d'alimentation durable en lien étroit avec l'ensemble des acteurs du territoire. Depuis octobre 2017, elle bénéficie de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT). Dans ce contexte, la Ville de Montpellier a lancé en priorité le grand chantier de rénovation de la restauration scolaire à Montpellier, par délibération du 30 juillet 2020, dans un objectif de politique alimentaire durable, respectueuse de l'environnement et de la santé des enfants, tout en poursuivant les enjeux de circuits courts, de réduction du gaspillage alimentaire, de réduction des déchets, de lutte contre la précarité alimentaire et d'éducation des jeunes générations.

Cette politique agro-écologique et alimentaire engage pleinement le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier Méditerranée Métropole comme un outil stratégique et opérationnel de sa mise en œuvre. Le MIN est un lieu clé de massification et de transformation des produits alimentaires. Cet outil joue un rôle structurant pour le territoire, et plus largement à l'échelle du pôle métropolitain.

Outre son ancrage dans la politique agro-écologique et alimentaire, le MIN se situe à la convergence de plusieurs autres politiques publiques clés : politiques de développement économique, d'aménagement et de développement durables du territoire, des mobilités, de logistique urbaine, ou de dynamisation commerciale. Il constitue ainsi un levier important pour la mise en œuvre d'une action publique volontariste de développement durable de la Métropole, sur les plans économiques, environnementaux, sanitaires, sociaux et sociétaux.

Afin de renforcer le MIN et engager son évolution vers la création d'un « *Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable* », l'élaboration d'un schéma directeur du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole a été initiée.

Cependant, la question foncière est majeure. Le MIN est situé dans un quartier en plein renouvellement urbain, inscrit dans la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « *La Restanque* » de compétence communale. Cette opération engage les évolutions du secteur vers une mixité plus forte entre l'économie et l'habitat, d'autant plus nécessaire aux abords immédiats du cœur de Ville, centre de la Métropole. Il est à noter que la modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier a fait évoluer le sous-secteur du MIN pour le conforter exclusivement dans sa vocation au titre du développement de l'activité économique et notamment permettre la création de la cité de l'alimentation à proximité.

Afin de porter les assiettes foncières, Montpellier Méditerranée Métropole a signé une convention pré-opérationnelle avec l'Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) le 30 décembre 2019, portant sur le Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable. Dans le cadre de cette convention, l'EPF Occitanie s'est porté acquéreur des parcelles cadastrées section OL n° 32-34-73, à la suite des discussions menées par la Métropole avec les propriétaires. La convention prévoit un rachat des fonciers acquis par la Métropole ou tout opérateur qu'elle aura désigné.

En l'occurrence, la Ville de Montpellier envisage la réalisation de la Cité de l'Alimentation sur un terrain jouxtant le MIN, afin de répondre aux objectifs déclinés.

Il convient dès lors d'envisager la cession par l'EPF Occitanie directement à la Ville de la parcelle OL 34 pour la construction de cet équipement.

A cet effet, l'EPF estime nécessaire de compléter la convention initiale par la signature d'un avenant n°1, pour permettre la cession directe à la Ville et autoriser un paiement du prix de l'acquisition échelonné sur trois exercices budgétaires.

Le prix est calculé, conformément à la convention initiale, selon la méthode d'un prix de revient, estimé à 3 466 877,20 €. Le prix de vente dépendant des frais supportés par l'EPF sera définitivement arrêté au jour de la signature de l'acte authentique à intervenir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etablissement Public Foncier Occitanie et permettre le rachat par la Ville de Montpellier, des fonciers nécessaires à la réalisation de la cité de l'alimentation, selon un paiement échelonné, validé par les parties ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant n°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 JUIN 2022
 Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022
 Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
 - avenant n1 Montpellier MIN _ V3 _ 18.05.22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Vendargues - Parc d'Activités Économiques "Le Salaison" - Mise en vente publique du terrain cadastré BB 352 situé 160 avenue de Bigos - Conditions de mise en vente - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un terrain cadastré BB 352 d'une superficie de 8 206 m² situé 160 avenue des Bigos sur la Commune de Vendargues dans le Parc d'Activités Economiques (PAE) du Salaison.

Dans le cadre du développement économique du territoire de la Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole s'est dotée d'un Plan d'Accompagnement et de Concertation Territoriale Economique (M'PACTE) visant à favoriser la création, l'accueil et l'épanouissement des entreprises sur son territoire. Elle a engagé sur le PAE du Salaison, créé en 1965, un projet de requalification visant à renforcer son attractivité, à optimiser le foncier existant et à renforcer la trame paysagère en préservant la ripisylve du Salaison.

La première phase de requalification du site a permis de mobiliser une vingtaine d'hectares de foncier pour développer près de 50 000 m² de surface de plancher et accueillir plus de 50 nouvelles entreprises.

La seconde phase concerne la revalorisation de la façade urbaine du parc d'activités économiques située le long de la route métropolitaine RM 613 et la conduite d'actions de préservation des trames bleue et verte existantes, leur consolidation par de nouvelles plantations et l'amélioration de leurs fonctions écologiques.

Dans le cadre de cette deuxième phase de requalification, la Métropole propose la mise en vente de la parcelle de terrain cadastré BB 352 en lançant un appel à projets en vue de trouver un acquéreur pour la réalisation d'un programme multi-activités. Ce programme pourrait être composé de locaux indépendants et regroupables permettant le développement d'activités productives, le négoce et l'aménagement de bureaux d'une surface de plancher minimale de 4 500 m², correspondant à un besoin sur le secteur.

L'appel à projets permettra de désigner un acquéreur dont le projet sera le plus attractif en termes, par exemple, d'accueil de services aux entreprises (sécurité informatique, conseil en RH, activités juridiques, comptabilité, salle de visio-conférence, restaurant inter-entreprises, espaces de co-working), aux usagers (conciergerie, médical et paramédical, centres de ressources autour de la mobilité durable comme l'auto partage, le covoiturage, vélo station, taxi groupé, etc.) dans le but de compléter l'offre de services au sein du parc d'activités.

L'aménagement devra s'inscrire dans le paysage urbain existant et renforcer cette entrée du parc d'activités par une écriture résolument contemporaine, en respectant son environnement paysager. L'objectif est de garantir une forte densité, imbriquer/superposer des ateliers, des bureaux et renforcer le caractère urbain de l'entrée du parc en composant un front bâti.

La présente délibération a pour objectif de définir les principales conditions de la mise en vente. Les modalités de la vente visent à organiser une publicité et une sélection, pour trouver en toute transparence le meilleur acquéreur, qui sera l'opérateur afin de garantir la vente et la qualité du projet.

Il est proposé une sélection en deux phases :

- Une sélection de quatre candidats par une commission *ad hoc* composée d'élus de la Métropole et de la Commune de Vendargues après publicité, sur la base des critères suivants : références de l'acquéreur et de son équipe en matière de réalisation de programmes comparables (30%), sa capacité financière à acquérir et à porter le projet (20%) et la démonstration d'une première approche sommaire des intentions

d'aménagement, les interactions entre les différents membres potentiels de l'équipe et la programmation envisagée (50%) ;

- Une sélection de l'acquéreur final sur la base d'un projet, dont la faisabilité sera techniquement et financièrement assurée sur la base des critères suivants : l'intégration et l'organisation fonctionnelle de l'opération (40%), le respect du programme et la pertinence des propositions (40%), l'offre financière et le montage opérationnel (20%) sur la base d'un prix-plancher de 900 000 € HT nets vendeurs, basé sur une valorisation de charges foncières à 200 €/m² pour la création a minima de 4 500 m² de surface de plancher.

Ce prix est celui fixé comme un minimum de l'offre, conforme à l'évaluation des Domaines.

Le public sera informé par voie de presse et publication sur le site internet de la Métropole.

Le choix de l'acquéreur sera opéré par délibération du Conseil de Métropole après avis de la commission ad hoc précitée, puis un compromis de vente signé, notamment sous condition suspensive de l'octroi de l'autorisation d'urbanisme et de l'obtention du financement du projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser la mise en vente de la parcelle cadastrée BB 352 d'une superficie de 8206 m² située 160 avenue de Bigos sur la Commune de Vendargues dans le Parc d'Activités Economiques du Salaison, au prix plancher de 900 000 € HT nets vendeur ;
- D'approuver le lancement de la mise en vente selon les modalités précisées ci-avant ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan
- Annexe 1 - plan de situation.pdf
- Annexe 2 - plan topographique.pdf
- Annexe 3 - réseaux.pdf
- Annexe 4 - Etude urbaine Salaison EXM.pdf
- Annexe 5 - Plan de zonage du PLU de Vendargues.pdf
- Annexe 6 - Règlement zone UE.pdf
- Annexe 7 - Règlement PLU dispositions générales.pdf
- Annexe 9a - servitude de réseau pluvial.pdf
- Annexe 9b - Plan de la servitude du réseau pluvial.pdf
- Annexe 9c - convention de servitude de tréfonds pour le réseau pluvial.pdf
- Annexe 8 - périmètre d'étude secteur Salaison.pdf
- cahier des charges Salaison version 6 mai pour Aires Délib.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Opération d'aménagement du carrefour RM613-RD24E2 situé sur les communes de Vendargues et Saint Aunès - Modalités de concertation - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre du développement et de l'aménagement de son territoire, la Métropole sécurise régulièrement son réseau viaire, y compris en limite de son territoire, en partenariat avec le Département de l'Hérault. A l'occasion de l'aménagement de la ZAC des Châtaigniers, qui a pour vocation d'accueillir de l'habitat et des équipements publics et d'intérêt collectif sur la commune de Saint Aunès, la Métropole et le Département ont souhaité :

- Améliorer le fonctionnement du carrefour RM 613 / RD 24E2 pour tenir compte des trafics supplémentaires liés à la ZAC des Châtaigniers ;
- Améliorer la desserte au Parc d'activité du Salaison dans le cadre de sa requalification.

C'est dans ce contexte que le Département de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération et la Commune de Saint Aunès ont décidé de créer une nouvelle section de route entre la RD24E2 et la RM613 et aménager un carrefour giratoire afin de mettre en sécurité le fonctionnement de ce secteur et améliorer sa fluidité. Par convention signée le 8 février 2020, les 4 collectivités partenaires ont précisé les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage confiée à Montpellier Méditerranée Métropole et les modalités de financement de l'opération.

Les terrains nécessaires à la réalisation de cette opération n'appartenant que pour partie aux collectivités, une déclaration d'utilité publique sera requise en vue de réaliser les acquisitions foncières nécessaires.

Eu égard au montant prévisionnel des travaux, supérieur à 1 900 000 €, conduisant à la création de nouveaux ouvrages ou à la modification d'assiette d'ouvrages existants, dans une partie urbanisée des communes de Saint Aunès et Vendargues, l'opération relève de la concertation obligatoire en application de l'article R.103-1 du Code de l'urbanisme. Il est précisé que compte tenu du montant prévisionnel des travaux, une déclaration d'intention n'est pas requise.

Il convient en conséquence d'arrêter les modalités de la concertation.

Motivations et raisons d'être de l'opération

La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et Montpellier Méditerranée Métropole connaissent une forte attractivité avec une croissance démographique qui ne ralentit pas depuis plusieurs décennies. Depuis 2006 la commune de Saint Aunès a engagé une procédure de création de la ZAC des Châtaigniers et confié à la Société Publique Locale (SPL) l'Or Aménagement le soin de la réaliser sur une superficie d'environ 18 hectares offrant 485 logements dont 27% en locatif aidés. La dernière tranche d'aménagement s'est terminée en 2020 et entraîne l'arrivée de plus de 1000 nouveaux habitants sur ce quartier. Le Département de l'Hérault a réalisé l'aménagement d'un carrefour d'accès à la ZAC sur la RD24E2. Pour sa part Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la requalification du parc d'activité du Salaison sur la commune de Vendargues. Un permis d'aménager est en cours d'instruction sur le site d'implantation de Bonna Sabla en vue de son réaménagement sur une superficie de 11 Ha environ.

Ces développements entraînent une augmentation du trafic au carrefour entre les RM613, route de Nîmes en entrée ouest du Parc du Salaison et la RD24E2 qui marque l'entrée nord de Saint Aunès. L'intersection existante en courbe génère des mouvements tournants dangereux dans des conditions de visibilité restreinte avec des vitesses constatées excessives. L'insertion des véhicules non prioritaires provenant de Saint Aunès vers Vendargues et Le Crès est particulièrement difficile aux heures de pointes.

Les partenaires ont donc convenu d'aménager le carrefour en le déplaçant vers l'est et en le transformant en carrefour giratoire. Afin d'assurer la sécurité de l'ensemble des dessertes des parcelles voisines et de la ZAC des Châtaigniers, il est nécessaire de créer une section nouvelle de raccordement de la RD24E2 sur le futur giratoire et le chemin de Montpellier à Nîmes.

Modalités de la concertation

La concertation associe le public à l'élaboration du projet. La Métropole envisage de mettre en place une concertation d'une durée d'un mois minimum selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition du public d'un dossier de concertation en mairies de Saint Aunès et de Vendargues et sur le site internet de la Métropole ;
- Mise à disposition d'un registre papier en mairies de Saint Aunès et de Vendargues ;
- Mise à disposition d'un registre dématérialisé sur le site internet de la Métropole permettant au public de formuler ses observations et propositions ;

Au plus tard 15 jours avant l'organisation de la concertation, un avis précisant ces modalités sera publié sur le site internet de la Métropole, publié par voie d'affichage en Mairies de Saint Aunès et de Vendargues et à l'hôtel de la Métropole à Montpellier et publié dans un journal local. Une publication dans un journal local informera le public de la date de clôture desdits registres et de la date de fin de concertation.

A l'issue de la concertation, Montpellier Méditerranée Métropole en arrêtera le bilan.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les objectifs poursuivis et les modalités de concertation concernant l'opération d'aménagement du carrefour RD24E2-RM613 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Conventions entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des aires des gens du voyage pour 2022 - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Pierre RICO, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole gère en régie depuis le 1^{er} janvier 2016 l'aire d'accueil de Bionne située à Montpellier, et celle située à Castelnau-le-Lez depuis le 1^{er} janvier 2017, en application des dispositions définies par le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage adopté pour la période 2018-2024.

Conformément l'article L.851-1 du Code de la sécurité sociale, une aide forfaitaire est versée annuellement par l'Etat aux communes ou aux EPCI qui assurent la gestion des aires d'accueil des gens du voyage. Le montant de cette aide est déterminé en fonction du nombre de places proposées sur chaque aire et du taux d'occupation effectif des places de stationnement mises à disposition. Son versement est subordonné à la signature, chaque année, d'une convention avec l'Etat qui précise les modalités de versement de l'aide ainsi que les droits et obligations des parties.

Pour l'aire de Bionne, le montant prévisionnel l'Allocation Logement Temporaire 2 (« ALT 2 ») que Montpellier Méditerranée Métropole pourrait ainsi percevoir pour 2022 est de 48 575,57 € décomposé en une part fixe et une part variable prévisionnelle. Pour l'aire de Castelnau-le-Lez, le montant prévisionnel de l'aide à percevoir est de 49 656,19 €, décomposé également en deux parties. Ces deux montants seront calculés définitivement au 31 décembre 2022 suivant le taux d'occupation effectivement constaté pour les 2 aires.

Pour prendre en compte les deux nouvelles aires d'accueil de Cournonterral et de Castries actuellement en travaux, dès leur ouverture dans le courant de l'année, il sera proposé un projet de nouvelle convention globale pour quatre aires, comportant des annexes distinctes.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des conventions entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier de Bionne et de Castelnau-le-Lez pour l'année 2022 ;
- De dire que la recette est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Bionne 2022
- Convention Castelnau -Le-Lez 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ANIMATION DU TERRITOIRE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Bernard TRAVIER, Joël VERA

Animation du territoire - Appel à projets dans le cadre de la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

La Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète, Sète-Agglomération, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et nombre de collectivités à leurs côtés se sont unies pour porter ensemble une candidature de « *Capitale Européenne de la Culture* » utilisant le levier de la culture au service d'une politique ambitieuse et d'une transformation durable du territoire.

C'est dans ce cadre que Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète et Sète Agglopôle Méditerranée lancent un appel à projets. Il permettra d'enrichir la création et la diffusion artistique et patrimoniale autour de la candidature « *Montpellier 2028* » et pourra mobiliser l'ensemble des secteurs artistiques, culturels et patrimoniaux.

Il s'agit d'encourager les initiatives s'inscrivant dans l'ambition de la candidature autour de la jeunesse, de l'hospitalité aux artistes et à la création, de la dynamique des industries créatives et culturelles, du respect, de la préservation et de la mise en valeur des patrimoines et des paysages, du renouvellement urbain et de la transformation des villes par la culture. L'appel à projet fera l'objet de deux campagnes conjointes menée par Montpellier Méditerranée Métropole (pour un montant de 500 000 €) et par la Ville et l'Agglomération de Sète (pour des montants respectifs de 130 000 et 70 000 €)

Cet appel à projets a vocation à soutenir les projets répondant aux objectifs de « *Montpellier Capitale européenne de la culture 2028* » :

- Partager et construire collectivement le récit de la candidature « *Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028* » ;
- Faire émerger des projets partenariaux entre les territoires, que ce soit à l'échelle du bassin de vie, de la candidature ou encore au niveau européen ;
- Mettre en œuvre des projets communs entre différents acteurs du territoire (culturels, éducatifs, sociaux) ;
- Faire émerger des projets artistiques et culturels favorisant un ou plusieurs axes forts de la candidature : la dimension européenne, la jeunesse, la participation citoyenne sous toutes ses formes, la transformation de la cité, l'intervention dans l'espace public la diversité artistique et culturelle ;
- Favoriser la participation des habitants dans le cadre de la candidature par des propositions gratuites et accessibles à toutes et tous

Les projets pourront revêtir des formes originales et innovantes, et devront se dérouler sur le territoire du bassin de vie Montpellier-Sète entre le 15 août 2022 et le 31 décembre 2022, et être de préférence gratuits et accessibles à toutes et tous.

Ils seront pré-sélectionnés selon leur adéquation avec les axes forts de la candidature Montpellier 2028 : leur capacité à mobiliser et fédérer la population autour des arts et de la culture, leur ancrage territorial et leur lien avec les acteurs du territoire, leur qualité artistique et leur originalité, leur capacité à mobiliser des publics, et leur ancrage dans l'espace public, les conditions de production du projet ainsi que la pertinence du budget et des partenariats financiers.

L'aide prendra la forme d'une subvention au projet dans la limite d'un montant plafond de 50 000 €.

Les projets retenus seront valorisés dans le cadre de la communication de la candidature « *Montpellier Capitale européenne de la culture 2028* » (site internet, programmes, agenda, mailings, réseaux sociaux...), de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Sète et de Sète Agglopôle Méditerranée.

Au total, l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole porte sur un montant prévisionnel de 500 000 €.

Les subventions seront attribuées par l'autorité compétente de l'une et/ou l'autre des deux collectivités. Leur versement est soumis à signature d'une convention

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le lancement d'un appel à projets « Montpellier 2028 – Capitale Européenne de la Culture » ;
- D'approuver le règlement de cet appel à projets ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE

Publiée le 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Règlement appel à projets

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Dispositif de soutien à la restauration et à la valorisation des patrimoines métropolitains - Création des fonds - Cadre d'intervention de la politique de subventionnement - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole possède un patrimoine culturel dont la qualité et la variété sont reconnus. La labellisation Pays d'art et d'histoire obtenue le 11 mars 2020 par le ministère de la Culture, ainsi que la candidature UNESCO, marquent une étape décisive dans le développement et la structuration de la politique patrimoniale de la Métropole. Le patrimoine est positionné comme moteur de développement local, en complémentarité des autres champs d'action de la Collectivité (aménagement et urbanisme, déplacements, habitat, environnement et innovation, économie et emploi, cohésion sociale, culture et sport).

Parmi d'autres leviers d'intervention, la politique de soutien encourage la mise en œuvre de projets, tout en favorisant le dynamisme des acteurs locaux. Il est ainsi proposé la création de deux fonds de soutien, à la restauration et à la valorisation des patrimoines, à l'attention des communes et associations du territoire de la Métropole. La démarche s'intègre de façon plus large dans l'organisation de la politique de soutien aux projets culturels et complète les dispositifs déjà mis en œuvre par les partenaires institutionnels, que sont la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), la Région et le Département.

Le dispositif de soutien à la restauration des patrimoines vise trois objectifs stratégiques :

- Assurer la transmission des patrimoines de la Métropole aux prochaines générations ;
- Participer à l'amélioration du cadre de vie des habitants, à l'appropriation d'une identité commune ainsi qu'au développement de l'attractivité du territoire de la Métropole ;
- Contribuer au maintien et au renforcement de la filière des métiers de la restauration patrimoniale, ainsi qu'à la transmission des savoir-faire.

La démarche concerne des biens dont la qualité patrimoniale est reconnue, protégés ou non au titre des monuments historiques, situés sur le territoire de la Métropole ou appartenant à une des communes de la Métropole, et plus particulièrement les biens architecturaux et les objets mobiliers.

Des montants planchers et plafonds sont établis, en conformité avec la réglementation des aides mise en œuvre à l'échelle nationale et métropolitaine. Le montant des aides accordées sera adapté, tenant compte des critères suivants :

- L'intérêt patrimonial du bien restauré ;
- La nature, la dimension et la solidité du projet ;
- L'accessibilité des publics au bien restauré (visibilité depuis la voie publique, ouverture ou accessibilité *a minima* une fois par an à l'occasion des Journées européennes du patrimoine par exemple) ;
- Le recours à une maîtrise d'œuvre spécialisée dans la restauration du patrimoine pour tout chantier d'importance.

Le dispositif de soutien à la valorisation des patrimoines vise deux objectifs stratégiques :

- Contribuer à la diffusion de la connaissance, pour un accès de tous aux patrimoines de la Métropole, par la mise en œuvre d'une offre de médiation de qualité ;
- Participer à l'appropriation d'une identité commune ainsi qu'au développement de l'attractivité de l'ensemble de son territoire.

Le dispositif concerne des projets valorisant l'histoire, l'architecture, l'urbanisme, le paysage et/ou le patrimoine immatériel, sur un ou plusieurs sites, situés sur le territoire de la Métropole ou appartenant à une des communes de la Métropole :

- Les publications ;

- Les expositions ;
- La signalétique patrimoniale ;
- La création d'outils de médiation, traditionnels et numériques ;
- Les études et mises en œuvre d'espaces d'interprétation sur sites patrimoniaux ;
- Toute autre action tangible de valorisation des patrimoines.

Des montants planchers et plafonds sont établis, en conformité avec la réglementation des aides mise en œuvre à l'échelle nationale et métropolitaine. Le montant des aides accordées sera adapté, tenant compte des critères suivants :

- La nature, la dimension et la solidité du projet ;
- La qualité des conditions de mise en œuvre ;
- La diffusion envisagée envers les publics.

Au total, l'engagement auprès des communes et des associations, se traduit par un budget global de 8 000 000 € inscrits dans la programmation pluriannuelle d'investissement sur la durée du mandat. Un premier appel à projets peut être lancé dès 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser la création des fonds de soutien à la restauration et la valorisation des patrimoines ;
- D'approuver les cadres d'intervention des dispositifs de soutien à la restauration et à la valorisation des patrimoines ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Cadre d'intervention Restauration
- Cadre d'intervention Valorisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Conventions pluriannuelles de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, les radios associatives de Montpellier et leurs fédérations régionales représentatives - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole soutient le fonctionnement des radios associatives locales afin de défendre leur indépendance et préserver la diversité de ce secteur culturel. Ces aides sont complétées par l'achat de prestations et des mises à disposition de locaux.

Montpellier Méditerranée Métropole entend aujourd'hui renouveler le programme partenarial pluriannuel initié en 2016 avec la Ville de Montpellier, les radios associatives et leurs organisations régionales représentatives (Assemblée Régionale des Radios Associatives et Collectif des Radios Libres d'Occitanie), afin de développer des productions, notamment en matière de culture, de patrimoine et de démocratie participative. Les conventions proposées définissent les objectifs et le programme d'actions du partenariat pour la période 2022-2024.

Montpellier Méditerranée Métropole s'y engage à commander auprès des radios associatives des prestations à hauteur de 25 000 €, afin de mettre en œuvre le programme d'actions annuel :

- 15 625 € auprès des radios représentées par l'Assemblée Régionale des Radios Associatives (ARRA) ;
- 9 375 € auprès des radios représentées par le Collectif des Radios Libres d'Occitanie (CRLO).

Les radios associatives s'engagent quant à elles à mettre en œuvre un programme d'actions annuel consistant à produire et diffuser des documents radiophoniques (magazines, émissions spéciales, reportages, fictions ou séries radiophoniques, ...) consacrés à la vie culturelle, sportive, touristique, environnementale et événementielle de la Ville et la Métropole. Ces programmes donneront notamment la parole à des habitants et acteurs du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des conventions pluriannuelles de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, les radios associatives de Montpellier et leurs fédérations représentatives ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Bruno PATERNOT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président



Michael DELAFOSSE

Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conventions_Radios_associatives_ARRA.docx
- Conventions_Radios_associatives_CRLO_22-24.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Convention pluriannuelle de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et ViàMontpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

La société ViàMontpellier exploite son canal de télévision local sous la marque « *ViàMontpellier* » en vertu d'une convention conclue avec l'Autorité de Régulation de la Communication audiovisuelle et numérique (ARCOM) en date du 9 février 2022.

Par délibération n°10570 du 20 décembre 2011, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue ensuite Montpellier Méditerranée Métropole, a autorisé la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec la société 7LTV, devenue ensuite ViàMontpellier, pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2012, dont le terme a été fixé au 31 décembre 2015 par avenant n°1. Cette convention a ensuite été renouvelée par deux fois et est arrivée à échéance au 26 février 2022.

Compte tenu du retour d'expérience de ce partenariat, et de l'intérêt de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier à conventionner avec la société ViàMontpellier pour, entre autres, la promotion et la diffusion de leurs activités sur leurs territoires respectifs, il est proposé de conclure avec ViàMontpellier une nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs, tripartite, pour une durée de 3 ans.

La convention a pour objet de fixer les axes de collaboration entre ViàMontpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier. Les productions vidéos réalisées dans ce cadre s'appuieront sur le planning prévisionnel des manifestations de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, remis à jour chaque année et annexée à la convention.

D'une façon générale, la société ViàMontpellier s'engage à couvrir tous les aspects de la vie locale en l'abordant sous des angles variés : social, économie, culture, sport, politique, vie scolaire et universitaire, faits de société etc., de l'échelle communale à celle de la Métropole, voire du Pôle Métropolitain. Dans ce cadre, elle s'attache à favoriser la compréhension de l'organisation institutionnelle, à conforter l'identité du territoire en valorisant sa cohérence comme ses spécificités locales et à renforcer l'expression des citoyens dans un souci de démocratie participative. L'ensemble des communes de la Métropole et du Pôle Métropolitain feront l'objet d'une attention particulière de la société ViàMontpellier. La déclinaison de ces thématiques dans la grille de programme de ViàMontpellier pourra prendre plusieurs formes : web-reportages, plateaux événementiels, émissions spéciales, aide à la production audiovisuelle et cinématographique. Enfin, l'ensemble des productions réalisées par ViàMontpellier dans le cadre de la présente convention sera mis à la disposition de la Ville et de la Métropole via la plateforme *My Vidéo Place* de la chaîne. Ces programmes pourront être librement réutilisés et diffusés via les sites et réseaux sociaux des deux personnes morales.

En contrepartie de ces engagements, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole verseront à la société ViàMontpellier une participation annuelle forfaitaire de, respectivement, 60 000 € HT, et 250 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre Montpellier Méditerranée Métropole, la société ViàMontpellier et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix


Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président



Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention VIAOCCITANIE-VIA MONTPELLIER 2022-2024.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Rog r CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Domaine d'O - Convention d'exploitation entre l'Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC) du Domaine d'O et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'Établissement Public Industriel et Commercial (l'EPIC) pour la gestion des activités artistiques et culturelles sur le Domaine d'O a été créé par délibération du Conseil départemental de l'Hérault en date du 2 mars 2009.

Le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), et par convention en date du 23 décembre 2016, ont défini le transfert au 1er janvier 2018 de la compétence Culture comme la mise à disposition de la Métropole des équipements culturels dédiés aux spectacles vivants situés dans la partie nord du Domaine d'O. A ce titre, l'EPIC du Domaine d'O relève depuis à cette date de la gouvernance de Montpellier Méditerranée Métropole, et représente l'un des éléments majeurs de la politique culturelle métropolitaine en matière de spectacle vivant, au regard notamment de la qualité de ses installations, du nombre, de la renommée et de la diversité des manifestations culturelles qu'il organise et accueille.

Le Domaine d'O produit en effet une saison culturelle (théâtre, cirque, musique, spectacles jeune public, danse), chaque année d'octobre à mars, ainsi que quatre festivals : Saperlipopette, La métropole fait son cinéma et Les Nuits d'O, et La Métropole fait son cirque (cirque contemporain sous chapiteau dans les communes de la Métropole). Il accueille par ailleurs quatre festivals d'envergure : Le Printemps des comédiens, les Folies d'O, Radio France Occitanie Montpellier et Arabesques.

En application de la convention de transfert susvisée et du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole dispose de tous les pouvoirs de gestion sur les biens qui lui ont été mis à disposition, notamment celui d'autoriser l'occupation des biens du domaine public qui lui ont été remis. Par délibération en date du 28 septembre 2021, le Conseil de Métropole a ainsi autorisé la reconduction de la convention d'occupation du domaine public qui définissait notamment les biens et la parcelle concernés, les réserves d'usage et de jouissance au profit de la Métropole, notamment la réservation de 15 jours d'utilisation métropolitaine, le régime des sous-occupations, les conditions générales relatives à l'entretien, la maintenance, aux travaux et aux charges récupérables, la durée de la convention, les responsabilités et assurances incombant aux deux parties et les modalités de fin de la convention.

Une convention d'exploitation fixant notamment la composition des instances de contrôles, les missions de service public confiées à l'EPIC, les conditions de mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers, les modalités d'approbation des programmes d'actions et de communication établis par l'EPIC, les calendriers de remise des rapports d'activité et financiers mais aussi les recettes et les contributions annuelles versées par Montpellier Méditerranée Métropole a été approuvée pour un an par délibération du 7 juin 2021 ; il est proposé de renouveler cette convention au titre des années 2022 et 2023, faisant coïncider son échéance avec celle de la convention d'occupation du domaine public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'exploitation entre l'EPIC du Domaine d'O et Montpellier Méditerranée Métropole, pour les exercices 2022 et 2023 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix


Ne prennent pas part au vote : 14 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Geniès BALAZUN, Mme Emilie CABELLO, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès SAURAT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2022_Convention_EPIC_3M_mise à disposition domaine_v3.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUÏ, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour la réalisation des campagnes de fouilles archéologiques 2022 - Site archéologique Lattara à Lattes - Siège épiscopal de Maguelone à Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Depuis 2011, le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), pour le compte du laboratoire Archéologie des Sociétés Méditerranéennes de l'Unité Mixte de Recherche (UMR) 5140, est chargé de la gestion des fouilles programmées sur le site archéologique Lattara, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole et situé sur la Commune de Lattes. Le site du siège épiscopal de Maguelone, à Villeneuve-lès-Maguelone, est venu s'ajouter à ce périmètre d'intervention en 2016.

La réalisation des campagnes archéologiques sur ces deux sites par le CNRS fait l'objet d'un partenariat annuel avec Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention de partenariat précise les apports de chacune des parties ainsi que les programmes de recherches archéologiques qui seront mis en œuvre en 2022, dont les principaux éléments sont définis comme suit.

Montpellier Méditerranée Métropole verse une subvention d'un montant de 71 150 € au CNRS, pour la réalisation de ces opérations de fouilles selon la répartition suivante :

- 39 100 € pour le site de *Lattara* ;
- 32 050 € pour le siège épiscopal de Maguelone.

Le CNRS initie et gère les campagnes de fouilles ainsi que les orientations scientifiques des projets de recherche sur chacun des sites, en faisant appel aux équipes nécessaires.

Concernant le site archéologique Lattara, les précédentes campagnes de fouilles depuis 2016 ont mis en évidence la présence d'un chenal qui été creusé au tout début du II^e siècle avant notre ère en bordure de la zone portuaire, vraisemblablement pour pallier le problème d'ensablement de la lagune. La campagne 2022 s'inscrit dans le cadre d'un nouveau plan triennal de fouilles (2021-2023). Il s'agira tout d'abord de terminer, sur le quartier portuaire, la fouille d'une maison d'époque augustéenne, mise au jour en 2021. Cette maison, appartenant sans doute à un négociant du port, a livré notamment une mosaïque, qui a été déposée au mois décembre pour être restaurée et exposée au musée Henri Prades. L'exploration portera ensuite sur les quais du II^e siècle de notre ère du canal portuaire afin de compléter les données sur cet ouvrage en vue de sa publication. Ces travaux seront menés sur deux mois, du 6 juin au 30 juillet avec une équipe composée de 10 encadrants et d'une quarantaine de stagiaires bénévoles répartis sur deux stages de fouilles.

S'agissant du site de Maguelone, avec la mise au jour de 9 000 m² dans le quartier nord du siège épiscopal en 2019-2020, l'exploration a franchi une étape décisive en confirmant l'existence d'une agglomération couvrant une large partie de l'ancienne île. La densité des vestiges concernant une vingtaine de bâtiments à fonctions multiples, stockage, forge et habitation, permet désormais de caractériser la topographie d'un quartier de Maguelone dans les décennies qui accompagnent et/ou succèdent à la création du siège épiscopal, quelques années avant les conciles de 589 où en apparaît la première mention. Au vu de la densité des données de fouille, en 2021 le travail de terrain s'est limité à quelques sondages prospectifs pour se consacrer principalement aux études spécialisées : bio-archéologie, archéo-zoologie, numismatique, paléo-environnement, topo-chronologie. Ces études vont se poursuivre en 2022, qui verra aussi se développer l'analyse topographique à travers une prospection géophysique chargée de compléter le plan des différents quartiers de l'île épiscopale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CNRS pour la réalisation des campagnes de fouilles 2022 sur les sites archéologiques de Lattara et du siège épiscopal de Maguelone ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Clare HART.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_fouilles_2022_Metropole_CNRS V.3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades - Adhésion au réseau professionnel Fédération et Ressources sur l'Antiquité (FRANTIQ) - Convention d'adhésion 2021-2026 - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Dans le souci d'assurer une bonne gestion de ses ressources documentaires, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite pour le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades adhérer au réseau professionnel « Fédération et Ressources sur l'Antiquité (FRANTIQ) ».

Le groupement de services n° 3378 du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), intitulé réseau professionnel FRANTIQ, est un réseau documentaire sur l'Archéologie et les Sciences de l'Antiquité dont le but est de faciliter les accès à l'information scientifique et technique dans ce domaine, de fournir des outils spécifiques et de partager des compétences pour la communauté archéologique (chercheurs, enseignants chercheurs, étudiants, éditeurs scientifiques, services archéologiques régionaux, départementaux ou territoriaux).

Il est proposé une convention d'adhésion et de partenariat au terme de laquelle le musée Henri Prades s'engage à fournir des données scientifiques, bibliographiques, normalisées et indexées de ses acquisitions courantes et, si possible, rétrospectives et participer à l'enrichissement du Catalogue collectif indexé et du thésaurus du réseau. En contrepartie, FRANTIQ lui fournira des outils pour valoriser ces données, mettra à sa disposition le logiciel, le système d'indexation, le serveur et dispensera les formations aux outils au personnel du musée Henri Prades.

La convention de partenariat permettant l'adhésion au réseau est conclue pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026. Le coût annuel de l'adhésion est de 2 040 € TTC, soit 10 200 € TTC sur la durée totale de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'adhésion et de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le réseau professionnel « Fédération et Ressources sur l'Antiquité (FRANTIQ) » ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Clare HART.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2022_3M_Convention Adhesion Frantiq CNRS 2022-2026 V.3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Direction des médiathèques et du livre - Adhésion à l'Association des Musées et Centres pour le développement de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle (AMCSTI) - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Dans la perspective du développement et du rayonnement de ses activités, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité pour sa Direction des médiathèques et du livre adhérer via la délibération n°M2021-178 à plusieurs associations professionnelles du secteur du livre et de la lecture publique, pour la durée du présent mandat (Réseau CAREL, OLL, Images en bibliothèques, ADULOA, GIP Cinémathèque du documentaire).

En plus de ces associations, le réseau des médiathèques et du livre souhaite adhérer à l'AMCSTI : Association des Musées et Centres pour le développement de la Culture Scientifique et Technique et Industrielle.

Cette adhésion représente un montant financier annuel de 300 € TTC

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser l'adhésion de la Direction des médiathèques et du livre de Montpellier Méditerranée Métropole à l'AMCSTI ;
- Dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Patinoire Végapolis - Principe d'exploitation par Délégation de Service Public - Lancement d'une procédure - Approbation

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Classée parmi les Métropoles les plus sportives de France, Montpellier Méditerranée Métropole soutient les clubs sportifs de haut niveau et veille également à développer la pratique sportive à travers la réalisation d'un véritable réseau d'équipements structurants.

Par délibérations n°4846 en date du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002, la patinoire Végapolis a été reconnue d'intérêt communautaire. Idéalement située au cœur d'Odysseum, elle offre depuis vingt ans un service public sportif conforme aux exigences des usagers : une piste ludique couplée à une piste sportive. La patinoire Végapolis figure parmi les plus importantes patinoires de France et demeure l'une des rares à disposer de deux pistes, dont une à dominante sportive (1 738 m²) et l'autre à dominante ludique (1 334 m²).

Le 21 décembre 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a décidé de confier, par délibération, l'exploitation de la patinoire Végapolis à la société dédiée SAS VM 34000, filiale à 100% de Vert Marine. Une première convention de délégation de service public est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012 pour une durée de 5 ans (jusqu'au 31 décembre 2016). La convention de délégation a été renouvelée avec la même société pour une nouvelle durée de 6 ans, de 2017 à 2023. Le contrat actuel arrive à échéance le 28 février 2023.

Le rapport annexé à la présente délibération présente la situation actuelle du service, les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour les années à venir, les différents modes de gestion et les principales caractéristiques du futur contrat. Conformément à l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de se prononcer sur le principe du recours à une délégation de service public pour gérer la patinoire Végapolis à compter du 1^{er} mars 2023.

Les principaux éléments de ce rapport sont rappelés ci-après.

I / Etat des lieux et modalités de gestion actuelles

1/ Les principaux chiffres

Les caractéristiques structurelles de Végapolis (double piste de qualité, aux vocations complémentaires) et organisationnelles (volonté d'ouverture sur l'année complète, y compris en saison estivale), conjuguées avec une zone de chalandise importante, lui permettent de maintenir un excellent niveau de fréquentation. En configuration optimale (hors restrictions sanitaires) la fréquentation de la patinoire est relativement élevée (autour de 310 000 passages par an), ce qui en fait une des patinoires les plus fréquentées de France.

Sur la durée du contrat, ce sont près de 1,1 millions de visiteurs qui se sont rendus à la patinoire.

Années	2021	2020	2019	2018	2017 10 MOIS
Total	197 286	156 522	307 141	302 300	208 127

Il est à noter une sensible baisse en 2020 en raison de la survenance de la pandémie de Covid-19. La crise sanitaire mondiale a fortement perturbé l'activité de la patinoire à partir du 17 mars 2020. Végapolis a dû fermer ses portes totalement pendant 111 jours. Le nombre de jours d'ouverture sans restriction pour 2020 est de seulement 159 jours représentant 43,6 % du nombre de jours ouverts annuellement. La patinoire est donc restée ouverte 254 jours dont 37 % en mode dégradé.

Outre l'ouverture au public qui correspond à près de la moitié des entrées enregistrées, cette patinoire accueille les élèves de l'enseignement élémentaire du ressort de Montpellier Méditerranée Métropole, la possibilité d'accueillir d'autres écoles étant laissée ouverte au délégataire. Au total, ce sont près de 250 classes issues de 24 communes qui sont accueillies chaque année au sein de la patinoire.

Cet équipement accueille également les entraînements et les rencontres sportives de sport de haut niveau du Montpellier Méditerranée Métropole Hockey Club, du Montpellier Méditerranée Métropole Patinage et

Montpellier Méditerranée Métropole Sports de Glace.

Cette patinoire est également un lieu d'événements où de multiples animations et manifestations sont organisées chaque année. Dans ce cadre, la patinoire a accueilli les entraînements des athlètes internationaux en préparation pour les championnats du monde de patinage artistique qui se sont déroulés du 21 au 27 mars 2022 à l'Aréna Sud de France.

Concernant les résultats d'exploitation, il apparaît qu'en dehors des périodes impactées par les restrictions sanitaires, l'équipement dégage un résultat positif permettant l'attribution d'un intéressement de la Métropole grâce à un mécanisme prévue dans le contrat de délégation de service public. En outre, le délégataire paye une redevance fixe d'occupation des espaces et une redevance de contrôle.

2/ La gestion actuelle de l'équipement

La gestion de la patinoire Végapolis a été déléguée par voie d'affermage, à la société dédiée SAS VM 34000, filiale à 100% de Vert Marine, pour une durée de 6 ans.

Le périmètre actuel de la DSP comprend l'ensemble du bâtiment (à l'exclusion des zones adjacentes affectés aux commerces « Pizza » et « Tapas »), le parking de proximité, parking de service dont l'accès privatif est soumis à un contrôle d'accès avec barrière.

Les prestations actuelles, objet de la délégation de service public relative à la gestion de la patinoire, sont basées sur deux missions principales :

- Une mission de gestion complète de l'équipement en vue de l'accueil du public, des scolaires et des associations sportives et de l'organisation de manifestations sportives ou artistiques ;
- Une mission de promotion et de commercialisation de l'équipement et une mission de gestion d'activité accessoire (snack).

Le contrat prévoit des contraintes de service publics et notamment des créneaux obligatoires pour les scolaires et les associations.

Le contrat prévoit des niveaux d'investissement et de gros entretien renouvellement à mettre en œuvre pendant la durée du contrat par le délégataire et un suivi étroit de ses dépenses est réalisé par le délégant chaque année au moment de la réalisation du rapport d'activité annuel du délégataire.

3/ Le coût du service

Conformément aux principes de la délégation de service public, le délégataire de Végapolis exploite l'équipement à ses risques et périls. Il a la charge du recouvrement des impayés et se rémunère par les recettes d'exploitation des biens et équipements mis à sa disposition.

La tarification des prestations de la patinoire se décompose en deux types :

- Les tarifs normaux ;
- Les tarifs pass'Métropole proposant des réductions sur la plupart des produits de la grille.

Conformément au contrat, le délégataire peut proposer chaque année une actualisation tarifaire applicable au 1^{er} septembre de l'année, suivant une formule d'indexation plafonnée à 2% maximum par an.

En outre, et notamment en raison des contreparties de service public imposées par le contrat, le délégant verse au délégataire une contribution financière forfaitaire.

Rappel de cette contribution financière pour la période 2017/2022 :

2017 (10 mois)	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (2 mois)
103 428 €	103 324 €	83 310 €	65 450 €	63 789 €	59 398 €	0 €

Cette contribution est versée trimestriellement d'avance.

II. Présentation des différents modes de gestion

Deux modes d'organisation s'offrent classiquement à une collectivité publique pour gérer un service public et, notamment, un service public industriel et commercial :

- La « gestion publique », c'est-à-dire par la collectivité directement (régie dotée de la seule autonomie financière) ou encore au travers d'un établissement public (régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière – établissement public). On peut rattacher à cette gestion publique, un (ou plusieurs) marché(s) public(s) pour réaliser tout ou partie des missions (surveillance, entretien, travaux...) ;
- La « gestion déléguée », où l'exploitation du service est confiée à un tiers. Cette gestion prend principalement la forme d'une concession de service public ou délégation de service public pour les collectivités territoriales, (articles L. 1411-1 Code général des collectivités territoriales (CGCT) et L. 1121-3 Code de la commande publique (CCP)).

III. Présentation des objectifs de la Métropole et des scénarios étudiés

1/ Les objectifs

Objectifs de la Métropole pour la patinoire Végapolis :

- Contribuer au développement du loisir sportif ;
- Continuer l'action entreprise vers les scolaires pour favoriser l'apprentissage du patinage ;
- Continuer à soutenir les clubs et les associations sportives ;
- Maintenir durablement la fréquentation de l'équipement au-dessus de 300 000 visiteurs ;
- Maintenir l'équipement en parfait état d'entretien et de fonctionnement ;
- Optimiser les performances financières pour diminuer la contribution versée par la Métropole ;
- Développer l'attractivité touristique de la Métropole ;
- Contribuer au développement territorial local à l'échelle métropolitaine, régionale et nationale.
- Développer les synergies et les dynamiques internes, à l'échelle locale du pôle ludique d'Odyseum et à l'échelle régionale ;
- Mettre en conformité la stratégie de l'équipement avec les orientations stratégiques de la Métropole et notamment avec celles du sport, du tourisme, du développement économique et de l'emploi et de la politique jeunesse, et du développement durable.

2/ Définition des scénarios retenus pour l'analyse

Deux scénarios ont été étudiés :

- A. Le scénario A envisage la gestion en régie de l'équipement, ce qui induit la modification du mode de gestion de la patinoire aujourd'hui gérée en délégation de service public. Il vise à renforcer le rôle de la Collectivité sur le service. S'agissant d'un service public industriel et commercial, la patinoire devra être gérée au travers d'une régie avec autonomie financière ou personnalité morale et autonomie financière (article L.1412-1 CGCT) ;
- B. Gestion déléguée en concession de service. Dans cette hypothèse, la régie intéressée n'apparaît pas comme un mode de gestion déléguée pertinent car elle n'entraîne pas un transfert suffisant du risque d'exploitation sur le délégataire et se traduit par un risque lié à un intéressement financier en fonction de la performance de gestion. De même, la délégation de service publique de type « concession de travaux » n'est pas adaptée tenant, d'une part, à l'absence d'investissements de premier établissement et, d'autre part, à la volonté de la Métropole de conserver la direction sur les investissements majeurs.

IV. Analyse comparative des différents modes de gestion

Chacun des deux scénarios a fait l'objet d'une analyse basée sur les 7 critères mentionnés dans le tableau ci-dessous. Une note entre 1 (peu favorable) et 4 (très favorable) a été attribuée aux deux scénarios :

Critères	Scénario A : régie	Scénario B : DSP
Adaptabilité	3	4
Contrôle du service	4	2
Qualité du service	3	4
Gestion du personnel	3	4
Coût du service	3	4
Risques	1	4
Contribution au développement du territoire	3	3
TOTAL	20	25

En synthèse, il ressort de l'analyse comparative des deux scénarios au travers des sept critères définis que le scénario B « DSP » s'avère le plus adapté aux objectifs de la Métropole, pour ce projet en particulier.

Dans un contexte de forte concurrence entre les loisirs, ce scénario permet de faire porter le risque de la fréquentation et donc le risque financier sur un opérateur expérimenté et qui dispose le plus souvent d'un réseau structuré d'équipement. Par ailleurs, le délégataire doit être un professionnel du secteur qui pourra développer une stratégie commerciale et de marketing adaptée. Un contrat de délégation de service public dont les caractéristiques sont détaillées ci-dessous permettra à la Métropole de rester garante du service public.

En conséquence, il est proposé de retenir le scénario B d'une délégation de service public pour la patinoire Végapolis.

V. Caractéristiques du futur contrat

1/ Objet du contrat

Le délégataire de service public devra assurer en tout temps l'exploitation, la gestion, l'entretien et le renouvellement de la patinoire.

2/ Durée du contrat

La durée du contrat sera de 6 ans et prendra effet au 1^{er} mars 2023. Cette durée est justifiée par l'amortissement des investissements qui seront demandés au délégataire.

3/ Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public

Missions :

Le délégataire assurera la gestion du service public de la patinoire au travers des missions suivantes :

L'exercice des activités suivantes :

- L'accueil du public ;
- L'accueil des groupes (clubs et associations sportives soutenues par la Métropole) ;
- L'encadrement et la surveillance des séances à destination des élèves des établissements scolaires notamment du premier degré.

La gestion du service, des locaux et équipements mis à sa disposition, à savoir :

- La gestion technique, administrative, financière et commerciale ;
- L'entretien courant des locaux (intérieur et extérieur), la maintenance des installations et du matériel nécessaire au bon fonctionnement de l'équipement ;
- L'animation de l'équipement (activités pédagogiques) et l'organisation d'événements ;
- Le recrutement, la formation et l'encadrement du personnel affecté au service. Les personnels actuellement employés par le délégataire bénéficieront des dispositions prévues à l'article L. 1224-1 du Code du travail (reprise du personnel) ;
- Le contrôle de l'hygiène et de la sécurité dans l'établissement conformément aux réglementations en vigueur ;
- L'optimisation des consommations de fluides nécessaires au bon fonctionnement de la patinoire.

Obligations de service public :

Le programme de la consultation détaillera toutes les obligations de service public à la charge du délégataire :

- Assurer l'ouverture et la fermeture au public 365 jours par an (sous réserve des évènementiels) ;
- Accueillir les scolaires et les clubs ;
- Mettre à disposition les personnels et les matériels pédagogiques pour les scolaires ;
- Réserver trois jours d'utilisation totale de l'équipement à destination des besoins de la Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Proposer un plan détaillé de maîtrise des consommations en fluides de la patinoire.

Investissements :

Même s'il s'agit d'une concession de service, certains investissements peuvent être demandés au délégataire s'ils sont étroitement liés à leur projet d'exploitation. Ces investissements, biens de retour, seront remis gratuitement au délégant à la fin du contrat.

Entretien, renouvellement et Gros Entretien et de Renouvellement (GER) :

La Métropole mettra à la disposition du délégataire l'ensemble des bâtiments et des biens, ouvrages et équipements affectés aux équipements, qui lui feront retour, gratuitement et en bon état d'entretien et de fonctionnement, au terme du contrat.

Le délégataire procèdera au renouvellement des biens et équipements nécessaires à l'exploitation du service (matériel pédagogique par exemple).

Le délégataire sera responsable du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance courante des biens et installations dont il a la charge.

Le délégataire devra s'assurer du respect des règles de l'hygiène et de la sécurité dans l'établissement conformément aux réglementations en vigueur.

Les opérations d'entretien et de maintenance sont notamment les suivantes :

- L'entretien courant et le maintien en parfait état de propreté de tous les locaux (sols, vitres, murs, peintures, plafonds, décoration...) et ensemble des composantes de l'équipement ainsi que des abords extérieurs et des zones affectées à l'évacuation des déchets ;
- Le nettoyage, l'entretien et le maintien en état de tous les mobiliers, équipements et matériels nécessaires à l'exploitation du service ;
- L'entretien et la maintenance, selon les prescriptions communiquées par les fournisseurs des installations techniques ;
- L'entretien et le maintien en état de fonctionnement des installations et équipements sanitaires, circuits d'alimentation électrique, ventilation, distribution d'eau sanitaire, installations d'évacuation des eaux usées, dispositifs de sécurité...

Montpellier Méditerranée Métropole, en qualité de propriétaire de l'ouvrage, assumera les grosses réparations de l'équipement (clos, couvert, structure...).

S'agissant des opérations de gros entretien et de renouvellement liées à l'exploitation des installations techniques (hors bâtiment), il sera demandé aux candidats de prendre en charge le gros entretien et le renouvellement des installations dans le cadre d'une provision gérée en transparence (identification du besoin, demande préalable, accord de l'autorité délégante sauf cas d'urgence). Le niveau financier et technique des obligations de renouvellement sera négocié et fixé contractuellement.

La Métropole percevra l'excédent du compte GER si le solde est positif en fin de contrat.

4/ Conditions financières

Le délégataire sera rémunéré par les usagers du service.

La grille tarifaire devra permettre l'accès aux services par le plus grand nombre avec une priorité pour les scolaires ; cette grille sera votée par l'assemblée délibérante lors du choix du délégataire.

Les candidats proposeront les paramètres et indices qui déterminent l'évolution des tarifs.

Les obligations de service public seront précisément définies par le contrat et la compensation financière sera déterminée à l'avance, pour toute la durée du contrat, pendant la phase de négociation sur la base de paramètres fixés préalablement afin d'éviter une surcompensation.

Outre l'application d'une redevance fixe et de contrôle, la convention prévoira les modalités d'un intéressement de la Métropole aux résultats de l'exploitation du service délégué, dans l'hypothèse où le résultat dégagé serait supérieur aux prévisions du délégataire. Les modalités de détermination de cet intéressement seront fixées contractuellement pendant les négociations.

5/ Rôle de Montpellier Méditerranée Métropole en tant qu'autorité organisatrice

La Métropole dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué. Des sanctions (pénalités, mise en régie provisoire, résiliation pour faute) seront prévues par le contrat pour assurer le respect de l'ensemble des obligations du délégataire.

Le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Des rapports mensuels, trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la Collectivité. Des revues de contrat trimestrielles objet de rencontres entre les représentants de l'exploitant et de la collectivité permettront en particulier de suivre et vérifier :

- L'atteinte des objectifs fixés en termes de qualité de service et de fréquentation ;
- Le suivi des indicateurs permettant d'apprécier les résultats attendus sur l'intérêt pédagogique, ludique, et sportif de cet équipement pour les visiteurs, en particulier les jeunes et les familles, et ce, en cohérence avec les objectifs de la Métropole en matière de politique jeunesse, politique sportive, et politique touristique ;
- Le règlement des faits et incidents majeurs liés à l'actualité du service ;
- Le respect des obligations en termes d'entretien et de renouvellement ;
- La réalisation effective du Compte d'Exploitation Prévisionnel, en matière de recettes et charges de la délégation.

Un compte conventionnel intermédiaire de gestion, produit trimestriellement et présentant les informations pertinentes relatives aux produits et charges du service, pourra être rapproché du Compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat afin d'en suivre la bonne exécution.

Montpellier Méditerranée Métropole procédera à des contrôles directs, techniques et financiers, par des agents dûment mandatés par ses soins ou par une société extérieure.

Ces éléments seront détaillés dans le programme de la consultation.

6/ Conditions principales d'exécution du service

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

Pendant toute la durée de la délégation, le délégataire sera seul responsable du bon fonctionnement du service objet du contrat. Il sera également seul responsable à l'égard des tiers des dommages causés par le fonctionnement du service public et par les ouvrages mis à disposition.

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités définies supra et l'ensemble des matériels, des biens et des ouvrages affectés au service.

Montpellier Méditerranée Métropole remettra un ensemble de biens meubles et immeubles affectés au délégataire selon un inventaire mis à jour.

Dans le cadre de la reprise de l'exploitation du service, le délégataire sera tenu de se conformer à ses obligations en matière de transfert des contrats de travail telles qu'elles ressortent des lois et règlements en vigueur et de la convention collective qui lui est opposable. Il devra, par ailleurs, s'engager à affecter à

l'exécution des prestations qui lui seront confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris des précédents exploitants ou issus de nouveaux recrutements.

7/ Sort des biens

Des clauses spécifiques sur le sort des biens seront rédigées. Cela permettra de bien poser la distinction entre les biens de retour et les biens de reprises.

Il sera prévu que les biens de reprises reviennent gratuitement au délégant s'ils sont comptablement amortis.

Les biens devront être remis en parfait état d'entretien.

Une attention particulière sera portée sur les biens « immatériels » : fichiers clients, fichiers GMAO, films, supports pédagogiques...

8/ Principales modalités de consultation

La procédure de publicité et de mise en concurrence sera organisée dans le cadre des dispositions du CGCT et notamment de ses articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants ainsi que des dispositions du Code de la Commande Publique.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux, lors de sa séance du 17 mai 2022, et le Comité Technique qui s'est réuni en séance le 21 avril 2022, ont rendu un avis sur le recours à une délégation de service public pour gérer la patinoire Végapolis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire Végapolis ;
- D'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation annexé, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, d'en négocier les conditions précises ;
- D'approuver le lancement de la procédure de mise en concurrence qui conduira à la désignation de l'exploitant de la patinoire Végapolis ;
- De prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de publicité requise ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 1 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Vegapolis-rapport-choix-mode-de-gestion

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Complexe sportif Yves-du-Manoir - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Mise à disposition au Montpellier Rugby Club - Saisons sportives 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Conformément à la délibération n° 4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain lors de la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau.

Le Montpellier Rugby Club, double vice-champion de France en 2011 et 2018 et double vainqueur du Challenge européen en 2016 et 2021, évolue au plus haut niveau du championnat de France Top 14 et dispute l'ensemble de ses rencontres à domicile au sein du stade d'honneur du complexe sportif Yves-du-Manoir, propriété pleine et entière de Montpellier Méditerranée Métropole. La présence d'une équipe de haut niveau comme le Montpellier Rugby Club répond aux attentes d'un très large public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national et européen.

C'est dans ce cadre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite continuer à faire bénéficier la Société Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Rugby Club d'espaces, déterminés par convention, au sein des installations du complexe sportif Yves-du-Manoir pour les saisons sportives 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025. Dans cette perspective, il convient d'établir avec le club occupant, avant le début de la saison sportive 2022-2023, une convention d'occupation temporaire du domaine public métropolitain qui prévoit la mise à disposition de certains espaces de l'équipement et règle les obligations réciproques du club et de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er juillet 2022.

Cette convention prévoit la mise à disposition non exclusive du terrain d'honneur du complexe sportif ainsi que de certains espaces situés sur les abords de l'aire de jeux et au sein des bâtiments du stade afin de permettre au club d'assurer l'organisation des rencontres de l'équipe professionnelle du Montpellier Rugby Club. La convention prévoit également la mise à disposition exclusive de bureaux, de vestiaires, de la salle de préparation physique, des locaux supporters, de la boutique, du local de restauration rapide et de créneaux d'utilisation du stade d'entraînement.

En contrepartie de cette occupation du domaine public, le club devra s'acquitter d'une redevance fixe annuelle, qui prend en compte les avantages de toute nature dont il bénéficie du fait de cette occupation. Dans ce cadre, la redevance fixe d'occupation du stade d'honneur de rugby est arrêtée à 303 247,00 € HT pour la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023 (saison 2022-2023). À cette redevance fixe s'ajoutera une redevance variable établie à la fin de chaque saison sportive en fonction des recettes issues de l'exploitation du stade les jours de match.

Une réflexion étant en cours sur le devenir du complexe sportif Yves-du-Manoir et une éventuelle évolution des modalités de fonctionnement de cet équipement, les parties signataires à cette convention conviennent de se revoir dans les meilleurs délais afin d'évaluer ensemble les conditions de mise en œuvre de la présente convention et d'en modifier les clauses si nécessaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition des espaces du complexe sportif Yves-du-Manoir pour les saisons sportives 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 ;
- De dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MHR - AOT 2022-2025 v03.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Réseau des piscines - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Installation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Conformément à la délibération n° 4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient et participe à la diffusion du sport de haut niveau.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité des prestations d'accueil et d'hygiène du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole, il a été décidé, en 2008, puis en 2015, d'autoriser dans le cadre d'une occupation temporaire du domaine public l'installation et l'exploitation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques dans les halls d'accueil des piscines (maillots de bain, bonnets de bain, lunettes de nage, etc.). La présente délibération a pour objet de renouveler cette autorisation.

Les douze piscines concernées par la mise à disposition sont les suivantes : Centre Nautique Neptune, piscine Marcel Spilliaert, piscine Jean Taris, piscine Jean Vives, piscine Suzanne Berlioux, piscine Henri Pitot, piscine Amphitrite, piscine Poséidon, piscine Alex Jany, piscine Les Néréides, piscine Christine Caron, et piscine Héraclès.

Une treizième piscine, dont l'ouverture est prévue pour le second semestre 2023, est susceptible d'être ajoutée après la signature de la convention et de faire l'objet d'un avenant, à savoir la piscine de la Motte-Rouge.

L'implantation des appareils se fera dans les zones suivantes situées dans l'enceinte des piscines : entrée principale ou hall d'accueil.

Rappel de la procédure :

Conformément à l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2017, « *sauf dispositions législatives contraires, lorsque le titre mentionné à l'article L. 2122-1 permet à son titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, l'autorité compétente organise librement une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester* ».

Afin de se conformer à cette obligation législative et réglementaire, une procédure de sélection préalable a été lancée le 15 mars 2022 en vue de la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public relative à l'installation et l'exploitation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques pour le réseau des piscines métropolitaines.

Conforme à ce nouveau cadre juridique, la procédure de sélection préalable a fait l'objet de mesures de publicité sur la plateforme des marchés publics et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'occupation est consentie à compter du 20 juillet 2022, pour une durée allant jusqu'au 30 juin 2027. Conformément à la réglementation en vigueur, au terme de la convention aucune prolongation ne sera possible sans qu'une mise en concurrence ne soit préalablement diligentée.

Au titre de l'autorisation délivrée, le bénéficiaire est assujetti au paiement d'une redevance annuelle comportant une part fixe et une part variable.

La date limite de remise des offres des candidats a été fixée au 22 avril 2022.

Un seul candidat a remis son dossier de candidature dans les délais prescrits.

Choix du candidat :

Dans le cadre de la procédure de sélection, une étude de la proposition présentée par l'unique candidat a été effectuée. L'offre de la société **TOPSEC FRANCE**, représentée par Monsieur Thomas LEFAUCHOUX, agissant en qualité de Global Business Manager, est une offre économiquement avantageuse qu'il est proposé de retenir.

Caractéristiques de la future convention :

La redevance annuelle proposée par la société TOPSEC FRANCE comprend une part fixe qui s'élève à 1 500,00 € HT, et une part variable correspondant à 12 % du chiffre d'affaires HT généré par l'exploitation des distributeurs par la société.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le choix de la société TOPSEC FRANCE en tant qu'occupant temporaire du domaine public pour l'installation et l'exploitation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques pour le réseau des piscines métropolitaines ;
- D'approuver les termes de la convention d'occupation temporaire du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société TOPSEC France ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président



Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AOT2022RP - Projet de convention.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ATTRACTIVITE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, René REVOL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Soutien à l'action du Docteur Denis MUKWEGE, prix Nobel de la Paix - Convention cadre de coopération internationale entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Hôpital Général de Panzi, le CHU de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la région Occitanie, l'Université de Montpellier et la Faculté de Médecine de Montpellier-Nîmes - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier est au cœur de la relation d'avenir entre la France et l'Afrique. L'accueil du Sommet Afrique France, le 8 octobre 2021, s'affirme comme le point de départ de nouvelles relations fondées sur le renforcement des coopérations économiques, sur la recherche et l'enseignement, sur le soutien aux industries culturelles et créatives ou encore sur le développement du sport. Autant de domaines dans lesquels excellent le territoire de Montpellier, ses acteurs économiques, institutionnels et associatifs.

La densité des partenariats et des échanges avec le bassin méditerranéen, et plus globalement l'ensemble de l'Afrique, est très ancienne. Aujourd'hui, cela s'illustre par la présence à Montpellier, aux côtés de l'université, d'institutions françaises et internationales de recherche et d'enseignement particulièrement orientées sur des partenariats avec le sud de la Méditerranée (Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad), Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (CGIAR), Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (Ciheam)...). Si les liens sont forts et anciens, ils se traduisent aujourd'hui par de nombreuses collaborations en matière de recherche, d'innovation et de formation et une grande diversité dans les activités académiques mises en œuvre pour relever les défis liés à l'environnement, l'alimentation et la santé.

Présent à Montpellier dans le cadre du Nouveau Sommet Afrique France, le docteur Denis MUKWEGE s'est vu remettre le titre de Docteur Honoris Causa par l'Université de Montpellier. Surnommé « *l'homme qui répare les femmes* », il a reçu de nombreuses distinctions pour son engagement contre les mutilations génitales pratiquées sur les femmes en République Démocratique du Congo, dont le prix Sakharov en 2014 et le Prix Nobel de la paix en 2018. Il a fondé l'hôpital de Panzi, en 1999, en tant que clinique de soins gynécologiques et obstétricaux, et s'attendait à travailler sur les questions de santé maternelle. Depuis l'ouverture de cet hôpital, le Dr MUKWEGE et son équipe ont aidé à soigner plus de 50 000 survivantes de violences sexuelles. L'hôpital ne se contente pas de traiter les survivants souffrant de blessures physiques, mais fournit également des services juridiques et psychosociaux. Même les patients qui n'ont pas les moyens de payer des soins médicaux après un viol sont traités gratuitement à l'hôpital Panzi. Le Dr MUKWEGE n'a pas peur de s'efforcer de renforcer la protection des femmes et de plaider pour que les responsables de violences sexuelles soient traduits en justice.

Considérant ce contexte et ces premiers échanges, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Hôpital Général Panzi, le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la Région Occitanie, l'Université de Montpellier et la faculté de médecine de Montpellier-Nîmes souhaitent établir une convention cadre de coopération internationale pour la mise en place d'actions communes afin d'améliorer l'accès aux services essentiels des patients de l'Hôpital Général Panzi ; l'amélioration des conditions de vie des populations du village d'insertion des femmes d'une part, et renforcer les liens et les échanges entre les populations, et favoriser une meilleure connaissance de l'action de cet homme et cette structure hors du commun, d'autre part.

La présente convention sera signée pour une durée de 5 ans. Elle s'inscrira dans le cadre des relations ancestrales entre l'Afrique et Montpellier, dans un contexte où Montpellier est considéré comme un des berceaux mondiaux de la Médecine. Elle aura pour objectif de déterminer les conditions générales de la

coopération entre les parties ainsi que d'en définir les objectifs et les principes d'application et de développement.

Montpellier Méditerranée Métropole réalisera des actions dans le cadre de la loi OUDIN-SANTINI en favorisant l'accès des populations de la République Démocratique du Congo à l'eau potable et aux services d'assainissement. De nouvelles actions pourront également être envisagées dans le domaine de l'agroécologie et du changement climatique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De soutenir les actions du docteur Denis MUKWEGE, Prix Nobel de la Paix ;
- D'autoriser la signature de la convention cadre de coopération internationale entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Hôpital Général de Panzi, le CHU de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la région Occitanie, l'Université de Montpellier et la faculté de Médecine de Montpellier-Nîmes ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix



Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PANZI-ConventionCadre_v 040322.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tašnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Convention constitutive de la Maison des Francophonies entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université Paul Valéry Montpellier 3, l'Université de Perpignan Via Domitia, et l'Université de Nîmes - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Francophonie est constituée de la communauté de femmes et d'hommes qui partagent une langue commune, le français. Le dernier rapport en date de l'Observatoire de la langue française, publié en 2018, estime leur nombre à 300 millions de locuteurs, répartis sur les cinq continents. C'est aussi un dispositif institutionnel voué à promouvoir la langue française et à mettre en œuvre une coopération politique, éducative, économique et culturelle au sein des 88 Etats et gouvernements de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

Structure originale dans le paysage de la Francophonie institutionnelle, la Maison des Francophonies réunira, en réseau, dans sa gouvernance comme dans ses actions, Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université Paul Valéry Montpellier 3, l'Université de Perpignan Via Domitia, et l'Université de Nîmes. L'objectif d'une telle structure est d'encourager la promotion et l'étude des dynamiques des francophonies, dans toutes leurs dimensions linguistiques, culturelles, historiques et politiques, à promouvoir le partage international de la langue française et des langues régionales de France ; à faire découvrir ainsi à l'ensemble de la communauté universitaire, à tous les habitants de Montpellier Méditerranée Métropole et de sa région, la richesse et la complexité de l'espace francophone au niveau mondial, comme dans leur environnement proche.

La Maison des Francophonies a ainsi des objectifs tant intellectuels, qu'institutionnels, politiques et culturels. Elle aura pour missions :

- La recherche et l'organisation d'événements scientifiques dans le domaine des littératures et des arts, des espaces francophones, des sciences du langage, des humanités numériques et environnementales, de l'histoire, de la science politique et des relations internationales, par un appui aux colloques, journées d'études, séminaires, rencontres... ;
- Des actions pédagogiques de formation au plan littéraire, linguistique, politique, etc. par un soutien aux cours, formations, séminaires, universités d'été... ;
- Des actions de médiation culturelle et de programmation artistique, visant notamment à mettre en valeur les réalisations artistiques des espaces francophones, dont l'événement central sera l'édition annuelle, au mois de mars, du festival des « *Rendez-vous des francophonies à Montpellier* » ;
- Les échanges internationaux, en interagissant en particulier avec certains pays d'Afrique Subsaharienne, du Maghreb, du Machrek (Irak, Syrie, Liban, Jordanie, Israël et Palestine), des Antilles francophones, du Québec, d'Asie... Ces échanges francophones concerneront les enseignants-chercheurs, les étudiants et les personnels administratifs.

La Maison des Francophonies sera composée d'un comité de direction réunissant Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université Paul Valéry Montpellier 3, l'Université de Perpignan Via Domitia, et l'Université de Nîmes ainsi que d'un conseil scientifique. Dans le cadre de cette convention constitutive, il est également proposé le financement de cette, pour l'année 2022, pour un montant de 10 000 € par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est demandé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser la signature de la convention constitutive de la Maison des Francophonies entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université Paul Valéry Montpellier 3, l'Université de Perpignan Via Domitia, et l'Université de Nîmes ;
- D'approuver le financement à hauteur de 10 000 € pour l'année 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clare HART, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention maison des francophonie.doc
- Maison des francophonies - Annexe financière.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAULOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Tourisme - Avenant opérationnel n°2 relatif à l'observation touristique - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n° M2021-489 du 28 septembre 2021, un partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Conseil Départemental de l'Hérault, l'Office de Tourisme et des Congrès métropolitain et l'Agence de Développement Touristique « Hérault Tourisme » a été formalisé dans une convention cadre 2021-2023. Les principaux axes de travail concernent :

- La promotion de l'itinérance douce et des activités de pleine nature ;
- Le développement de l'œnotourisme ;
- La valorisation de la culture et du patrimoine ;
- Le renforcement de la qualité d'accueil et l'aide à la transition écologique des activités ;
- La gestion des données touristiques, observation, communication et partage Marketing.

Un premier avenant opérationnel d'application concernant le partage de données relatives à l'offre touristique et de loisirs a été mise en place. Un deuxième avenant opérationnel d'application avec Hérault Tourisme, objet de la présente délibération, est proposé sur deux sujets :

- L'observation de l'offre et l'activité des locations touristiques en plateforme (Airbnb...etc.) ;
- L'observation de la fréquentation touristique.

L'avenant a donc pour objet de :

- Disposer de données relatives à l'activité des locations de vacances commercialisées sur les plateformes Airbnb et Vrbo (Abitel, Homeways...) tant sur l'ensemble du territoire de la Métropole qu'à l'échelle de la commune de Montpellier. La Ville de Montpellier ayant en effet instauré un règlement encadrant les changements d'usage et mis en place un numéro d'enregistrement pour les meublés de tourisme, il est pertinent de disposer d'indicateurs d'observation.

Le dispositif « Airdna » objet de cette convention permettra en temps réel de connaître l'ensemble des logements mis en ligne par les particuliers et de recevoir mensuellement des indicateurs d'offre et de fréquentation, notamment le nombre de logements et de nuits mis en location et réservés, le taux d'occupation et le revenu généré sur le territoire. Ces données concernent tous modes d'hébergement locatifs confondus proposés aux touristes en séjour : logement entier, chambre, yourte...le prix moyen d'une nuit pourra aussi être obtenu.

- Disposer de données relatives à la fréquentation touristique
Flux Vision est un outil d'estimation de la fréquentation à partir de la téléphonie mobile. Développé par Orange, ADN Tourisme et les Agence Départementales du Tourisme, cette solution permet d'identifier, à partir de la géolocalisation des mobiles, la présence et l'origine des personnes, touristes, excursionnistes et résidents. Le partenariat proposé par Hérault Tourisme permet d'estimer la fréquentation touristique sur le territoire de la Métropole. Les données fournies permettent de suivre de manière quotidienne, mensuelle et annuelle le volume de nuitées réalisées sur le territoire et d'identifier l'origine détaillée par régions et départements pour les clientèles françaises et par pays pour les clientèles internationales. Hérault Tourisme propose un accès à Visit Data, outil de visualisation de ces données, permettant en outre de suivre la saisonnalité de la fréquentation par marché.

L'accès de Montpellier Méditerranée Métropole à ces données est subordonné au paiement d'une contribution financière annuelle correspondant au coût facturé par les fournisseurs de données à l'ADT Hérault Tourisme pour le territoire de la Métropole. Ces deux prestations représentent un coût annuel de 3 800 € TTC.

L'avenant entrera en vigueur au jour de la signature par la dernière des deux parties et ce, jusqu'au 31 décembre 2023, date de fin de la convention cadre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'avenant opérationnel n°2 entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Tourisme ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix


Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Cyril MEUNIER, M. Yvon PELLET, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur le Président

• Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION D'APPLICATION n°2 AIRDNA ET VISITDATA.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle Emploi Hérault - Avenant 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle emploi Hérault ont noué des partenariats afin de participer au développement économique, à l'emploi et à l'insertion sur le territoire de la Métropole. Ce partenariat fait l'objet d'une convention cadre signée le 06/01/2021 dont les objectifs stratégiques sont de :

- Accompagner les stratégies de croissance et de développement des entreprises implantées sur le territoire de la Métropole et de faciliter les implantations des entreprises exogènes, en proposant des services d'identification des ressources humaines disponibles sur le bassin d'emploi et en proposant un accompagnement des entreprises dans leurs problématiques de recrutement ;
- Mieux connaître l'offre de services de Pôle emploi, l'adapter aux besoins des entreprises de la Métropole et intervenir le plus en amont possible des projets de recrutement ;
- Créer les conditions favorables au rapprochement entre l'offre et la demande locale d'emplois.

Grâce à son partenariat avec Pôle emploi, Montpellier Méditerranée Métropole est en mesure d'accompagner plus fortement les entreprises avec des besoins particuliers en termes d'implantation ou de développement sur son territoire. Dans le cadre de la politique de prospection et d'implantation d'entreprises de la Collectivité, un dossier complet est réalisé par les services de Montpellier Méditerranée Métropole, grâce à des données fines fournies par Pôle emploi, sur les compétences présentes localement, les salaires pratiqués, les aides à la formation et au recrutement possibles notamment. Les entreprises qui s'implantent sont accompagnées dans leurs processus de recrutement en activant les outils et partenariats nécessaires, notamment en termes de formations préalables à l'embauche. Les entreprises locales qui rencontrent des problématiques particulières de recrutement liées à leur développement bénéficient également d'un accompagnement individualisé.

Par ailleurs, Pôle emploi est partenaire des Rencontres pour l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole : il participe à l'invitation des entreprises et demandeurs d'emploi, procède à l'enregistrement des offres d'emplois et effectue un suivi post-forum. En tant que signataire du Contrat de Ville, Pôle emploi est aussi un acteur important dans la co-construction des projets mis en œuvre dans le cadre des instances de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville 2015-2022, dans lequel la mobilisation de l'ensemble des acteurs de l'écosystème économique tient une place centrale.

Concernant l'inclusion dans l'emploi par la mise en œuvre de clauses sociales dans les marchés, une convention fixant les modalités de partenariat de Pôle emploi au sein de la Plateforme collaborative métropolitaine clauses sociales est également mis en place.

Il est proposé de renouveler ce partenariat, en 2022 avec la poursuite des objectifs opérationnels suivants :

- Réussir à satisfaire les offres de recrutement des entreprises nouvelles ou en développement, connues de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Apporter aux entreprises, dans le cadre de leurs projets d'implantation sur le territoire de la Métropole, des informations qui ont trait à leurs besoins de recrutement ;
- Mobiliser les dispositifs d'aides à l'embauche et de formation pour la requalification et l'adaptation à l'emploi ;
- Organiser les interventions respectives de Montpellier Méditerranée Métropole et de Pôle emploi dans le cadre d'événementiels dédiés à la rencontre entre recruteurs et chercheurs d'emplois de la Métropole notamment autour des filières stratégiques du territoire et secteurs en tension : Rencontres pour l'Emploi, ou autres actions dont l'objectif est de valoriser l'image des métiers / secteurs d'activité ou de rapprocher les entreprises qui recrutent avec des candidats.

- Favoriser l'insertion des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, notamment en lien avec les entreprises signataires de la Charte Entreprises et Quartiers et les actions retenues dans le cadre du programme opérationnel du Podem-Contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Participer à la "plateforme collaborative métropolitaine clause sociale" portée par la Métropole, un dispositif d'appui à Maîtrise d'ouvrage relatif à l'application de clauses sociales d'insertion dans les marchés sur le territoire de la collectivité. Les modalités de participation à cette plateforme seront définies dans une convention spécifique ;
- Etudier l'opportunité d'utiliser les données publiques de Pôle emploi en vue de créer des outils/services facilitant la rencontre entre demande et offre d'emplois grâce aux interfaces de programmation applicatives (API) de Pôle emploi.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant 2022 à la convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Pôle emploi ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant convention cadre 3M&PE _ projet.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Renouvellement de l'adhésion au Groupement d'Intérêt Économique Atout France - Année 2022 - Approbation

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Le Groupement d'Intérêt Economique Atout France est l'opérateur de l'Etat chargé de renforcer le positionnement de la destination France à l'international et d'accompagner le développement de l'offre touristique française. Afin de maintenir la compétitivité de la destination France, quatre grandes missions lui ont été confiées :

- Favoriser le montage de projets d'investissement dans les territoires grâce au programme France Tourisme Ingénierie et piloter différents dispositifs visant à optimiser la satisfaction des voyageurs : classement des hébergements touristiques, immatriculation des opérateurs de voyages, label Vignobles & Découvertes ;
- Créer et mettre à disposition des professionnels du tourisme et des territoires des outils d'observation et de compréhension de la demande touristique afin de leur permettre d'adapter leur offre ;
- Construire en partenariat étroit avec ses partenaires, des actions de marketing et de communication leur permettant de renforcer leur visibilité à l'international (grâce à un réseau de 32 bureaux répartis dans 29 pays) et de s'y développer ;
- Accompagner l'adaptation de l'offre touristique aux nouvelles attentes des visiteurs en matière de développement durable, de nouveaux services et de digitalisation.

Au 1^{er} janvier 2015, en application de la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue autorité compétente en matière de politique touristique sur l'ensemble du territoire intercommunal. Afin d'exercer ses compétences en matière de stratégie de développement et d'aménagement touristique, il est proposé au Conseil de Métropole de renouveler son adhésion à Atout France. La contribution annuelle demandée est de 6 874,80 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à Atout France ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Cyril MEUNIER.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président



Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - SATT AxLR - Abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis près de 30 ans, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique active en faveur de l'innovation et de la création d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance en mettant en œuvre des outils opérationnels et structurants. Avec des parcs d'activités technologiques et scientifiques, des programmes immobiliers High Tech à proximité des centres de recherche et ses pépinières d'entreprises technologiques, la Métropole développe un ensemble cohérent d'infrastructures et de services offrant aux entreprises un accompagnement de qualité à tous les stades, depuis la création jusqu'au développement et l'internationalisation.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement à la valorisation de la recherche, de sa protection, sa valorisation et sa promotion en devant actionnaire de la SATT AxLR. Ainsi par délibération n°13283 du 30 septembre 2015 et n°M2018-710 du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé sa prise de participation dans la SATT AxLR devenue effective en février 2019 avec 56 actions et 5 % des parts.

Avec l'accord de la Région Occitanie, chef de file sur la compétence développement économique, une convention initiale d'apport en compte courant de 371 935 € permettant à Montpellier Méditerranée Métropole de devenir actionnaire a été conclue en 2018 (délibération n°M2018-711).

Une convention triennale d'apport en compte courant non rémunéré a été conclue entre la SATT AxLR et Montpellier Méditerranée Métropole et a fixé l'aide de trésorerie maximale à verser à 1 M€ sur la période 2019-2021. 500 000 € ont été versés conformément à la délibération n°M2019-579 et les 500 000 € restant ont été versés conformément à la délibération n°M2020-535.

En 2021, 20 contrats et précontrats d'exploitation ont été signés et 26 start-up ou projets accompagnés, portant leur nombre à 116 depuis 2012. 198 projets ont été détectés durant l'année 2021, projets porteurs de développement de richesses et d'emplois pour le territoire Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre de la protection de propriété intellectuelle des chercheurs, 84 dossiers ont été évalués dont 61 dossiers ont été instruits et finalement protégés en 2021.

L'article 4.5 du Pacte d'Actionnaire signé par l'ensemble des actionnaires prévoit la possibilité d'abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune de manière à équilibrer les fonds propres dans de l'atteinte d'un équilibre financier.

Ce principe d'abandon de compte courant a déjà été mis en œuvre en 2017 (4 M€) et 2018 (2,3 M€) avant que Montpellier Méditerranée Métropole devienne actionnaire de la SATT AxLR afin de maintenir les capitaux propres positifs.

Par délibération M2021-294 du 7 juin 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a procédé à un premier abandon de compte courant sous réserve de clause de retour à meilleur fortune de 234 173€.

En date du 15 décembre 2021, le Conseil d'Administration de la SATT AxLR a approuvé le principe d'un nouvel abandon de créance d'un montant total et maximum de 3,5 M€ pour trois associés. Il a été acté par courrier du 21 février 2022 un abandon de créance total de 2 224 000 € correspondant à 112 000 € pour Montpellier Méditerranée Métropole, à un montant identique pour la Région Occitanie et à un montant de 2 000 000 € pour l'EPIC BPI France.

Il est en effet constaté un chiffres d'affaires en évolution et un actif de production immobilisé conséquent,

caractéristique d'une société de recherche et développement, mais aussi un déficit attendu de 2,1 M€ qui en l'état, porterait les capitaux propres négatifs à 1,1 M€.

Afin de ne pas afficher des capitaux propres négatifs, un abandon en compte courant avec clause de retour à meilleure fortune global de 2 224 K€ est proposé avec effet rétroactif au 31/12/2021, date d'arrêté des comptes. Il permettrait d'afficher ces capitaux propres positifs à 1 135 K€.

La clause de retour à meilleure fortune doit ainsi permettre d'obtenir ultérieurement les remboursements desdites créances abandonnées si l'état de la société venait à s'améliorer.

Une convention fixe le cadre de l'abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune.

De son côté, la Région devrait valider ce principe lors de sa prochaine commission permanente mi-juin. Cet abandon reste conditionné sous réserve de la signature de la convention avec la Région Occitanie autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à procéder à cet abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune à la SATT AxLR.

Le montant des sommes versées en compte courant par Montpellier Méditerranée Métropole dans la SATT AxLR est de 1 371 935€. Le montant des abandons en compte courant sous réserve de retour à meilleure fortune serait de 346 173 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe d'abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune à la SATT AxLR pour un montant de 112 000 € ;
- D'approuver les termes la convention d'abandon en compte courant avec clause de retour à meilleure fortune entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SATT AxLR ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président



Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- SATT_AxLR Convention_abandon_de_creance_3m_2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Convention de financement entre la Métropole et la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) Hérault - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre des actions destinées à promouvoir et à consolider le tissu économique des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille.

Dans cet objectif de développement, Montpellier Méditerranée Métropole soutien la création, le développement, l'implantation des entreprises et favorise les synergies au sein de l'écosystème.

L'artisanat est un moteur important du dynamisme économique local et Montpellier Méditerranée Métropole travaille en partenariat avec les acteurs économiques de ce secteur.

Dans ce cadre et depuis plusieurs années, une convention est signée avec la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) de l'Hérault.

Il est proposé de renouveler ce partenariat pour l'année 2022.

La CAPEB et La Métropole s'engagent sur des axes de coopération communs dont l'objectif global est le développement des bonnes pratiques et le soutien à l'activité artisanale du bâtiment.

Montpellier Méditerranée Métropole et la CAPEB travaillent ensemble sur les volets suivants :

- Formation et sensibilisation des artisans à l'Ecoconstruction, la qualité des bâtiments et du confort d'été, aux bonnes pratiques en secteur patrimonial ;
- Participation opérationnelle à la plateforme Renov' Energie ;
- Le numérique dans le bâtiment (matinale de l'artisanat, plateforme numérique 360 travaux) ;
- L'emploi (forum pour l'emploi, promotion et forum des métiers du bâtiment) ;
- L'accessibilité et la mise aux normes dans les établissements recevant du public (label Handibat) ;
- Les déchets professionnels (convention avec VEOLIA pour l'utilisation de la déchetterie professionnelle) ;
- L'accès aux marchés publics (diffusion des appels d'offres auprès de leurs adhérents) et information sur les clauses sociales.

Dans le cadre de cette convention, Montpellier Méditerranée Métropole versera une subvention à la CAPEB selon le tableau suivant :

« THEMATIQUE »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
4850	CAPEB	001128	Fonctionnement	Convention de partenariat	10 000 €
TOTAL					10 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser le versement d'une subvention de fonctionnement de 10 000 € à la CAPEB, sous réserve de la signature de la convention de versement ;
- D'approuver les termes de la convention de financement 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la CAPEB ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michaël DELAFOSSE


Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat Métropole CAPEB 2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CYCLES DE L'EAU



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - GEMAPI - Contrat Grand cycle de l'eau 2022-2024 sur le bassin du Lez - Approbation des actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), la Métropole assure les opérations d'entretien des cours d'eau, de restauration des continuités écologiques et de renaturation des milieux aquatiques et zones humides associées. Ces travaux bénéficient du soutien financier de l'Agence de l'Eau, leur nature répondant aux objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Rhône Méditerranée et Corse et de son programme de mesures. Afin d'atteindre les objectifs de bon état des cours d'eau de la Directive Cadre sur l'Eau, dont les premières échéances sont fixées à 2027, il convient d'engager un partenariat financier plus ambitieux avec l'Agence de l'Eau pour la restauration des cours d'eau, lagunes et zones humides présentes sur le territoire de la Métropole.

En 2021, l'Agence de l'Eau a réaffirmé sa volonté de conclure un 1^{er} contrat financier, à travers un contrat Grand Cycle de l'Eau sur la période 2022-2024, associant la Métropole pour enclencher une dynamique d'actions sur les secteurs prioritaires définis sur le territoire et bénéficier des cofinancements dédiés du 11^{ème} programme de mesures. L'animation de territoire a été confiée au Syble pour élaborer ce contrat avec la Métropole et les autres EPCI compétentes en GEMAPI.

Sur la base des études stratégiques établies à l'échelle du bassin versant (étude globale sur la restauration de la continuité écologique, plans de gestion des cours d'eau et étude sur la restauration hydromorphologique du Lez et de la Mosson), la stratégie inter-EPCI pour la restauration des lagunes palavasiennes, des cours d'eau et des zones humides périphériques et en cohérence avec les projets de la Métropole, a été élaboré en concertation avec les EPCI compétentes GEMAPI, le Syble et les partenaires financiers : l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse, la Région Occitanie et le Conseil Départemental de l'Hérault. Cette stratégie a abouti à la proposition de ce contrat regroupant un programme d'actions conséquent et ambitieux en faveur de la restauration des milieux.

A travers ce contrat, il a, aussi, été convenu d'engager des actions de désimperméabilisation des sols et de déconnexion au réseau sur la Métropole, notamment pour réduire la pollution des milieux aquatiques par le ruissellement urbain. Ce volet est stratégique car il s'agit d'un levier d'action majeur pour améliorer la qualité de l'eau des cours d'eau et des lagunes.

Ce programme comprend une vingtaine d'actions sur le territoire de la Métropole, répondant aux 2 objectifs prioritaires du SDAGE sur le bassin Rhône Méditerranée et Corse, cités ci-dessous et regroupant chacun des actions ciblées.

- **Objectif A : Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques, des zones humides et de leurs écosystèmes :**
 - o Assurer la mise en œuvre du plan pluriannuel de gestion des cours d'eau ;
 - o Poursuivre le programme pluriannuel de restauration de la continuité écologique sur le Lez et la Mosson :
 - Equiper 6 seuils supplémentaires de passes à anguilles au Pont Juvénal, Pont Garigliano et au Moulin du Sauret à Montpellier, à Prado à Castelnau, au seuil du clocher à Grabels, et au seuil du point du jour à Juvignac ;

- Lancer les études de faisabilité sur 8 nouveaux seuils sur le Lez : seuils du château des Tilleuls, du moulin du Parc, du moulin de Lavalette, du moulin de la Poudrière, et sur la Mosson : seuils du moulin de la Grave, de Fontcaude, du château de Bionne et du moulin du Martinet ;
- S'engager dans une politique ambitieuse de restauration morphologique des cours d'eau, des zones humides et de leurs espaces fonctionnels en démarrant par douze secteurs, jugés prioritaires, en lançant les études de faisabilité nécessaires à la définition plus détaillée des travaux à mener et des besoins en maîtrise foncière :
 1. Pérols secteur de l'Estelle ;
 2. Villeneuve-lès-Maguelone secteur de la Capouillère ;
 3. Villeneuve-lès-Maguelone ruisseau de la Madeleine-Bouffie ;
 4. Villeneuve-lès-Maguelone sur la Mosson aval au Pouzol et au Flès ;
 5. Lavérune et Saint Jean de Vedas poursuite des actions menées sur les prairies alluviales de la Mosson ;
 6. Montpellier et Juvignac sur la Mosson en lien avec le parc de la Mosson en continuité du projet Agence National de Renouvellement Urbain (ANRU) ;
 7. Montpellier et Juvignac, Mosson – décorsetage et reconnexion latérale, création d'une zone de transition et d'une ripisylve étagée entre berges et lit majeur permettant l'expansion des crues ;
 8. Grabels, Mosson - Etude de rétablissement de la latéralité de la continuité écologique, de la diversification de la ripisylve et création d'une zone humide en bordure de la Mosson ;
 9. Montpellier et Clapiers, sur le Lez – Etude du site du grand Lunaret - restauration écologique, établissement de la continuité latérale du lez, réactivation de la zones d'expansion de crue (ZEC) ;
 10. Castelnau-le-Lez, Lez – Etude de rétablissement de la continuité latérale et unité urbaine « nature en ville » ;
 11. Prades-le-Lez, Lez – Etude de décorsetage, reprofilage de berges et réactivation de ZEC ;
 12. Cournontérral, Coulazou - Etude de rétablissement de la latéralité, de la continuité écologique, de la diversification de la ripisylve et création d'une ZEC ;

- Objectif B : Reconquérir et préserver la qualité des eaux des milieux aquatiques :

- Elaborer une stratégie globale de désimperméabilisation et de déconnexion des eaux pluviales des réseaux pluviaux et unitaires à l'échelle du territoire ;
- Animer cette stratégie auprès des acteurs du territoire et accompagner les projets de désimperméabilisation publics et privés, à travers un poste dédié de chargé de mission co-financé par l'Agence de l'Eau ;
- Intégrer des travaux de déconnexion aux réseaux et de désimperméabilisation dans les opérations de renouvellement urbain ANRU Mosson et ANRU Cévennes et neufs cours d'école sur les communes de Montpellier, Castelnau-le-Lez, Grabels, Clapiers, Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone.

Ce programme d'action d'un montant estimatif de 4,7 M € HT, bénéficiera des aides bonifiées entre 40 et 80% de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse, de la Région Occitanie, du FEDER et du Conseil Départemental de l'Hérault à travers le dispositif de contrat Grand Cycle de l'Eau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du contrat Grand cycle de l'eau 2022-2024 sur le bassin du Lez et notamment les actions prévues sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michaël DELAFOSSE


Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Synthèse actions 3M Lez.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - GEMAPI - Contrat Grand Cycle de l'Eau 2022-2024 sur le bassin de l'Or - Approbation des actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), la Métropole assure les opérations d'entretien des cours d'eau, de restauration des continuités écologiques et de renaturation des milieux aquatiques et zones humides associées. Ces travaux bénéficient du soutien financier de l'Agence de l'Eau, leur nature répondant aux objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Rhône Méditerranée et Corse et de son programme de mesures. Afin d'atteindre les objectifs de bon état des cours d'eau de la Directive Cadre sur l'Eau, dont les premières échéances sont fixées à 2027, il convient de conclure un nouveau partenariat financier avec l'Agence de l'Eau pour la restauration des cours d'eau, lagunes et zones humides présentes sur le territoire de la Métropole.

En 2021, l'Agence de l'eau a réaffirmé sa volonté de conclure un second contrat financier sur le bassin versant de l'étang de l'Or, à travers un contrat Grand cycle de l'eau sur la période 2022-2024, associant la Métropole pour poursuivre la dynamique d'actions sur les secteurs prioritaires définis sur le territoire et bénéficier des cofinancements dédiés du 11^{ème} programme de mesures.

Un contrat Grand Cycle de l'Eau sur la période 2022-2024 a été élaboré par le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO) en concertation avec la Métropole, plusieurs communes, les intercommunalités voisines compétentes en GEMAPI, les partenaires financiers l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, la Région Occitanie, le Conseil Départemental de l'Hérault.

Sur la base du bilan et des perspectives du précédent contrat du bassin de l'Or 2015-2019, des études stratégiques établies à l'échelle du bassin versant (plan de gestion stratégique des zones humides et plans de gestion des cours d'eau), un programme d'actions spécifique au périmètre de la Métropole est proposé.

A travers ce contrat, il a, aussi, été convenu d'engager des actions de désimperméabilisation des sols et de déconnexion au réseau sur la Métropole, notamment pour réduire la pollution des milieux aquatiques par le ruissellement urbain. Ce volet est stratégique car il s'agit d'un levier d'action majeur pour améliorer la qualité de l'eau des cours d'eau et des lagunes. Ce programme comprend une vingtaine d'actions relevant des compétences de la Métropole répondant aux 2 objectifs prioritaires du SDAGE sur le bassin Rhône Méditerranée et Corse, cités ci-dessous et regroupant chacun des actions ciblées.

- **Objectif A : Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques, des zones humides et de leurs écosystèmes :**
 - o Poursuivre la mise en œuvre du plan pluriannuel de gestion des cours d'eau ;
 - o Elaborer des plans de gestion et s'engager dans une politique ambitieuse de restauration morphologique des cours d'eau, des zones humides et de leurs espaces fonctionnels en démarrant par cinq secteurs, jugés prioritaires, en lançant les études de faisabilité nécessaires à la définition plus détaillée des travaux à mener et des besoins en maîtrise foncière :
 - La source de la Viredonne à Restinclières ;
 - Le Bérangé à Sussargues et Beaulieu ;
 - La Cadoule à Baillargues ;
 - Le Salaison à Vendargues et Le Crès ;
 - Le Nègue Cats, l'étang des Salins et le marais de l'Estanel à Pérols ;

- o Elaborer un plan de gestion avec un volet de sensibilisation des collégiens sur les anciennes carrières de Castries ;
- **Objectif B : Reconquérir et préserver la qualité des eaux des milieux aquatiques :**
 - o Elaborer une stratégie globale et accompagner la mise en œuvre des projets de désimperméabilisation et de déconnexion des eaux pluviales des réseaux pluviaux et unitaires ;
 - o Intégrer des travaux de déconnexion aux réseaux et de désimperméabilisation des espaces publics sur les communes de Vendargues, Sussargues, Saint Génès des Mourgues, Montaud et Castries.

Ce programme d'action d'un montant estimatif de 1,4 M€ HT, bénéficiera des aides bonifiées entre 40 et 80 % de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse, de la Région Occitanie, du FEDER et du Conseil Départemental de l'Hérault à travers le dispositif de contrat Grand cycle de l'eau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du contrat Grand cycle de l'eau 2022-2024 sur le bassin de l'Or et notamment les actions prévues sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSÉ



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Actions3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Schéma Directeur Hydraulique du Verdanson - Protection du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier contre les inondations du Font d'Aurelle - Régularisation administrative du système d'endiguement - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), et de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), des études hydrauliques ont été menées depuis 2019 par les services de la Métropole sur le bassin versant du Verdanson.

Les études qui concernent l'ensemble du bassin versant, se sont particulièrement concentrées sur la situation des équipements hospitaliers du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Lapeyronie et Arnaud-de-Villeneuve, traversé par le Font d'Aurelle, le principal affluent du Verdanson. Elles ont abouti à une nouvelle cartographie des hauteurs d'eau très différente de celle connue jusque-là au travers du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la Ville de Montpellier et ont mis en évidence un niveau d'exposition au risque inondation des établissements hospitaliers extrêmement préoccupant, avec des hauteurs d'eau estimées à plus de deux mètres dans les bâtiments existants, qui accueillent quotidiennement plus de 10 000 patients et personnels de santé.

Le CHU de Montpellier est un établissement de premier plan dans le système de santé français en tant que pôle sanitaire d'envergure régionale, pôle de référence qui dispense des soins rares et aussi pôle d'excellence intellectuel par son activité de recherche et les formations situées en son sein, toute inondation aurait des conséquences majeures.

En tant qu'autorité « Gémapienne », seule la Métropole pouvait réaliser les ouvrages de protection du CHU, notamment la construction d'un système d'endiguement. Dans ce contexte où les enjeux de sécurité publique et les enjeux sanitaires sont majeurs et dépassent largement l'échelle du département, le Préfet a autorisé en 2020 la Métropole à réaliser ces travaux en urgence.

En concertation avec l'Etat et le CHU, la Métropole a défini les solutions techniques et financières pour protéger le CHU du risque d'inondation. La protection du CHU, d'un montant total estimé à 6 000 000 € HT, est réalisée sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole. L'Etat, la Région Occitanie et le CHU participent au plan de financement à hauteur de 1,8 M€ HT pour l'Etat, 1,1 M€ HT pour la Région Occitanie, 1,1 M€ HT pour le CHU. La participation de la Métropole s'élève ainsi à 2 M€ HT. Les aménagements retenus se déclinent en deux phases.

Phase 1 : interdire l'inondation du CHU jusqu'à une crue du Font d'Aurelle d'occurrence exceptionnelle ($T = 1\,000$ ans) par la construction en urgence d'un système d'endiguement, composé d'un mur de protection le long de l'enceinte du CHU sur un linéaire de 740 ml et la surélévation des trois accès au CHU pour garantir la continuité du mur afin. Ce mur a été complété par la pose d'un collecteur pluvial de diamètre 1 600 mm à 2 000 mm sur 250 ml pour gérer le pluvial sur le site du CHU à l'arrière du mur.

Ces travaux, d'un montant de 4 M€ HT, ont été réalisés entre 2020 et 2021 conformément au calendrier de programmation initial, validé avec le Préfet. La protection du CHU contre les débordements du Font d'Aurelle est ainsi effective depuis novembre 2021.

Phase 2 : compenser les impacts du système d'endiguement en aval du CHU sur la route de Ganges jusqu'à une crue d'occurrence centennale par la construction d'un bassin écrêteur de crue d'un volume de 45 000 m³ situé en amont du bassin versant sur le secteur de la Valsière en limite communale entre Grabels et Montpellier. Ce bassin présente aussi l'avantage de réduire le risque inondation pour une occurrence centennale jusqu'au CHU, notamment secteur Croix Lavit et au droit de l'Université et du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).

Les travaux du bassin de la Valsière sont programmés en 2023 pour un montant estimé à 2 M€ HT.

La poursuite des travaux ne dispense pas d'un dossier d'autorisation environnementale pour autoriser la seconde phase de travaux du bassin de la Valsière et classer l'ensemble du système d'endiguement du CHU de Montpellier. Ces aménagements relèvent de la rubrique 3.2.6.0 de la nomenclature loi sur l'eau et sont

soumis à autorisation en application des articles L.214-1, L.214-2 et L.214-3 du Code de l'environnement. Le mur de protection sera autorisé en tant que système d'endiguement conformément à l'article R.562-13 du Code de l'environnement. La procédure d'instruction s'inscrit dans le régime de l'autorisation environnementale unique en application des articles L.181-1 à L.181-4 du Code de l'environnement regroupant, en une seule instruction et une autorisation, diverses dispositions du code de l'environnement.

Les dossiers réglementaires sont établis conformément au Code de l'environnement, au Code de l'expropriation, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur. On distingue :

- Le dossier d'autorisation environnementale ;
- Le dossier de déclaration d'utilité publique ;
- Le dossier d'enquête parcellaire ;
- Le dossier de déclaration d'intérêt général.

Le contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale est régi par les articles R.181-13 et R.181-15-1-IV du Code de l'environnement. Il comprend notamment des pièces propres aux systèmes d'endiguement, à savoir :

- L'estimation de la population de la zone protégée et l'indication du niveau de protection dont bénéficie cette dernière ;
- L'étude d'impact du bassin de la Valsière établie en application des articles R.122-2 et R.122-3 ;
- La demande de dérogation aux interdictions portant sur les espèces protégées au titre de l'article L.411-2 du Code de l'environnement soumis à la procédure de participation du public prévue par l'article L.123-19-2 du Code de l'environnement pour le bassin de la Valsière ;
- L'étude de dangers établie conformément aux dispositions de l'article R.214-116 ;
- Le document d'organisation qui décrit l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage, les consignes de surveillance et les consignes d'exploitation en période de crue, de catastrophes naturelles ou de pandémie, sur lesquelles s'engage la Métropole, gestionnaire de l'ouvrage pour garantir le niveau de protection retenu.

Réalisée par un bureau d'études agréé par l'Etat, l'étude de dangers justifie notamment le niveau de protection du système d'endiguement, la délimitation de la zone protégée par ce système et le niveau de sûreté des personnes protégées contre les débordements du Font d'Aurelle.

Par définition, le niveau de protection est la hauteur d'eau ou le débit de crue au-delà desquels la responsabilité du gestionnaire n'est plus engagée. En contrepartie, le gestionnaire de l'ouvrage hydraulique a des obligations réglementaires de surveillance et d'entretien du système d'endiguement pour garantir son niveau de protection en toutes circonstances et en période de crue.

Par conséquent, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir un niveau de protection pour le système d'endiguement du CHU associé à une crue millénale du Font d'Aurelle, défini par un débit de 50,4 m³/s et un niveau de 50,69 m NGF, correspondant à une hauteur d'eau de 3,97 m mesurée à la station de référence du Font d'Aurelle au droit de l'avenue des Moulins. Par sécurité, la hauteur du mur a été calée avec une revanche de sécurité de 40 cm correspondant à une crue d'occurrence décennale.

La zone protégée par le système d'endiguement est la zone inondable pour la crue de référence retenue et qui est mise hors d'eau grâce aux ouvrages de protection. La zone protégée concerne le CHU dont la population est estimée à 10 000 personnes. Le système d'endiguement ainsi que sa zone protégée figurent sur les cartes annexées à la présente délibération.

Les principales mesures que va mettre en œuvre la Métropole pour maîtriser les risques et garantir le niveau de protection du système d'endiguement sont les suivantes :

- Établissement d'un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les visites techniques approfondies, ses moyens d'informations et d'alerte de la survenance d'une crue et ses consignes d'exploitation en période de crue, ce document est établi conformément aux dispositions des articles R.214-122 ;
- Établissement d'une procédure d'information et de communication avec les autorités compétentes pour la mise en sécurité des populations en période de crue ;
- Transmission de l'étude de dangers à Monsieur le Maire de Montpellier afin de lui permettre d'actualiser le Plan Communal de Sauvegarde.

Montpellier Méditerranée Métropole sera propriétaire des emprises foncières supportant le système

d'endiguement et le bassin de la Valsière et le gestionnaire des ouvrages hydrauliques.

Il convient maintenant d'approuver l'ensemble des dossiers réglementaires, en vue d'engager les procédures d'enquêtes publiques pour permettre :

- L'acquisition, si besoin par voie d'expropriation, des emprises foncières nécessaires à la poursuite des ouvrages de protection contre les inondations, notamment le bassin de la Valsière ;
- L'obtention des autorisations requises pour la réalisation des travaux et la régularisation administrative de la protection du CHU en système d'endiguement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le dossier de demande d'autorisation environnementale du système d'endiguement du CHU de Montpellier, le dossier de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), le dossier d'enquête parcellaire et le dossier de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture des enquêtes publiques conjointes nécessaires à l'obtention de l'arrêté d'autorisation relatif aux travaux d'aménagement du système d'endiguement décrit ci-dessus, de la DUP, de la DIG et des éventuelles procédures d'expropriation ;
- De requérir le prononcé des arrêtés correspondants ;
- De solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault afin qu'il déclare l'urgence en application de l'article R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


 Michaël DELAFOSSE



14 JUIN 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan système endiguement et zone protégée.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alénka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Schéma directeur hydraulique du bassin versant du Verdanson - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), et de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), des études hydrauliques ont été menées depuis 2019 par les services de la Métropole sur le bassin versant du Verdanson.

Le Verdanson est un cours d'eau qui prend sa source sur la Commune de Grabels, traverse la Commune de Montpellier avant de rejoindre le Lez au sud du quartier des Aubes. Sur ce bassin versant, les crues sont particulièrement soudaines du fait de la rapidité du temps de réaction du cours d'eau, alimenté en grande partie par le ruissellement urbain. Des débordements sont régulièrement observés au droit de zones à enjeux lors d'épisodes pluvieux intenses.

A travers ces études, l'actualisation de la connaissance du risque à l'échelle du bassin versant du Verdanson permet la prise en compte des risques dans l'aménagement et la maîtrise du coût des dommages liés à l'inondation par la connaissance et la réduction de la vulnérabilité des biens par le respect des principes d'un aménagement du territoire qui intègre les risques d'inondation.

Les études conduites ont pris en compte les effets de l'imperméabilisation liés au développement urbain avec les projets connus à ce jour. Elles ont tenu compte des risques de crue des cours d'eau mais aussi des effets du ruissellement pluvial à l'échelle du bassin versant. Les études prennent ainsi en compte un certain nombre de projets urbains comme les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) Euromédecine et Gimel. Les études qui concernent l'ensemble du bassin versant, se sont particulièrement concentrées sur la situation des équipements hospitaliers du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Lapeyronie et Arnaud-de-Villeneuve, traversé par le Font d'Aurelle, le principal affluent du Verdanson. Elles ont bénéficié des outils de modélisation les plus performants du moment et se sont basées sur des données précises de terrain.

Les études ont abouti à une nouvelle cartographie des hauteurs d'eau générées pour des pluies centennale et exceptionnelle, et une pluie telle que celle enregistrée en septembre 2014 sur le territoire de la Métropole. Cette cartographie est très différente de celle connue jusque-là au travers du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la Ville de Montpellier et met en évidence un niveau d'exposition au risque inondation des établissements hospitaliers extrêmement préoccupant avec des hauteurs d'eau estimées à plus de deux mètres dans les bâtiments existants qui accueillent quotidiennement plus de 10 000 patients et personnels de santé. La topographie naturelle du bassin versant mais aussi des aménagements réalisés expliquent la vulnérabilité du site hospitalier aux événements climatiques d'importance mais aussi aux événements d'occurrence plus faible en cas d'embâcle. Le CHU de Montpellier est un établissement de premier plan dans le système de santé français en tant que pôle sanitaire d'envergure régionale, pôle de référence qui dispense des soins rares et aussi pôle d'excellence intellectuel par son activité de recherche et les formations situées en son sein, toute inondation aurait des conséquences majeures.

Pour répondre aux enjeux du territoire concerné par cette nouvelle connaissance du risque inondation et aux conséquences pour les personnes, les biens, l'offre de soin régionale, les activités de recherche, universitaires et économiques, les études ont permis de proposer un schéma directeur hydraulique cohérent à l'échelle du bassin versant pour diminuer de façon significative le risque inondation au droit des zones à enjeux. Ce schéma directeur servira également de référence pour les documents de planification urbaine et permettra d'encadrer les dossiers loi sur l'eau des prochains projets urbains, comme document guide, facilitant ainsi leur mise en œuvre et garantissant la cohérence globale des aménagements et de leurs objectifs à l'échelle du bassin versant.

Afin de répondre à l'ensemble des objectifs recherchés, l'analyse hydraulique a conclu à la nécessité

d'augmenter le niveau de protection des enjeux existants par des systèmes d'endiguement, la reprise d'ouvrage de franchissement et la réalisation de bassins écrêteur de crue. Le schéma directeur permet aussi de fixer des débits objectifs sur plusieurs points du bassin versant. Ces débits objectifs devront être pris en compte par les futurs projets urbains, notamment à travers le respect de la compensation de l'imperméabilisation nouvelle, afin de garantir dans le temps le niveau de sûreté des enjeux existants protégés par les aménagements proposés.

Le schéma directeur hydraulique prévoit ainsi les aménagements suivants :

- Un système d'endiguement permettant la mise en sécurité du CHU de Montpellier jusqu'à un évènement exceptionnel ;
- La construction d'un bassin écrêteur de crue de 45 000 m³ sur le secteur de la Valsière pour compenser les effets du système d'endiguement du CHU et ne pas aggraver le risque sur les enjeux situés en aval du CHU, mais également réduire la vulnérabilité des quartiers urbanisés le long du Font d'Aurelle entre ce bassin et le CHU, à proximité de la rue Croix Lavit, de la Faculté de Pharmacie et du Centre National de la Recherche Scientifique, jusqu'à une crue d'occurrence centennale ;
- La construction d'un bassin écrêteur de crue de 10 000 m³ au niveau de la future ZAC Gimel pour réduire la vulnérabilité de la ZAC Malbosc, du tramway et du Château d'O ;
- La reconstruction du pont de la Voie Domitienne et le réaménagement du Verdanson en aval jusqu'à l'avenue Charles-Flahault pour réduire la fréquence de submersion de la voirie qui passerait d'une occurrence d'environ 2 ans à 100 ans.

Les études ont également permis de confirmer, avec l'actualisation des nouvelles références de pluies, que le niveau de sûreté du système d'endiguement réalisé ces dernières années par la Métropole sur le Verdanson aval au niveau du quartier de la Pépinière était garanti. Cet ouvrage protège 1 040 personnes.

Compte tenu de l'urgence à intervenir au regard des enjeux de sécurité publique et des enjeux sanitaires et humains, le système d'endiguement du CHU de Montpellier a déjà été réalisé par la Métropole, la protection du CHU est effective depuis fin 2021.

Le montant estimatif des aménagements hydrauliques prévus au schéma directeur s'élève à 10 M€ TTC, dont 9M€ sont inscrits à la PPI. Les aides financières pour la protection du CHU de Montpellier, pour un coût d'opération de 7,2M€, ont déjà été accordées par l'Etat et la Région Occitanie.

Les études et dossiers réglementaires pour la construction du bassin de la Valsière, la reprise du pont de la Voie Domitienne et des berges du Verdanson sont en cours, ceux sur le bassin de Gimel démarreront prochainement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du schéma directeur hydraulique du bassin versant du Verdanson ;
- D'autoriser la poursuite des aménagements proposés,
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michael DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Mise à disposition et partage des données d'observation hydrométéorologiques - Convention de partenariat entre le laboratoire Hydro-Science et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

A travers ces compétences Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) et sa gestion de la ressource en eau, Montpellier Méditerranée Métropole développe des activités d'observation et de gestion des données hydrométéorologiques, et assure le suivi des aquifères souterrains et des eaux de surface.

Les données collectées sur le territoire montpellierain par le laboratoire Hydro-Science Montpellier (unité mixte de recherche dont les tutelles sont l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et l'Université de Montpellier) ont ainsi un intérêt important pour la Métropole. Ces données sont issues des observatoires Medycyss et de l'Observatoire Méditerranéen et au Sud de l'Eau dans la Ville (OMSEV) d'Hydro-Science Montpellier et font partie d'un Service National d'Observation.

La Métropole et le laboratoire d'Hydro-Science Montpellier ont un intérêt commun à favoriser ces activités d'observation en synergie, notamment pour minimiser la redondance des capteurs et maximiser la couverture du territoire par la complémentarité des activités d'observation des deux parties.

A Montpellier, l'OMSEV dispose d'un réseau de pluviomètres sur le bassin versant du Verdanson très conséquent, notamment au niveau de la zone à enjeu fort que représente le site du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier.

Dans ce contexte, il est proposé d'établir une convention qui a pour objectifs :

- Le développement des réseaux de mesure et d'alerte hydrométéorologique pour répondre aux objectifs d'alerte, prévision et de gestion de crise au niveau des zones à enjeux de la Métropole, aux objectifs de recherche scientifique sur l'aléa et le risque d'inondation et de sécheresse en zone urbaine et dans la partie amont du bassin versant à forte composante karstique sur le Lez, la Mosson et le Coulazou, ainsi que sur la distribution spatiotemporelle des événements hydrologiques extrêmes et le rôle des interactions karst-rivière sur la dynamique des crues ;
- Le partage des données collectées, notamment celles des capteurs de l'outil Ville en alerte et des observatoires Medycyss et OMSEV ;
- L'analyse des données, le développement des services d'observation et la co-construction des programmes scientifiques, sous la forme de stages ou de projets de fin d'études effectués par des étudiants et pilotés par les personnels du laboratoire Hydro-Science Montpellier de la Faculté des Sciences et de Polytech Montpellier.

Cette convention est sans contrepartie financière. Elle prendra effet à compter de sa signature pour une durée de cinq ans et pourra être prorogée par voie d'avenant signé entre les parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université de Montpellier, le Centre National de la Recherche Scientifique et l'Institut de Recherche pour le Développement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022
Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Convention partenariat 3M-CNRS(HSM).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - LIFE REWA - Projet Européen de réutilisation des eaux usées traitées de 5 stations d'épuration du territoire de la Métropole - Demande d'autorisation préfectorale d'utilisation de ces eaux - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est lauréate de l'appel à projets européen LIFE 2020 pour son projet *LIFE REWA (Recycled Water)* qui consiste à concevoir et réaliser une unité mobile de production d'eau recyclée à partir d'eau usée traitée de différentes stations du territoire. Cette candidature avait été approuvée par le Conseil de Métropole du 1^{er} février 2021. Quatre niveaux de qualités d'eau différentes pourront être produits grâce à la technologie embarquée afin de proposer une eau recyclée de qualité adaptée aux usages envisagés (agricoles, industriels ou urbains). Cinq stations d'épurations du territoire ont été ciblées pour héberger l'unité dans un premier temps : MAERA, Fabrègues, Courmonterral, Villeneuve-lès-Maguelone et Saint Georges d'Orques.

Deux partenaires techniques et financiers locaux sont associés à ce projet, le bureau d'étude DV2E et l'Institut Européen des Membranes (Université de Montpellier). A l'échéance de 2026, le projet permettra de produire plus de 100 000 m³ d'eau recyclée par an et de démontrer la faisabilité technique, l'acceptabilité sociale, la disponibilité des usages et la soutenabilité économique de la réutilisation des eaux usées du territoire. Il s'agit bien de valider les conditions d'émergence d'une nouvelle ressource en eau du territoire, l'eau recyclée, afin de se substituer à l'eau potable ou l'eau brute issues du milieu naturel.

A ce jour, la réglementation française et européenne est très restrictive quant à l'usage de l'eau issue de la réutilisation des eaux usées traitées. Le projet LIFE REWA prévoit de développer ces usages, ce qui nécessite l'instruction par les services de l'Etat de demandes officielles d'autorisation, comme le prévoit le décret n°2022-336 du 10 mars 2022 relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées. A l'issue de cette instruction, un arrêté préfectoral permettra d'encadrer les conditions d'utilisation de l'eau recyclée pour chacun des usages projetés et décrira les mesures de contrôles permettant de garantir la protection de la santé et de l'environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De demander à Monsieur le Préfet de bien vouloir instruire les demandes d'autorisation de réutilisations d'eaux usées traitées relatives au projet LIFE REWA « LIFE20 ENV/FR/000192 » ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

• Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Usine d'eau potable de Valedéau - Garantie de deux emprunts contractés par la Régie des Eaux - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'eau potable qui dessert actuellement la population des communes du « système Lez » (80 % de la population de Montpellier Méditerranée Métropole) est prélevée dans la source du Lez, située à une dizaine de kilomètres au nord de Montpellier et est traitée dans l'usine François-Arago à Montpellier, dont la construction date de 1984. Sous l'effet conjugué de la pression démographique propre à ce territoire et du réchauffement climatique, la construction d'une seconde usine de traitement en eau potable a été inscrite au Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) voté en 2013 par la Métropole pour la période 2015-2030. Cette nouvelle usine, implantée sur le site de Valédeau à Montpellier, aura une capacité minimale de 750 l/s produite à partir de l'eau brute du bas-Rhône et vise à sécuriser l'alimentation en eau potable de ce territoire.

La Régie des eaux de Montpellier Métropole, établissement public industriel et commercial, assure le service public de l'eau potable sur ce territoire depuis le 1^{er} janvier 2016 et est maître d'ouvrage de cette opération d'investissement dont le coût total s'élève à 30 M€ comprenant principalement un marché de conception-réalisation et une convention avec BRL pour la réalisation de travaux à réaliser sur la station de pompage de Méjanelle. Le marché de conception-réalisation a été confié en août 2021 au groupement mené par Suez France aux côtés de Touja SA, Eiffage Génie civil, du Cabinet Merlin et de Coste Architectures et comprend une phase d'études (conception, permis de construire, dossiers réglementaires) et une phase de travaux pour la réalisation de l'unité de production d'eau potable qui commence en mai 2022.

Afin de financer cette opération d'investissement, la Régie des eaux, qui dispose d'une capacité d'emprunt conséquente (durée d'extinction de la dette à fin 2021 inférieure à un mois, marge brute moyenne 2016-2021 : 14,4 M€), a organisé une consultation bancaire et retenu des emprunts d'un montant équivalent au coût total de l'opération. Par décision de son Conseil d'administration en date du 19/04/2022, la Régie a retenu les contrats de prêt émis par la Banque Postale.

Ces emprunts présentent deux particularités qui ont permis d'obtenir un taux compétitif par rapport à la concurrence :

- Ils sont éligibles au « prêt vert » car la nouvelle usine répond au critère d'efficacité énergétique pour ce type d'investissement (consommation électrique inférieure à 0,5 kWh/m³ d'eau traité) ;
- Ils nécessitent la garantie de la Métropole à hauteur de 50 % de leur montant, soit 15 M€.

La Régie des Eaux sollicite donc la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur les deux emprunts de la Banque Postale. Les caractéristiques financières des emprunts à garantir sont les suivantes :

Premier emprunt :

- Montant : 10 millions d'euros
- Taux fixe : 1.42%
- Durée : 21 ans, dont 12 mois de phase de mobilisation
- Amortissement : Echéances constantes trimestrielles
- Commission d'engagement : 0.05% du montant de l'emprunt
- Conditions de remboursement anticipé : indemnités actuarielles
- Garantie de la Métropole : 50%

Second emprunt :

- Montant : 20 millions d'euros
- Taux fixe : 1.40%
- Durée : 20 ans

- Amortissement : Echéances constantes trimestrielles
- Commission d'engagement : 0.05% du montant de l'emprunt
- Conditions de remboursement anticipé : indemnités actuarielles
- Garantie de la Métropole : 50%

Au cas où la Régie des Eaux, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place, et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, L.5217-1, D.1511-30 à D.1511-35 du Code Général des Collectivités Territoriales. La garantie est accordée pour la durée des prêts augmentée de 3 mois. Les offres de prêt jointes en annexe font partie intégrante de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la garantie des emprunts à la Régie des Eaux;
- De garantir 50% des emprunts de 10 000 000€ et 20 000 000€ souscrits par la Régie des Eaux auprès de la Banque Postale, soit respectivement 5 000 000€ et 10 000 000€ ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

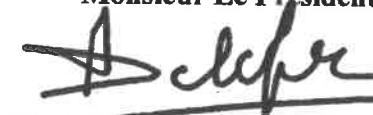
Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONTRAT 10M€
- CONTRAT 20M€

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ENVIRONNEMENT



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

Environnement - Qualité de l'air - Convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2025 entre Montpellier Méditerranée Métropole et ATMO Occitanie - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Sur le territoire métropolitain, les niveaux de concentration en polluants atmosphériques dépassent de manière ponctuelle les seuils réglementaires, aujourd'hui en vigueur, mais sont, sur la quasi-totalité du territoire supérieurs aux nouvelles recommandations OMS établies à l'automne 2021. L'amélioration de la qualité de l'air est donc un axe majeur de la politique métropolitaine formalisée via son Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) agissant entre autres sur les secteurs des mobilités, du résidentiel et de l'agriculture. La gratuité progressive des transports en commun, la mise en place d'une Zone à Faibles Émissions mobilité (ZFE-m), la rénovation énergétique du patrimoine résidentiel ou encore l'aménagement des quartiers apaisés et d'incitation à une mobilité plus vertueuse en sont des actions phares.

Aujourd'hui, ATMO Occitanie se voit confier par l'État, comme chaque Association de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA), via l'arrêté du 16 avril 2021 entre autres les missions suivantes :

- La surveillance et l'évaluation de la qualité de l'air ambiant ;
- La prévision de la qualité de l'air ;
- Une information quotidienne aux préfets sur la qualité de l'air, observée et prévisible en cas d'épisode de pollution atmosphérique ou une alerte en cas d'identification d'un épisode de pollution atmosphérique pouvant être consécutif à un incident ou un accident technologique ;
- Une information quotidienne grand public sur la qualité de l'air et sur les recommandations préfectorales en cas d'épisode de pollution ;
- La réalisation d'un inventaire régional spatialisé des émissions primaires des polluants atmosphériques et de leurs précurseurs ;
- L'évaluation de l'impact sur la qualité de l'air des réductions d'émissions de polluants atmosphériques générées par les plans de protection de l'atmosphère lors de leur élaboration, évaluation ou révision ;
- La mise à disposition de toutes les données pour son territoire de compétence via un Open data.

En concertation avec ses membres adhérents, ATMO Occitanie a élaboré en 2017 un Programme Régional de Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA) qui définit son projet stratégique. Il se décline en 18 objectifs stratégiques et 5 axes principaux :

- Axe 1 : Garantir la mission d'intérêt général de surveillance de la qualité de l'air et contribuer aux stratégies nationale et européenne ;
- Axe 2 : Adapter l'observatoire aux enjeux transversaux Air Climat Énergie Santé ;
- Axe 3 : Évaluer et suivre l'impact des activités humaines et de l'aménagement du territoire sur la qualité de l'air ;
- Axe 4 : Préparer l'observatoire de demain et participer à l'innovation : phytosanitaires, odeurs, pollens, nanoparticules, air intérieur, nouvelles technologies d'observations ;
- Axe 5 : Informer, sensibiliser, se concerter.

La gouvernance d'ATMO Occitanie est composée de 4 collèges qui sont l'État, les collectivités locales (et leurs regroupements), les industriels et les associations (et personnalités qualifiées santé/environnement). Ces collèges ont vocation à orienter son activité, recenser les besoins de surveillance et convenir ensemble, des moyens donnés pour les satisfaire.

C'est dans ce cadre que la Métropole souhaite, en partenariat avec ATMO Occitanie, évaluer au mieux le lien entre les politiques publiques mises en œuvre et l'évolution de la qualité de l'air locale. Ce partenariat prendra la forme d'une convention pluriannuelle d'objectifs sur la période 2022-2025 qui remplacera la convention actuellement en vigueur (2020-2022), cette dernière n'étant pas assez dimensionnée au regard de l'éventail des projets à suivre. Son objet est d'assurer le fonctionnement du réseau de surveillance de la qualité de l'air sur le territoire de la Métropole et de développer le partenariat sur des actions communes. Le programme d'actions proposé par l'association relève de l'intérêt général et s'inscrit dans le cadre de son agrément.

La nouvelle convention a pour objectif :

1. De définir les conditions de renouvellement de l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole, au regard de ses compétences, à contribuer au financement du dispositif régional intégré de prévision, suivi, évaluation et scénarisation de la qualité de l'air :
 - i. D'une information quotidienne sur la prévision de la qualité de l'air ;
 - ii. D'une information en cas d'épisodes de pollution départemental ;
 - iii. D'indicateurs d'évolution des émissions de polluants atmosphériques ;
 - iv. D'un bilan annuel de la qualité de l'air et de données cartographiques vectorisées au regard des seuils européen et OMS (2021) ;
2. De définir les conditions de production et interventions d'ATMO Occitanie dans le cadre des politiques publiques de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'engagement financier porte d'une part, sur la cotisation annuelle calculée en fonction de la taille démographique de celle-ci. Montpellier Méditerranée Métropole verse dans le cadre de son adhésion, 1 500 € par an à ATMO Occitanie. D'autre part, sur une subvention annuelle qui inclut la participation au dispositif régional de surveillance de la qualité de l'air et la réalisation d'actions co-construites en lien avec les politiques locales. Le versement de la subvention annuelle de 105 000 € se fera après publication du rapport d'activité annuel d'ATMO Occitanie (cette subvention sera réévaluée annuellement sur la base d'indices détaillés dans la convention).

Des revues de projets et un comité de pilotage annuels permettront de faire le point sur les projets réalisés au cours de l'année et de préparer l'année à venir. En cas de modifications substantielles de la convention un avenant pourra être pris pour y intégrer les nouveaux projets.

La signature de cette nouvelle convention permettra notamment dès juillet 2022 de démarrer les partenariats suivants :

- ZFE-m : suivi de l'impact de la mise en œuvre de la ZFE-m sur la qualité de l'air ;
- PCAET : estimation de l'impact du plan d'actions sur l'évolution des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre par secteur à horizon 2026 (ZFE-m comprise) au regard des objectifs de réduction d'émission fixés par l'État.

Pour les années 2023, 2024 et 2025 de nouveaux sujets pourront être étudiés et explorés :

- Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) : Suivi et évaluation des actions dans lesquelles la collectivité sera impliquée ;
- Grands projets de transport en commun : estimation de l'impact sur la qualité de l'air de la mise en service de projets structurants de transports en commun (BusTram, ligne 5, extension ligne 1, ...) ;
- Émission polluants atmosphériques/GES du réseau de transport en commun : indicateurs d'émissions du réseau TaM ;
- PLUi : implication d'ATMO Occitanie dans la conception et le suivi de l'impact du document sur la qualité de l'air ;
- Pesticides et perturbateurs endocriniens : mise en place d'un suivi de leur présence dans l'air ambiant et lien avec les différents milieux (sols et eaux) ;
- Végétal et qualité de l'air : étudier l'intérêt de création de barrière végétale et/ou évaluation de l'impact sur la qualité de l'air d'une forêt urbaine/parc.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ATMO Occitanie ;
- D'approuver les modalités de participation financière au budget de fonctionnement versées annuellement par Montpellier Méditerranée Métropole à ATMO Occitanie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président



Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention 3M 2022-2025_vok.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

Environnement - Contrat de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente - Approbation - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence en matière de distribution publique d'électricité en tant qu'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Énergie (AODE). Elle est, à ce titre, propriétaire des ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité et en charge du contrôle de ces concessions. Cette compétence recouvre les deux missions suivantes :

- Le développement et l'exploitation des réseaux publics de distributions d'électricité ;
- La fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementé de vente.

Conformément aux articles L.111-52, L.121-4 et L.121-5 du Code de l'énergie, comme sur 95% du territoire national métropolitain, ces deux missions sont obligatoirement confiées à Enedis pour la première et EDF pour la seconde, qui disposent d'un monopole (droit exclusif) et qui exercent leur mission de service public dans le cadre d'un contrat de concession, conformément à l'article L.2224-31 du Code général des collectivités territoriales.

Il existe actuellement neuf contrats de concession pour la distribution publique d'électricité et la fourniture d'électricité au tarif réglementé de vente sur le territoire des 31 communes membres de la Métropole :

- Deux contrats conclus par le Syndicat Mixte Hérault Energie avec les concessionnaires Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres (CESML) d'une part, et ENEDIS et EDF d'autre part, pour les 24 communes membres de la Métropole qui avaient transféré leur compétence AODE au Syndicat avant le 1^{er} janvier 2015 ;
- Sept contrats portés directement par la Métropole avec les concessionnaires Enedis et EDF pour les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez, Montpellier et Pérols. Les dates d'échéances de ces sept contrats s'échelonnent de septembre 2022 à février 2028.

En vertu de l'article 23 de la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie, les droits et obligations relatifs à l'activité du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité, confiés initialement à EDF en qualité de concessionnaire de la distribution publique d'électricité, ont été repris par la société ErDF, devenue Enedis en 2016. La société EDF reste le concessionnaire désigné par la loi en charge de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente.

Compte tenu de l'échéance du contrat sur la ville de Montpellier, la Métropole a engagé avec Enedis et EDF, des négociations pour aboutir à un nouveau contrat de concession sur la base d'un modèle de contrat national qui doit être adapté aux spécificités et enjeux locaux. En effet, le 21 décembre 2017, un accord-cadre fixant un nouveau modèle national de contrat de concession a été signé entre Enedis, EDF, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et France Urbaine.

Enedis, EDF et la Métropole ont convenus que le nouveau contrat de concession s'appliquera pour les 7 communes dont la Métropole est l'autorité concédante. Cela implique la résiliation anticipée des contrats de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez Montpellier et Pérols à la date de signature de la nouvelle convention de concession.

1. Mission développement et l'exploitation des réseaux publics de distributions d'électricité – Enedis

La préservation des intérêts de la Collectivité et du territoire a guidé la négociation avec les principaux enjeux suivants, en lien notamment avec le Plan Climat Air Energie Territorial Solidaire de la Métropole :

- Amélioration de la qualité de distribution et de service ;
- Adaptation des ouvrages à la transition énergétique ;
- Diminution de la vulnérabilité aux aléas climatiques ;
- Lutte contre la précarité énergétique ;
- Optimisation des travaux sur l'espace public ;
- Préservation des investissements locaux délibérés et défense des droits du concédant.

L'une des principales évolutions du nouveau modèle de contrat de concession est la co-construction de la programmation des investissements d'Enedis dits délibérés, c'est-à-dire dédiés à l'amélioration de la qualité de service et du patrimoine concédé. En contrepartie, Enedis ne constituera plus de provisions pour renouvellement d'ouvrages, ce qui impacte le droit du concédant. Il est toutefois rappelé que le montant du stock des provisions pour renouvellements constitué dans le cadre des sept contrats en cours, ne saurait être repris, en tout ou partie, au résultat de l'entreprise du concessionnaire et ne pourra être affecté autrement que sur le renouvellement des ouvrages de la concession.

Ainsi, le Schéma Directeur des Investissements (SDI) fixe les ambitions à l'échéance du contrat avec des jalons intermédiaires. Le SDI est composé d'objectifs de résultats sur la durée du contrat, tels que :

- La réduction du temps moyen de coupure qui devra être inférieur à 25,7 minutes (critère B), soit un gain de 3,5 minutes en fin de contrat ;
- Un nombre d'incidents sur le réseau haute tension inférieur à 3,5 / 100 km, contre 4,5 actuellement.

Le SDI comprend également des objectifs de moyens avec des valeurs repères notamment pour la résorption des réseaux incidentogènes.

Sur la durée de 25 ans, Enedis estime les investissements pour la qualité de distribution à environ 90 Millions d'euros dont 55 Millions d'euros dédiés à la mise en œuvre du SDI. Pour être sur la trajectoire de ces valeurs repères, l'engagement financier d'Enedis pour le premier programme pluriannuel d'investissement (PPI), sur la période 2022-2026, est de 9,5 Millions d'euros. Cela correspond aux investissements délibérés hors investissements liés aux aléas climatiques. Enedis indique qu'il investira sur cette même période un complément d'investissement pour la performance et modernisation du réseau estimé, *a minima*, à 2M€, non soumis au mécanisme de séquestre, et sous réserve de l'obtention des autorisations de voiries. Le deuxième PPI reconduira, *a minima*, le renouvellement des réseaux souterrains et du réseau aérien basse tension fil nu du premier PPI, soit un engagement financier à hauteur de 66% du premier PPI. Il est à noter qu'Enedis ne s'engage pas sur le montant des investissements pour les trois derniers PPI prévus au contrat.

Le contrat prévoit également, des dispositions liées à l'intégration des ouvrages dans l'environnement, conformément à l'application de l'article 8 du cahier des charges de concession, dans le cadre d'une convention d'aménagement esthétique des réseaux d'une durée de cinq ans renouvelable une fois. L'autorité concédante sera maître d'ouvrage pour l'intégration esthétique des réseaux et bénéficiera d'un cofinancement avantageux de la part d'Enedis à hauteur de 50% contre 40% prévu au modèle national. L'engagement financier du gestionnaire du réseau de distribution est d'1,2 million d'euros pour une durée de cinq ans renouvelable une fois. L'accent a été mis également sur l'amélioration de la coordination des travaux et de la qualité des chantiers sur l'espace public.

Par ailleurs, en contrepartie de dépenses supportées par l'autorité concédante au bénéfice des missions de service public faisant l'objet de la présente concession, Enedis versera à la Métropole plusieurs redevances, dont les montants n'ont pas fait, localement, l'objet de négociation, les montants annuels suivants (valeur

2022) sont issus de formules inscrites au contrat national :

- Une redevance de fonctionnement, afin de permettre la réalisation des missions de contrôle, de 240 000 € ;
- Une redevance d'investissement, dont le montant sera calculé en fonction de l'investissement consenti par la Métropole, estimation entre 76 000 et 160 000 € ;
- Une redevance d'occupation du domaine public de 289 000 €.

Si le contrat présente plusieurs avancées par rapport aux contrats précédents, il subsiste des points de vigilance avec des enjeux financiers importants pour la Métropole. Ceux-ci ont été au cœur des négociations avec notamment l'ajout au diagnostic contractuel partagé d'un état des lieux financier et patrimonial. Ce document permet de réaliser une photographie, d'explicitier les mécanismes financiers au moment où ceux-ci évoluent notamment dans le cadre du nouveau contrat. A la suite du travail d'analyse approfondi et conjoint, Enedis a souhaité qu'une version allégée soit adossée au contrat. Afin de conserver la traçabilité globale et pour une meilleure compréhension, il est joint à cette délibération un second état des lieux financier et patrimonial comprenant, en supplément, des précisions apportées par la Métropole et Enedis.

De plus, il a été convenu de pouvoir tirer toutes conséquences en cas de décision de justice ou d'évolution dans l'interprétation des obligations du concessionnaire concernant la constitution des passifs comptables « maintenus » avec le nouveau contrat. Ainsi, l'entrée en vigueur du nouveau contrat ne saurait valoir ni renonciation de la Métropole à réexaminer la constitution des droits du concédant au titre des sept contrats en cours jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau contrat, ni approbation signifiée au concessionnaire de pouvoir reprendre au résultat de l'entreprise une part des provisions pour renouvellement non affectées et constituées au titre de ces mêmes contrats.

Un autre point délicat concerne les conditions de renouvellement ou expiration de la concession. Le contrat prévoit une indemnité à verser par l'autorité concédante à son concessionnaire, or un contentieux contestant le mode de calcul de cette indemnité est en cours de jugement. La Métropole sera vigilante à faire évoluer le contrat sur ce point pour transcrire une évolution de la jurisprudence non intégrée à ce jour dans le modèle national.

Enfin en complément de ce contrat de concession, la conclusion d'un accord cadre de partenariat de cinq ans, reconductible deux fois cinq ans, est proposée entre la Métropole et Enedis. Cet accord-cadre prévoit une contribution financière cumulée de 3 M€ (200 k€/an) à verser par Enedis à la Métropole ou ses partenaires tels que l'Agence Locale de l'Energie et du Climat afin de cofinancer des actions. Cet accord-cadre de Transition écologique et solidaire porte sur les axes de travaux suivants :

- Un territoire engagé dans la transition climatique ;
- Un territoire de l'innovation ;
- Un territoire attractif et solidaire.

2. Mission de fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementé de vente - EDF

S'agissant de la mission confiée à EDF, les dispositions proposées se conforment à celles du modèle national 2017.

Par ailleurs, le contrat prévoit que la commission de conciliation, en cas de contestation, soit composée de la FNCCR, Enedis et EDF. France urbaine n'ayant pas été intégrée à la commission de conciliation pour défendre les intérêts des autorités concédantes urbaines, l'ensemble des points de vigilance listés par la Métropole seront portés à son attention. France Urbaine les relayera dans le cadre du comité de suivi de la mise en œuvre du modèle de contrat de concession 2017 avec la FNCCR, Enedis et EDF. L'objectif de la Métropole est de pouvoir intégrer les évolutions obtenues au niveau national dans le contrat local.

En synthèse, le contrat de concession entre l'autorité concédante, le gestionnaire du réseau de distribution et le fournisseur de l'électricité aux tarifs réglementés de vente est composé des pièces suivantes :

- Convention de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente pour une durée de 25 ans qui précise l'objet de la concession et les clauses de revoyure contractuelles ;
- Cahier des charges de concession qui s'appuie sur le modèle national issu de l'accord-cadre du 21 décembre 2017 cité précédemment ;
- Annexe 1 au cahier des charges de concession qui regroupe notamment les modalités de calcul de la redevance de concession, ainsi que les adaptations locales dont les modalités d'application de l'intégration des ouvrages dans l'environnement, l'accompagnement de la transition écologique et solidaire par les concessionnaires, la comptabilisation des passifs, la mise à disposition des données, la qualité de service et coordination des travaux, le respect des principes de la République ;
- Annexe 2 du cahier des charges de concession qui traite du schéma directeur des investissements et programmes pluriannuels d'investissement exposant les principes généraux de la démarche tel que conçus par le modèle national ;
- Annexe 2A à l'annexe 2 du cahier des charges qui comprend un diagnostic partagé sur les volets techniques, de la qualité de service et des éléments financiers et patrimoniaux du réseau de distribution complété par un état des lieux des tarifs réglementés de vente d'électricité ;
- Annexe 2B à l'annexe 2 du cahier des charges qui décrit le schéma directeur des investissements sur la durée contractuelle fixant les ambitions d'amélioration de la qualité de l'électricité auprès des usagers, de renouvellement et de fiabilisation des ouvrages de distribution publique et des valeurs repère et jalons intermédiaires définis afin de répondre à ces ambitions ;
- Annexe 2C à l'annexe 2 du cahier des charges qui décrit le premier programme pluriannuel d'investissement d'une durée de cinq ans ainsi que les indicateurs de suivi et évaluation de celui-ci et des suivants ;
- Annexe 2D à l'annexe 2 du cahier des charges qui décrit les dispositions locales pour l'élaboration et le suivi du dispositif de gouvernance de la programmation des investissements ;
- Annexe 3 au contrat de concession relative à la contribution des tiers aux frais de raccordement sous maîtrise d'ouvrage du gestionnaire de réseau de distribution ;
- Annexe 4 au contrat de concession relative aux tarifs réglementés de vente de l'électricité conformément à l'article L.337-4 du code de l'énergie ;
- Annexe 5 au contrat de concession relative au tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité
- Annexe 6 au contrat de concession relative au catalogues des prestations et des services du gestionnaire du réseau de distribution ;
- Annexe 7 au contrat de concession relative aux conditions générales de vente pour les clients résidentiels ;
- Annexe 7bis au contrat de concession relative aux conditions générales de vente pour les clients non résidentiels ;
- Annexe 8 au contrat de concession relative aux conditions d'accès au réseau public de distribution haute tension ou basse tension pour les clients alimentés en électricité ;
- Annexe 9 au contrat de concession relative à la convention pour la cartographie moyenne échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution ;
- Annexe 10 au contrat de concession relative au cahier des charges patrimoniales pour les réseaux électriques en espaces protégés ;
- Convention d'aménagement esthétique des réseaux avec Enedis pour l'application de l'article 8 du cahier des charges de concession d'une durée de cinq ans renouvelable une fois.
- Accord-Cadre de partenariat de transition écologique et solidaire avec le gestionnaire du réseau de distribution Enedis d'une durée de cinq ans renouvelable deux fois cinq ans ;

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de concession, du cahier des charges de concession, des annexes 1 à 10, la convention d'aménagement esthétique des réseaux, l'accord-cadre de partenariat de transition énergétique et solidaire avec Enedis ;
- D'acter les termes de l'état des lieux financier et patrimonial complété et non annexé au contrat ;
- D'approuver les termes de la convention d'aménagement esthétique des réseaux avec Enedis ;
- D'approuver les termes de l'accord-cadre de partenariat de transition écologique et solidaire avec le gestionnaire du réseau de distribution Enedis ;
- D'acter la poursuite de la contribution de la Métropole, en tant qu'adhérente à France Urbaine, aux travaux conduits nationalement sur le modèle de contrat de concession ;
- D'autoriser la résiliation anticipée des contrats de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez Montpellier et Pérols à la date de signature de la nouvelle convention de concession ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de concession, la convention d'aménagement esthétique des réseaux, l'accord-cadre de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

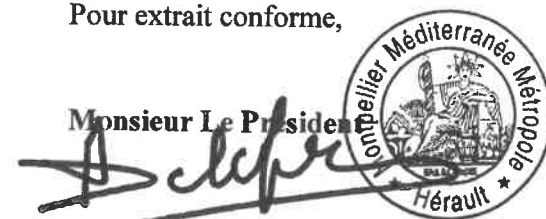
Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président



Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 01-Convention_de_concession_3M-Enedis-EDF Vdéf CM 31052022.pdf
- 02-Cahier des charges de concession_3M-Enedis-EDF Vdéf CM CM 31052022.pdf
- 03-Annexe 1_3M-Enedis-EDF_Vdéf CM 31052022.pdf
- 04- Annexe 2 3M-Enedis-EDF_Vdéf 4 CM 31052022.pdf
- 04A -Annexe2A_Diagnostic et état des lieux Vdéf 14 juin CM 31052022.pdf
- 04B-Annexe 2B_SDI_Vdéf CM 31052022.pdf
- 04C Annexe 2C_1er PPI Vdéf CM 31052022.pdf
- 04D- Annexe 2D_GouvernanceInvestissements Vdéf CM 31052022.pdf
- 05 Annexe 3 contribution Raccordement au réseau 3M.pdf
- 06 Annexe 4_TRV_Fevrier2022.pdf
- 07 Annexe 5 TURPE.pdf
- 08 - Annexe 6 Catalogue_Prestations.pdf
- 09 Annexe7_CGV_TB_residentiel_nov2020_v2.pdf
- 10 Annexe7bis_CGV_TB_non_residentiel_janvier2021.pdf
- 11 Annexe 8 Accès au réseau .pdf
- 12_ Annexe 9 ConventionCartographie Vdéf CM 31052022.pdf
- 13_ Annexe10_Cahier-des-charges_Réseaux-patrimoine-MGC.pdf
- Convention_Art8 aménagement esthétique 3M Enedis CM 31 mai 2022.pdf
- AccordCadre-Partenariat_TES_2022-26_3M-Enedis CM 31052022.pdf
- 20220309_EtatLieux_FinancierPatrimonial_Complété.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Environnement - Politique zéro déchet et économie circulaire - Appel à projets associatifs 2022 en lien avec la réduction des déchets ménagers et assimilés - Règlement - Convention-type d'attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a élaboré un programme ambitieux basé sur des objectifs d'évolution de la stratégie en matière de prévention et gestion des déchets, notamment au travers de la feuille de route Zéro Déchet avec cent objectifs opérationnels pour le mandat.

Ces dispositions s'insèrent parfaitement dans la perspective des évolutions réglementaires de ces dernières années et plus récemment l'adoption de la loi contre le gaspillage et pour l'économie circulaire. L'atteinte de cet objectif très ambitieux, qui va bien au-delà des objectifs réglementaires, passera nécessairement par :

- La prévention pour éviter la production de déchets et favoriser les « 5R » (Refuser, Réduire, Réutiliser, Recycler, Redonner) ;
- Le développement de l'économie circulaire, du réemploi et de la consommation responsable ;
- Le tri sélectif des emballages (« poubelle jaune ») et des cartons/papiers, et celui du verre ;
- Le tri à la source des biodéchets (fraction organique des déchets ménagers et petits déchets verts) pour les extraire des Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) ;
- La généralisation du compostage sous toutes ses formes (individuel, collectif, résidentiel, quartier, établissement, etc.).

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de relancer sur 2022 un appel à projets destiné à soutenir les initiatives locales et aider le déploiement d'opérations innovantes de réduction des déchets ménagers et assimilés visant à tendre *in fine* vers le zéro déchet et favoriser localement une dynamique autour de cette thématique. C'est donc le moyen d'inciter les acteurs du territoire de la Métropole vers de nouvelles pratiques plus vertueuses en matière de gestion des déchets.

Cet appel à projets est strictement réservé à des associations. Les candidats peuvent ainsi proposer un nouveau projet d'une structure existante ou un projet ayant déjà commencé sans être finalisé. Dans ce dernier cas, il sera nécessaire de démontrer que l'aide accordée permettra une croissance structurelle, dans le but d'obtenir davantage d'efficacité ou bien de dupliquer le projet. En aucun cas, l'appel à projets ne pourra financer le fonctionnement d'une association, ni des actions déjà soutenues par ailleurs par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ne sont non plus concernés par cet appel à projets ceux centrés sur des actions de communication ou d'événementiel, ces thématiques faisant déjà l'objet d'autres cadres d'aide financière ou d'achat de la part de la Métropole. Des actions de sensibilisations peuvent toutefois être proposées auprès des publics notamment étudiants et foyers en habitat collectif.

Cet appel à projets est doté pour l'année 2022 d'un crédit de 120 000 € destiné à aider financièrement ces initiatives. Le taux de participation maximal de Montpellier Méditerranée Métropole pourra s'élever jusqu'à 70 % de coût total du projet, étant précisé que les candidats devront démontrer une part d'autofinancement d'au moins 20 %.

Les projets seront soumis à un jury composé d'élus et d'agents du pôle Déchets et Cycles de l'Eau de Montpellier Méditerranée Métropole, qui déterminera les lauréats. La date limite de réception des dossiers est fixée au 15 juillet 2022. Les projets devront avoir été menés à leur terme dans les 15 mois suivant l'attribution de la subvention par Montpellier Méditerranée Métropole.

L'aide financière de Montpellier Méditerranée Métropole est conditionnée par la signature d'une convention

de partenariat avec chaque porteur des projets lauréats. Cette dernière aura pour objectif de délimiter le rôle, les engagements et les responsabilités des différentes parties. Elle précisera également les modalités de versement de la subvention, la durée de la convention, le pilotage et l'évaluation du projet. Enfin, cette partie éclairera les modalités du contrôle du respect des termes de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe du lancement d'un appel à projets pour soutenir les initiatives locales et aider le déploiement d'opérations de réduction des déchets ménagers et assimilés et d'initiatives liées à l'économie circulaire ;
- D'approuver le règlement de cet appel à projets ;
- D'approuver les termes de la convention-type d'attribution de subvention à intervenir entre les lauréats et la Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix
 Contre : 0 voix
 Abstention : 0 voix
 Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

 Michael DELAFOSSE


Publiée le : 14 JUIN 2022
 Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022
 Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- REGLEMENT AAP ZD EC 2022
- modèle convention AAP 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Environnement - Négocier de matériaux issus de la collecte sélective - Contrat de reprise des fibreux "Journaux-revues-Magazines" entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société Méditerranéenne de Nettoyage et la papeterie Norske Skog - Avenant - Autorisation de signature

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole assure directement la gestion contractuelle et financière des ventes des matières valorisables issues des collectes sélectives en apport volontaire, des déchèteries et des collectes en porte à porte triées sur le centre de tri Demeter.

Dans ce cadre, la Métropole a conclu un contrat tripartite avec la Société Méditerranéenne de Nettoyage (Groupe Nicollin) et la société Norske Skog, prenant effet le 1er janvier 2020 et ayant pour objet la reprise des vieux papiers cartons de type journaux, revues, magazine et papiers graphiques triés pour désencrage. Les matériaux triés sont transportés par le repreneur depuis le centre de tri Demeter vers la papeterie de la Société Norske Skog, sise à Golbey (88) pour être recyclés en papier neuf.

Le prix de rachat des vieux papiers est indexé sur la mercuriale publié par le magazine spécialisé Recyclage Récupération avec un prix plancher minimum de 30 € par tonne. La durée du présent contrat est de 3 ans, et arrive à échéance le 31 décembre 2022. En 2021, le tonnage concerné a été de 4 000 tonnes et le montant des recettes correspondantes s'est établi à 150 000 €.

Dans le cadre de l'amélioration du bilan carbone de la filière, la société Norske Skog, propose à la Métropole de développer un transport bimodal route/rail pour au moins 85 % des tonnages considérés, au travers d'un fret routier jusqu'à une plateforme multimodale sise au Boulou (66), puis rechargement et transports par fret ferroviaire, jusqu'à l'intérieur de l'usine même à Golbey.

Compte tenu de ces dispositions, le repreneur propose un avenant relevant le prix plancher de reprise à 75 € la tonne. En contrepartie, il est proposé à la Métropole de proroger la durée du contrat de reprise pour 1 an, renouvelable une fois, soit jusqu'au 31 décembre 2024 au plus tard, conformément aux dispositions prévues dans le contrat initial.

Un avenant au contrat de reprise est proposé en ce sens à la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant au contrat tripartite de reprise des vieux papiers cartons entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société Méditerranéenne de Nettoyage et Norske Skog ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Julie FRÊCHE.

Fait à Montpellier, le

14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président



Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 1 Transport bi modal Contrat Montpellier Nicolin NSG prorogation conforme article 12 pour 2 ans.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Environnement - Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) - Attribution d'une subvention pour le fonctionnement du centre de soins de la petite faune sauvage dans le cadre de la convention triennale de partenariat - Exercice 2022 - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 23 juillet 2019, le Conseil de Métropole a approuvé les termes d'une convention de partenariat triennale entre la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole. La signature de cette convention est intervenue le 3 septembre 2019, elle est effective à compter du 1^{er} janvier 2020.

Ainsi, la Métropole s'est engagée à contribuer au coût de fonctionnement du Centre de soins de la faune sauvage à hauteur de 15 000 euros, répartis comme tels sur les 3 ans, sous réserve d'approbation par le Conseil de Métropole :

- 5 000 € en 2020 ;
- 5 000 € en 2021 ;
- 5 000 € en 2022.

Il est ainsi proposé le versement de la subvention suivante :

« Transition écologique »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
4431	LPO Occitanie	Métro TE 000 055	Fonctionnement	Financement du fonctionnement du Centre de Sauvegarde de la Faune Sauvage	5 000 €
TOTAL					5 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le versement d'une subvention de fonctionnement à la Ligue de Protection des Oiseaux d'un montant de 5 000 € pour l'année 2022, dans le cadre de la convention triennale de partenariat signée en 2019 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michael DELAFOSSE


Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOUL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Environnement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public (RPQS) de prévention et de gestion des déchets - Rapport annuel du délégataire (RAD) de service public de l'usine de méthanisation AMETYST - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) public de prévention et de gestion des déchets est établi annuellement, conformément aux dispositions de l'article L. 2224-17-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et du décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets. Il retrace les faits marquants de l'action de la Métropole en matière de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés et en donne les principaux indicateurs techniques et financiers. Le rapport et l'avis de l'Assemblée seront mis à disposition du public dans les conditions prévues aux articles L. 1411-13 et L. 2224-17-1 du CGCT.

Par ailleurs, conformément à l'article L. 1411-3 du CGCT, le délégataire produit avant le 1er juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport annuel du délégataire de la DSP relative à l'exploitation de l'usine de méthanisation AMETYST portant sur l'année 2021 a été réceptionné le 14 avril 2022, conformément aux dispositions contractuelles, et fera l'objet :

- D'une communication ultérieure au Conseil de Métropole par délibération au terme de son analyse détaillée ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission de Contrôle des Comptes.

Les principaux faits marquants de l'exercice 2021 sont les suivants :

Le défi que représente la gestion des déchets au niveau national sur le plan écologique et climatique, et particulièrement pour le territoire de la Métropole, dans un contexte réglementaire et financier contraint, impose de prendre des mesures à la hauteur des enjeux écologiques, environnementaux, économiques et sociétaux intrinsèquement liés, et en corrélation avec le plan climat air énergie territorial (PCAET).

L'accroissement régulier et important des coûts de traitement des déchets ultimes nécessite aujourd'hui d'augmenter significativement le niveau d'ambition en matière de tri et de réduction des déchets. Complémentairement, les réglementations européenne, nationale (Plan National de Prévention des déchets 2021-2027) et leur déclinaison au niveau local (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets adopté en novembre 2019) placent la prévention des déchets au sommet des priorités des politiques de gestion des déchets.

L'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a mis en œuvre dès 2011 un premier Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA). Un nouveau PLPDMA est actuellement en cours d'élaboration, avec pour objectif son adoption à la mi-2022.

S'agissant des coûts d'élimination des refus, Montpellier Méditerranée Métropole a conclu fin 2019 et pour une durée de 4 ans, des marchés publics de prestations de services avec les opérateurs exploitant différentes installations de stockage et de valorisation énergétique de la région Occitanie pour disposer des capacités d'accueil et d'élimination des refus issus des unités de traitement (Demeter, Ametyst), des encombrants issus du service des déchèteries ainsi que des déchets divers issus du nettoyage de l'espace public. Ces contrats ont généré dès 2020 une augmentation des dépenses de plus de 10 M€.

C'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mener une politique ambitieuse « Zéro Déchet » de prévention, de sensibilisation et d'incitation s'insérant parfaitement dans ces nouvelles priorités et visant à modifier les comportements. Cette stratégie, particulièrement proactive et à la mesure de l'importance du sujet, vise à réduire la production de tous les flux de déchets, y compris les recyclables, afin de préserver au mieux les ressources des territoires et les pollutions induites par les activités de production et le traitement des déchets. Elle constitue la seule solution pour réduire le coût exorbitant de l'exportation des déchets supporté par les contribuables.

La nouvelle politique déchets de la Métropole se donne également pour objectif de mettre la prévention et l'économie circulaire au cœur de la stratégie déchets, dans une logique vertueuse de diminution de production de déchets, d'éco-consommation et d'éco-exemplarité. Concrètement, le projet métropolitain vise à impulser une nouvelle dynamique de captation des flux, prioritairement de biodéchets, parallèlement à la valorisation des autres matières (tri sélectif, verre, textile...).

Les renouvellements des principaux contrats portés par le Pôle Déchets et Cycles de l'Eau (les marchés de collecte entre janvier et juin 2023 ; la convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'unité Amétyst en janvier 2025 ; le renouvellement du marché d'exploitation des déchèteries en août 2025 ainsi que celui du centre de tri DEMETER en janvier 2026) devront intégrer les objectifs stratégiques de ces nouvelles orientations politiques.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite ainsi développer une feuille de route Zéro Déchet impactant directement les comportements et le quotidien de chaque usager, et s'oriente vers une gestion optimisée, raisonnée et vertueuse des déchets, seule soutenable à court, moyen et long terme. Cette stratégie reposera ainsi sur quatre objectifs politiques forts, sans hiérarchie et qui se complètent les uns les autres :

- Une optimisation de la collecte et de la captation des flux valorisables ;
- Une amélioration des performances de valorisation de la filière de traitement ;
- Une politique de prévention, de sensibilisation et d'incitation adaptée aux changements de comportement ;
- Une dynamique d'économie circulaire à stimuler et à structurer.

L'ambition de la stratégie Zéro Déchet de Montpellier Méditerranée Métropole est d'impacter de façon décisive le service public de gestion des déchets et plus largement de façon transverse l'ensemble des domaines d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole auprès des usagers, qu'ils soient habitants ou commerçants. Il s'agit d'engendrer une dynamique vertueuse, qui s'avèrera irréversible, autour de la rationalisation des coûts et de l'optimisation de la collecte en vue d'une meilleure valorisation des flux, de créer un nouvel élan fédérant l'ensemble des énergies autour de la prévention, de la collecte, du tri et de la valorisation des déchets. Le déploiement de cette dynamique Zéro Déchet entraîne de fait l'émergence d'une nouvelle forme d'économie, dite « circulaire ». La Métropole, en se lançant dans cette stratégie Zéro Déchet à l'échelle d'un territoire en croissance et en constante évolution, fera figure de pionnière et de référence, prouvant qu'elle a pris toute la mesure des enjeux et de l'urgence écologique, environnementale, sociétale et financière que représente la gestion des déchets. Parallèlement, les effectifs du pôle Déchets et Cycles de l'Eau ont été significativement renforcés fin 2021 notamment en ce qui concerne la prévention et l'économie circulaire pour accompagner la mise en œuvre de cette stratégie zéro déchet.

La programmation pluriannuelle des investissements de Montpellier Méditerranée Métropole avec 151 M€ d'ici 2026 pour mieux préserver son environnement, dont 45 M€ pour la stratégie Zéro déchet, traduit déjà cette ambition en fléchant les crédits nécessaires.

La continuité du service pendant l'épisode de Covid-19

Le service public de gestion des déchets ménagers constitue un des piliers de l'hygiène et de la salubrité publique. Le maintien de sa capacité à garantir les niveaux de service nominaux a été la préoccupation permanente du Pôle DCE. En dehors d'une courte période de fermeture des déchèteries lors du premier confinement du printemps 2020, les services de collecte et traitement des déchets ménagers n'ont jamais été interrompus lors de la pandémie.

Concernant la prévention des déchets

La loi Transition Énergétique pour le Croissance Verte d'août 2015 porte à -10 % l'objectif national de diminution entre 2010 et 2020 du ratio annuel de production par habitant de l'ensemble des déchets ménagers et assimilés (DMA). Cette ambition a été portée à -15 % à l'échéance 2025 pour la loi Anti Gaspillage et Économie Circulaire de février 2020.

L'objectif 2020 avait d'ores et déjà été atteint dès 2017 sur le territoire métropolitain grâce aux actions mises en œuvre dans le cadre du 1er programme local de prévention des déchets (PLPD) engagé en 2011 d'une part, et du programme de rénovation des déchèteries d'autre part, lequel vise à moderniser les 20 Points Propreté de la Métropole dans le respect du règlement limitant les apports en gros volumes. Complémentairement, il convient de noter que les efforts en matière de sensibilisation et d'information des usagers ont permis en 2021 à la Métropole d'obtenir des performances de valorisation des déchets d'équipement électriques et électroniques supérieures à la moyenne nationale des collectivités urbaines.

Afin de répondre aux nouveaux enjeux de réduction drastique des OMR et des DMA, Montpellier Méditerranée Métropole a acté en 2021 le lancement de son 2ème programme de prévention des déchets avec pour objectif de partager son ambition avec l'ensemble des acteurs du territoire, concernés par la prévention des déchets ménagers et assimilés, en les associant au processus d'élaboration et de suivi du programme. Ce programme réglementaire sera l'un des volets opérationnels de la nouvelle stratégie déchets en cours d'élaboration au niveau de la Métropole.

Pour mener à bien ce programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA), une Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES), structure de consultation et d'échanges prévue par la loi, a été constituée, et s'est réunie en février 2021 avec une cinquantaine de participants.

À la suite de cette réunion de lancement, 9 ateliers de travail se sont enchaînés au printemps portant sur 5 thématiques :

- Déchets des commerces ;
- Animation et sensibilisation de tous les publics ;
- Compostage ;
- Réemploi ;
- Préparation d'un appel à projets « Éco-consommation ».

Des fiches actions ont été élaborées et le PLPDMA sera finalisé et approuvé à la mi-2022.

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé les réflexions dans le cadre de la loi « Agec » qui dispose que « les déchèteries sont tenues de prévoir une zone de dépôt destinée aux produits pouvant être réemployés » et ont l'obligation de permettre, par contrat ou par convention, aux personnes morales relevant de l'économie sociale, solidaire et circulaire qui en font la demande d'utiliser les déchèteries communales comme lieux de récupération ponctuelle et de retraitement d'objets en bon état ou réparables ». En 2021, la Métropole a mené les réflexions sur une première expérimentation de « Zone de Réemploi » au sein de la déchèterie de Baillargues/Castries : ce nouvel espace verra le jour au printemps 2022. Dans le cadre de sa politique zéro déchet, la Métropole s'engage dans une démarche d'évaluation et de labellisation d'économie circulaire ambitieuse, reconnue et soutenue par l'ADEME. Elle a œuvré notamment dès fin 2021 au développement de plusieurs ressourceries sur son territoire.

Parmi les actions de prévention et réduction des déchets menées en 2021, l'on peut citer en particulier :

- 2 000 composteurs individuels supplémentaires distribués et 74 sites collectifs (résidences, établissements d'enseignement, sites de bureaux) équipés gratuitement. Plus de 300 foyers ont reçu un soutien financier et technique à l'acquisition de lombricomposteur, de composteur en bois ou de poules. Par ailleurs, la Métropole s'est rapprochée des Conseils de quartier et des associations locales pour mettre en place et co-gérer des composteurs de quartier, à l'instar de celui des Grisettes mis en place à l'été 2017. 9 nouveaux sites ont ainsi été installés en 2021 ;

- Des animations et des formations sur le compostage ont également été organisées, en partenariat avec l'association Compostons : inaugurations de sites, webinaires sur le compostage de quartier, soirée des référents composteurs, formations guides et référents de site ;
- Le lancement d'un appel à projet « réduction des déchets ménagers assimilés » avec une enveloppe de 100 000€ qui a permis de soutenir 7 associations dont les projets s'inscrivent dans la stratégie Zéro Déchet de la Métropole ;
- La promotion du réemploi au travers de collectes de proximité réalisées en centre-ville de Montpellier à l'aide d'une mini déchèterie (déployée 10 jours par mois en 10 points différents du quartier) ;
- A l'occasion de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets du 20 au 28 novembre, et dans le cadre de sa politique zéro déchet, Montpellier Méditerranée Métropole a proposé des animations de sensibilisation à la réduction des déchets et des solutions à mettre en œuvre au quotidien pour y parvenir :
 - 25 animations scolaires sur le compostage et la réduction des déchets assurés par l'association APIEU dans des écoles de tout le territoire ;
 - 45 écoles du territoire ont participé à la collecte de jouets au profit d'Emmaüs ;
 - 2 collectes solidaires organisées à la Métropole de Montpellier et à l'Hôtel de Ville de Montpellier ;
 - des animations lors des matchs de handball (Montpellier / Elverum et Montpellier / Nîmes) afin de sensibiliser au tri et à la réduction des déchets dans le monde du sport, en partenariat avec le Club MHB ;
 - Ouverture des visites du centre de tri DEMETER au grand public. Ce dispositif sera poursuivi pendant les vacances scolaires en 2022 ;

Dans un souci de développer l'éco-exemplarité de ses agents, un quizz interne sur la thématique de la réduction des déchets à destination des agents de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Montpellier et du CCAS a été organisé. Les gagnants ont remporté un kit zéro déchet composé d'éléments achetés chez des commerçants du centre-ville de Montpellier.

Une distribution de 2 800 tasses a également été organisée pour les agents de la Métropole afin de limiter l'utilisation des gobelets aux machines à café et promouvoir le zéro déchet

Concernant la collecte et le tri des déchets

La simplification des consignes de tri :

En juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a fait partie des 31 collectivités sélectionnées au niveau national dans le cadre du Plan de performance des territoires de Citeo pour déploiement de l'extension des consignes de tri. L'ensemble des habitants a ainsi bénéficié dès 2020 avec la remise en service du centre de tri Demeter modernisé, de la simplification du geste de tri à l'ensemble des emballages plastiques et petits aciers et aluminium.

Pour accompagner l'augmentation des volumes de tri, les volumes de bacs jaunes ont été augmentés à la demande des particuliers et les autocollants sur les nouvelles consignes de tri distribués dans toutes les boîtes à lettres des habitants détenteurs de bac individuel.

Enfin, 76 colonnes d'apport volontaire ont été installées sur le domaine public dans les secteurs où les volumes de tri en bacs restaient insuffisants réparties comme suit :

- 17 colonnes enterrées (9 verre, 6 Tri Sélectif, 2 Ordures Ménagères) ;
- 59 colonnes aériennes (35 verre, 24 Tri Sélectif).

La modernisation du centre de tri a également rendu obsolètes les collectes sélectives du papier blanc mises en place dans certaines entreprises et établissements publics, le nouveau centre de tri permettant une valorisation plus poussée des gisements papiers collectés en mélange. Ainsi, la collecte des papiers blancs a été interrompue au mois de mai, les bénéficiaires étant invités à se reporter sur le bac de tri jaune.

Concernant le traitement et la valorisation des déchets

L'unité de méthanisation AMETYST

Le contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation de l'usine Ametyst a pris effet le 1er janvier 2015, pour une durée de 10 ans, soit une échéance au 31 décembre 2024. La société éponyme Ametyst assure l'exploitation de l'unité de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés (OMR) et des biodéchets collectés en porte-à-porte de la Métropole, par méthanisation avec valorisation organique et énergétique.

AMETYST a traité en 2021 la totalité des 130 371 tonnes de déchets résiduels (128 480 tonnes) et bio déchets (1 891 tonnes) collectés sur le territoire de la Métropole, tonnage en légère hausse par rapport à 2020 (+2,8%), à l'exception des déchets non méthanisables collectés sur certaines zones d'activité économiques qui sont acheminés directement pour élimination.

L'unité AMETYST a également accueilli 8 115 tonnes de déchets tiers, stable par rapport à 2020 mais en forte baisse par rapport à 2019 du fait de l'interruption des apports en provenance de l'unité Néoval de Salindres.

Le procédé « d'ultracriblage » mis en œuvre dans le cadre du nouveau contrat de délégation de service public démarré au 1er janvier 2015 a permis de produire 39 303 tonnes de compost conformes à la norme NFU 4051 qui ont été valorisées dans leur grande majorité dans un rayon de 60 kilomètres. 2 030 tonnes de métaux ferreux et non ferreux ont également été extraites et valorisées. La production d'énergie s'est établie à 35 316 MWh électriques et thermiques valorisés en auto consommation, revente au réseau électrique, alimentation du réseau de chaleur de la ZAC des Grisettes et du réseau de chaud et de froid de la nouvelle polyclinique Saint Roch (34 385 en 2020). À terme, les 2 300 logements de la ZAC des Grisettes dont la réalisation est en cours de finalisation seront alimentés depuis AMETYST.

Il convient de noter que dans le cadre des travaux relatifs au décret dit « socle commun des MFSC - critères de qualité agronomique et d'innocuité selon les conditions d'usage pour les matières fertilisantes et les supports de culture », une étude d'impact a été menée fin 2020 par la Direction Générale de l'Alimentation (DGAL) du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation afin de lister et de quantifier les changements que pourraient induire la nouvelle réglementation sur la mise en marché et l'utilisation des matières fertilisantes et des supports de cultures (MFSC) ainsi que les impacts économiques sur les filières.

En l'état les prescriptions du projet de « socle commun des MFSC » ne permettraient plus au regard du process déployé sur l'unité Amétyst, aucun retour à la terre des composts NFU 44051 issus de la fraction OMR et obligerait à leur stockage en ISDnD, d'autant que les délais d'application envisagée ne permettent pas d'envisager les solutions pour la reconversion de la filière pour l'ensemble des tonnages actuellement produits, alternatives à l'élimination qui semble dès lors la seule perspective.

L'installation de pré-traitement des effluents opérationnelle depuis fin 2016, au terme de la période de montée en charge du process biologique, fonctionne également conformément aux performances contractuelles. Par ailleurs, les travaux d'amélioration de l'exploitabilité du réseau biogaz afin d'assurer les opérations de maintenance de manière efficace en limitant les pertes d'exploitation débuté mi-2019 ont été achevés fin 2020.

En ce qui concerne le contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'installation, celui-ci fait

l'objet d'un contrôle technique et financier, effectué par un groupement de sociétés spécialisées, désignées par la Métropole. Le contrôle technique porte sur les performances de l'usine, la bonne réalisation de l'entretien et de la maintenance, ainsi que l'enveloppe de travaux d'amélioration dus annuellement par l'exploitant. Des visites semestrielles du site ont lieu à cet effet.

Concernant la qualité de service public, on peut rappeler qu'en 2019, Amétyst a mis en place et obtenu conformément à son engagement contractuel, la certification énergétique ISO 50 001, qui a favorisé l'optimisation de la consommation électrique. Les eaux usées industrielles brutes sont quant à elles partiellement reprises dans le process, limitant ainsi la consommation d'eau. Leur surplus est envoyé vers la station interne de pré-traitement construite en 2016 dans le cadre du nouveau contrat de DSP. Les eaux pré-traitées sont ensuite envoyées vers le réseau collectif d'eaux usées, pour traitement final à la station d'épuration MAERA. Les trois biofiltres destinés au traitement de l'air présentent un bon rendement épuratoire, les valeurs limites de rejet sont parfois en très léger dépassement, mais la trace olfactive est en très nette diminution comme l'attestent les riverains régulièrement rencontrés dans le cadre du comité de suivi.

Le rapport annuel du délégataire sur les comptes de la délégation de service public gérée par la société dédiée AMETYST (délégataire Novergie – filiale de SUEZ), montre en 2021 une forte amélioration du résultat net comptable, excédentaire à hauteur de 1 423 602 € contre 1 175 161 € en 2020.

Ce rapport transmis conformément à l'article 65 du contrat de DSP nécessitera un examen approfondi en Commission de Contrôle des Comptes (CCC) et en Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) de la Métropole. Dans l'attente de ce temps d'analyse et de ces consultations, il ressort les premiers éléments suivants qui peuvent être retranscrits dans le présent Rapport sur le prix et la qualité du service public du traitement des déchets ménagers et assimilés, sous réserve des conclusions du rapport du CAC sur les comptes annuels 2021 en attente de transmission à ce jour.

L'ensemble des produits d'exploitation s'élève à 20 005 K€ en hausse de 2 % par rapport à 2020, dont 18,4 M€ pour le chiffre d'affaires qui apparait en hausse de + 715 K€.

Les recettes issues du traitement des déchets s'élèvent à 13,4 M€ (soit 2/3 des produits) ; elles s'affichent en hausse de +292 K€ soit +2 % par rapport à 2020. Elle se composent notamment conformément à l'application de l'Avenant 2 de la nouvelle « redevance transport » d'un montant de 2,4 M€, consécutive à la suppression dans le cadre de l'avenant n°2 de la redevance « refus » forfaitaire initiale.

Quatre principaux postes expliquent la hausse du chiffre d'affaires général :

- Le traitement des biodéchets tiers à hauteur de 574 K€, en hausse de +24 K€ soit +4%, notamment liée à la hausse du volume des Biodéchets Tiers ;
- Les recettes de valorisation énergétique s'élevant à près de 3,7 M€ augmentent de +137 K€ par rapport à 2020 soit +4 % ;
- Les recettes issues de la valorisation matière des métaux ferreux et non ferreux augmentent de +300 K€, du fait de la reprise des cours sur le marché ;
- Enfin, les recettes issues du compost augmentent de +38 K€, la valorisation s'élevant à 58 K€ en 2021.

Le délégataire bénéficie des installations et de la capacité résiduelle de l'usine pour traiter les déchets tiers. Le délégataire verse à la Métropole une participation pour l'utilisation de l'usine au traitement des déchets tiers. En 2021, la facturation des déchets tiers est de 124 435 €, elle s'élevait à 126 176 € pour 2020 et 92 K€ pour 2019.

Concernant les charges d'exploitation, elles s'élèvent à 18 480 K€ en hausse de +1 % par rapport à 2020. Les charges fixes sont de 7 448 K€ en 2021, en baisse de -5 %, et s'élevaient à 7 830 K€ en 2020 et à 7 892 K€ en 2019. Les coûts d'évacuation de refus s'affichent significativement plus haut qu'en 2020, soit

4 422 K€ (contre 4 292 K€ en 2020).

L'entretien et le renouvellement des équipements a représenté 2,3 M€ sur l'année, dont 1,7 M€ au titre du GER contractuel.

En 2021, la masse salariale qui s'élève à 3,2 M€ s'affiche en baisse par rapport aux exercices précédents (- 342 K€ soit -10 %), et représente 17 % des charges. De même, les charges liées au personnel intérimaire diminuent de -132 K€ soit -22 %, notamment du fait du renfort exceptionnel de personnel en période de crise sanitaire sur l'exercice 2020.

Les achats de fournitures d'entretien non stockables et d'électricité ont diminué de -238 K€ (-7%) après avoir fortement progressé en 2020 avec un montant de 3,4 M€.

Enfin, on note un montant d'amortissement et provisions à hauteur de 3,1M€ dont 1,5M€ d'amortissement pour immobilisations corporelles et 1,7 M€ de dotations pour risques et charges d'exploitation.

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries (ISDnD)

Mise en service en septembre 2008, l'ISDnD de Castries accueillait jusqu'en novembre 2019 les encombrants collectés en déchèteries, les refus de tri des encombrants collectés en porte à porte, les déchets de nettoyage de voirie des communes membres de la Métropole, ainsi qu'une partie des sous-produits non valorisables de l'unité de méthanisation Amétyst pour une capacité technique de 83 000 tonnes par an.

Au terme de l'instruction du dossier de cessation d'activité et de la procédure de consultation des entreprises, les travaux de couverture définitive du site seront conduits au 1er semestre 2022.

L'extension et la modernisation du centre de tri DEMETER

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Pendant 25 ans, il a accueilli les collectes sélectives des 31 communes membres.

L'extension des consignes de tri a entraîné une augmentation des tonnages de déchets recyclables. 28 562 tonnes ont ainsi été admises sur le centre de tri DEMETER en 2021. Il convient toutefois de noter que l'extension des consignes de tri s'est accompagnée sur la Métropole comme sur l'ensemble du territoire national d'une augmentation significative de taux de refus et d'indésirables qui s'établit désormais entre 30% et 35% en lieu et place des 25% constatés avant modification des consignes.

Ce constat est partagé par un certain nombre de collectivités qui se sont engagées dans l'extension des consignes de tri. Afin d'améliorer la situation, l'éco-organisme Citeo, propose aux territoires volontaires un accompagnement renforcé dédié à l'Extension des Consignes de Tri (ECT) : le Plan Boost ECT qui consiste à accompagner la collectivité à la mise en place d'un programme de mesures pour optimiser ses performances de tri et la valorisation de ses déchets en déployant de nouvelles actions de communication et de sensibilisation pour créer une redynamisation des bons gestes autour des bacs/sacs/PAV jaunes, et intensifiant la mise en place de nouveaux équipement de collecte pour permettre aux usagers d'avoir des moyens à disposition pour trier leurs emballages et papiers. Ce plan sera élaboré au 1er semestre 2022 avec CITEO pour une mise en œuvre dans l'année à suivre.

La valorisation des déchets végétaux

La valorisation des déchets verts, principalement déposés dans les déchèteries (Points Propreté) de la Métropole, est assurée pour partie par la plate-forme de valorisation de Grammont entièrement rénovée et exploitée en régie : en 2021 elle a traité 16 767 tonnes en provenance des déchèteries de la moitié Est du

territoire communautaire, des services techniques municipaux des communes de la Métropole et des entreprises d'espaces verts. La majorité des végétaux reçus a été broyée et livrée à l'unité de méthanisation AMETYST pour servir de structurant à la maturation des digestats, ou encore à la nouvelle station d'épuration des eaux usées de Baillargues pour servir à la fabrication de composts de boues.

Par ailleurs, dans le cadre de la refonte du process d'exploitation et de gestion des flux sur la plateforme de Grammont, il est apparu opportun de confier la gestion de la plateforme de Grammont à des opérateurs privés qui gèrent de multiples plateformes sur lesquelles ils sont en mesure de mutualiser et d'amortir des engins mobiles capables d'intervenir pour des campagnes ponctuelles. Complémentairement, pour gérer les pics de production saisonniers du printemps et de l'automne, une surface de réserve supplémentaire, hors du site de Grammont lui-même, pourrait être mise à disposition pour assurer un stockage tampon et éviter l'engorgement de la plateforme de Grammont, permettant d'assurer la continuité de l'accueil des entreprises privées d'espaces verts clients. La consultation correspondante a été lancée à l'été 2021 pour un transfert de l'exploitation début 2022.

5 225 tonnes de déchets verts en provenance des déchèteries de l'Ouest de la Métropole ont été traitées par l'établissement Véolia de Pignan, bénéficiaire d'un marché public de prestations de service passé avec la Métropole. Elles ont été, soit broyées et utilisées en co-produits pour le compostage de boues issues des stations d'épuration des eaux usées de la Métropole, soit directement compostées sur place.

L'unité de valorisation énergétique Ocréal

Le marché conclu avec la société OCREAL et les obligations relatives à la délégation de service public transférées du syndicat mixte « Entre Pic et Etang » sont arrivés à échéance au 30 juin 2019. Dans le cadre des contrats conclus pour l'élimination des refus des installations de traitement et des déchets ultimes de la Métropole, l'unité OCREAL est intégrée dans le panel des installations d'accueil.

Actions de communication

L'accent a été mis sur la participation des habitants aux différentes actions de tri et de prévention des déchets au travers notamment des opérations de communication, de l'installation des composteurs de quartiers, d'animations scolaires...

Ainsi, les éco-messagers ont joué un rôle central dans le dispositif de sensibilisation : ils ont porté les messages du tri et de la prévention des déchets sur de nombreuses manifestations dont le World Clean Up Day, la Fête de la Tomate à Clapiers, Antigone des Associations, Semaine Européenne de la Réduction des Déchets et auprès des foyers de la Métropole avec des sensibilisations en porte-à-porte en résidence. Ils ont par ailleurs accompagné 100 opérations de collecte mobile tout au long de l'année 2021 (hors juillet et août) sur le quartier Centre de Montpellier à l'aide de la remorque de tri (mini déchèterie) et contribué activement à la réussite du démarrage des composteurs collectifs.

En juin dernier, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé sa toute première édition du défi « Familles Zéro Déchet ». Pour cette première édition, 30 familles habitantes de la zone pilote Zéro Déchet ont été sélectionnées. L'association Montpellier Zéro Déchet a assuré la coordination et l'animation du défi en suivant les familles du mois de juin à fin décembre pour les aider à réduire leurs déchets. Tout au long du défi, les familles participantes ont été accompagnées dans la démarche zéro déchet afin de découvrir des solutions et adopter un mode de consommation plus responsable

De septembre à novembre 2021, une opération de communication engageante a été réalisée sur 3 zones d'habitat collectif (Grabels, Villeneuve-lès-Maguelone et le quartier des Grisettes à Montpellier). 2 053 foyers ont été sensibilisés au tri et à la réduction des déchets et se sont engagés à réaliser un nouveau geste de tri ou de réduction de leurs déchets.

Un marché d'animations scolaires a été lancé sur les 33 écoles de la zone pilote (29 sur les 10 communes et 4 sur Montpellier) sur l'année scolaire 2021/2022. Ces animations scolaires sont assurées par l'association APIEU et ont pour objectifs principaux d'éveiller la conscience « éco-citoyenne » du jeune public des écoles de Montpellier Méditerranée Métropole, et d'initier ces élèves à de nouveaux gestes de réduction des déchets (notamment au tri et au compostage).

Information et prise en charge des demandes des usagers

Un numéro d'appel gratuit 0 800 88 11 77 permet aux usagers d'obtenir une information sur le fonctionnement du tri et des collectes. Il sert également de relais pour l'attribution et la maintenance des bacs de collecte et prend en charge les doléances exprimées par les usagers vis-à-vis des services de collecte et de nettoyage : en 2021, 26 592 appels ont été servis par ce standard.

Par ailleurs, depuis fin 2012, le formulaire internet "e-service" vient compléter les services au citoyen et près de 22 435 formulaires ont été enregistrés en 2021, en grande partie au travers des guichets uniques présents dans chaque commune.

Au total, ce sont donc 49 027 demandes qui ont été traitées par les services au titre de la gestion des déchets et de la propreté.

En terme de bilan quantitatif d'activité, les éléments à retenir sont les suivants :

Ordures Ménagères et Assimilées	Tonnages collectés 2021
Collecte de déchets résiduels en porte à porte (Bacs gris)	132 380
Collectes sélectives en porte à porte (hors encombrants): Bacs jaunes et orange + collectes spécifiques (emballages légers, verre, cartons)	31 994
Collectes sélectives en apport volontaire (Verre)	11 914

Dépôts en déchèteries et autres encombrants	Tonnages collectés 2021
Déchèteries	78 822
Encombrants collectés en porte à porte	8 698

Soit un total de 262 708 tonnes collectées en 2021, soit 528 kg par habitant, ratio en légère augmentation par rapport à 2020 (521 kg/hab), en raison principalement d'une forte augmentation des encombrants et matériaux collectés dans les déchèteries.

Les principales données financières :

Le montant total des dépenses d'investissements pour 2021 s'élève, hors amortissement, à 4 786 005 € TTC et celui des dépenses de fonctionnement, hors dépenses de personnels et frais de structure, à 78 021 915 € TTC.

Les principaux postes de dépenses sont détaillés ci-dessous :

Concernant la prévention et la collecte des déchets :

En dépenses de fonctionnement :

- Contrats de prestations de collecte : 23,55 M€ TTC ;
- Contrat de gestion des Points Propreté (déchèteries) : 5,75 M€ TTC ;
- Contrat de maintenance des bacs de pré-collecte : 0,91 M€ TTC ;

En dépenses d'investissement :

- Achat et entretien de matériels de pré-collecte et de tri : 1,02 M€ TTC ;

Concernant le tri, le traitement et la valorisation des déchets :

En dépenses de fonctionnement :

- Contrat de DSP de l'unité de méthanisation Amétyst : 14,82 M€ TTC ;
- Contrats de transferts et traitement de déchets ultimes : 19,62 M€ TTC ;
- Contrat d'exploitation du centre de tri Demeter : 4,57 M€ TTC ;
- Contrat d'exploitation de l'ISDND : 0,50 M€ TTC ;
- Tri des encombrants et valorisation des déchets de bois : 2,07 M€ TTC ;

En dépenses d'investissement :

- Travaux liés à l'exploitation de l'ISDND : 0,27 M€ TTC ;
- Travaux sur le centre de tri Demeter : 2,29 M€ TTC.

En matière de recettes, la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), dont le taux de 12,35% a augmenté en 2021, a généré 85,27 M€ de recettes. Les collectes sélectives ont généré environ 6,87 M€ de recettes, dont 4,52 M€ de soutiens des éco organismes intervenant dans le cadre des filières REP et 2,35 M€ provenant de la vente des matériaux recyclables et droits d'entrée à la plate-forme de Grammont.

La redevance spéciale a représenté une recette de 3,77 M€ en 2021.

Les diverses recettes de gestion courante ont généré 0,29 M€

L'ensemble de ces éléments a été présentée à la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 17 mai 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le rapport annuel 2021 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ;
- D'autoriser sa diffusion aux 31 communes membres ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOS



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2022_3M_rpgs_dechets_exercice2021_BD-3

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Hors commission - Politique cyclable - Réseau Express Vélo sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Prolongation de l'aide à l'acquisition d'un Vélo à Assistance Électrique - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a positionné la transition écologique et solidaire comme une priorité du mandat 2020-2026. Cet engagement vers des mobilités vertueuses en matière d'environnement s'est traduit notamment par l'approbation de la « *stratégie mobilités 2025* » lors du Conseil de Métropole du 1^{er} février 2021, au travers de la délibération n°M2021-3.

La Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI), approuvée le 23 novembre 2021, consacre ainsi une enveloppe inédite de 1 426 M€ aux projets de mobilités pour offrir aux citoyens métropolitains un cadre de vie apaisé et respirable ainsi que des alternatives à l'autosolisme. 150 M€ sont dédiés aux mobilités actives et plus particulièrement aux vélos. Ramené au nombre d'habitants de la Métropole, cela constitue de très loin la plus large enveloppe consacrée au développement du vélo à l'échelle nationale. En effet, d'après l'association Vélos et territoires, les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) allouaient au vélo en moyenne 9,51 € par habitant et par an. Avec l'enveloppe évoquée ci-dessus, Montpellier Méditerranée Métropole y consacrera six fois plus.

Le récent baromètre de la Fédération des Usagers de la Bicyclette (FUB) a d'ailleurs déjà salué les efforts réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole depuis le début de ce mandat. Toutes les actions entreprises telles que l'aide à l'achat de vélos à assistance électrique, l'aide à la réparation, la mise en œuvre prochaine de boxs sécurisés sur l'espace public, le soutien de la Métropole au développement du Savoir Rouler à Vélo dans les communes ou bien encore le soutien de différentes associations cyclistes concourent à créer un véritable « *écosystème vélos* » sur la Métropole, à l'instar de ce qui peut exister depuis des décennies pour l'automobile.

Cette politique cyclable ambitieuse doit tout d'abord, grâce à la fabrique d'une « *ville à hauteur d'enfant* », permettre à qui le souhaite de se déplacer à vélo en toute sérénité.

Quelques chiffres de l'étude de l'INSEE parue en janvier 2021 rappellent que, sur la France entière, « *pour des distances inférieures à 5 km, la voiture représente encore 60 % des déplacements domicile-travail* ». Plus encore, « *42 % des personnes dont le lieu d'emploi est situé à moins d'un kilomètre de chez elles prennent le plus souvent leur voiture pour s'y rendre* ». Le territoire de la Métropole n'échappe pas à ce constat. Ainsi, sur la Métropole, 57% des déplacements des résidents font moins de 3 km et 41% sont effectués en voiture.

Aussi, avec une vitesse moyenne en vélo de 15 à 25 km/h selon le type de vélo (mécanique ou électrique), la crédibilité et la légitimité de ce mode de déplacement paraissent évidentes, l'urbanisme le rendant d'autant plus possible.

Ces chiffres s'ajoutent à ceux de la FUB pour qui « *60 % des Français seraient prêts à faire du vélo* », notamment si les conditions étaient réunies en termes de sécurité, desserte, confort et attractivité.

Cela démontre le potentiel de ce mode de déplacement ainsi que les atouts d'un territoire cyclable, que ce soit en matière de qualité de l'air, de santé, de pouvoir d'achat des ménages, mais aussi d'image et d'attractivité pour le territoire, donc d'efficacité économique pour les entreprises.

Construire une métropole cyclable implique de la doter en priorité d'un Réseau Express Vélo, c'est-à-dire un réseau cyclable continu, sécurisé et confortable qui relie les cœurs de village des communes au cœur de la Métropole, jusqu'à la place de la Comédie, mais aussi les communes du territoire entre elles.

A l'image de notre futur réseau structurant en transports collectifs constitué des deux lignes de Trans Express Régionaux (TER), des 5 lignes de tramways et des 5 lignes de BusTram, ce Réseau Express Vélo sera l'épine dorsale du maillage cyclable de la Métropole.

Par ailleurs, afin de pouvoir jouer pleinement son rôle et être exemplaire, afin de donner envie aux personnes hésitantes de sauter le pas, ce Réseau Express Vélo, à haut niveau de service, s'engage à assurer les qualités suivantes :

- Satisfaire les enjeux de capacité, d'efficacité de déplacement et de desserte ;
- Assurer sécurité et confort par le biais d'aménagements spécifiques ;
- Présenter des trajets directs avec peu de carrefours pour limiter les « *pieds à terre* » ;
- Sécuriser les intersections ;
- Présenter des gages supplémentaires de qualité et de confort avec une qualité constante du revêtement et un entretien régulier ;
- Identifier clairement le réseau ;
- Mettre en place une signalisation identitaire (signalisation horizontale, signalisation verticale, marquage régulier...).

Le Réseau Express Vélo a pour objectif d'offrir une expérience qualitative aux personnes se déplaçant à vélo sur un réseau cyclable identifié comme structurant. Il permettra également de répondre à tous les nouvelles pratiques, dont la cyclo-logistique en forte croissance sur le territoire, et tous les gabarits de cycles.

Le Réseau Express Vélo, baptisé « VéLoLignes », sera constitué de la façon suivante :

- Un anneau autour du centre-ville de Montpellier ;
- 4 anneaux :
 - A : Juvignac – Castelnau-le-Lez ;
 - B : Gare Sud de France – Gare Sud de France ;
 - C : Carnon – Juvignac ;
 - D : Gare Sud de France – Castries ;
- 11 radiales :
 - 1 : Montpellier Corum – Castelnau-le-Lez :
 - 1a : Castelnau-le-Lez – Jacou ;
 - 1b : Castelnau-le-Lez – Saint Génès des Mourgues ;
 - 1c : Vendargues – Saint-Brès ;
 - 2 : Montpellier Antigone – Mauguio ;
 - 3 : Montpellier Odysseum – Gare Sud de France ;
 - 4 : Montpellier Antigone – Lattes Agau :
 - 4a : Lattes Agau – Carnon ;
 - 4b : Lattes Agau – Anneau C ;
 - 4c : Lattes Agau – Maurin ;
 - 4d : Lattes Agau – Aéroport ;
 - 5 : Montpellier Quai Laurens – Montpellier Tournezy ;
 - 6 : Montpellier Dubout – Montpellier La Condamine :
 - 6a : Montpellier La Condamine – Villeneuve-lès-Maguelone ;
 - 6b : Montpellier La Condamine – Saint Jean de Védas ;
 - 6c : Montpellier La Condamine – Maurin ;
 - 7 : Montpellier 8 mai 1945 – Fabrègues ;

- o 8 : Montpellier Figuerolles – Cournonsec ;
- o 9 : Montpellier Château d'Ô – Grabels ;
- o 10a : Montpellier Les Arceaux – Saint Gély du Fesc ;
- o 10b : Montpellier Les Arceaux – Montferrier-sur-Lez ;
- o 11 : Clapiers Girac – Prades-le-Lez.

Au total, il est proposé que le Réseau Express Vélo soit constitué d'environ 230 km de linéaire dont 70 % seront réalisés au cours du mandat 2020-2026. Il est précisé que les axes identifiés des VéloLignes seront éventuellement amener à évoluer en fonction de l'avancement des études opérationnelles.

Le Réseau Express Vélo sera naturellement complété d'un maillage plus fin, constitué de réseaux de liaison et de proximité. Ces réseaux complémentaires permettront un rabattement sur le Réseau Express et une desserte fine de tous les territoires. Chaque habitant de la Métropole bénéficiera alors d'un réseau de proximité proche de son domicile pour rejoindre un réseau de liaison puis le Réseau Express.

Avec cette hiérarchie de réseaux, le système cyclable métropolitain atteint un objectif de cohérence tout en assurant une connexion de qualité avec les réseaux cyclables des territoires limitrophes pour offrir à terme un bassin de vie cyclable.

De nombreux projets constituant les réseaux de liaison et de proximité sont d'ores et déjà engagés ou planifiés dans les différents territoires de la Métropole en tenant compte des spécificités de chacune des communes. Ces projets peuvent tout aussi bien prendre la forme d'aménagements spécifiques dédiés aux vélos que de zones de rencontre ou de zones 30 dans les cœurs de village.

Ces projets participent naturellement à l'apaisement des villes et villages appelés de leurs vœux par les Maires des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole. Ces aménagements associés à des modifications circulatoires anti-transit contribueront en effet à un meilleur partage de l'espace public et encourageront ainsi naturellement la pratique cyclable, tout comme la marche.

Le futur réseau de transport structurant (TER, tramways, BusTram, et désormais VéloLignes) donnera ainsi véritablement la possibilité aux concitoyens de se déplacer autrement sur le territoire de la Métropole.

De nombreux trajets domicile-travail pourront désormais être pratiqués en vélo car ils seront sûrs, rapides et confortables. Ils seront par là même plus économiques et plus bénéfiques pour la santé des concitoyens comparativement à un trajet en voiture particulière. Pour mémoire, un automobiliste consacre annuellement un budget de plus de 6 000 € à sa voiture, budget en augmentation régulière en raison de l'augmentation des prix de l'énergie.

Prolongement de l'aide à l'acquisition d'un Vélo à Assistance Electrique (VAE) et ouverture aux professionnels pour les vélos cargo :

L'avènement du VAE impacte de façon majeure les modes de déplacements domicile-travail puisque des trajets de plus de 10 km peuvent désormais être pratiqués au quotidien.

L'engouement des utilisateurs pour ce type de vélos ne faiblit pas. Près de 28 000 dossiers d'aide à l'achat ont été déposés depuis le début du dispositif en novembre 2020. C'est ainsi plus de 7 % des habitants de la Métropole qui bénéficient du dispositif depuis son lancement. Ceci traduit l'investissement et l'engagement du territoire métropolitain pour se déplacer autrement au quotidien et c'est dans ce cadre que la réalisation du Réseau Express Vélos devient un enjeu majeur. L'augmentation de la part modale vélos sur les trajets domicile-travail doit participer à la décongestion des villes et villages et, au final, à l'amélioration de la qualité de l'air.

Face à la demande en VAE qui ne désemplit pas il est envisagé de prolonger l'aide à l'acquisition évoquée ci-dessus jusqu'au 31 décembre 2022. Par ailleurs, dans la perspective de mise en œuvre de la Zone à Faibles Emissions (ZFE) au 1^{er} juillet prochain, il est proposé que cette aide soit également ouverte aux professionnels dans les mêmes conditions pour l'acquisition de vélos cargo et triporteurs pour encourager la cyclo-logistique. Ceci permettra ainsi aux professionnels de bénéficier ainsi d'une aide correspondant à la moitié du prix d'acquisition du vélo cargo dans la limite de 1000 € HT.

De plus, le développement du réseau cyclable métropolitain améliorera le quotidien des enfants en sécurisant le « *chemin de l'écolier* ». Associé à la dynamique de soutien au programme national Savoir Rouler à Vélo et aux initiatives communales de sécurisation aux abords des écoles, la pratique cyclable sécurisée est ainsi encouragée dès le plus jeune âge. Depuis la délibération adoptée lors du Conseil de Métropole du 14 décembre 2021, sept communes ont d'ores et déjà manifesté leur intérêt pour le dispositif Savoir Rouler à Vélo et sollicité une aide financière auprès de la Métropole, représentant ainsi un public de plus de 700 élèves.

Enfin, grâce à la mise en œuvre des réseaux express de liaison et de proximité, la découverte des sites culturels et patrimoniaux du territoire peut aisément se faire autrement qu'en voiture. Combinées à un réseau performant de transports publics et au déploiement progressif de la gratuité pour les Métropolitains (la gratuité totale étant prévue fin 2023), les habitants de la Métropole pourront ainsi bénéficier de véritables alternatives dans le cadre de leurs activités de loisirs pendant les week-end et les vacances.

La concrétisation du Réseau Express Vélo, levier déterminant de la Stratégie Mobilités 2025 engagera donc plus encore le territoire vers la nécessaire transition écologie et solidaire afin de lutter contre le changement climatique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le Réseau Express Vélo ;
- D'approuver la programmation de réalisation proposée ;
- D'autoriser le prolongement de l'aide à l'acquisition VAE au 31 décembre 2022 et son ouverture aux professionnels pour les vélos cargo dans les conditions évoquées ci-dessus ;
- D'approuver les différents règlements liés à l'acquisition VAE pour les particuliers et les professionnels ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe Carte
- Reglement_attribution_aide_financiere_VAEneuf_cargo_triporteur.pdf
- Reglement_attribution_aide_financiere_VAEneuf.pdf
- Reglement_attribution_aide_financiere_VAEoccasion.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

William ARS, Geniès BALAZUN, Roger-Yannick CHARTIER, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER

Hors commission - Tarifs du musée Fabre - Gratuité pour les publics d'assistantes maternelles agréées - Modification de la délibération n°M2021-657 - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

La délibération n°M2021-657 du 14 décembre 2021 a fixé la tarification des lieux de culture et notamment des musées de Montpellier Méditerranée Métropole applicable pour l'année 2022. La Métropole souhaite aujourd'hui revoir la grille tarifaire du Musée Fabre avec pour objectif de développer l'éveil artistique et culturel dès le plus jeune âge en proposant notamment une gratuité pour les Assistantes Maternelles de la Métropole qui, exerçant dans un cadre indépendant ou en tant que salariés d'un service d'accueil familial ainsi que les professionnels des Relais Petite Enfance, accompagnent des enfants de 0 à 3 ans au musée.

Les articles ci-dessous viennent remplacer le point 3 de la thématique « culture » (hors locations de salles) de la délibération n°M2021-657 du 14 décembre 2021.

LE MUSEE FABRE

▪ Entrées individuelles (1)

	Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran *	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran**
Tarif réduit / Pass Métropole	6,00 €	9,00 €
Plein tarif	9,00 €	12,00 €
Audioguide	3,00 €	3,00 €

* durée de validité du ticket : 1 an, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket.

** durée de validité du ticket : toute la durée de l'exposition temporaire, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket.

▪ Visites guidées individuelles (1)

	Collections permanentes OU Hôtel Sabatier d'Espeyran	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran
Tarif réduit / Pass Métropole	7,00 €	10,50 €
Plein tarif	11,00 €	15,00 €
Visite en famille *	7,00 €	7,00 €

* visites guidées spécifiques conçues pour les enfants accompagnés d'un parent (tarif applicable aux parents et aux enfants).

▪ Visites guidées de groupes (de 8 à 25 personnes) (1)

	Collections permanentes OU Hôtel Sabatier d'Espeyran	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran
Tarif réduit *	75,00 €	75,00 €
Plein tarif	200,00 €	230,00 €

*donnant accès pour les enseignants à deux visites guidées gratuites sur présentation du contrat de visite de classe en amont de la visite guidée pour sa préparation

▪ Guides externes

	Tarif
Droit de parole pour toute intervention dans les collections et expositions du musée	25,00 €

ABONNEMENT ANNUEL MUSEE FABRE + MUSEE HENRI PRADES SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA

▪ Carte individuelle nominative *

	Tarifs
Tarif réduit / Pass Métropole	20,00 €
Plein tarif	30,00 €

* *donnant droit : aux visites libres gratuites pour les collections permanentes et expositions temporaires, au tarif réduit pour les visites guidées pour les collections permanentes et expositions temporaires, une visite privilège gratuite le premier jeudi de chaque mois de 12h30 à 13h30 (Musée Fabre uniquement), l'invité du porteur de la carte bénéficie de l'entrée libre gratuite le dimanche de 10h à 18h pour la collection permanente et du tarif réduit pour l'entrée individuelle pour l'exposition temporaire (Musée Fabre uniquement).*

▪ Activités pédagogiques et animations *

	Tarifs
Etablissements scolaires et centres aérés, crèches collectives, associatives, parentales et réseau des assistantes maternelles	Gratuit

* *donnant accès pour chaque classe de l'établissement : aux collections permanentes, l'Hôtel Sabatier d'Espeyran, aux expositions temporaires, à 2 visites guidées pour les collections permanentes ou l'Hôtel Sabatier d'Espeyran, à 1 visite guidée par exposition « Au fil des collections » et « Exposition temporaire », ainsi qu'à 2 visites gratuites pour l'enseignant ou encadrant sur présentation du contrat en amont de chaque visite.*

▪ Evénements spéciaux

	Tarif
Spectacles : concerts, théâtre, auditorium, danse, ...	
Evènements : escape game, ... (tarif par personne) *	15,00 €

* *selon l'événement, le billet pourra inclure l'accès à la collection permanente ou à l'exposition temporaire. Pour les visites guidées à double voix (poésie, danse, musique, théâtre...), le tarif « visites guidées individuelles » s'applique.*

ATELIER DE CREATION ARTISTIQUE

(Tarif par séance d'une demi-journée, à multiplier par le nombre de séances au programme)

		Tarifs
ADULTE	Pass Métropole	7,00 €
	Plein tarif	8,00 €
ENFANT	Pass Métropole	5,00 €
	Plein tarif	6,00 €

(1) DETAILS ET CONDITIONS SPECIFIQUES

Avec :

Collections permanentes = CP

Sabatier d'Espeyran = SE

Exposition temporaire = ET

	Entrée individuelle				Visite guidée CP/SE/ET			
	Gratuit		Tarif réduit		Gratuit		Tarif réduit	
	CP dont SE	ET + CP dont SE	CP dont SE	ET + CP dont SE	individuelle	groupe	individuelle	groupe
Le 1er dimanche du mois	X							
Journées européennes du patrimoine, Nuit des musées, weekend de la fête de la science	X							
Personnes de moins de 18 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans titulaires du Pass Métropole sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans hors Métropole			X	X			X	
Etudiants de la Métropole, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de la Métropole de -26 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	X
Etudiants, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de -26 ans hors 3M sur présentation d'un justificatif			X	X			X	X
Volontaires du service civique sur présentation de la carte Service Civique en cours de validité	X	X					X	
Demandeurs d'emploi sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Bénéficiaires de minimas sociaux* sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées	X	X					X	
1 accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité ;	X	X					X	
Professionnels de la petite enfance exerçant sur le territoire de la Métropole qui, dans le cadre d'une mission d'accueil agréée au sens des articles L421-1, L 421-3 et L421-4 du Code de l'action sociale et des Familles, accompagnent des enfants de 0 à 3 ans	X	X					X	
Membres ICOM ou ICOMOS, FRAME sur présentation de la carte en cours de validité	X	X			X			
Personnel de la Direction Régionale des Affaires Culturelle Occitanie sur présentation du bulletin de salaire			X	X				
Membres de la Maison des Artistes sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité	X	X					X	
Membres de Groupement des Amis de Musées sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité			X	X				
Journalistes titulaires de la carte presse	X	X						
Conservateurs territoriaux et d'état sur présentation du bulletin de salaire	X	X						
L'Invité du porteur de la carte d'abonné, tous les dimanches, le dimanche entre 10h et 18 h.	X			X				
Famille nombreuse : sur présentation d'un relevé CAF ou de la carte SNCF			X	X				
Achat simultané de 10 entrées ou plus			X	X				

* **Minimas sociaux** : Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation d'insertion (AI), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), Allocation Parent Isolé (API), Allocation aux Adultes handicapés (AAH), Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la gratuité du musée Fabre pour les Assistantes Maternelles de la Métropole qui, exerçant dans un cadre indépendant ou en tant que salariés d'un service d'accueil familial ainsi que les professionnels des Relais Petite Enfance, accompagnent des enfants de 0 à 3 ans au musée ;
- D'approuver la modification de la délibération n°M2021-657 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le

14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président



Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

**Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique
"Collecte, Tri, Valorisation des déchets et Politique Zéro Déchet" - Exercice 2022
- Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a élaboré un programme ambitieux basé sur des objectifs d'évolution de la stratégie en matière de prévention et gestion des déchets, notamment au travers de la feuille de route Zéro Déchet avec cent objectifs opérationnels pour le mandat. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des actions qui visent principalement la réduction des déchets, le réemploi et l'économie circulaire sur son territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

COLLECTE, TRI, VALORISATION DES DECHETS ET POLITIQUE ZERO DECHET				
Code	Structure	N° de dossier	Type	Montant attribué
7742	Association des Eco-Ateliers	165	Fonctionnement	700 €
7782	Repair Café Murviel-lès-Montpellier	170	Projet	1 300 €
TOTAL				2 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution de subventions aux associations ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Modele conv subv Fonctionnement 2022-1.docx
- Modele conv subv Projet 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attributions de subventions relatives dans le cadre de la thématique "Politique de la Ville et Insertion par l'activité économique" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences de développement économique et politique de la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de soutenir des associations qui participent à l'accompagnement, la qualification et l'insertion professionnelle des publics en difficultés.

Pour aider les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

a) Dans le cadre de la politique de la Ville.

Subventions de fonctionnement :

ORGANISME	ACTION	SUBVENTION
3PA MACONDO	Formations des NEETs en QPV à la transition écologique (Cité de l'emploi)	9 000 €
GEIQ BTP HERAULT	Féminisation des métiers et de l'emploi dans le BTP (Cité de l'emploi)	5 000 €
JASMIN D'ORIENT	Espace insertion bien être solidaire (Cité de l'emploi)	3 000 €
UFOLEP 34	Parcours coordonné vers l'emploi (Cité de l'emploi)	3 000 €
YEObi	Tiers-lieu International de l'entrepreneuriat (Appel à projet Contrat de Ville)	3 000 €
AJEE - MOOVJEE	Accompagner l'ambition des jeunes entrepreneurs (Appel à projet Contrat de Ville)	3 000 €

b) Dans le cadre de la convention relative à la stratégie prévention et de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi.

Subventions de fonctionnement :

ORGANISME	ACTION	SUBVENTION
APIJE	Ateliers solidaires coaching emploi	21 000 €
CCAS de Montpellier	Ateliers socio-professionnels égalité Hommes/Femmes	5 000 €
CCAS de Montpellier	Unis'Veers	8 000 €

c) Dans le cadre de l'insertion par l'activité économique (IAE)**Subventions de fonctionnement :**

ORGANISME	ACTION	SUBVENTION
CCAS de Montpellier	Chantier d'insertion multi-activités	15 000 €
LE PASSE MURAILLE	Chantier du tertiaire et de la communication TERCOM	15 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution de subventions aux associations et structures susmentionnées, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions-type d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix


Abstention : 0 voix


Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Yves BARRAL, Mme Emilie CABELLO, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Séverine SAINT-MARTIN.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur L. Président

• Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention hors AAP CDV 10 000_MISE A JOUR mai22.docx
- Convention hors AAP CDV -10 000_MISE A JOUR mai22.docx
- Convention type AAP CDV EMPLOI DEV ECO_MISE A JOUR mai 22.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A)" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une politique agroécologique et alimentaire volontariste qui vise cinq finalités :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir localement l'emploi et les revenus agricoles et agroalimentaires ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

La P2A se décline en 5 orientations :

- Façonner un territoire agroécologique ;
- Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Permettre à tous d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Pour relever ces défis « de la fourche à la fourchette », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir la vitalité des acteurs territoriaux. En effet, le dynamisme des acteurs est un moteur essentiel du développement économique, écologique et social du territoire vers un système alimentaire territorial durable. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent au développement d'un système alimentaire durable :

- Des partenariats structurants ont été construits depuis plusieurs années avec la communauté scientifique de renommée internationale sur ces thématiques, les organisations professionnelles et les têtes de réseaux. Ils continuent à se déployer sur le moyen terme sont généralement reconduits d'une année sur l'autre. La Métropole soutient l'action de ces acteurs par une subvention de fonctionnement. La convention de partenariat matérialise des objectifs communément définis ainsi qu'une déclinaison opérationnelle annuelle ;
- Le soutien à des projets emblématiques et structurants pour le territoire, portés par des acteurs inscrits dans un cadre d'échange régulier ou occasionnel ;
- La mobilisation citoyenne autour de l'agroécologie et du développement durable, avec, dès que c'est possible, une harmonisation du calendrier événementiel avec les 4 saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable.

Pour aider ces partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en 2022, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant le tableau ci-dessous :

1) Subventions de fonctionnement					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Objet de la structure	Montant attribué
7035	Chambre d'Agriculture de l'Hérault	001072	fonctionnement	Représentation des intérêts du monde agricole et rural, R&D, service et conseil aux agriculteurs et aux collectivités en matière d'agriculture et d'alimentation	42 000€
6470	Réseau des semeurs de jardins	001000	fonctionnement	Mise en réseau des jardins collectifs présents ou en devenir du Languedoc-Roussillon, développement de l'entraide, de l'échange de ressources et de graines. Accompagnement des jardins collectifs dans leur développement, leur autonomisation, leurs initiatives, leur formation, notamment autour des pratiques de jardinage, de la biodiversité, de la résilience urbaine. Représentation des jardins collectifs auprès des collectivités territoriales.	2 500 €

2) Subventions d'investissement					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Objet de la structure	Montant attribué
6895	Agri Sud-Ouest Innovation	001050	investissement	Pôle de Compétitivité de statut associatif, fédérant plus de 420 organismes privés et publics agissant dans les filières de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des agro-ressources	30 000 €

3) Subventions de projets emblématiques					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Nom du projet	Montant attribué
6980	OCEBIO Occitanie Entreprises Bio	001058	projet	Filières Bio Territorialisées (RHD et plateforme Bocal)	5 000 €
7106	Association oasis citadine	001015	projet	Sensibilisation à l'agroforesterie auprès des scolaires	3 000 €

4) Subventions de projets évènementiels et de mobilisation citoyenne					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Nom du projet	Montant attribué
7785	Agropol' Eat	001064	projet	Festival Agropol'Eat 1° édition d'un festival tout public sur le site de l'Agropolis pour sensibiliser aux enjeux de l'alimentation durable et de l'agroécologie en fédérant l'ensemble des acteurs et structures métropolitains et la communauté scientifique d'Agropolis. Sa programmation s'inscrit dans le cadre des 4 saisons de l'Agroécologie – été	4 000€
7786	Terracoopa	001061	projet	Terracoopa a 10 ans Organisation d'une fête de l'agroécologie - Terrafiesta - pour les 10 ans de la Coopérative, qui s'inscrit dans le cadre des 4 saisons de l'Agroécologie – été	4 000 €
6510	Fédération Régionale des CIVAM d'Occitanie	001113	projet	PROJET: L'Hérault de ferme en ferme 2022 Il s'agit d'un week-end de portes ouvertes dans 44 fermes du département (dont 3 sur le territoire de la Métropole), qui a pour objet la promotion du métier des paysans, de leurs produits au travers d'animations tous publics.	3 000 €
6470	Réseau des semeurs de jardins	001142	projet	Organisation d'un festival grand public de l'agroécologie et des alternatives sur la métropole dans le cadre des 4 saisons de l'Agroécologie - Automne	7 500 €

Soit un total de 101 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michaël DELAFOSSE


Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PROJET de Convention cadre de partenariat triennal 2022-2024 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre d'Agriculture de l'Hérault
- PROJET de Convention de partenariat et de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et Semeurs de Jardins
- PROJET de Convention de partenariat et de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et OCEBIO
- PROJET de Convention de partenariat et de financement 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et Oasis Citadine
- PROJET de Convention de partenariat et de financement 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et Agropol'Eat
- PROJET de Convention de partenariat et de financement 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et Terracoopa
- PROJET de Convention de partenariat et de financement 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et FR CIVAM
- ASOI Projet convention 2022_NNT.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attributions de subventions et fonds de concours dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

1. Attribution de subventions

Code association	N° dossier	Nom de l'association	Rubrique	Nature	Nom du projet	Montant
5971	001489	BRAND A PART	CINEMA	Projet	Les ateliers cinéma	2 500
7793	001509	PASSERELLES OCCITANIE	CINEMA	Projet	Châtaignes boost camp	3 000
7793	001510	PASSERELLES OCCITANIE	CINEMA	Projet	Chemin faisant	1 500
Sous-total Cinéma						7 000
4265	001533	ATTITUDE	DANSE	Projet	Battle of the year France	28 000
Sous-total Danse						28 000
1530	001407	CLUB DE LA PRESSE OCCITANIE	LIVRE	Fonctionnement		10 000
Sous-total Livre						10 000
1966	001465	ASSOCIATION DES PRODUCTEURS ET EDITIONS DE MUSIQUE EN LR	MUSIQUE	Projet	Export music Montpellier Métropole	2 000
5571	001421	OX'IVENT	MUSIQUE	Fonctionnement		3 000
Sous-total Musique						5 000
5134	001507	LES ARCHIVES DU SPECTACLE	PLURI-DISCIPLINAIRE	Projet	Agenda spectacle vivant	4 000
5448	001356	CULTURE ET SPORTS SOLIDAIRES 34	PLURI-DISCIPLINAIRE	Fonctionnement		13 000
7328	001521	AVIS DE CHANTIER	PLURI-DISCIPLINAIRE	Projet	Palabrasives 2022	5 000
Sous-total Pluridisciplinaire						22 000
7321	001483	LA COMPAGNIE CAREVELLE	THEATRE	Projet	Costumes L'eau de la vie	1 000
7598	001456	COMPAGNIE DU VENT SOUS LES SEMELLES	THEATRE	Projet	La petite bulle	1 000
Sous-total Théâtre						2 000

2. ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE TOTAL FESTUM

Code association	N° dossier	Nom de l'association	Rubrique	Nature	Nom du projet	Montant
5571	001422	OX'IVENT	MUSIQUE	Projet	Total Festum à Lavérune	3 000
1191	001449	LEZARDS D'U	MUSIQUE	Projet	FESTA FOUGASSA 2022	5 000

3. Affectation d'un fonds de concours à la Commune de Lattes

Considérant qu'en application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole peut verser à ses communes membres un fonds de concours afin de soutenir financièrement la gestion, le fonctionnement, la réalisation ou la réhabilitation d'un équipement, il est proposé d'attribuer un fonds de concours à la Commune de Lattes, pour la gestion et le fonctionnement du théâtre Jacques-Cœur, établissement culturel municipal qui propose chaque année une programmation artistique et culturelle riche, variée et ouverte à tous les publics. Compte tenu de la qualité et du rayonnement de ses activités artistiques, il est proposé d'attribuer à la Commune de Lattes un fonds de concours d'un montant de 40 000 € au titre de l'année 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution de fonds de concours et de subventions aux associations ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michaël DELAFOSSE, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président



Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Fonctionnement 2022 3M.doc
- Convention Projet 2022 3M.doc
- Lettre engagement 2022 Culture 3M.docx
- DCP_3M_Convention_Fonds_concours.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement Économique" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

1) Attributions de subventions section de fonctionnement

« THEMATIQUE : Développement Économique »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
6117	Eurobiomed	000984	Projet	Cellcomp accompagnement d'entreprises de la filière santé	20 000 €
7689	Les Nouvelles Grisettes	001057	Fonctionnement	Soutien à la filière du textile	15 000 €
TOTAL					35 000 €

2) Attributions de subventions section d'investissement

« THEMATIQUE : Développement Économique »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
773	DERBI	001065	Fonctionnement	Pôle de Compétitivité	30 000 €
TOTAL					30 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Nathalie LEVY, Mme Sylvie ROS-ROUART.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION 2022 DERBI PROJET.docx
- Projet convention 2022 Eurobiomed Cell Comp.DOC
- Convention 05.2022 3M - Nouvelles Grisettes.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Emploi et Entrepreneuriat" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences de développement économique et politique de la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de soutenir des associations qui participent au dynamisme économique du territoire de manière durable et inclusive.

A ce titre, elle souhaite apporter son soutien aux associations suivantes qui œuvrent sur le territoire de la Métropole pour favoriser la création d'entreprises et promouvoir l'apprentissage et les métiers de l'artisanat.

Pour aider les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention de fonctionnement suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE « DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
6951	INITIATIVE MONTPELLIER PIC SAINT LOUP (IMPSL)	001136	Fonctionnement	Prêts d'honneur	55 000 €
3523	SOCIETE NATIONALE DES MEILLEURS OUVRIERS DE FRANCE	000960	Projet	Concours "Un des meilleurs apprentis de France"	3 000 €
TOTAL					58 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Florence BRAU, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention hors AAP CDV 10 000_MISE A JOUR AVRIL22.docx
- Convention hors AAP CDV -10 000_MISE A JOUR AVRIL22.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

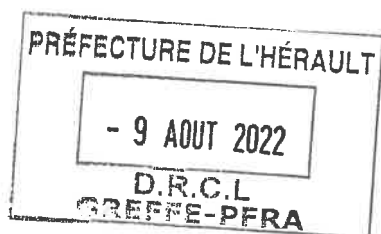
Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER



Hors commission - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations d'envergure nationale ou internationale à Montpellier, s'appuyant notamment sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès 2022, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

1 - Congrès de l'ADARPEF

L'Association Des Anesthésistes Réanimateurs Pédiatriques d'Expression Française (ADARPEF), sous l'autorité de son Président, Monsieur Christophe DADURE, organise du 25 au 26 mars 2022, au Corum, une manifestation intitulée « Congrès de l'ADARPEF ».

Ce 39^{ème} congrès a pour but de favoriser les échanges entre spécialistes de la réanimation et de l'anesthésie sur leur pratique quotidienne.

Environ 200 participants dont des médecins, anesthésistes, réanimateurs, infirmiers sont attendus.

Une subvention de 2000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

2 - European Conference of Tropical Ecology

L'association Agropolis International, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Eric FARGEAS, organise du 07 au 09 juin 2022, au campus Agropolis International, une manifestation intitulée « European Conference of Tropical Ecology ».

Ce colloque a pour objectif de rassembler plus de 200 chercheurs internationaux afin d'échanger, de décrire la diversité et comprendre le fonctionnement des écosystèmes tropicaux ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour leur protection.

Environ 200 participants dont des professeurs, des chercheurs et des ingénieurs d'études sont attendus.

Une subvention de 2000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

3 – Congrès La qualité de vie, moteur de l'innovation sociale

L'Union Nationale des Associations de Parents d'Enfants Inadaptés (UNAPEI), sous l'autorité de son Président, Monsieur Luc GATEAU, organise du 09 au 11 juin 2022, à l'Arena Sud de France, une manifestation intitulée « La qualité de vie, moteur de l'innovation sociale ».

Au programme de ces journées d'échanges, le décryptage des tendances à l'œuvre et des focus sur des méthodes et outils pour dessiner l'avenir des personnes en situation de handicap et de leurs proches.

Environ 2000 participants dont des représentants de 350 associations locales, départementales et régionales sont attendus.

Une subvention de 10 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette

manifestation.

4 – Congrès Risques climatiques et organisations de santé

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise le 10 juin 2022, à l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « Risques climatiques et organisations de santé ».

Ce congrès permettra de sensibiliser les décideurs aux effets des risques climatiques extrêmes sur les établissements de santé.

Environ 100 participants dont des cadres hospitaliers et des étudiants sont attendus.

Une subvention de 1000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

5 - ICSR 2022 (20th International Conference on Software and Systems Reuse)

Le CNRS, sous l'autorité de son Délégué Régional, Monsieur Jérôme VITRE, organise du 15 au 17 juin 2022, à l'Hôtel Mercure à Montpellier, une manifestation intitulée « ICSR 2022 ».

Cette conférence internationale est la plus importante dans le domaine de la réutilisation logicielle. Les participants (chercheurs, industriels) pourront échanger sur le développement et la maintenance des logiciels dans le domaine de la recherche scientifique notamment robotique et informatique.

Environ 90 participants dont des chercheurs et des industriels sont attendus.

Une subvention de 1000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

6 – CJDAY AFTER 2022

Le Centre des Jeunes Dirigeants, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Virginie DE CAPELE, organise le 29 juin 2022, au Domaine du Puy à Montpellier, une manifestation intitulée « CJDAY AFTER 2022 ».

Cet événement rassemblera plus de 300 acteurs économiques de Montpellier et alentours (entrepreneurs, chefs d'entreprises, cadres dirigeants ...) autour de sujets innovants alliant performances économiques et responsabilités sociétales.

Environ 300 participants dont des entrepreneurs et chefs d'entreprises sont attendus.

Une subvention de 3000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

7 – SUNNY TECH 2022

L'association SUNNY TECH, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Lauriane ANTHONY, organise du 30 juin au 1^{er} juillet 2022, à Montpellier SupAgro, une manifestation intitulée « SUNNY TECH 2022 ».

Plusieurs conférences et ateliers en parallèle aborderont des sujets transverses allant des outils, méthodologies de conception et développement logiciel jusqu'à la gestion de produit et notamment l'expérience utilisateur.

Environ 550 participants dont des développeurs, des informaticiens et entrepreneurs dans le domaine du numérique sont attendus.

Une subvention de 6000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

8 – ICGT (International Colloquium on Graph Theory and combinatorics)

Le CNRS, sous l'autorité de son Délégué Régional, Monsieur Jérôme VITRE, organise du 04 au 08 juillet 2022, à l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « ICGT ».

Cette conférence internationale dans le domaine de la théorie des graphes et l'analyse combinatoire permet de favoriser des échanges sur les avancées de ce domaine.

Environ 250 participants dont des chercheurs et spécialistes du domaine sont attendus.

Une subvention de 2000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

9 - Worldwide Perspectives on Geographical Indications

L'association Agropolis International, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Eric FARGEAS, organise du 05 au 08 juillet 2022, au campus Agropolis International, une manifestation intitulée « Worldwide Perspectives on Geographical Indications ».

Conférence internationale pour les chercheurs, les décideurs politiques et les praticiens. Des participants du monde entier seront présents pour débattre de questions internationales liées à la gestion des Indications Géographiques, à la durabilité et à la protection des consommateurs.

Environ 150 participants dont des producteurs, des universitaires, des décideurs et des praticiens sont attendus.

Une subvention de 2000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

10 - Rencontre informelle OMS / Industriels de la santé Orale Digitale

La Fondation de l'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Président, Monsieur Nicolas GIRAUDEAU, organise le 07 septembre 2022, à la Faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « Rencontre informelle OMS / Industriels de la santé Orale Digitale ».

Les représentants de l'OMS et les experts seront présents à Montpellier pour échanger avec les entreprises du monde de la santé orale digitale.

Environ 45 participants dont des représentants de l'OMS, des entrepreneurs spécialisés dans le domaine et des experts sont attendus.

Une subvention de 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

11 – Les biens publics à l'étranger

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise le 30 septembre 2022, à l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « Les biens publics à l'étranger ».

Ce colloque est consacré aux biens publics détenus par des collectivités publiques françaises à l'étranger. Ce sera l'occasion de donner des éléments de stratégie financière et administrative aux collectivités pour des interventions dans des opérations à l'étranger.

Environ 200 participants dont des chercheurs et des représentants de collectivités sont attendus.

Une subvention de 1000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

12 - 17ème Congrès de la Société Française de Microbiologie

La Société Française de Microbiologie, sous l'autorité de son Président, Monsieur Gérard LINA, organise du 03 au 05 octobre 2022, au Corum, une manifestation intitulée « 17ème Congrès de la Société Française de Microbiologie ».

Ce congrès a pour objectif de promouvoir l'enseignement de la recherche en microbiologie dans toutes ses facettes (médicale, alimentaire, vétérinaire, industrielle...). Cela pourra permettre aux microbiologistes scientifiques et médicaux d'échanger sur les avancées les plus marquantes en microbiologie.

Environ 700 participants dont des chercheurs, des acteurs du monde industriel et des associations sont attendus.

Une subvention de 5000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

13 - International Wine and Vine Seminar

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise du 10 au 12 octobre 2022, à l'Institut Agro de Montpellier, une manifestation intitulée « International Wine and Vine Seminar ».

L'objectif de ce colloque est de valoriser et de capitaliser l'effort réalisé par Key Initiative pour placer le pôle montpelliérain de recherche sur la vigne et le vin au 1er plan mondial. Ce sera également l'occasion d'attirer de nouveaux partenariats académiques et économiques.

Environ 120 participants dont des chercheurs et des acteurs du monde académique sont attendus.

Une subvention de 2000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

14 - 2ème congrès français de médecine régénératrice et biothérapies

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise le 14 octobre 2022, à la Faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « 2ème congrès français de médecine régénératrice et biothérapies ».

La thématique du congrès, la médecine régénératrice et les biothérapies, correspond aux priorités nationales de la Région et de la Métropole en matière de recherche en santé. Ce colloque permettra de favoriser les échanges entre scientifiques spécialistes.

Environ 180 participants dont spécialistes et experts du domaine sont attendus.

Une subvention de 1000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

15 - 5ème journée de la FHU REGENHAB

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise le 14 octobre 2022, à la Faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « 5ème journée de la FHU REGENHAB ».

Le colloque de la FHU REGENHAB (Régénération et Réadaptation de la Mobilité chez les Patients atteints de Maladies Musculo-Squelettiques) permet la coordination de scientifiques, d'ingénieurs et de cliniciens pour une recherche fondamentale et clinique multidisciplinaire. Cela permettra de mieux comprendre ces maladies et de proposer de nouveaux traitements pour restaurer la mobilité chez les patients.

Environ 230 participants dont experts scientifiques et cliniques sont attendus.

Une subvention de 1000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

16 - Soirée des lauréats de la Fondation pour la Recherche Médicale

La Fondation pour la Recherche Médicale, sous l'autorité de son Président du Directoire, Monsieur Benjamin PRUVOST, organise le 09 novembre 2022, à la Salle des Rencontres de l'Hôtel de Ville de Montpellier, une manifestation intitulée « Soirée des lauréats de la Fondation pour la Recherche Médicale ».

Cette soirée de remise de prix de la Fondation pour la Recherche Médicale permettra la mise en lumière de la Recherche médicale de Montpellier.

Environ 500 participants dont des acteurs du monde médical et scientifique sont attendus.

Une subvention de 2000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

17 - 3ème Conférence Internationale en Ecotoxicologie Microbienne

La Fondation ROVALTAIN, sous l'autorité de sa Directrice générale, Madame Delphine DELAUNAY, organise du 15 au 18 novembre 2022, au Corum, une manifestation intitulée « 3ème Conférence Internationale en Ecotoxicologie Microbienne ».

Avec plus de 270 congressistes attendus, le 3ème congrès international en écotoxicologie microbienne sera l'occasion de mettre en lumière les avancées technologiques innovantes du domaine et l'expertise des chercheurs de Montpellier.

Environ 270 participants dont des chercheurs, des étudiants et des représentants de collectivités sont attendus.

Une subvention de 3000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

18 - BEE HUT (Bien-être, environnement et Habitat Ubiquitaires en Transition)

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise du 16 au 18 novembre 2022, sur le Site Saint-Charles de Montpellier, une manifestation intitulée « BEE HUT ».

En réunissant pour la 1ère fois les spécialistes des environnements connectés issus de différentes disciplines (électroniciens, architectes, psychologues, juristes...) autour de la question du bien-être de l'utilisateur, de ses usages au sein de la ville connectée, la protection de sa vie privée et de son confort, ce congrès permettra aux institutions et entreprises montpelliéraines d'avoir un panorama des opportunités.

Environ 200 participants dont des chercheurs et des entreprises du bassin montpelliérain et nationales sont attendus.

Une subvention de 2000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

19 – Montpellier Diabetes Day

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise le 18 novembre 2022, dans l'Amphithéâtre Genopolys de Montpellier, une manifestation intitulée « Montpellier Diabetes Day ».

Unique manifestation pour le domaine du diabète dans la Région Occitanie, ce colloque permettra de favoriser des collaborations et échanges scientifiques.

Environ 100 participants dont des chercheurs et spécialistes du diabète sont attendus.

Une subvention de 1000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Subventions congrès					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
7346	Association ADARPEF	001125	Congrès	Congrès de l'ADARPEF	2 000 €
1929	Agropolis International	001111	Congrès	European Conference of Tropical Ecology	2 000 €
7808	UNAPEI	001124	Congrès	La qualité de vie, moteur de l'innovation sociale	10 000 €
6928	Université de Montpellier	001097	Congrès	Risques climatiques et organisations de santé	1 000 €
5573	CNRS	001117	Congrès	ICSR 2022	1 000 €
1367	Centre des Jeunes Dirigeants de Montpellier	001074	Congrès	CJ DAY AFTER 2022	3 000 €
6849	SUNNY TECH	001123	Congrès	Sunny Tech 2022	6 000 €
5573	CNRS	001118	Congrès	ICGT 2022	2 000 €
1929	Agropolis International	001112	Congrès	Worldwide Perspectives on Geographical Indications	2 000 €
7467	Fondation Université de Montpellier	001129	Congrès	Rencontre informelle OMS / Industriels de la Santé Orale Digitale	500 €
6928	Université de Montpellier	001084	Congrès	Les biens publics à l'étranger	1 000 €
7735	Société Française de Microbiologie	001070	Congrès	17 ^{ème} congrès de la Société Française de Microbiologie	5 000 €
6928	Université de Montpellier	001093	Congrès	International Wine and Vine Seminar	2 000 €
6928	Université de Montpellier	001087	Congrès	2 ^{ème} congrès français de Médecine Régénératrice et Biothérapies	1 000 €
6928	Université de Montpellier	001088	Congrès	5 ^{ème} Journée de la FHU REGENHAB	1 000 €
1031	Fondation pour la Recherche Médicale	001115	Congrès	Soirée des lauréats de la FRM	2 000 €
7371	Fondation Roaltain	000959	Congrès	3 ^{ème} Conférence Internationale en écotoxicologie microbienne	3 000 €
6928	Université de Montpellier	001091	Congrès	BEE HUT	2 000 €
6928	Université de Montpellier	001085	Congrès	Montpellier Diabetes Day 2022	1 000 €
TOTAL					47 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 20 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Yvon PELLET, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Joëlle URBANI, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 9/08/2022

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Coralie MANTION



[Handwritten signature of Coralie Manton]

Publiée le : 09 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1 - Convention Congrès ADARPEF.docx
- 2 - Convention Conférence Tropical Ecology - Agropolis International.docx
- 3 - Convention Qualité de vie - UNAPEI.docx
- 4 - Convention Risques climatiques - UM.docx
- 5 - Convention ISCR - CNRS.docx
- 6 - Convention CJDAY AFTER - CJD.docx
- 7 - Convention SUNNY TECH.docx
- 8 - Convention ICGT - CNRS.docx
- 9 - Convention Worldwide Perspectives - Agropolis International.docx
- 10 - Convention Rencontre OMS Industriels Santé Orale - Fondation UM.docx
- 11 - Convention Biens publics à l'étranger - UM.docx
- 12 - Convention Société Fr de Microbiologie - SFM.docx
- 13 - Convention International Wine and Vine Seminar - UM.docx
- 14 - Convention Médecine Régénératrice - UM.docx
- 15 - Convention Journée FHU REGENHAB - UM.docx
- 16 - Convention Soirée lauréats de la FRM- Fondation Recherche Médicale.docx
- 17 - Convention Conférence Ecotoxicologie microbienne - Fondation Rovaltain.docx
- 18 - Convention BEE HUT - UM.docx
- 19 - Convention Montpellier Diabetes Day - UM.docx



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophie MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés ou transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

I- Créations de postes :

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Les emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

III- Transformations de postes

Les emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle, sont mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.

IV- Ouvertures de postes aux contractuels :

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'annexe 4 ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, de la mise en conformité, des transformations et des ouvertures de postes aux contractuels citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

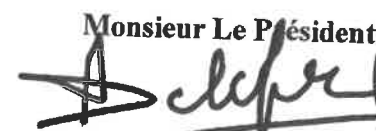
Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXE 1 Créations Conseil 220531.pdf
- ANNEXE 2 MEC Conseil 220531.pdf
- ANNEXE 3 Transformations Conseil 220531.pdf
- ANNEXE 4 Ouvertures Conseil 220531.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances;
 - 2° De l'approbation du compte administratif ;
 - 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
 - 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
 - 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
 - 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
 - 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.
- Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Il est proposé, par la présente modification, de modifier ou ajouter dans le champ des délégations les éléments suivants :

- clarification du **point 1.13** sur les autorisations d'occupation du domaine public, intégration des conventions d'occupation du domaine public conclues suites à procédure de sélection préalable ou appel à manifestation d'intérêt concurrent, lorsqu'il y a une exploitation économique, et restructuration de ce point en reprenant les deux derniers alinéas dans deux **points numérotés 1.14 et 1.15**, sans changement de rédaction ;
- modifier le **point 3.4** pour intégrer les adhésions aux organismes lorsque le montant de la cotisation est inférieur à 10 000 € annuels ;
- compléter le **point 3.8** pour y ajouter les candidatures à des appels à projet ;
- supprimer le **point 3.11** ajouter les tarifs relatifs à la Cité des Arts, ces tarifs intégrant prochainement la délibération générale sur les tarifs ;
- compléter le **point 4.5** pour y ajouter le transfert de maîtrise d'ouvrage prévu par le code de la voirie routière ;
- amender le **point 6.5** sur la nature de l'engagement à la charge de la Métropole dans le cadre des protocoles transactionnels.

L'ensemble des autres délégations permanentes reste inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

1. Patrimoine et domanialité :

- 1.1 arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1.2 autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1.3 décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- 1.4 décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail, et de décider de la résiliation anticipée ou de la non

reconduction de l'occupation en matière d'occupation du domaine privé ;

1.5 autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;

1.6 approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;

1.7 accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;

1.8 agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;

1.9 autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;

1.10 autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions ;

1.11 autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale ;

1.12 déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R. 141-15 du Code de la Voirie Routière et dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain ;

1.13 autoriser l'occupation du domaine public dans les conditions du code général de la propriété des personnes publiques (articles L. 2121-1 et suivants) :

- à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;

- à titre payant lorsqu'il s'agit d'une occupation de moins de douze ans résultant d'une procédure de sélection préalable ou d'un appel à manifestation d'intérêt concurrent, en cas d'exploitation économique ;

1.14 autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;

1.15 autoriser la résiliation ou la non reconduction des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif.

2. Urbanisme

2.1 autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme ;

2.2 autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;

2.3 autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole ;

2.4 autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

2.5 prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC, de conventions de participation prévues à l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme ;

2.6 approuver les périmètres de projet urbain partenarial (PUP) ainsi que la signature des conventions de projet urbain partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;

2.7 autoriser la Métropole à bénéficier de la délégation du droit de préemption urbain exercé par le Préfet dans le cadre des dispositions de l'article L 210-1 alinéa 2 du Code de l'urbanisme.

3. Finances

3.1 procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de la dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEU-CP), prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;

3.2 créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

3.3 autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la

signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation ;

3.4 autoriser, au nom de la Métropole, l'adhésion à tout organisme (association...) dès lors que le montant de cette adhésion est inférieur à 10 000 €, et autoriser le renouvellement de l'adhésion (sans limite de montant) aux associations et organismes dont elle déjà est membre ;

le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

3.5 attribuer les aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) ;

3.6 attribuer individuellement les aides aux loyers en application du règlement ad hoc adopté par le Conseil de Métropole dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

3.7 accorder les garanties d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales (articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4 et L. 5217-1) et du code civil (article 2298), et dans le cadre du règlement intérieur adopté par délibération du Conseil de Métropole en matière de garantie d'emprunts ;

3.8 approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics et autoriser candidatures de la Métropole pour des appels à projets lorsqu'ils ont pour unique objet d'obtenir un financement ;

3.9 accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre des dispositifs de rénovation de l'habitat encadrés par règlement attributif de subvention de Montpellier Méditerranée Métropole pour la rénovation de l'habitat privé ancien et le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adoptés par le Conseil de Métropole ;

3.10 attribuer individuellement les subventions, et signer les conventions afférentes le cas échéant, aux tiers répondant aux appels à projets dont le règlement a été préalablement approuvé par le Conseil de Métropole.

4. Commande publique

4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

Cette délégation inclut la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige en matière de marchés publics, sans limitation de montant.

Pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil Métropolitain accepte que pour les marchés publics de moins de 40 000 € HT, l'apposition directe de la signature sur le contrat par toute personne ayant reçu délégation du Président pour le faire vaille décision d'attribution.

4.2 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.3 prendre toute décision concernant les conventions d'études à intervenir avec le Syndicat Mixte Hérault Energies et la validation de leur montant, préalables à la réalisation de travaux sur les réseaux d'électricité et le cas échéant, en cas de travaux coordonnés, d'éclairage public et de télécommunications, des communes représentées par la Métropole au sein de cet établissement public intercommunal dans la limite de 5 000 € HT par étude ;

4.4 approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.5 autoriser la conclusion de conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage ainsi que leurs avenants au sens de l'article L. 2422-12 du Code de la commande publique et L. 115-2 du code de la voirie routière ;

4.6 autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;

4.7 approuver tous les actes pour lesquels il est prévu dans l'exécution des contrats de délégation de service public conclus par la Métropole un accord préalable de cette dernière en tant qu'autorité concédante.

5. Personnel – élus

5.1 adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;

5.2 adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;

5.3 adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;

5.4 autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents

communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole ;

5.5 accorder la protection fonctionnelle aux élus qui en font la demande conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et des articles L. 2123-34, L. 2123-35, L. 5217-7 et L. 5215-16 du Code général des collectivités territoriales ;

5.6. Dans le cadre de la délibération relative à la prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Métropole et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées :

- octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers communautaires pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs.
- approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs
- approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole ; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs.

6. Contentieux

6.1 intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

6.2 régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

6.3 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable ;

6.4 autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5 000 €. *En dessous de ce montant, la signature de l'acceptation des indemnités par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision ;*

6.5 hors les marchés publics dont la situation est régie à l'article 4.1 de la présente délibération, autoriser la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000 €, que cette somme soit directe ou indirecte (consentement à une baisse de recettes, engagement de travaux, notamment).

7. Divers

7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et ce, sans condition d'aucune sorte ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

7.3 autoriser la signature de convention de dépôtage de sous-produits d'assainissement ;

7.4 autoriser la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole.

En dessous de 40 000 € HT, la signature de la convention par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision.

7.5 autoriser la signature conventions de type PIG, POPAC, OPAH, Plan de Sauvegarde ;

7.6 autoriser la signature de convention à intervenir avec les communes pour la gestion des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) ;

7.7 autoriser la signature de convention opérationnelle de gestion environnementale de l'espace agronaturel ;

7.8 établir le règlement des jeux concours organisés par la collectivité, que les lots soient de nature numéraire ou non ;

7.9 autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT, ainsi que le lancement des appels à projets pour résidences artistiques donnant lieu à des bourses de création pour les artistes retenus.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président sont attribuées à l'élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales. Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole:

- D'approuver les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président telles que définies ci-dessus ;
- De déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés ;
- De dire que le Président pourra, par arrêté, déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, la signature de ces décisions et des actes subséquents à celles-ci à toute personne, élue ou agent de la Métropole, telle qu'autorisée par l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- De dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix



Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

• Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Ont été élus :

Organismes	Représentations
Montpellier Danse	Remplacement de M. Yves LARBIOU <i>1 personnalité qualifiée</i> Mme Valérie CLEMENT
Opéra Orchestre National de Montpellier	Remplacement de M. Yves LARBIOU <i>1 personnalité qualifiée</i> M. Bernard FOUCHY
Société de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan	<i>1 titulaire</i> M. Michaël DELAFOSSE

Aucune autre candidature n'est proposée, ces désignations prennent effet immédiatement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michaël DELAFOSSE.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Contrat de Délégation de Service Public (DSP) Transport Urbain entre Montpellier Méditerranée Métropole et TaM - Avenant n° 6 - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024.

Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole, pour la période 2019-2024.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1^{er} septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Déléataire et d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2020-468 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°3 au Contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19 d'une part, et de la mise en place de la 1^{ère} phase de la gratuité d'autre part.

Par délibération n°M2021-322 en date du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°4 au Contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en place de la 2^e phase de la gratuité et d'une optimisation de l'offre du réseau, et à mettre à jour les programmes d'investissements du Déléataire.

Par délibération n°M2021-630 en date du 14 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°5 au Contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Déléataire et à prendre en compte les impacts techniques et financiers de plusieurs dispositions relatives au contrat de DSP et à l'exploitation du réseau de transports collectifs.

Le réseau de transport urbain de la Métropole de Montpellier a subi, comme tous les réseaux français, l'impact de la crise sanitaire liée à la Covid-19. Les impacts de cette crise sont multiples pour les exploitants : baisse de la fréquentation entraînant une baisse importante des recettes et des compensations tarifaires ; surcoûts d'exploitation liés à l'équipement en masques et gel et à la désinfection des véhicules et des locaux commerciaux, etc. ; annulation des services de transport dédiés aux sorties éducatives scolaires ; adaptation de l'offre nominale au regard de la fréquentation constatée. La crise liée à la Covid-19 étant « *un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité* », en application de l'article L6 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L.3135-1 du Code de la commande publique, et dans ce contexte conduisant à une nouvelle perte globale significative pour le subdéléataire, il est proposé la signature d'un avenant n°6 au contrat de DSP afin de prendre en compte les impacts financiers de la crise sanitaire liée à la Covid-19. En

effet, le subdélégataire a subi une nouvelle baisse de 32% de son chiffre d'affaires par rapport à l'année 2019 de référence, soit près de 900K€ ; par ailleurs son déficit d'exploitation est estimé à près de 600K€. La situation nette de la société se trouve ainsi fortement déficitaire et dégradée, en s'affichant à environ -685 K€.

Il est ainsi proposé le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€ pour le subdélégataire T3M, au titre de l'année 2021. Il est précisé à cet effet que le subdélégataire conserve une part de risque dans la gestion de son exploitation, à hauteur d'environ 23% de son déficit prévisionnel.

Les impacts de la crise sanitaire relatifs au contrat de DSP liant directement le délégataire TaM et la Métropole de Montpellier en tant qu'autorité organisatrice et actionnaire majoritaire de TaM, seront appréciés, évalués, et proposés, le cas échéant, dans un autre cadre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'avenant n°6 au contrat de DSP des transports publics urbains et son annexe modifiée ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, Mme Agnès SAURAT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président



Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 6 DSP transport.docx
- Annexe 29 CEP T3M avt6.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOLU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Modifications statutaires - Transformation en Société Publique Locale - Désignation des représentants - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La société TaM est une Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) le 19 mars 1979, avec un capital social de 4 286 K€, dans laquelle Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire majoritaire à hauteur de 46.02%, aux côtés de la Ville de Montpellier (9%) et d'actionnaires privés (45%).

Par délibération n°M2020-163 du Conseil en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Laurent NISON pour la représenter aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Mathilde BORNE, Clara GIMENEZ, Coralie MANTION, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY.

Contexte

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sont liées à la société TaM par voie de différents contrats de délégation de service public pour l'exploitation des transports publics urbains (Métropole), pour l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage (6 contrats de la Métropole) ainsi que le stationnement sur voirie (Ville). Par ailleurs la société réalise différents mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'infrastructures lourdes de transport (Métropole).

Dans le cadre des modifications importantes à venir pour l'avenir du territoire, (mise en place de la gratuité des transports en commun pour les habitants de la Métropole, mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la ligne 5 de tramway comme pour les lignes de bus à haut niveau de service, ...) et afin de disposer d'une grande souplesse en termes d'évolutivité contractuelle dans un cadre juridique sécurisé, la Métropole et la Ville de Montpellier, ont approuvé le principe de la transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale (SPL), par délibérations respectives du 28 juillet et 21 septembre 2021.

La SPL s'inscrit pleinement, en tant qu'outil de coopération, au service de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) ; elle permet une offre de mobilité intégrée en considération des compétences croisées de ses actionnaires, et sur un bassin de mobilité élargi aux compétences de nouveaux partenaires publics. Au sens juridique, il ne s'agit pas d'une réelle transformation de société, mais d'un changement de type d'entreprise locale, puisque la SAEML TaM conserve sa forme de Société Anonyme (SA). La personnalité juridique de la société perdure ainsi, sous une nouvelle nature.

Il convient de noter que l'ensemble des ressources humaines et des moyens techniques de TaM seront maintenus, en l'état et sans modification par la SPL. Les contrats liant la société TaM à la Métropole et à la Ville de Montpellier poursuivront par ailleurs leurs exécutions, et pourront bénéficier d'aménagements facilités. L'outil de SPL a donc vocation à faciliter la mise en œuvre opérationnelle des contrats, afin de s'adapter à l'évolution de la stratégie relative à la mobilité, portée sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Conseil d'Administration de la SAEML TaM a approuvé le projet de statuts de la future SPL et convoqué une Assemblée Générale Extraordinaire en vue d'approuver les statuts modifiés.

Toutes modifications statutaires exigent à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L1524.1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité ».*

Il convient d'autoriser le représentant au sein de l'assemblée générale de TaM, Monsieur Laurent NISON, à voter en faveur de ces modifications statutaires.

Les principales modalités statutaires de la SPL TaM

La transformation de la société en SPL nécessite de modifier les statuts notamment pour en retirer toutes les mentions spécifiques aux SAEML, y ajouter les dispositions propres aux SPL, adapter l'objet social de la nouvelle société, et intégrer les nouvelles modalités de gouvernance.

- Forme de la société : Société Publique Locale (SPL)

Les SPL ont été créées par la loi n°2010-559 du 28 mai 2010. Selon l'article L.1531-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la SPL revêt la forme de société anonyme régie par le livre II du Code de commerce et est par ailleurs soumise, sauf disposition contraire, aux règles régissant les sociétés d'économie mixte locale prévues par le CGCT. Elle exercera ses activités exclusivement sur le territoire de ses actionnaires et pour leur compte exclusif.

Les actionnaires de la SPL peuvent contracter directement avec la SPL en s'affranchissant des règles de la commande publique. Cette dispense de mise en concurrence résulte du fait que les contrats qu'une collectivité passe avec sa SPL sont assimilés à des contrats de prestation intégrée, régime juridique autrement désigné sous les expressions de « *quasi-régie* » ou « *in-house* ».

Le contrôle des actionnaires sur la SPL sera assuré à la fois par leur présence au conseil d'administration, mais également par les dispositifs de contrôle analogue, tel que celui qu'ils exercent sur leurs propres services.

Le contrôle analogue consiste en des contrôles réels, effectifs et permanents que les élus s'emploieront à mettre en œuvre notamment sur :

- Les orientations stratégiques de la société ;
- L'activité opérationnelle de la société ;
- L'organisation de la société ;
- La vie sociale de la société.

- Dénomination

La SPL ainsi transformée conserve la dénomination « TaM ».

- Capital social

Le montant de capital social de la société TaM reste inchangé, à hauteur de 4 286 000 €. Il est composé de 34 288 actions à valeur nominale de 125 €. Le capital de la SPL est entièrement détenu par les collectivités territoriales.

- Composition du capital social et gouvernance

La proposition de répartition du capital serait ainsi la suivante, sous réserve de la délibération relative à la prise de participation de la Ville :

Actionnaires	Nombre de titres	Valeur en €	% détenu par les actionnaires en assemblées générales	Nombre d'administrateurs au Conseil d'administration
Montpellier Méditerranée Métropole	23 632	2 954 000	68.9%	5
Ville de Montpellier	10 656	1 332 000	31.1%	2
TOTAL	34 288	4 286 000	100%	7

Les statuts proposent un nombre d'administrateurs entre 3 et 18 membres. Le nouveau conseil d'administration de la SPL serait ainsi composé de 7 membres : 5 sièges pour Montpellier Méditerranée Métropole et 2 sièges pour la Ville de Montpellier, conformément aux règles de proportionnalité du capital.

Par ailleurs, un poste d'administrateur sans détention d'une partie du capital est affecté aux représentants des salariés.

En outre, il conviendra aux administrateurs de la SPL d'approuver et d'adopter un règlement intérieur du Conseil d'administration et de Contrôle analogue, venant compléter les statuts, afin de préciser les règles de fonctionnement et de gestion de la société, notamment en terme d'expression du contrôle analogue des actionnaires.

Il convient ainsi de désigner les 5 représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du conseil d'administration, dont le représentant au sein des assemblées générales de la SPL.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Président propose à l'Assemblée, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

• Objet social

La Société a pour objet la mise en œuvre des politiques de mobilité au sens large sur le territoire géographique de ses actionnaires, et pour leur compte exclusif.

Dans ce domaine, la société pourra notamment exploiter, pour le compte d'un ou plusieurs actionnaires, par voie d'affermage, de gérance, de marché ou sous toute autre forme, un ensemble de services, activités ou équipements et infrastructures.

De manière générale, la société pourra accomplir toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle pourra notamment assurer :

- ✓ L'étude et l'exploitation des services de transport public ;
- ✓ L'étude et l'exploitation des services de logistiques urbaines (tramfret, espace de logistique urbaine...) ;
- ✓ L'étude, la commercialisation, et la mise en œuvre, de tout produit en lien avec la mobilité (transport, stationnement, location de vélo, autopartage, objets promotionnels, gestion de plateforme numérique pour l'information et la commercialisation de formules de mobilité et de stationnement multimodal ou monomodal,...) ;
- ✓ La réalisation de toutes études et/ou de toutes infrastructures de transport, et la réalisation d'ouvrages sur voirie et tous autres travaux, achats, ventes ou échanges de biens immobiliers de quelque nature que ce soit, rendus nécessaires dans ce cadre, notamment en vue de la mise en œuvre d'un transport en commun en site propre ;
- ✓ La réalisation et la gestion d'ouvrages publics de stationnement (stationnement en ouvrages, stationnement payant sur voirie, systèmes de gestion et/ou de contrôle visant à réguler, et/ou réglementer la circulation et le stationnement sur l'espace public des véhicules de toutes catégories...) ;
- ✓ La création et la gestion d'un Centre de Formation d'Apprentis (CFA) des Transports en Commun qui répond aux besoins de formation des personnels de TaM.

De plus, la société pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles et financières se rapportant aux objets définis ci-dessus, ou à des objets similaires ou connexes.

• **Désignations**

La Métropole et la Ville ont approuvé le principe de la transformation de la SAEML TaM en SPL, en juillet et septembre 2021. Le CA de la SAEML TaM a approuvé le projet de statuts de la future SPL et convoqué une AGE en vue d'approuver les statuts modifiés. Il convient au préalable d'autoriser Laurent NISON, représentant de la Métropole au sein de l'AG de TaM, à voter en faveur de ces modifications.

Le nouveau CA de la SPL serait ainsi composé de 7 membres : 5 sièges pour la Métropole et 2 pour la Ville. L'un des représentants de la Métropole au CA siègera également à l'AG. Il convient de désigner les représentants de la Métropole.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

- Julie FRECHE (AG + CA)
- Mathilde BORNE (CA)
- Clara GIMENEZ (CA)
- Coralie MANTION (CA)
- Jean-Pierre RICO (CA)

Il est proposé de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales (unanimité requise).

Aucune autre candidature n'est proposée, ces désignations prennent effet immédiatement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le projet de statuts portant transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale ;
- D'autoriser le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Assemblée Générale de la SAEML TaM, Laurent NISON, à voter en faveur de ces modifications statutaires ;
- De désigner un représentant auprès de l'Assemblée Générale de la SPL TaM et de le doter de tous pouvoirs à cet effet, en particulier celui de signer les statuts ;
- De désigner cinq représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'Administration de la SPL TaM ;
- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'autoriser les représentants ainsi désignés, à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, Mme Agnès SAURAT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michaël DELAFOSSE


Publiée le : 14 JUIN 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Annexe Delib Projet Statuts SPL TaM v2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Acquisition des parts de Transdev, du Crédit Agricole du Languedoc et de la Chambre de Commerce et d'Industrie - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) TaM au capital de 4 286 000 € composé de 34 288 actions soit 125 € par action. Elle détient 46.02% du capital, soit 15 778 actions et occupe 6 postes sur 12 au sein du conseil d'administration de la société dont le poste de présidence de la société.

La Métropole de Montpellier est actionnaire principal (46.02%) aux côtés de la Ville de Montpellier (9.10%), comme aux côtés d'un collège d'actionnaires privés représentant 44.88% du capital (dont notamment Transdev pour 19.99% soit 6 854 actions, la Caisse Régionale du Crédit Agricole pour 1.75% soit 600 actions et la Chambre de Commerce et d'Industrie pour 1.17% soit 400 actions).

La SAEML TaM exerce plusieurs activités : gestion des transports urbains, gestion des stationnements en ouvrages et du stationnement sur voirie, réalisation de mandats de maîtrise d'ouvrage pour les infrastructures de mobilité, activités en propre et création d'un CFA depuis juin 2018.

Dans le cadre des modifications importantes à venir telles que, d'une part, la mise en place de la gratuité des transports en commun pour les métropolitains et, d'autre part, les mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la ligne 5 de tramway comme pour les lignes de bus à haut niveau de service, il est apparu que les dispositions de la loi du 28 mai 2010 permettant aux collectivités territoriales et à leurs groupements d'appuyer leur action sur une structure ayant le statut de Société Publique Locale (SPL) constituaient une opportunité de disposer d'un outil pleinement approprié à la poursuite de ces opérations et de nature à garantir leurs mises en œuvre dans un cadre juridique sécurisé.

Cette transformation ne touche pas à la nature de la société qui reste une société anonyme ; toutefois l'actionnariat est entièrement public et la structure ne peut agir que pour le compte de ses actionnaires et sur leur territoire. Il est proposé dans un premier temps de constituer cette société avec les 2 actionnaires que sont la Métropole de Montpellier au regard de sa compétence mobilité, et la Ville de Montpellier au regard de sa compétence stationnement sur voirie.

Le principe de transformation de la SAEML TaM en SPL a été approuvé par délibération M2021-314 en date du 28 juillet 2021, avec un objectif de finalisation au 1^{er} janvier 2022. Cette transformation nécessite une évolution de la composition du capital social par le rachat des 15 388 parts des huit actionnaires privés non éligibles au statut de la SPL.

Il est proposé que la composition de la future SPL s'opère, à compter de la date future d'Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) de TaM approuvant la transformation en SPL, selon la répartition suivante : le capital sera détenu à hauteur de 69% par Montpellier Méditerranée Métropole et 31% par la Ville de Montpellier.

A ce titre :

- Montpellier Méditerranée Métropole procédera au rachat des parts des actionnaires privés suivants :
 - o Transdev (6 854 actions) ;
 - o Crédit Agricole du Languedoc (600 actions) ;
 - o Chambre de Commerce et d'Industrie (400 actions) ;

Le nombre de parts de Montpellier Méditerranée Métropole sera ainsi porté de 15 778 actions à 23 632 actions (soit 69% du capital de la SPL) ;

- La Ville de Montpellier procédera au rachat des parts des actionnaires privés suivants :
 - o Caisse des Dépôts et Consignation (3 928 actions) ;
 - o Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc-Roussillon (2 400 actions) ;
 - o Banque Populaire du Sud (1 200 actions) ;

- o Chambre des Métiers de l'Hérault (5 actions) et
 - o Association Consommation Logement et Cadre de Vie (1 action) ;
- Le nombre de parts de la Ville de Montpellier sera ainsi porté de 3 122 actions à 10 656 actions (soit 31% du capital de la SPL).

La Métropole et la Ville de Montpellier se sont ainsi rapprochées des autres actionnaires de la SAEML TaM pour définir les modalités de cession de leurs actions.

Un audit d'évaluation externe a été réalisé courant octobre 2021 afin d'approcher une valeur négociée pour l'ensemble des partenaires historiques. La méthode d'évaluation retenue est basée sur la situation financière de TaM, selon l'Actif Net Réévalué au 30 juin 2021, soit une valeur de société de 6,5 millions d'euros pour une valeur de 190€ par action.

Il est ainsi proposé au Conseil de procéder au rachat des :

- 6 854 actions de Transdev à 190 € par action soit 1 302 260 €
- 400 actions de la CCI à 190 € par action soit 76 000 €
- 600 actions du Crédit Agricole du Languedoc à 190 € par action soit 114 000 €.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite ainsi se porter acquéreur des 7 854 actions des trois actionnaires privés cités ci-dessus, à la valeur négociée de 190 € par action, soit un montant global de 1 492 260 €.

Le Conseil d'Administration de TaM a par ailleurs agréé la cession des parts des actionnaires à Montpellier Méditerranée Métropole sous réserve de l'approbation de la transformation de la société en SPL en Assemblée Générale Extraordinaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'acquisition des parts de la société Transdev dans la société TaM pour 1 302 260 € soit 6 854 actions à la valeur négociée de 190 € par action ;
- D'approuver l'acquisition des parts du Crédit Agricole du Languedoc dans la société TaM pour 114 000 € soit 600 actions à la valeur négociée de 190 € par action ;
- D'approuver l'acquisition des parts de la Chambre des Commerce et de l'Industrie dans la société TaM pour 76 000 € soit 400 actions à la valeur négociée de 190 € par action ;
- De porter le nombre de parts détenus par Montpellier Méditerranée Métropole dans la société TaM, à hauteur de 23 632 actions à compter de la date future de l'assemblée générale extraordinaire approuvant la transformation de la SAEML TaM en SPL ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER

Hors commission - Approbation du procès-verbal du Conseil de Métropole du 22 mars 2022

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le procès-verbal de la séance du 22 mars 2022 est annexé à la présente délibération, accompagné de la synthèse des décisions présentée lors de ce Conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 22 mars 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

 Michaël DELAFOSSE


Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Procès-verbal Conseil 22.03.22 et synthèse des décisions présentée en séance du 22.03.22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUNBOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER

Ressources - Achats publics durables - Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER) 2022-2026 - Approbation

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Madame Catherine RIBOT, Vice-Présidente, rapporte :

La transition écologique, sociale et économique portée par la Métropole de Montpellier implique une mobilisation totale de tous les leviers stratégiques possibles.

Avec un volume d'achats annuel de 512 millions d'euros HT en 2021, Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un puissant levier d'accélération de la transition écologique et solidaire, dont elle entend se saisir.

Dans la prolongation des actions déjà menées, la Métropole entend structurer sa politique achat au service de ses ambitions politiques en se dotant d'un SPASER pour la période 2022/2026.

La loi du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, complétée par la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique (LTECV), a instauré l'obligation d'adopter et de publier un Schéma de Promotion des Achats publics Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER). Les collectivités territoriales y sont soumises lorsque le montant annuel de leurs achats est supérieur à 100 millions d'euros HT.

Conformément à l'article L.2111-3 du Code de la Commande publique, ce schéma rendu public « détermine les objectifs de politique d'achat comportant des éléments à caractère social visant à concourir à l'intégration sociale et professionnelle de travailleurs handicapés ou défavorisés et des éléments à caractère écologique ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi annuel de ces objectifs. Ce schéma contribue également à la promotion d'une économie circulaire ».

Un schéma ambitieux structuré autour de 4 axes majeurs :

L'adoption du SPASER s'intègre dans une ambition politique mobilisée en faveur du développement durable. En mars dernier, la Métropole de Montpellier a arrêté la deuxième édition du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) solidaire 2021-2026 ayant vocation à limiter l'impact du territoire sur le climat et d'en réduire la vulnérabilité, avec une ambition d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

En complémentarité de l'ensemble des démarches engagées, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite, au travers de son SPASER, mettre notamment l'accent sur la décarbonation du territoire, l'accès à l'emploi aux jeunes issus des quartiers politiques de la ville ainsi que l'innovation au profit des entreprises aux stratégies singulières.

La prise en compte des différentes politiques menées, ainsi que les dynamiques des acteurs du territoire permettent à la Métropole d'élaborer une stratégie cohérente.

Le Schéma pensé par la Métropole s'articule donc autour de 4 axes et de 9 actions :

- La commande publique, un levier d'action pour la protection de l'environnement, la santé et la transition énergétique
 - o Action 1 : Assurer un environnement sain et protéger les ressources
 - o Action 2 : Promouvoir l'économie circulaire
 - o Action 3 : Développer des constructions durables

- La commande publique, un levier d'action pour l'insertion et l'équité sociale
 - o Action 4 : Renforcer l'insertion des personnes éloignées de l'emploi
 - o Action 5 : Lutter contre toute forme de discrimination et assurer l'égalité professionnelle

- La commande publique, un levier d'action pour le développement économique
 - o Action 6 : Faciliter l'accès aux TPE/PME
 - o Action 7 : Promouvoir l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)
 - o Action 8 : Stimuler l'innovation sur le territoire métropolitain

- Une gouvernance et un pilotage de la politique achat
 - o Action 9 : Faire de la commande publique un levier de performance durable

Ces ambitions, déclinées en chantiers et actions opérationnelles, illustrent la volonté de la Métropole de Montpellier d'adopter un comportement exemplaire.

Par ses orientations, ce schéma a vocation à irriguer l'ensemble des achats, à tous les stades du processus : définition des besoins, passation et exécution des contrats.

Ce schéma est le fruit d'un travail collaboratif associant l'ensemble des pôles de la collectivité, répartis en 10 ateliers et réunissant plus de 70 contributeurs. Le choix d'une méthodologie participative, alliant tous les cœurs de métier, a renforcé l'élaboration d'un outil de référence ambitieux et cohérent avec la réalité opérationnelle.

Dans une dynamique d'amélioration continue, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite se conformer aux objectifs ambitieux affichés par le nouveau Plan National pour des Achats Durables 2022/2026 (PNAD) et concourir aux 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030. Ainsi, à travers ses 26 chantiers ambitieux, le présent SPASER s'engage à surpasser les pratiques menées jusqu'à présent en prévoyant, notamment, d'élever à 100% les marchés comportant des considérations environnementales et à 30% les marchés comportant des considérations sociales d'ici 2025.

Un schéma collaboratif et évolutif grâce à une gouvernance adaptée :

Au-delà des ambitions du SPASER, et afin d'affirmer son engagement pérenne en faveur des achats durables, Montpellier Méditerranée Métropole entend accompagner le SPASER d'une vraie gouvernance de sa politique achat.

Un comité de pilotage, constitué notamment de la Direction Générale et des élus intéressés, sera ainsi régulièrement réuni pour identifier les marchés à enjeux et arbitrer les objectifs leur étant assignés en déclinant les objectifs fixés par le SPASER.

Un comité technique, plus opérationnel, préparera et appliquera les décisions du comité de pilotage. Il arbitrera également directement les stratégies d'achats sur les procédures présentant un intérêt stratégique moindre que celles passant devant le comité de pilotage. Il assurera également la mesure du travail accompli via la mise en place d'indicateurs de suivi dans une démarche d'amélioration continue.

Par ailleurs, dans une logique de coordination de la politique d'achat responsable de la Collectivité, le SPASER définit également des leviers stratégiques et opérationnels d'accompagnement destinés à dynamiser la prise en compte du développement durable dans les marchés publics (formations, guide interne, fiches outils thématiques).

Enfin, la Métropole de Montpellier entend également poursuivre cette démarche en synergie avec l'ensemble des opérateurs économiques du territoire dans une logique de démarche locale d'achat durable.

Les orientations proposées à l'horizon 2026 permettent ainsi de donner une nouvelle impulsion à la politique achat et de fournir un cadre d'action permettant la mise en place d'une commande publique exemplaire et responsable sur le plan social, environnemental et économique.

La réussite de ce défi implique un engagement de tous les acteurs au service d'un territoire innovant, résilient et solidaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'adopter le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables 2022-2026 tel que joint en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix



Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables SPASER_3M

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOSSI, Coralie MANTION, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget principal - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Le résultat de clôture 2020, présenté ci-dessous, intègre les résultats du budget annexe transport et du Syndicat Intercommunal d'Assainissement des Terres de l'Etang de l'Or conformément à la délibération M2021-369 du 28 juillet 2021.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2021 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
930	Services généraux	43 241 349,15	
931	Sécurité	18 566 383,16	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	96 995 226,32	
934	Santé et action sociale	878 540,77	
935	Aménagement des territoires et habitat	30 166 439,67	
936	Action économique	13 904 040,88	
937	Environnement	117 768 907,63	
938	Transports	104 663 550,90	
940	Impositions directes	24 824 298,08	
941	Autres impôts et taxes	453,81	
942	Dotations et participations	17 178,34	
943	Opérations financières	16 327 873,80	
946	Transferts entre les sections	38 374 209,50	
TOTAL - DEPENSES		505 728 452,01	
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		505 728 452,01	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
002	Résultat de fonctionnement reporté	41 447 541,05	
930	Services généraux	16 838 073,62	
931	Sécurité	356 927,64	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	8 023 051,31	
934	Santé et action sociale		
935	Aménagement des territoires et habitat	10 473 901,95	
936	Action économique	4 684 687,10	
937	Environnement	98 695 269,51	
938	Transports	112 385 072,31	
940	Impositions directes	223 176 217,12	
941	Autres impôts et taxes	80 307 226,19	

942	Dotations et participations	47 960 607,02	
943	Opérations financières	42 597,15	
946	Transferts entre les sections	34 126 634,42	
TOTAL - RECETTES		678 517 806,39	
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		678 517 806,39	

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES			
Chap.	Libellés	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
001	Résultat d'investissement reporté	23 966 809,29	
900	Services généraux	19 367 489,03	3 693 110,54
901	Sécurité	923 497,56	456 930,56
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	29 430 567,40	8 517 383,17
905	Aménagement des territoires et habitat	60 550 365,84	13 331 546,95
906	Action économique	15 251 857,96	5 609 583,12
907	Environnement	17 140 913,56	8 299 999,45
908	Transports	89 855 729,78	46 060 078,37
921	Taxes non-affectées	2 936 172,90	348 850,15
922	Dotations et participations	167 545,77	
923	Dettes et autres opérations financières	107 976 289,73	
925	Opérations patrimoniales	97 801 021,75	
926	Transferts entre les sections	34 126 634,42	
TOTAL - DEPENSES		499 494 894,99	86 317 482,31
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		585 812 377,30	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES			
Chap.	Libellés	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
900	Services généraux	129 368,88	
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	935 267,50	66 670,00
905	Aménagement des territoires et habitat	13 599 797,41	1 996 294,45
906	Action économique	342 576,95	
907	Environnement	1 240 913,03	4 047 318,89
908	Transports	9 228 552,53	1 809 789,04
921	Taxes non affectées	8 682 356,17	
922	Dotations et participations	102 264 626,60	
923	Dettes et autres opérations financières	107 768 673,40	50 000 000,00
925	Opérations patrimoniales	97 801 021,75	
926	Transferts entre les sections	38 374 209,50	
TOTAL - RECETTES		380 367 363,72	57 920 072,38
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		438 287 436,10	

Le résultat brut global 2021 du Budget Principal, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 53 661 823.11 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 25 264 413.18 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2021	Résultat de clôture 2020*	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021	Solde reports 2021	Résultat net
Investissement	- 23 966 809,29		- 95 160 721,98	- 119 127 531,27	- 28 397 409,93	- 147 524 941,20
Fonctionnement	98 796 632,73	57 349 091,68	131 341 813,33	172 789 354,38	-	172 789 354,38
TOTAL	74 829 823,44	57 349 091,68	36 181 091,35	53 661 823,11	- 28 397 409,93	25 264 413,18

*Résultats budget principal + budget annexe transports + intégration des résultats du SIATEO

Conformément aux articles L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif. Une partie des annexes se trouve dans le rapport de présentation et plus particulièrement la présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles ainsi que l'annexe détaillée relatives à la taxe de séjour et à la taxe de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI), l'état de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire et le bilan de la dette.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le Compte de Gestion 2021 du budget principal ;
- D'approuver le Compte Administratif 2021 du budget principal ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CG-24340001700022-2021 BP 3M.pdf
- Projet maquette CA 2021 3M BP au 13-05-2022.pdf
- Rapport CA2021 3M VF 20052022 conseil

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSSE, Coralie MANTION, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe assainissement - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément aux articles L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2021 du budget annexe assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
011	Charges à caractère général	2 888 509,01
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 917 556,49
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	9 208 773,92
65	Autres charges de gestion courante	150 931,31
66	Charges financières	2 202 764,06
67	Charges exceptionnelles	396 894,23
68	Dotations aux provisions	1 422 292,22
TOTAL - DEPENSES		19 187 721,24

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
002	Résultat de fonctionnement reporté	1 953 230,43
013	Atténuation de charges	9 463,47
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 836 664,35
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	28 390 681,39
74	Subventions d'exploitation	2 273 235,54
75	Autres produits de gestion courante	678 683,95
77	Produits exceptionnels	4 076,34
TOTAL - RECETTES		36 146 035,47

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
001	Résultat d'investissement reporté	9 362 027,92	
16	Emprunts et dettes assimilées	4 065 945,83	
20	Immobilisations incorporelles	102 621,64	186 910,69
21	Immobilisations corporelles	22 722,08	32 227,95
23	Immobilisations en cours	15 983 256,57	9 419 686,75
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 836 664,35	
041	Opérations patrimoniales	442 817,10	
TOTAL DES DEPENSES		32 816 055,49	9 638 825,39
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		42 454 880,88	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES			
Chap.	Libellé	Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
10	Dotations, fonds divers et réserves	14 082 034,42	
13	Subventions d'investissement	1 598 012,12	150 740,00
16	Emprunts et dettes assimilées		3 000 000,00
23	Immobilisations en cours	8 239,16	122 404,27
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	9 208 773,92	
041	Opérations patrimoniales	442 817,10	
TOTAL DES RECETTES		25 339 876,72	3 273 144,27
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)			28 613 020,99

Le résultat brut global 2021 du Budget annexe de l'Assainissement, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 9 482 135,46 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 3 116 454,34 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2021	Résultat de clôture 2020	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021	Solde reports 2021	Résultat net
Investissement	- 9 362 027,92		1 885 849,15	- 7 476 178,77	- 7 365 681,12	- 14 841 859,89
Fonctionnement	16 035 264,85	14 082 034,42	15 005 083,80	16 958 314,23	-	16 958 314,23
TOTAL	6 673 236,93	14 082 034,42	16 890 932,95	9 482 135,46	- 6 365 681,12	3 116 454,34

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le Compte de Gestion 2021 du budget annexe assainissement ;
- D'approuver le Compte Administratif 2021 du budget annexe assainissement ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

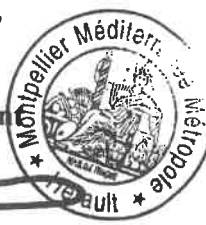

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président



Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CG-24340001700071-2021 ASSAINISSEMENT.pdf
- Projet maquette BAA CA 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOSSI, Coralie MANTION, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe eau potable - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément aux articles L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2021 du budget annexe Eau Potable de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalizations de
Chap.	Libellé	l'exercice
011	Charges à caractère général	603 468,78
012	Charges de personnel et frais assimilés	106 262,00
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	6 537,93
65	Autres charges de gestion courante	57 886,52
67	Charges exceptionnelles	341 255,82
TOTAL - DEPENSES		1 115 411,05

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalizations de
Chap.	Libellé	l'exercice
002	Résultat de fonctionnement reporté	4 793 166,03
013	Atténuation de charges	83 979,46
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	5 260,00
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	26 755,82
74	Subventions d'exploitation	24 337,00
75	Autres produits de gestion courante	1 086 116,40
TOTAL - RECETTES		6 019 614,71

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalizations de
Chap.	Libellé	l'exercice
20	Immobilisations incorporelles	17 369,87
21	Immobilisations corporelles	13 564,00
23	Immobilisations en cours	57 211,74
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	5 260,00
TOTAL DES DEPENSES		93 405,61

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalizations de
Chap.	Libellé	l'exercice
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	6 537,93
TOTAL DES RECETTES		6 537,93

Le résultat brut global 2021 du Budget annexe de l'Eau potable, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 5 406 167.32 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte

les restes à réaliser) est de + 5 406 167.32 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2021	Résultat de clôture 2020	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021	Solde reports 2021	Résultat net
Investissement	588 831,34		- 86 867,68	501 963,66	-	501 963,66
Fonctionnement	4 793 166,03		111 037,63	4 904 203,66	-	4 904 203,66
TOTAL	5 381 997,37	-	24 169,95	5 406 167,32	-	5 406 167,32

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le Compte de Gestion 2021 du budget annexe de l'Eau Potable ;
- D'approuver le Compte Administratif 2021 du budget annexe de l'Eau Potable ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CG-24340001700139-2021 EAU POTABLE.pdf
- Projet maquette EAU CA 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOSSI, Coralie MANTION, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe parking - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément aux articles L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2021 du budget annexe Parking de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
011	Charges à caractère général	432 122,34
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	7 636,85
TOTAL - DEPENSES		439 759,19

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
002	Résultat de fonctionnement reporté	2 870 587,22
70	Vente de prod. fab., prest. serv. marchandises	837 177,13
TOTAL - RECETTES		3 707 764,35

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
21	Immobilisations corporelles	1 937,60
TOTAL DES DEPENSES		1 937,60

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
001	Résultat d'investissement reporté	3 779,10
10	Dotations, fonds divers et réserves	28 397,10
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	7 636,85
TOTAL DES RECETTES		39 813,05

Le résultat brut global 2021 du Budget annexe Parking, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 3 305 880.61 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 3 305 880.61 euros.

2021	Résultat de clôture 2020	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021	Solde reports 2021	Résultat net
Investissement	3 779,10		34 096,35	37 875,45		37 875,45
Fonctionnement	2 898 984,32	28 397,10	397 417,94	3 268 005,16		3 268 005,16
TOTAL	2 902 763,42	28 397,10	431 514,29	3 305 880,61		3 305 880,61

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le Compte de Gestion 2021 du budget annexe parking ;
- D'approuver le Compte Administratif 2021 du budget annexe parking ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

 Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CG-24340001700154-2021 PARKING.pdf

- Projet maquette PKG CA 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSSE, Coralie MANTION, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe service public de l'assainissement non collectif - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément aux articles L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2021 du budget annexe du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
011	Charges à caractère général	49 801,45
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	861,62
68	Dotations aux provisions	610,90
TOTAL - DEPENSES		51 273,97

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
002	Résultat de fonctionnement reporté	61 494,24
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	16 522,00
TOTAL - RECETTES		78 016,24

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
001	Résultat d'investissement reporté	13 094,82
TOTAL - DEPENSES		13 094,82

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	861,62
TOTAL DES RECETTES		861,62

Le résultat brut global 2021 du Budget annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 40 698.71 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 40 698.71 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2021	Résultat de clôture 2020	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021	Solde reports 2021	Résultat net
Investissement	13 094,82		861,62	13 956,44		13 956,44
Fonctionnement	61 494,24		- 34 751,97	26 742,27		26 742,27
TOTAL	74 589,06		- 33 890,35	40 698,71		40 698,71

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le Compte de Gestion 2021 du budget annexe du Service Public de l'Assainissement Non Collectif ;
- D'approuver le Compte Administratif 2021 du budget annexe du Service Public de l'Assainissement Non Collectif ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix



Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président



Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CG-24340001700105-2021 SPANC.pdf
- Projet maquette SPANC CA 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

William ARS, Geniès BALAZUN, Roger-Yannick CHARTIER, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER

Ressources - Autorisation permanente accordée au Comptable public dans le cadre du recouvrement des recettes de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article R.1617-24 du Code général des collectivités territoriales, retranscrivant le décret n°2009-125 du 03 février 2009, précise que l'ordonnateur autorise l'exécution forcée des titres de recettes (exemples : opposition à tiers détenteur, saisie vente, ...), selon des modalités qu'il arrête, après avoir recueilli l'avis du comptable. Cette autorisation peut être permanente ou temporaire pour tout ou partie des titres que l'ordonnateur émet.

Ce dispositif vise à simplifier les procédures de recouvrement à l'encontre des débiteurs des collectivités territoriales et des établissements publics locaux. Ainsi, afin de simplifier et d'améliorer le recouvrement des titres, il est proposé d'accorder au Comptable Public une autorisation permanente, quels que soient la nature des créances, la nature des poursuites et le montant de la créance poursuivie.

Cette autorisation est valable pour toute la durée du mandat, mais peut être reprise ou modifiée à tout moment par le Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'accorder une autorisation permanente au Comptable Public pour poursuivre les recouvrements, quels que soient la nature des créances, la nature des poursuites et le montant de la créance poursuivie ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président



Michaël DELAFOSSE



Publiée le 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022
Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

William ARS, Geniès BALAZUN, Roger-Yannick CHARTIER, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER

Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux Communes - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La pratique des fonds de concours, prévue à l'article L.5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales (CGCT), permettant de déroger au principe de spécialité et d'exclusivité budgétaire régissant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), a été renforcée par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités.

Dès lors, des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils communaux concernés, afin de financer la réalisation d'un équipement. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les communes dans la réalisation de leurs projets, résultant de la forte croissance démographique, en matière culturelle, sportive, éducative, économique ou d'accessibilité ainsi que les opérations directement en lien avec les enjeux de la transition écologique et du développement durable.

La capacité collective à investir pour le territoire est d'autant plus importante alors qu'est traversée une crise historique qui nécessite un soutien accru aux acteurs économiques.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir les projets suivants :

COMMUNES	PROJETS	FONDS D'EQUIPEMENT RETENUS
CLAPIERS	Extension de l'école Olympe-de-Gouges	200 000
SAINT JEAN DE VEDAS	Réhabilitation de l'école élémentaires les Escholiers	200 000
	TOTAL	400 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le versement des fonds de concours relatifs aux projets présentés ci-dessus ;
- De dire que le versement de ces fonds de concours sus indiqués est conditionné à la signature d'une convention à intervenir entre la Métropole de Montpellier et les Communes membres de la Métropole concernées ;
- D'approuver les termes des conventions de versement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le

14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- FEC CONVENTION.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOUL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Ressources - Gestion active et optimisée de patrimoine - Contrat de location d'un logement situé 679-avenue du Près d'Arènes à Montpellier - Modification de la décision n°2006-46 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre de la mise en place de la ligne 2 du tramway, la Communauté d'agglomération de Montpellier, devenue depuis Montpellier Méditerranée Métropole, a relogé des locataires évincés à la suite des acquisitions foncières nécessaires.

Par une décision n° 2006-46 du 01 février 2006, un contrat de location a ainsi été conclu avec la famille de Monsieur Mohamed BAHNINI le 26 février 2006 pour un relogement dans un appartement situé au 679 avenue du Près d'Arènes à Montpellier. Cependant, il est apparu une erreur matérielle dans la décision concernant les noms des signataires au contrat. Dans un souci de bonne gestion du contrat de location portant sur ce logement, il est nécessaire de modifier la décision initiale afin d'y préciser que les cosignataires au contrat sont Monsieur BAHNINI Mohamed, Monsieur BAHNINI Ali et Monsieur BAHNINI Abdelaziz.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser la modification de la décision n°2006-46 portant sur la rectification des signataires du contrat de bail ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NÉGRE, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANL

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOUL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Ressources - Passerelle - Convention d'attribution d'une subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

L'unité Passerelle est une expérimentation prévue pour une durée d'un an. Elle est menée en commun par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole afin d'accompagner des agents en mobilité contrainte dans leur réussite et rebond professionnels. Passerelle a connu un démarrage effectif le 25 avril 2022 avec l'intégration de 5 premiers agents, sur les 15 agents attendus sur l'année 2022. Cette expérimentation se veut un exemple positif, de la volonté forte des deux collectivités d'œuvrer en faveur de l'inclusion, du vivre ensemble et de l'agir ensemble.

Plus précisément, l'objectif de Passerelle est de proposer de nouvelles perspectives d'avenir professionnel aux agents rencontrant des difficultés de santé (apparition d'incapacité pour raison de santé) et d'avancer avec eux sur des emplois adaptés à leurs capacités et à la performance des deux collectivités. L'unité Passerelle est une solution interne en appui à toutes les directions. Les agents accueillis dans un lieu dédié, accompagnés, formés et managés, travailleront collectivement à la préparation, à la réalisation et au suivi d'activités utiles aux services.

Parce que trouver des solutions pour les agents est une responsabilité collective et partagée, ce nouveau dispositif a été co-construit en étant à l'écoute des besoins et des propositions des différents acteurs internes. Il s'agit notamment de rendre acteur l'agent et mobiliser ses ressources pour contribuer au collectif et travailler à son rebond.

Ce dispositif innovant, pionnier et inclusif a été reconnu comme tel par le ministère de la Transformation et de la Fonction Publique et la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique. Ainsi, l'unité Passerelle a été sélectionnée dans le cadre de l'appel à projets innovants et subventionné à hauteur de 27 405 € TTC (10 080 € TTC pour la Ville de Montpellier et 17 325 € TTC pour Montpellier Méditerranée Métropole) pour financer des actions de formation.

Dans ce cadre, une convention de versement de subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doit être signée. Cette convention définit les règles de versement de la subvention. La Ville et la Métropole s'engagent à un bilan, comprenant un retour d'expérience, dont l'objectif est la compréhension et l'appropriation des principes de la démarche de transformation entreprise, à la plateforme régionale interministérielle d'appui aux ressources humaines.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention entre l'Etat, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michaël DELAFOSSE


Publiée le : 14 JUIN 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention passerelle.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Ressources - Élections professionnelles 2022 - Composition du Comité Social Territorial (CST) - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

La loi du 6 août 2019 modifie la cartographie des instances du dialogue social dans la fonction publique territoriale. En application de cette loi, le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 crée les Comités Sociaux Territoriaux (CST) qui ont vocation, à partir du 1^{er} janvier 2023, à remplacer le Comité Technique (CT) et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT).

Ledit décret précise en effet qu'un Comité Social Territorial doit être créé à l'issue des élections professionnelles du 8 décembre 2022 dans les collectivités territoriales employant au moins 50 agents qui doivent disposer d'un CST propre. Celui-ci contiendra une formation spécialisée en hygiène, sécurité et conditions de travail.

Le rôle du Comité Social Territorial

L'article 54 du Décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux Comités Sociaux Territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics dispose que le Comité Social Territorial est consulté sur :

- 1° Les projets relatifs au fonctionnement et à l'organisation des services ;
- 2° Les projets de lignes directrices de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et à la promotion et à la valorisation des parcours professionnels, dans les conditions fixées au chapitre II du titre Ier du décret du 29 novembre 2019 ;
- 3° Le projet de plan d'action relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, dans les conditions prévues à l'article 1er du décret du 4 mai 2020 ;
- 4° Les orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire et aux critères de répartition y afférents ;
- 5° Les orientations stratégiques en matière d'action sociale ainsi qu'aux aides à la protection sociale complémentaire ;
- 6° Le rapport social unique dans les conditions prévues à l'article 9 du décret du 30 novembre 2020 ;
- 7° Les plans de formations prévus à l'article 7 de la loi du 12 juillet 1984 ;
- 8° La fixation des critères d'appréciation de la valeur professionnelle ;
- 9° Les projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité et les conditions de travail lorsqu'ils s'intègrent dans le cadre d'un projet de réorganisation de service mentionné au 1° du présent article ;
- 10° Les règles relatives au temps de travail et au compte épargne-temps des agents publics territoriaux ;
- 11° Les autres questions pour lesquelles la consultation du Comité Social Territorial est prévue par des dispositions législatives et réglementaires.

La composition du Comité Social Territorial

Le Comité Social Territorial est présidé par Monsieur le Président ou son représentant, qui ne peut être qu'un élu local.

Chaque Comité Social Territorial est composé à nombre égal de représentants des élus et de représentants du personnel.

Les représentants de la collectivité sont désignés par Monsieur le Président parmi les membres de l'assemblée délibérante ou parmi les agents.

La composition de l'instance est déterminée en fonction du nombre d'agents qui compose le périmètre de l'instance.

A ce titre, l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2022 sert à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel siégeant au Comité Social Territorial conformément au barème défini à l'article 4 du Décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux Comités Sociaux Territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Compte tenu que les effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2022 comptent 2 473 agents, le nombre de représentants titulaires doit être ainsi compris entre 7 à 15 représentants par collège.

Pour rappel, le Comité Technique est actuellement composé de 12 membres titulaires représentants du personnel et de 12 membres suppléants représentants du personnel.

Le CHSCT est quant à lui composé de 10 membres titulaires représentants du personnel et de 10 membres suppléants représentants du personnel.

Les élections des représentants du personnel

Les élections professionnelles auront lieu le 8 décembre 2022.

Les représentants du personnel titulaires et suppléants du Comité Social Territorial sont élus au scrutin de liste.

La durée du mandat des représentants du personnel est fixée à quatre ans.

La part respective de femmes et d'hommes composant l'effectif doit être déterminée au plus tard six mois avant la date du scrutin. Ces effectifs sont appréciés au 1^{er} janvier de l'année de l'élection des représentants du personnel.

En l'espèce, l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2022 est de 1 153 femmes (46.62%) et 1 320 hommes (53.38%).

Les organisations syndicales de la Métropole ont été consultées le 22 mars 2022 et le 05 avril 2022 sur les propositions ci-dessous.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De composer le Comité Social Territorial de treize représentants titulaires du personnel et treize représentants suppléants du personnel ;
- De maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui

des représentants titulaires et suppléants du personnel pour le Comité Social Territorial et sa formation spécialisée ;

- De procéder au recueil, par le Comité Social Territorial et sa formation spécialisée, de l'avis des représentants de la collectivité en complément de l'expression de l'avis des représentants du personnel ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michaël DELAFOSSE


Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Ressources - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Conventions de services communs - Création - Modification des services communs - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée. Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Les services communs ainsi créés ne comprennent que le poste de directeur. Au vue de l'avancée des réorganisations il convient d'élargir le service commun de la **Direction des Relations institutionnelles et de l'Évènementiel** créé par délibération n°V2021-135 du Conseil municipal en date du 12 avril 2021 et n° M2021-197 du Conseil de Métropole en date du 29 mars 2021. Ce service commun regroupe les fonctions des relations institutionnelles et des représentations protocolaires, locales, nationales et internationales, ainsi que de l'activité événementielles des deux collectivités. La mutualisation des ces fonctions permettra de garantir la qualité de l'image institutionnelle et de l'accueil de délégations et d'événements des deux collectivités. Elle permettra également de s'assurer du rayonnement et de l'animation des relations institutionnelles nationales et internationales.

Il convient enfin de créer un service commun **Service Administratif et Financier du Cabinet** qui regroupe les fonctions administratives et financières de la Direction de la communication et de la Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel dans un objectif de rationalité de moyens et d'efficacité.

Les conventions de services communs précisent les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services communs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de création d'un service commun Service Administratif et Financier du cabinet ;
- D'approuver les termes de l'avenant à la convention de service commune de la Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel
- Service Administratif et Financier du Cabinet

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Ressources - Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Deux dispositifs d'accueil des étudiants existent à ce jour à la Métropole : l'accueil de stagiaires étudiants (en moyenne 470 étudiants chaque année) et celui des apprentis.

Montpellier Méditerranée Métropole fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services. Les premiers apprentis ont été accueillis à la Métropole en 2006 dans les métiers de l'informatique. La Métropole contribue à l'effort de qualification des jeunes et de facilitation de l'insertion professionnelle avec une moyenne annuelle de 7 apprentis, dont 1 en situation de handicap.

L'apprentissage constitue un axe fort de la politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Il présente un intérêt certain pour les jeunes accueillis et notamment ceux en situation de handicap en leur proposant un mode d'insertion professionnelle durable grâce à l'obtention d'un niveau de qualification et une expérience adaptée.

Il permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans (sans limite d'âge concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans la collectivité. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre. D'autre part, il permet de tisser des liens durables avec les centres de formation sur des métiers et compétences recherchés par la collectivité. L'apprentissage est ainsi un formidable levier pour anticiper des besoins de recrutement ou des apports réguliers d'innovation, tout en répondant à un objectif de mission de service public par le soutien à l'emploi et à la qualification des jeunes.

Après un bilan positif constaté auprès des services, la Métropole s'inscrit aujourd'hui dans une démarche d'investissement sur l'apprentissage et envisage une augmentation de ce type de contrats. En cohérence avec les lignes directrices de gestion, il est proposé d'élaborer un plan pluriannuel de développement de l'apprentissage, grâce à un travail prospectif sur l'anticipation des besoins car l'apprentissage constitue aussi un dispositif de gestion des compétences :

- Intégration dans une démarche de gestion prévisionnelle des effectifs (anticipation du renouvellement des effectifs en lien avec la pyramide des âges : départs en retraite, mutations, etc.).
- Identification des métiers en tension, ceux représentant des difficultés de recrutement.
- Identification des besoins préalables au recrutement, comme l'obtention du diplôme nécessaire pour passer un concours de la Fonction Publique Territoriale.
- Apport régulier d'innovation : il permet d'intégrer de nouveaux savoirs apportés par l'apprenti dans un contexte d'émergence de nouvelles compétences liées aux évolutions des métiers, notamment avec la digitalisation.

Enfin, il permet d'envisager au terme de leur formation, une intégration dans les effectifs de la Métropole, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

La Métropole compte actuellement 11 apprentis au sein de ses services. Il est proposé de conclure 16 nouveaux contrats d'apprentissage, afin de renouveler pour une année supplémentaire 9 apprentis en cours de formation et d'accueillir 7 nouveaux apprentis. Au total, la Métropole participera à la formation de 18 apprentis pour des qualifications et des domaines d'intervention très variés : communication, informatique, développement économique, agriculture et écologie, commande publique... Le choix des apprentis sera réalisé par la collectivité. Ce dispositif pourra être reconduit d'une année supplémentaire en cas de redoublement d'un apprenti.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation dispensée par le CNFPT et bénéficiera de la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) de 20 points d'indice supplémentaire permettant ainsi la reconnaissance de leur investissement et de leur responsabilité. Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault et le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique accompagnent sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités territoriales dans l'intégration d'apprentis bénéficiant de la reconnaissance travailleur handicapé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De recourir au contrat d'apprentissage et d'approuver les modifications proposées au tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De conclure seize contrats d'apprentissage conformément au tableau présenté en annexe ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les centres de formation d'apprentis ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXE Apprentis Conseil 220531.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Ressources - Lancement d'une étude sur l'opportunité de développer des outils de formation communs aux élus des communes membres - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

A compter du 1^{er} janvier 2022, les dispositions de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, concernant la formation des élus locaux, sont entrées en vigueur. Les objectifs poursuivis par ces nouvelles dispositions sont la formation d'un plus grand nombre d'élus, l'amélioration de la qualité de l'offre proposée et de l'articulation entre les différents dispositifs de formation (Compte Personnel de Formation (CPF), Droit Individuel à la Formation des Elus (DIFE) et formations financées par la collectivité), ainsi que la rationalisation des dépenses des collectivités en la matière en favorisant les économies d'échelle.

Les communes membres d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre se voient offrir, en ce sens, deux options alternatives. Celles-ci, issues de l'ordonnance n° 2021-45 du 20 janvier 2021, ratifiée le 17 juin 2021, et codifiées à l'article L.2123-14-1 du Code général des collectivités territoriales, sont les suivantes :

- Les communes peuvent opter pour le transfert du droit à la formation de leurs élus au niveau intercommunal ;
- Elles peuvent également choisir de développer au niveau intercommunal des outils communs visant à favoriser ce droit à la formation.

Dans la mesure où les communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole n'ont pas choisi de lui transférer la gestion de l'exercice du droit à la formation de leurs élus, la Métropole doit délibérer sur « l'opportunité de proposer des outils communs visant à développer la formation liée à l'exercice du mandat des élus des communes membres prévue à l'article L.2123-12 du Code général des collectivités territoriales ». Les dispositifs envisagés devront être précisés dans cette délibération, et peuvent notamment comprendre l'élaboration d'un plan de formation, les règles permettant d'en assurer le suivi, le financement des actions de formation (celui-pouvant être partagé entre la commune membre, la Métropole et le DIFE) et l'évaluation.

Dans la perspective de l'éventuelle mise en œuvre de dispositifs communs, il est souhaitable de conduire une étude préalable permettant premièrement de recueillir, le cas échéant, les souhaits des communes membres à ce sujet. Deuxièmement, il s'agit de pouvoir évaluer en amont les ressources nécessaires à la mise en place d'outils communs. Enfin, l'étude s'intéressera également aux dispositifs développés par d'autres EPCI, et notamment des métropoles. Lorsque cette étude aura été menée à son terme, elle constituera un support permettant au Conseil de Métropole de se prononcer sur l'éventuelle mise en place d'outils communs de formation en faveur des élus des communes membres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le lancement d'une étude sur l'opportunité de développer des outils de formation communs aux élus des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Ressources - Composition des commissions métropolitaines - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Au regard des demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions.

Le tableau figurant en annexe est modifié en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les compositions des commissions telles qu'annexées ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

 Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Tableau des commissions 31.05.22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOUL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Ressources - Rapport d'activité 2021 de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Commission de Contrôle des Comptes (CCC) a pour objet d'exercer un contrôle financier et comptable sur les comptes produits par les entreprises, organismes, liés à Montpellier Méditerranée Métropole par une convention financière comportant des règlements de comptes périodiques représentant plus de 70 000 € par an, et tenus de fournir à la Métropole des comptes détaillés de leurs opérations ; ce contrôle s'effectue plus particulièrement dans le cadre des délégations de service public (DSP), en application des articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Ce contrôle s'exerce ainsi sur les Rapports Annuels des Déléataires (RAD) et sur les derniers comptes arrêtés transmis par les entreprises et organismes mentionnés à l'article L. 1411-3 du CGCT. Le Président de la CCC présente à son assemblée délibérante chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

La CCC est présidée par le représentant du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, désigné par arrêté, Monsieur Jean-François AUDRIN, 15^{ème} Vice-Président, délégué à l'administration générale, la commande publique et la gestion active et optimisée du patrimoine.

Par délibération n°M2020-327 en date du 12 octobre 2020, le Conseil de Métropole a désigné les membres de la commission suivants :

- 5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole, membres titulaires :
 - o Mylène FOURCADE ;
 - o Zohra DIRHOUSI ;
 - o William ARS ;
 - o René REVOL ;
 - o Max LEVITA ;
- 5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole, membres suppléants :
 - o Séverine SAINT-MARTIN ;
 - o Lionel LOPEZ remplacé par Bernard MODOT par délibération en date du 23/11/2021 ;
 - o Céline PINTARD ;
 - o Bruno PATERNOT ;
 - o Christian ASSAF.

Les services publics et les équipements de Montpellier Méditerranée Métropole délégués qui ont fait l'objet d'un examen par la CCC en 2021, au titre de l'année 2020, sont les suivants :

- Patinoire Végapolis ;
- Planet Ocean ;
- Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud, dont le parking du Corum en subdélégation ;
- Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- Service public des transports en commun urbains ;
- Service public de l'assainissement (3 contrats) ;
- Marché d'Intérêt National ;
- Parcs de stationnement "Foch-Préfecture /Marché aux fleurs" et "Arc de Triomphe" ;
- Parc de stationnement "Peyrou Pitot" ;
- Parcs de stationnement "Antigone" ;
- Parcs de stationnement "Comédie" ;
- Parc de stationnement "Europa" ;
- Parc de stationnement "Gambetta" ;
- Parc de stationnement "Nouveau Saint Roch" ;
- Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid ;
- Concession de gaz (24 contrats) ;
- Concession d'électricité (7 contrats) ;
- Unité de méthanisation Ametyst ;
- Plages de Villeneuve-lès-Maguelone (2 contrats).

Par délibération n°M2020-161 en date du 31 juillet 2020, le Conseil de Métropole a adopté le règlement intérieur de la Commission.

L'organisation et la gestion des séances de la CCC, sont conduites par le Service Contrôle et Pilotage des Partenariats Externes (Pôle Finances et Conseil en Gestion), de Montpellier Méditerranée Métropole (autrefois dénommé Direction du Contrôle de Gestion Externe dans le cadre de l'organisation des services au titre de l'année 2021).

En 2021, la CCC s'est réunie le 21 septembre 2021, le 11 octobre 2021, le 14 octobre 2021 et le 22 novembre 2021, pour traiter les dossiers suivants :

Séance du 21/09/2021 :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Collecte et traitement des eaux usées relatifs à la station d'épuration Maera (2 contrats) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Collecte et traitement des eaux usées du Secteur Est-Ouest ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;

Séance du 11/10/2021 :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Planet Ocean Montpellier ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation Ametyst ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Patinoire Végapolis ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Plages (2 contrats) ;

Séance du 14/10/2021 :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Services de transports urbains ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Stationnement en ouvrages Parkings (9 parkings - 7 contrats) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Marché d'Intérêt National ;

Séance du 22/11/2021 :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Distribution d'Electricité (Enedis/EDF) (7 contrats) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Distribution de Gaz (24 contrats).

Dans le cadre de l'ensemble de ces séances, la commission a rendu un avis favorable à l'unanimité sur l'examen des RAD et des comptes 2020 analysés.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue des séances de la CCC, les rapports annuels des délégataires portant sur les contrats de DSP ont également fait l'objet d'un examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, qui est présidée par Madame Michelle CASSAR et composée paritairement d'élus du Conseil de Métropole et d'associations d'usagers, pour l'examen des RAD et des comptes 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte des travaux de la Commission de Contrôle des Comptes de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Ressources - Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Approbation

Madame Michelle CASSAR, Vice-Présidente, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), créée par délibération n°4943 du 23 décembre 2002, en application de la loi n°2002-276 du 27 février 2002, examine les rapports annuels des délégataires (RAD) et les rapports sur le prix et la qualité des services publics (RPQS) de la collecte et du traitement des déchets ménagers, de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute, ainsi que le bilan d'activité des services exploités en régie. Elle émet aussi un avis sur tout projet de délégation de service public (DSP) ou de classement d'un réseau de chaleur ou de froid, avant que l'assemblée délibérante ne se prononce. La CCSPL, prévue à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics par la voie d'associations représentatives. Elle contribue ainsi à la participation des citoyens au fonctionnement des services publics.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du CGCT, le Président de la CCSPL présente à son assemblée délibérante, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

La CCSPL est présidée par la représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, désignée par arrêté, Madame Michelle CASSAR, 14^{ème} Vice-Présidente, déléguée au développement des partenariats de gestion entre les communes de la Métropole. Elle succède à Monsieur Renaud CALVAT par arrêté de délégation en date du 13 octobre 2021.

Par délibération n°M2020-237 en date du 15 septembre 2020, n°M2021-505 en date du 28 septembre 2021, n°M2021-579 en date du 23 novembre 2021, le Conseil de Métropole a désigné les membres de la commission suivants :

- 5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole, membres titulaires :
 - o Jean-François AUDRIN ;
 - o Patricia WEBER ;
 - o Brigitte DEVOISSELLE ;
 - o Max LEVITA ;
 - o Régine ILLAIRE, en remplacement de Mme CASSAR devenue Présidente de la CCSPL ;
- 5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole, membres suppléants :
 - o Jacques MARTINIER ;
 - o Julien MIRO ;
 - o Florence AUBY ;
 - o Catherine RIBOT ;
 - o Mathilde BORNE ;
- Et de manière paritaire, les associations d'usagers suivantes :
 - o CLCV (Consommation Logement Cadre de Vie) ;
 - o APIEU - Territoires de Montpellier (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain Territoires de Montpellier) ;
 - o Mosson Coulée Verte ;
 - o FNE LR (France Nature Environnement Languedoc-Roussillon), en remplacement de l'association Languedoc Roussillon Nature Environnement (LRNE) ;
 - o Vélacité Grand Montpellier.

Les services publics et équipements de Montpellier Méditerranée Métropole délégués qui ont fait l'objet d'un examen par la CCSPL en 2021, au titre de l'année 2020, sont les suivants :

- Patinoire Végapolis ;
- Planet Ocean ;
- Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud, dont le parking du Corum en subdélégation ;
- Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- Service public des transports en commun urbains ;
- Service public de l'assainissement (3 contrats) ;
- Marché d'Intérêt National ;

- Parcs de stationnement "Foch-Préfecture /Marché aux fleurs" et "Arc de Triomphe" ;
- Parc de stationnement "Peyrou Pitot" ;
- Parc de stationnement "Antigone" ;
- Parc de stationnement "Comédie" ;
- Parc de stationnement "Europa" ;
- Parc de stationnement "Gambetta" ;
- Parc de stationnement "Nouveau Saint Roch" ;
- Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid ;
- Concession de gaz (24 contrats) ;
- Concession d'électricité (7 contrats) ;
- Unité de méthanisation Ametyst ;
- Plages de Villeneuve-lès-Maguelone (2 contrats)
- Service public de l'eau potable (Régie des Eaux) ;
- RPQS eau potable, eau brute ;
- RPQS assainissement ;
- RPQS collecte et traitement des déchets.

Par délibération n°M2020-162 en date du 31 juillet 2020, le Conseil de Métropole a adopté le règlement intérieur de la Commission. L'organisation et la gestion des séances de la CCSPL, sont conduites par le Service Contrôle et Pilotage des Partenariats Externes (Pôle Finances et Conseil en Gestion), de Montpellier Méditerranée Métropole (autrefois dénommé Direction du Contrôle de Gestion Externe dans le cadre de l'organisation des services au titre de l'année 2021).

En 2021, la CCSPL s'est réunie les 19 mars 2021, 26 mai 2021, 15 septembre 2021, 26 octobre 2021, 29 octobre 2021 et 25 novembre 2021 pour traiter les dossiers suivants :

Séance du 19/03/2021 :

Lors de cette séance, la CCSPL a été consultée pour la sortie d'un membre du collège des associations, l'association Languedoc Roussillon Nature Environnement (LRNE), conformément au règlement intérieur, compte tenu de l'inactivité de celle-ci. La commission a donné un avis favorable à cette sortie.

La CCSPL a également été sollicitée pour émettre un avis sur le choix du futur mode de gestion du Parc Gérard-Bruyère. La commission a donné un avis favorable à la gestion déléguée.

Séance du 26/05/2021 :

- ✓ RPQS Collecte et traitement des déchets ménagers au titre de l'année 2020 ;

Séance du 15/09/2021 :

Cette séance a été présidée selon arrêté exceptionnel par Madame Michelle CASSAR, en remplacement de Monsieur Renaud CALVAT :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Collecte et traitement des eaux usées relatifs à la station d'épuration Maera (2 contrats) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Collecte et traitement des eaux usées du Secteur Est-Ouest ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- ✓ RPQS Assainissement au titre de l'année 2020 ;
- ✓ RPQS Eau potable et eau brute au titre de l'année 2020 ;
- ✓ Bilan d'activité de la Régie des Eaux au titre de l'année 2020 ;

Séance du 26/10/2021 :

A partir de cette séance, la CCSPL a été présidée selon nouvel arrêté par Madame Michelle CASSAR, en remplacement de Monsieur Renaud CALVAT :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Patinoire Végapolis ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Marché d'Intérêt National ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Services publics de transports urbains ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Stationnement en ouvrages Parkings (9 parkings - 7 contrats) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Plages (2 contrats) ;

Séance du 29/10/2021 :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Planet Ocean ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation AMETYST ;

Séance du 25/11/2021 :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Distribution d'Electricité (Enedis/EDF) (7 contrats) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Distribution de Gaz (24 contrats).

Lors de cette séance, la CCSPL a également émis un avis sur la création de la future Régie du service public de l'assainissement, ainsi que sur la création du futur classement du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF). La commission a donné un avis favorable à ces deux créations.

Dans le cadre de l'ensemble de ces séances et nonobstant les nombreux débats concernant chacune des politiques publiques et gestion déléguées dédiées à l'exercice, la Commission a rendu un avis favorable à l'unanimité sur les éléments analysés, en prenant acte de l'examen des rapports annuels des délégataires comme des RPQS relatifs à l'exercice 2020.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue des séances de la CCSPL, les rapports annuels des délégataires ont également fait l'objet d'un examen par la Commission de Contrôle des Comptes, qui est présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN et composée d'élus du Conseil de Métropole, pour l'examen des comptes 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole pour l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Délibération n°M2022-234

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOS



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SOLIDARITES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Actions d'insertion par le logement 2022 - Attribution de subvention complémentaire à l'association Habitat & Humanisme pour la mise en œuvre de 15 appartements relais en colocation à destination des personnes en provenance d'Ukraine - Approbation

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La situation en Ukraine suscite un élan de solidarité fort de la part de nombreux acteurs : collectivités, bailleurs, opérateurs institutionnels mais aussi de particuliers. En lien avec l'Etat et les associations concernées, un plan d'action pour l'accueil et le parcours des personnes ayant fui la guerre dans leur pays a été ébauché localement.

L'Etat recommande l'orientation des ménages concernés dans la mesure des offres disponibles, de l'hébergement vers le logement pour permettre une insertion dans leur nouvel environnement, en organisant une intermédiation par une association (instruction du 23 mars dernier des ministres délégués au Logement et à la Citoyenneté adressée aux préfets). De fait, les ménages ukrainiens déplacés sont le plus souvent accueillis dans un premier temps en urgence, de sorte de pouvoir ouvrir leurs droits à l'Allocation pour Demandeurs d'Asile (ADA), correspondant à moins de 200 € par personne et par mois, rendant l'accès au logement autonome de droit commun difficile sans accès à l'emploi par ailleurs.

Le Fond de Solidarité pour le Logement (FSL), dont la compétence a été transférée à la Métropole au 1^{er} janvier 2018, permet le versement d'aides financières directement aux personnes modestes pour favoriser leur accès au logement ou leur maintien dans celui qu'ils occupent, mais également, par le financement d'actions d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement, portées par des associations ou des Centres Communaux d'Action sociale (CCAS). Le FSL métropolitain finance ainsi la gestion d'un parc d'hébergement d'insertion et de logement adapté, de type appartements relais, hôtel social ou sous-location à bail glissant ou sous-location simple, avec la prise à bail et la gestion de logements dans le parc public ou privé par les opérateurs mentionnés, pour les mettre à disposition de ménages défavorisés.

Aussi est-il paru souhaitable d'élargir le dispositif de 224 appartement relais que finance le FSL, par la mise en œuvre d'appartements relais supplémentaires en colocation au bénéfice de ménages ukrainiens déplacés. Il est ainsi proposé de mettre en place 15 nouveaux appartements relais sollicités auprès des bailleurs sociaux (types T3 pour l'essentiel), pouvant accueillir 30 familles monoparentales (2 ou 3 personnes maximum), qui seront accompagnées par une association. La création de liens d'entraide entre personnes vivant la même situation sera ainsi favorisée.

Les bailleurs sociaux sollicités ont répondu favorablement pour l'attribution des logements, dans un contexte pour autant toujours très tendu. L'association Habitat & Humanisme a la possibilité de prendre ces logements en appartement relais, en plus de ceux qu'elle gère actuellement, et d'assurer l'accompagnement social auprès des ménages.

Le FSL financera cette intervention pour un montant total maximal de 87 795 €, comprenant la gestion locative adaptée des logements et l'accompagnement social des ménages, à moduler selon la complexité des situations. L'Etat, pour sa part, mobilisera l'Aide au Logement Temporaire (ALT) pour les 15 logements, ce qui permettra aux familles de régler un loyer différentiel adapté à leurs ressources réduites et sécurisera tant l'association que les bailleurs.

Il y a lieu de formaliser l'attribution de cette subvention complémentaire au titre du FSL par la signature d'un avenant à la convention 2022 intervenue avec l'association Habitat & Humanisme, tel qu'autorisé par délibération du Conseil de Métropole du 14 décembre dernier, pourtant le montant total de la subvention FSL 2022 à l'association à 145 819 €. La convention définit notamment les modalités de versement de la

subvention complémentaire sur le compte de l'opérateur par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, gestionnaire du FSL de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution à Habitat et Humanisme d'une subvention complémentaire au titre du FSL métropolitain pour faciliter l'accueil et l'insertion des réfugiés ukrainiens par la mise à disposition de 30 places en appartement relais pour un montant de 87 795 € comprenant l'accompagnement social de ce public ;
- D'approuver les termes de l'avenant à la convention initiale 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Habitat & Humanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


 Michaël DELAFOSSÉ



14 JUIN 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT CONVENTION HABITAT ET HUMANISME 2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARISSON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Plan pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Convention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

L'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles, fait de la lutte contre la pauvreté « *un impératif national fondé sur l'égalité de dignité de tous les êtres humains* ». La stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, annoncée comme une priorité nationale par le Président de la République le 13 septembre 2018, entend traiter particulièrement :

- La reproduction de la pauvreté dès le plus jeune âge de la vie ;
- La garantie au quotidien des droits fondamentaux des enfants ;
- L'assurance pour tous les jeunes d'un parcours de formation permettant d'acquérir des compétences ;
- Une meilleure accessibilité et équité des droits sociaux ;
- L'investissement pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité en 2020 contractualiser avec l'État, au vu des caractéristiques du territoire de la Métropole et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité. La convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté a ainsi été adoptée en Conseil de Métropole, le 12 octobre 2020 et en Conseil municipal le 5 octobre 2020. Elle signifie ainsi l'engagement de la Ville, du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, au titre de leurs compétences et en lien avec celles du Conseil Départemental de l'Hérault. Après présentation du rapport d'exécution 2020, un avenant actant la programmation 2021 a été adopté par le Conseil de Métropole le 7 juin 2021. Le rapport présentant le bilan des actions conduites en 2021 a été adopté par le Conseil de la Métropole le 22 mars 2022.

Les priorités identifiées pour 2022 dans le cadre des cinq engagements sont identiques à celles de l'année précédente, à savoir l'accès aux droits et à la santé, la lutte contre la précarité alimentaire, l'inclusion sociale et professionnelle et la veille sociale. Elles se traduisent par 33 actions se répartissant de la manière suivante :

- Casser la reproduction de la pauvreté en permettant le fonctionnement d'un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue (action initialisée en 2020) et le décroisement de l'accueil de jour centre-ville géré par GAMMES – ISSUE (2 actions) ;
- Assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité (amplification des actions initiées en 2020) (4 actions) ;
- Étendre les maraudes du Samu social aux communes de la première couronne de Montpellier (poursuite de l'action initialisée en 2021) ;
- Poursuivre le soutien d'actions destinées à améliorer et développer la qualité de l'alimentation pour les personnes les plus en précarité (5 actions) dont la consolidation des moyens pour le marché solidaire (saxo), le soutien à l'expérimentation d'une caisse alimentaire commune (territoires à vivre) et au dispositif de la cloche solidaire, la distribution de paniers solidaires et la création des épiceries sociales et solidaires ;
- Soutenir des parcours innovants dans l'emploi pour les publics les plus éloignés (7 actions) ; actions portées par le Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale, l'Association pour l'insertion par l'économique (APIJE), Institut Méditerranéen d'Étude, d'Ingénierie et de Formation (IMEIF), la maison des chômeurs et l'Airdie... ;
- Développer des dispositifs d'insertion par l'économique (3 actions) : l'aide au démarrage d'associations dans le cadre de l'Entreprise d'insertion (EI), le cofinancement de chantiers d'insertion et le cofinancement de postes pour le suivi de la clause sociale et territoire zéro chômeur) ;

- Mobiliser les entreprises au recrutement de personnes (2 projets portés par Union Cépière Robert Monnier (UCRM) et Coraline Mosaïque RH) ;
- Prise en compte des besoins essentiels des personnes en bidonvilles (5 actions) : soutien aux dispositifs d'urgence et intercalaires, actions urgentes pour la sécurité et l'hygiène sur certains sites, action pour la maîtrise de la langue par les habitants des bidonvilles, cofinancement du poste de coordination et du poste dédié de travailleuse sociale ;
- Soutien au développement de l'habitat intercalaire (4 actions) : soutiens aux associations, gestion et ou location de sites, Cofinancement du poste de coordination.

Le budget total de la programmation 2022 s'élève à 1 368 041 €. Les actions prévues dans le cadre du plan pauvreté à l'échelle de la Métropole feront l'objet d'une dotation nouvelle de l'Etat dont le montant pour l'année 2022 est fixé à 500 000 €. Des crédits reportés de 2021 à hauteur de 368 041,34 € viendront compléter les plans de financements. La contractualisation avec l'Etat pour 2022 se traduit par un avenant à la convention 2020 - 2022, qu'il convient d'approuver et de signer.

La dotation de l'Etat sera versée au budget de la Métropole. Plusieurs actions seront mises en œuvre par la Ville et le CCAS de Montpellier. Le reversement des subventions de l'Etat, à la Ville et au CCAS, en fonction des actions conduites, sera réalisé selon les modalités inscrites dans les conventions de reversement respectives, adoptées lors du Conseil de Métropole du 12 octobre 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'acter la programmation 2022 présentée dans le cadre du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté ;
- D'approuver les termes de l'avenant 2022 à la convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, entre l'Etat, la Métropole et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur le Président



• Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 14 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT 2022 à la convention Etat Métropole Ville.doc
- Tableau programmation 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Plan pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Axe 1 Veille sociale - Attribution de subventions pour 2022 - Approbation

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté entend s'attaquer tout particulièrement à la reproduction de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité contractualiser pour 3 ans avec l'État (2020-2022), pour décliner cette stratégie localement, au vu des caractéristiques du territoire métropolitain et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité. Un avenant à cette convention 2020-2022 d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté est soumis pour 2022 à l'approbation de ce même Conseil par délibération distincte.

La présente délibération concerne l'affectation des subventions à des associations qui portent et mettent en œuvre en 2022 les 2 actions prévues à l'axe 1 « Veille sociale » du programme concerté d'actions conçu avec les services de l'Etat et de la Ville de Montpellier, identiques à celles de 2021.

L'action 1 « *Casser la reproduction de la pauvreté* » comprend notamment les 2 sous-actions ci-après :

- L'extension des maraudes du Samu Social aux communes de la première couronne de Montpellier, portée par l'association l'Avitarelle ;
- La mise en œuvre l'application numérique PRATiK et l'installation de bornes informatiques afin d'aider les personnes à la rue à trouver les services les plus proches de là où ils se trouvent. La Jeune Chambre Economique de l'Hérault est à l'origine de ce projet, qui est co-porté par Entraide SDF. Montpellier Méditerranée Métropole hébergera pour sa part le progiciel et le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) financé par l'Etat fournira et actualisera les données.

L'action 2 concerne l'amélioration de l'accès à l'hygiène des personnes sans domicile, et recouvre les interventions suivantes et complémentaires :

- La distribution de kits d'hygiène dans tous les lieux possédant un accès douches et l'augmentation du nombre de maraude du bus de « la bulle – douche nomade » ;
- L'amélioration de l'accès aux douches existantes ainsi que l'accès privilégié à la laverie et au linge de première nécessité que proposent 3 associations du territoire : Issue Pause, Secours Catholique de l'Hérault et la Croix Rouge de l'Hérault.

Dès lors, il est proposé l'attribution en 2022 d'une subvention à chacune des associations suivantes, pour un total de 210 000 €, dont 105 000 € sur crédit délégués par l'Etat et 105 000 € sur fonds propres de la Métropole :

AXE 1 VEILLE SOCIALE	OPERATEURS	ACTIONS	ETAT DDETS	3M Crédits	TOTAL
Action 1 : Casser la reproduction de la pauvreté	L'AVITARELLE	Extension des maraudes du Samu social sur le territoire de la métropole	47 500 €	47 500 €	95 000 €
	ENTRAIDE SDF - JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE HERAULT	Mise en œuvre d'un logiciel et installations de bornes d'accès aux services pour les personnes à la rue	7 500 €	7 500 €	15 000 €
2 - Assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité	ISSUE PAUSE	Amélioration accès aux douches	5 000 €	5 000 €	10 000 €
	CROIX ROUGE HERAULT		5 000 €	5 000 €	10 000 €
	SECOURS CATHOLIQUE HALTE SOLIDARITE		5 000 €	5 000 €	10 000 €
	BULLE DOUCHES NOMADE	maraudes du bus douches + distributions de kits hygiène	35 000 €	35 000 €	70 000 €
	TOTAL		105 000 €	105 000 €	210 000 €

Il y a lieu de formaliser l'octroi de ces subventions par la signature d'une convention d'attribution avec chaque opérateur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention à chacune des six associations précitées pour un montant total de 210 000 € (dont 115 000 € sur crédit délégués par l'Etat) ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution à intervenir avec chacune des associations ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur L. Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION 2022 BULLE DOUCHE NOMADE.docx
- convention_croix rouge hygiene action 2 strat pauvreté 2022.docx
- convention_issue pause hygiene action 2 strat pauvreté 2022.docx
- convention_secours catholique hygiene action 2 strat pauvreté 2022.docx
- Convention PratiK - 2022.docx
- CONVENTION SAMU SOCIAL AVITARELLE 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Actions collectives - Appel à projets 2022

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) est un dispositif visant à favoriser l'insertion sociale et/ou professionnelle des jeunes en grande difficulté et en situation de précarité âgés de 18 à 25 ans. Il répond à l'enjeu de lutte contre la précarité croissante des jeunes sur le territoire métropolitain.

Le FAJ3M vise à financer à la fois des aides individuelles dont ont bénéficié 874 jeunes en 2021 et également des actions collectives. Le FAJ3M collectif permet d'accorder un soutien financier à des associations intervenant dans le domaine de l'insertion sociale et proposant des actions d'accompagnement spécifiques et ciblées pour des jeunes en difficulté.

Depuis 2019, la Métropole de Montpellier lance un appel à projets annuel afin de retenir les associations bénéficiaires du FAJ collectif. Les associations candidates devront présenter des projets d'accompagnement collectifs des jeunes et répondre aux besoins des jeunes.

1 – Les objectifs et le cadre de l'appel à projets

Les objectifs de l'appel à projets 2022 visent à :

- Adapter le dispositif à l'évolution des besoins des jeunes bénéficiaires
- Répondre collectivement aux enjeux de solidarité pour les jeunes
- Mettre en cohérence l'ensemble des actions portées par les partenaires
- Ouvrir les possibilités d'intervention de la Métropole par rapport aux besoins émergents du public jeune en difficulté.

L'appel à projet s'adresse à des associations du territoire métropolitain qui interviennent auprès des jeunes en difficulté.

Il vise à soutenir des actions et des initiatives permettant de lutter contre la précarité des jeunes et à créer une dynamique autour du FAJ pour amplifier l'insertion sociale des jeunes sur le territoire de la métropole par la recherche d'une mise en cohérence des actions ciblées.

Les axes d'intervention retenus devront s'inscrire dans une logique d'accompagnement des parcours des jeunes dans le but de rompre les situations d'isolement et de perte d'autonomie.

Les projets devront également favoriser et stimuler l'envie d'agir des jeunes en permettant un engagement actif.

Les axes prioritaires proposés par les associations porteront sur :

- L'accompagnement social et l'insertion sociale des jeunes en facilitant l'accès aux droits des jeunes en précarité ou en situation d'urgence sociale
- L'insertion professionnelle des jeunes dans le cadre d'accompagnements renforcés vers l'emploi
- L'accès à l'hébergement d'insertion ou au logement afin de rompre avec la spirale de la précarité et permettre aux jeunes de se consacrer à leur projet professionnel.
- L'accès à la santé et notamment la santé mentale

L'association candidate doit présenter un projet relevant de l'un au moins des axes suivants et répondre aux besoins spécifiques des jeunes. Les projets devront faire émerger des propositions d'actions collectives.

2– Le public visé

Les jeunes âgés de 16 à 25 ans résidant sur le territoire de la métropole.

3– Les typologies de projet

Plusieurs types de projets pourront être proposés :

- Des projets expérimentaux pour répondre à des besoins émergents
- Des actions existantes à maintenir ou à développer
- Des projets partenariaux pour favoriser les synergies entre acteurs et démultiplier ainsi les champs d'investigation.

4– Calendrier

Les dossiers de candidature devront être déposés avant le 5 juillet 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le lancement de l'appel à projets sur le FAJ3M pour l'année 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président



• Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOUL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Programme de Rénovation des Immeubles de Copropriété en France (RECIF+) - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, Île-de-France Énergies et l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Le projet de Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), arrêté par délibération n°M2022-56 du 22 mars 2022, a identifié la rénovation thermique des logements comme un objectif majeur. Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre et amplifier les actions qu'elle met en œuvre en faveur de la rénovation énergétique de l'habitat et notamment des copropriétés qui composent près de 70 % de l'habitat sur son territoire. La Métropole intervient déjà pour la rénovation thermique des copropriétés avec les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH – Plan de Sauvegarde des Cévennes, Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux, ...), la rénovation Bâtiment Basse Consommation (BBC) dans le cadre Ecocités ou encore via le Guichet Unique de la Rénovation Occitanie l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) Montpellier Méditerranée.

Dans le prolongement de ces actions, le programme national Rénovation des immeubles de Copropriété en France (RECIF+) entend stimuler massivement la demande de rénovation sur le territoire. RECIF+ cible les copropriétés de plus de 10 lots en capacité de mener une rénovation énergétique, c'est-à-dire ayant plus de 25 ans et ne présentant pas de problématique d'impayés majeurs. La Société d'Economie Mixte (SEM) Île-de-France Energies porte ce programme au niveau national dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) prévu à l'article L. 221-7 du Code de l'énergie.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite appuyer la mise en œuvre du programme RECIF+ sur son territoire par l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) pour massifier la demande de rénovation énergétique des copropriétés. Pour ce faire, les actions suivantes seront déployées :

- Une campagne de courriers aux copropriétés ciblées ainsi qu'aux syndicats ;
- Une campagne de communication territoriale ainsi que l'organisation d'événements d'informations ;
- L'animation des professionnels du territoire ;
- Un atelier à destination des élus.

Il est proposé dans ce cadre une convention de partenariat entre la SEM Île-de-France Energies, Montpellier Méditerranée Métropole et l'ALEC, pour permet à ces dernières de bénéficier de ressources méthodologiques et financières pour mettre en œuvre le plan d'action en faveur de la rénovation des copropriétés. Ainsi, la SEM Île-de-France Energies alloue à l'ALEC un budget total de 60 120 € HT dans le cadre du projet RECIF+.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pour sa part, à :

- Faciliter le déploiement des actions sur son territoire pour promouvoir la rénovation énergétique des copropriétés ;
- Donner accès à l'ALEC à une base de données copropriétés ;
- Mettre à disposition ses outils de communication.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la SEM Île-de-France Energies, Montpellier Méditerranée Métropole et l'ALEC pour mettre en œuvre le plan d'action RECIF+ sur le territoire de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Agnès SAURAT, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION_LOCALE_TRIPARTITE_V3_IDFEnergie-3M-ALEC.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER



Solidarités - Construction de 39 logements sociaux à Fabrègues, Pignan, Prades-le-Lez et Saint Jean de Védas - Attribution de subventions à la SA d'HLM Promologis - Conventions - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'HLM Promologis (groupe Action Logement) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de cinq opérations de construction neuve prenant place dans les communes de Fabrègues, Pignan, Prades-le-Lez et Saint Jean de Védas, totalisant 39 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de :

- 10 % du prix de revient HT de l'opération, plafonné à 4 500 € par logement PLAI pour les programmes de logements d'insertion (pension de famille), permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations ;
- 1 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des cinq opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

Opération	Pension de Famille « Le Patio » ZAC Roque Fraisse Lot 36 St Jean de Védas Zone 2/A	« la Colline du Nouau » 931 Chemin du Nouau Prades-le-Lez Zone 3/A	"Le Patio d'Elia" Rue du Château d'eau Pignan Zone 3/B1
Caractéristiques : Promoteur VEFA Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	 ZATTnSAT à Montpellier Collectifs 818 m ² 28 LLS 28 PLAI Adaptés 28 T1	 GGL Promotion Tec'Archi à St Mathieu de Tréviers Collectifs 27,9 m ² 1 LLS complémentaire 1 PLAI 1 T1	 Kordiance Thierry Assante à Lunel Individuels 187,7 m ² 2 LLS 2 PLUS 2 T4
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Action Logement Subvention Département Subvention Région Subvention Fondation Abbé Pierre Prêt CDC Logement Prêt CDC Foncier	 1 842 671 € 554 400 € 112 000 € 150 000 € 794 474 € 105 797 €	 68 197 € 8 600 € 5 500 € 1 000 € 2 263 € 18 234 €	 377 544 € 3 000 € 1 000 € 176 989 € 114 555 €

Prêt Booster			30 000 €
Autre Prêt		10 000 €	50 000 €
Fonds propres	0 €	21 600 €	
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	126 000 €	1 000 €	2 000 €

Opération	"Les Jardins du Pountiou" Chemin du Pountiou Fabrègues Zone 3/A	"Neroli" Avenue du Gl de Gaulle Pignan Zone 3/ B1
Caractéristiques : Promoteur VEFA Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	LV Promotion Tec'Archi à St Mathieu de Trévières Individuels 367,78 m² 6 LLS 4 PLUS / 2 PLAI 6 T3	Kordiance Archigroup Grand Sud à St Jean de Védas Collectifs 108,49 m² 2 LLS 1 PLUS / 1 PLAI 1 T2 - 1 T3
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Action Logement Subvention Région Prêt CDC Logement Prêt CDC Foncier Prêt PEEC Prêt Booster Autre Prêt Fonds propres Participation Montpellier Méditerranée Métropole	735 483 € 17 200 € 21 000 € 6 000 € 103 184 € 239 849 € 24 000 € 90 000 € 228 250 € 6 000 €	217 970 € 8 600 € 5 500 € 2 000 € 20 779 € 60 484 € 12 000 € 30 000 € 50 000 € 26 607 € 2 000 €

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 5 % à 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature de conventions.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par le bailleur.

Promologis s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'apporter les subventions suivantes à la Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS :
 - 126 000 € pour la réalisation de 28 logements locatifs sociaux, Pension de Famille « Le patio », ZAC Roque Fraisse, Lot 36 à Saint Jean de Védas ;
 - 1 000 € pour la construction d'un logement locatif social, résidence « La colline du Nouau », 931 Chemin du Nouau à Prades-le-Lez ;
 - 2 000 € pour la construction de 2 logements locatifs sociaux, résidence « Le patio d'Elia », Rue du château à Pignan ;
 - 6 000 € pour la réalisation de 6 logements locatifs sociaux, résidence « Les Jardins du Pountiou », Chemin du Pountiou à Fabrègues ;
 - 2 000 € pour la réalisation de 2 logements locatifs sociaux, résidence « Nérolis », avenue du Général de Gaulle à Pignan ;
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes des conventions afférentes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Florence BRAU, Mme Michelle CASSAR, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Guy LAURET, Mme Eliane LLORET, M. Jacques MARTINIER, M. François RIO.

Fait à Montpellier, le 21/08/2022

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 09 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

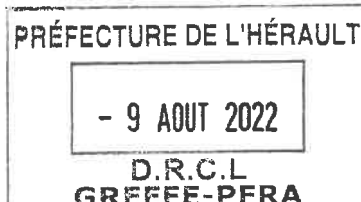
Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Promologis_Conv_Subv_La Colline du Nouau_Prades le Lez.docx
- Promologis_Conv_Subv_Le Patio d Elia_Pignan.docx
- Promologis_Conv_Subv_les jardins du pountiou.docx
- Promologis_Conv_Subv_Néroli_Pignan.docx
- Promologis_Conv_Subv_Le Patio St Jean de Védas..docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOUL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Adhésion à l'Association des Responsables de Copropriété (ARC) - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

L'Association des Responsables de Copropriété (ARC) est une association à but non lucratif qui intervient dans le domaine de la gestion et du fonctionnement des copropriétés privées d'habitation. Ses objectifs sont :

- D'améliorer le fonctionnement global des copropriétés ;
- D'aider les syndics bénévoles à mieux gérer leur immeuble et les conseils syndicaux à jouer pleinement leur rôle dans la gestion et le fonctionnement des copropriétés.

Elle est indépendante des pouvoirs publics et des professionnels de l'immobilier, et ne fonctionne qu'avec les cotisations et services rendus à ses adhérents. L'ARC est une association reconnue par l'Etat comme représentative et force de propositions dans le cadre des discussions pour l'évolution de la réglementation régissant le monde de la copropriété.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole est engagée auprès de l'Etat et de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) dans le Plan Initiative Copropriétés (PIC) à destination de l'ensemble des copropriétés du quartier de la Mosson et de la copropriété des Cévennes.

L'adhésion à l'association permettra à la Métropole de bénéficier de l'analyse juridique de l'ARC dans un domaine complexe et en perpétuelle évolution, afin de mettre en œuvre la stratégie d'intervention la plus adaptée à chacune des copropriétés du PIC, qui présentent toutes des difficultés plus ou moins importantes en matière de gestion et de fonctionnement. Les analyses de l'ARC seront également utiles pour la mise en œuvre des autres outils opérationnels de Montpellier Méditerranée Métropole sur l'ensemble du territoire : Observatoire des copropriétés, Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement aux Copropriétés, ...

Le montant annuel de l'adhésion à l'ARC est de 400 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association des Responsables de Copropriété (ARC), pour un montant annuel de 400 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 JUIN 2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE 2
DECISIONS**

PARTIE 2

Conseil du 31 Mai 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°	Titre	Pages
MD2022-019	Décision relative à un échange foncier avec soulte entre la copropriété Parc de Gouneaud et Montpellier Méditerranée Métropole - Commune de Vendargues	369
MD2022-023	Décision relative à un avenant n°3 au marché n°4689DS17 - Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	372
MD2022-037	Convention relative à l'opération de renforcement du réseau de distribution publique d'électricité à Beaulieu (Chemin du Ginestet) Hérault Energies - Montpellier Méditerranée Métropole Autorisation de signature	375
MD2022-043	Décision relative à une convention de partenariat avec l'école de musique associative Mélimusic de Montpellier - Autorisation de signature	377
MD2022-044	Décision relative à la signature d'une convention de partenariat pédagogique avec Beaux-Arts Musiques - Autorisation de signature	380
MD2022-046	Décision relative à l'acquisition de la parcelle KM 423 d'une emprise de 49 m ² avenue du Père Soulas - Commune de Montpellier	383
MD2022-050	Décision relative au renouvellement de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Allons Z'enfants pour les actions en partenariat avec le Réseau des médiathèques pour la période 2022-2024 - Autorisation de signature	385
MD2022-053	Décision relative à un avenant n°4 au mandat d'études avec la SA3M portant sur la rénovation thermique de copropriétés - Autorisation de signature	387
MD2022-060	Décision relative à une convention de partenariat fixant les conditions de dépôt et de valorisation du Fonds d'arts graphiques des collections du musée ATGER au musée FABRE - Autorisation de signature	390
MD2022-063	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise à détacher de la parcelle BM 37 - Rue Fount del Mazet - Commune de Clapiers	393
MD2022-064	Décision relative à la cession de la parcelle BM 363 - Rue de la Fount del Mazet - Commune de Clapiers	396
MD2022-069	Décision relative à un avenant n°1 au marché M9D0089DC de gardiennage du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	398
MD2022-074	Décision relative à la prise en charge des frais de déplacements et autres frais annexes dans le cadre de l'organisation des manifestations et événements organisés par le Réseau des médiathèques pour l'année 2022	401
MD2022-078	Décision relative au renouvellement de l'adhésion au Club des Villes et territoires cyclables pour 2022	403
MD2022-080	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à Vélo et Territoires pour 2022	405

MD2022-082	Décision relative à la cession de plusieurs parcelles - ZAC du Castellet - Commune de Clapiers	407
MD2022-083	Décision relative à l'organisation d'une mission d'affaires filière viticole à Chengdu (Chine) du 20 au 26 mars 2022 - Participation à la 106ème foire des vins et spiritueux ' Tang Jiu Hui ' de Chengdu - Financement de la mission - Approbation	409
MD2022-085	Décision relative à un avenant n°1 de transfert de société concernant le marché n°5031DC18 de nettoyage et entretien des locaux, espaces intérieurs, extérieurs, vitreries accessibles et nettoyage des espaces inaccessibles pour les médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole	413
MD2022-089	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue du domaine public - Rue de la Billière - Commune de Cournonsec	416
MD2022-092	Décision relative à un marché n°M1C0036EA - BiodiVigne, les arbres au service de la vigne - Étude relative à l'accompagnement des exploitants viticoles dans l'implantation de haies	418
MD2022-100	Décision relative à la vente d'une emprise de 435 m² à la SERM - ZAC Roquefraisie - Commune de Saint Jean de Védas	421
MD2022-101	Décision relative à la coopération avec le Conseil Départemental de Rufisque (Sénégal) - Mission technique et d'expertise du 14 au 19 mars 2022 - Autorisation de la mission - Autorisation de financement et de signature	423
MD2022-104	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM SFHE / Groupe Arcade pour la construction de 40 logements sociaux - Résidence ' Emeraude ', ZAC Pierres Vives Lot 6 C à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	426
MD2022-107	Décision relative à la convention de mise à disposition pour constitution de droit réel pour un transformateur ENEDIS et ses accessoires - Parcelle cadastrée BD 72 - Commune de Castries	429
MD2022-108	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°4043BISUH16 - Mission d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier - Autorisation de signature	431
MD2022-109	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM SFHE / Groupe Arcade pour la construction de 22 logements sociaux - Résidence ' Villa Joséphine ', 141 Rue du Petit Bonheur à Baillargues - Convention - Autorisation de signature	433
MD2022-111	Décision relative à la convention de mise à disposition pour constitution de droit réel pour un transformateur ENEDIS et ses accessoires- Parcelle cadastrée BE 06 - Commune de Fabrègues - Autorisation de signature	436
MD2022-112	Décision relative à un avenant n°1 à l'accord-cadre n°G0D0051CO - Magazines institutionnels pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Lot n°1 Impression - Autorisation de signature	439
MD2022-114	Décision relative au renouvellement de la garantie des emprunts contractés par la SA d'HLM SFHE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, suite à leur réaménagement - Autorisation de signature	441

MD2022-115	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°M8d5196AJ de souscription de contrats d'assurance pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - lot n°4 - Tous risques d'expositions et objets d'art - Modification de la décision n°MD2019-786 - Autorisation de signature	444
MD2022-118	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Cluster Logistique d'Occitanie - We4log - Autorisation	447
MD2022-119	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM CDC Habitat Social pour la construction de 18 logements sociaux - Résidence ' Route Impériale ', 285 Route de Nîmes à Baillargues - Convention - Autorisation de signature	449
MD2022-122	Décision relative à l'acquisition aux consorts JOSEPH des parcelles cadastrées BA 80 et BA 91 situées 123 route de Lattes à Saint-Jean-de-Védas	452
MD2022-129	Décision relative à la convention de mise à disposition de parcelles à la SAFER Languedoc Roussillon n° 34 21 0032 01 sur la Commune de Montferrier-sur-Lez	454
MD2022-130	Décision relative au marché n°M9B0153DS - Acquisition d'autolaveuses, de monobrosses et maintenance du parc actuel pour les bâtiments sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1	456
MD2022-131	Décision relative à une convention de domiciliation au sein du bâtiment MIBI conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société F3D - Autorisation de signature	459
MD2022-132	Décision relative à l'attribution du marché Maîtrise d'œuvre extension de la 1ère ligne de tramway de Montpellier vers la gare Montpellier Sud de France n°9.133 dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France	462
MD2022-133	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°08.272.020 - SAE/RADIO embarquée - Autorisation de signature	465
MD2022-134	Décision relative à la poursuite de la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles cadastrées BN 120, BN 121, CL 65 et OM 1 Commune de Montpellier	468
MD2022-136	Décision relative à la demande de financement 2022 auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (CAF) dans le cadre du dispositif DEMOS - Approbation	471
MD2022-138	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société à mission RACINES DE FRANCE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI - Autorisation de signature	473
MD2022-139	Décision relative au marché subséquent n°M1D0098EP - Travaux d'aménagement de l'allée Constantin à Castelnau le Lez - Attribution	476
MD2022-141	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée DB 637 - Propriété de la SNC "Le Patio d'Elia" - Chemin du Mas de Jaumes - Commune de Lattes	478
MD2022-143	Décision relative au marché n°M0B0033RI - Maintenance et assistance aux prestations complémentaires du logiciel SOLIS - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature	480

MD2022-144	Décision relative à une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Clos Olivia ' avec la société ' SCCV OLIVIA ' sur la Commune de Montferrier-sur-Lez - Autorisation de signature	482
MD2022-147	Décision relative à un avenant n°1 au marché M9D5222DC pour Intervention de restaurations-conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	485
MD2022-148	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AN 167 - Propriété du Syndicat des Producteurs de Vin de Pays d'Oc - Chemin rural n°5 - Commune de Lattes	488
MD2022-149	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'un réseau de géothermie - Parcelle cadastrée CT 131 - Commune de Lattes	490
MD2022-151	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage d'un réseau d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole sur une propriété de la Ville de Montpellier - Parcelles cadastrées SC 25 et SC 104 - Avenue Raymond Dugrand - Autorisation de signature	492
MD2022-153	Décision relative à l'avenant n°2 au marché M0D0055JM "Prestations de conseil juridique et de représentation juridique pour le compte de la Métropole de Montpellier." - Autorisation de signature	495
MD2022-155	Décision relative à une jouissance différée dans le cadre de l'acquisition à Monsieur Michel BOULANGE et Madame Nelly BOULANGE née PASTEAU de la parcelle cadastrée BT n°10 - Commune de Juvignac	498
MD2022-156	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F Occitanie pour la construction de 5 logements sociaux - Résidence ' Domaine Bellefeuille ', rue Casseyrols à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	500
MD2022-157	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F Occitanie pour la construction de 5 logements sociaux - Résidence ' Le Bellevue ', 1 rue du Champ des Lames au Crès - Convention - Autorisation de signature	503
MD2022-158	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F Occitanie pour la construction de 32 logements sociaux - Résidence ' Saint-Vincent ', route de Saint-Vincent à Prades-le-Lez - Convention - Autorisation de signature	506
MD2022-159	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage d'un réseau électrique et d'une convention de mise à disposition constitutive de droit réel pour un poste de transformation ENEDIS - Parcelle cadastrée BD 10 - Commune de Cournonterral	509
MD2022-160	Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation	512
MD2022-162	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous pour la construction de 8 logements sociaux - Résidence ' Charles Dickens ', 283 rue de la Métairie de Sayssat à Montpellier - convention - Autorisation de signature	515
MD2022-163	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société BARBABLANKA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	518

MD2022-165	Décision relative à un avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société PRIMSTAR B.V pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI - Autorisation de signature	521
MD2022-167	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BP n°3 - Commune de Lattes- Secteur de Saporta- Constitution de réserves foncières	524
MD2022-168	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole pour la construction de 7 logements sociaux - Résidence ' Via Cedra ', rue du Pas du Loup à Montpellier - convention - Autorisation de signature	527
MD2022-169	Décision relative aux avenants des marchés de travaux lots 5 - 12a - 21 - 6a - 8a - 8b de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier	530
MD2022-170	Décision relative à 1 un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'INSERM - Autorisation de signature	533
MD2022-172	Décision relative au marché n°M0D0049EP - Aménagement de l'entrée Sud-Ouest de Montpellier - Maîtrise d'œuvre : DIA, AVP, PRO, ACT, VISA, DETAP, AORAP et missions complémentaire - Attribution	535
MD2022-173	Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public de l'Agora-Cité de la danse aux associations Montpellier Danse et ICI-Centre Chorégraphique National- Autorisation de signature	538
MD2022-174	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0C0008EP - Conception et réalisation d'œuvres artistiques sur le pont André Vézinhét - Autorisation de signature	540
MD2022-175	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société BAZIMO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	542
MD2022-176	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MYCARSPOT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	545
MD2022-177	Décision relative à la mise en place d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations graphiques et autres- Autorisation de signature	548
MD2022-178	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à France Urbaine - Exercice 2022	550
MD2022-179	Décision relative à une demande de subventions auprès d'Hérault Energies - Programme de travaux 2022 - Parking des écoles à Murviel-lès-Montpellier	552
MD2022-180	Décision relative à une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Energies - Opération de travaux sur la RM27 (phase 1) à Murviel-lès-Montpellier - Programme de travaux 2022 - Autorisation de signature	555
MD2022-182	Décision relative au marché n°M0D0041VD - Travaux de réalisation de la couverture finale du casier 2 de l'ISDND de Castries - Lots 1 et 2 - Attribution	558
MD2022-183	Décision relative à un marché d'Ordonnancement Pilotage Coordination pour l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie - Esplanade - Triangle à Montpellier - Attribution	561

MD2022-184	Décision modificative relative au marché n°5001MG18 " Marché de maintenance des installations de Téléphonie Fixe"	564
MD2022-186	Décision relative à un protocole transactionnel relatif au marché n°4702 - Travaux d'amélioration du bassin d'orage des Aiguerelles à Montpellier - Autorisation de signature	566
MD2022-187	Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation	569
MD2022-188	Décision relative à la cession de 2 véhicules de la régie de collecte immatriculés AY-901-LV et BR-758-CH	571
MD2022-189	Décision relative au marché M9D0048EP "Commande centralisée et supervision des installations d'éclairage public" Autorisation de signature	573
MD2022-193	Décision relative à un accord-cadre à bons de commande pour une mission de géotechnique et des prestations de services connexes pour l'implantation d'une halle des sports à Montpellier - Attribution	575
MD2022-194	Décision relative à un accord-cadre à bons de commande pour une mission de diagnostic structure pour l'implantation d'une halle des sports à Montpellier - Attribution	578
MD2022-195	Décision relative à l'acquisition d'emprises en bordure de voie - Lotissement les Andes Commune de Restinclières	581
MD2022-200	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COLCOM au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	583
MD2022-201	Décision relative au marché n°2914 de prestation d'étude sur la transformation des parkings en ouvrage dans le cadre du projet de mise en valeur et d'embellissement de l'espace urbain Foch Préfecture - Attribution	586
MD2022-202	Décision modificative n°1 au marché n°G9D0098RI-2 - Achat de logiciels de bureautique dans le cadre d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Jacou, Le Crès et Restinclières	589
MD2022-203	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société VIRTUALIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	591
MD2022-204	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société INZPOCKET au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature	594
MD2022-205	Décision d'ester en justice "Requête n°2200531-4 TA - GAILLARD Gérard"	597
MD2022-206	Décision d'ester en justice "Requête n°2200520-4 TA - Frédéric MARTINEZ"	599
MD2022-209	Décision relative à l'avenant au marché n°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie lot 1 Schéma de desserte en assainissement, en eau potable, eau brute et défense incendie - Autorisation de signature	23
MD2022-210	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à la Fédération des Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) - Autorisation	26

MD2022-211	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0C0024DE de nettoyage des 3 bâtiments du BIC CAP ALPHA-CAP OMEGA-MIBI de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	28
MD2022-212	Décision relative à l'acquisition foncière de 122m² appartenant à ACM HABITAT dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	31
MD2022-213	Décision relative à l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre d'espaces publics pour la mise en valeur et l'embellissement de l'espace urbain Foch Préfecture à Montpellier.	34
MD2022-214	Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise au musée Fabre d'une toile de Louis Léopold BOILLY (La Bassée, 1761 - Paris, 1845), La Tendresse conjugale, Vers 1807-1810	37
MD2022-215	Décision relative à un avenant au marché n°M9D00146EA - "Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - Lot 1 : Schéma de desserte en assainissement, en eau potable, eau brute et défense incendie" - Autorisation de signature	39
MD2022-217	Décision relative à un avenant au marché n°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - lot 1 Schéma de desserte en assainissement, en eau potable, eau brute et défense incendie - Autorisation de signature	42
MD2022-218	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ECOMNEWS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature	45
MD2022-219	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ALGODONE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature	48
MD2022-220	Décision modificative relative aux montants des cotisations versés aux associations French Régional American Museum (FRAME), International Council of Museums (ICOM) et Club 2e (Club des utilisateurs de Flora) - Autorisation de signature	51
MD2022-221	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EMITY au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature	53
MD2022-222	Décision relative à un avenant au marché n°M9D00146EA "Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - Lot 2 : Etude de faisabilité et de diagnostic en eau potable et assainissement" - Autorisation de signature	55
MD2022-223	Décision relative au marché n°M0D0056VD Réhabilitation des points propreté de Montferrier-sur-lez et Saint Georges d'Orques - Lots 1 et 4 - Attribution	58
MD2022-224	Décision relative à l'avenant au marché n° M9D00146EA - "Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - Lot 2 : Etude de faisabilité et de diagnostic en eau potable et assainissement" - Autorisation de signature	61

MD2022-225	Décision relative à une exonération de loyer accordée par Montpellier Méditerranée Métropole à la société coopérative Terracoopa dans le cadre de la réalisation de travaux de démolition partielle et d'isolation du bâtiment d'habitation au domaine de la Condamine à Montpellier	64
MD2022-226	Décision relative à l'acquisition foncière du lot privatif n°136 du volume B1 au sein de la copropriété de la Coustaude appartenant à M. et Mme Vercasson dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	67
MD2022-227	Décision relative à un avenant n°1 au lot 1 et au lot 2 du marché 5016MG18 Travaux courants de rénovation, réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole	70
MD2022-228	Décision relative à un avenant n°1 au marché M1D0046AT - Travaux de création d'une piste cyclable entre Juvignac et Saint Georges d'Orques - Autorisation de signature	73
MD2022-229	Décision relative à un marché unique pour la réalisation d'études d'impact et services connexes préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concertée Ricardo Bofill	75
MD2022-230	Décision relative à un avenant n°1 au mandat d'études préalables à l'aménagement de parcs d'activités économiques sur le territoire de la Métropole - Autorisation de signature	78
MD2022-231	Décision relative à l'acquisition foncière de 9m2 de bien immobilier appartenant à M. et Mme CARCELES pour la réalisation de la ligne 5 de tramway	81
MD2022-232	Décision relative à un avenant à la convention de partenariat conclue entre Marianne Delafond, Olivier Daulte et le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole	84
MD2022-233	Décision relative à un avenant n°5 au marché de maîtrise d'œuvre Egis n°08.131.001 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway - Autorisation de signature	86
MD2022-234	Décision relative à un avenant n°2 au mandat de travaux et d'entretien entre Montpellier Méditerranée Métropole et SA3M - Quartier Centre - Implantation du préfigurateur French Tech dans l'ancien Hôtel de Ville - Autorisation de signature	89
MD2022-235	Décision relative à un marché n°M1C0016DF - Mise en place d'une notation financière pour Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	91
MD2022-236	Décision relative au dépôt et à l'octroi d'une autorisation d'urbanisme par la Ville de Montpellier pour le réaménagement d'un bâtiment - Cimetière de Grammont - Parcelle cadastrée RK 17	94
MD2022-237	Décision relative à une convention de partenariat entre le Musée Fabre et l'Université du Tiers Temps - Autorisation de signature	97
MD2022-238	Décision relative à une convention de partenariat entre le Musée Fabre et l'Office de tourisme et de congrès de Montpellier Méditerranée Métropole autour de l'artiste Frédéric Bazille	99
MD2022-239	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Villes et Territoires Occitanie - Centre de ressources Politique de la ville et Cohésion territoriale, au titre de l'année 2022	101

MD2022-241	Décision d'ester en justice "Requête n°2200740-4 TA - Société Travaux publics du Sud-Ouest"	103
MD2022-243	Décision relative à la prise en charges des frais d'accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des actions de développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole	105
MD2022-245	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Montpellier Volley Club UC concernant le local situé au 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez	108
MD2022-246	Décision relative à la convention d'occupation temporaire concernant le dispositif d'antennes sur le parking Circé - Changement de dénomination de l'opérateur	110
MD2022-247	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M1A0579TE de Maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur la piscine Alex Jany - Autorisation de signature	113
MD2022-248	Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association Française de l'Éclairage (AFE) - Année 2022 - Approbation	115
MD2022-249	Décision relative au marché N°M1B0106EP - Maîtrise d'oeuvre pour l'aménagement d'une piste cyclable RM17 Prades - Girac - Autorisation de signature	117
MD2022-250	Décision relative au renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM) pour l'année 2022 Approbation	120
MD2022-251	Décision relative à l'acquisition des parcelles PE 518, PE 519 et PE 521, place de Babylone & quai Jean Périquier - Commune de Montpellier	122
MD2022-252	Décision d'ester en justice "Requête n°2200364-3 TA - Ressources Humaines"	124
MD2022-253	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société VAONIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature	126
MD2022-254	Décision relative à la candidature à l'appel à projets "Logistique 4.0" de l'ADEME	129
MD2022-255	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SMA DIFFUSION dans les Ateliers de Prades-le-Lez	131
MD2022-257	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPORTIHOME au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature	133
MD2022-258	Décision relative à un avenant n°4 au marché public de maîtrise d'œuvre pour la conception et la réalisation des travaux de restructuration de la médiathèque centrale Émile Zola - Approbation - Autorisation de signature	136
MD2022-259	Décision relative à l'acquisition de deux parcelles en nature de voirie - rue des Amandiers - Commune de Cournonterral	139
MD2022-260	Décision relative à l'acquisition des parcelles BX 571 et BX 572 - ZAC de Courpouyran - commune de Juvignac	141

MD2022-261	Décision relative à une convention d'occupation temporaire à titre gratuit du musée Fabre du 3 au 8 mars inclus, pour la réunion des 27 ministres des Affaires étrangères dans le cadre de la Présidence française de l'Union Européenne	143
MD2022-262	Décision relative à une convention de mandat d'études préalables avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour l'extension du Musée Fabre, Montpellier	145
MD2022-263	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPOTYRIDE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	147
MD2022-264	Décision relative à une acquisition foncière sise 252 rue Adrienne Boland - Cadastree PH n°32 appartenant à Monsieur et Madame RUAS dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway	150
MD2022-265	Décision relative au marché n°M1D0044EP de Traitement de surface des revêtements en pierres naturelles - Attribution	153
MD2022-266	Décision relative au marché M1B0111EP de mise en œuvre d'un marquage routier photoluminescent - Chantiers expérimentaux sur les communes de Grabels, Montpellier, Cournonterral et Castelnau-le-Lez - Attribution	155
MD2022-267	Décision relative au marché subséquent n°M1D00102EP - Aménagement de voirie du secteur Les Grives sur la commune de Saint-Drézéry - Attribution	158
MD2022-268	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries et équipements publics du lotissement "Villa Verdé" - Propriétés de Icade Promotion - Commune de Lavérune	161
MD2022-269	Décision relative au classement dans le domaine public - Chemin rural des Rogations et des Abîmes - Commune de Lavérune	164
MD2022-270	Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature	166
MD2022-271	Décision relative au renouvellement de l'adhésion OPEN DATA FRANCE 2022 - Autorisation	169
MD2022-272	Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation	171
MD2022-273	Décision relative à l'avenant au marché n°M9D00146EA "Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie lot 2 Etude de faisabilité et de diagnostic en eau potable et assainissement" - Autorisation de signature	173
MD2022-274	Décision relative à la conclusion d'un avenant à la convention de PUP "Les Écureuils" sur la commune de Prades-le-Lez	176
MD2022-275	Décision relative à un protocole d'accord transactionnel entre Madame DHEE et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	179
MD2022-276	Décision relative à un avenant au marché N°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - lot 3 Maîtrise d'œuvre en matière d'assainissement et d'eau potable - Autorisation de signature	181

MD2022-277	Dépôt d'un dossier de demande de subvention pour la mise en œuvre d'un cadastre solaire au titre de la DSIL (dotation de soutien à l'investissement local) 2022 – Approbation	184
MD2022-278	Décision relative à un avenant au marché N°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - lot 3 Maîtrise d'œuvre en matière d'assainissement et d'eau potable - Autorisation de signature	187
MD2022-279	Décision relative à l'acquisition foncière de la parcelle AN29p1 sise Rue de l'Hortus appartenant à la SCI AURELIEN dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	190
MD2022-280	Décision relative à la commande de prestations relatives à la poursuite d'une expérimentation autour du covoiturage auprès de la centrale d'achats de l'UGAP	193
MD2022-281	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AL 594 - Société EUROPE BATI - rue des Ibis - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	195
MD2022-282	Décision relative au choix du prestataire pour la mission de conception urbaine pour l'aménagement du secteur Pagezy-Antigone (Zone d'Aménagement Concertée Ricardo Bofill)	197
MD2022-283	Décision relative à un avenant n°1 au marché subséquent n°M1D0060AT - Travaux d'aménagement du Chemin du Clos de l'Armet à Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature	200
MD2022-284	Décision relative à l'avenant au marché n°M9D00146EA "Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie lot 3 Maîtrise d'œuvre en matière d'assainissement et d'eau potable" - Autorisation de signature	202
MD2022-285	Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique -Autorisation	205
MD2022-286	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Piscine de la Motte Rouge - Université de Montpellier - Autorisation de signature	207
MD2022-287	Décision relative à l'attribution du marché n°M2C0005DC de partenariat culturel à l'occasion du Festival I LOVE TECHNO - Attribution	210
MD2022-288	Décision relative à un avenant au marché n°M9D0057EA - Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole - Lot 1 Secteur Ouest - Autorisation de signature	212
MD2022-289	Décision relative à une convention de partenariat entre le Musée Fabre et l'Institut Chorégraphique International - CCN Montpellier - Occitanie/ Pyrénées - Autorisation de signature	215
MD2022-290	Décision relative à un avenant au marché n° M9D0057EA Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole - lot 2 secteur Nord - Autorisation de signature	217
MD2022-291	Décision relative à Emprunt de 10 millions d'euros auprès d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS - Autorisation	220

MD2022-292	Décision relative à l'autorisation de signature des avenants 1 aux lots 13, 15, 16 - Marché n°2926 de réalisation du nouveau conservatoire à rayonnement régional - Autorisation	223
MD2022-293	Décision relative au marché n°M1B0062RI de prestations d'intégration et développement (Microsoft Dynamics) d'un logiciel gestion de la relation entreprise (CRM), programmation immobilière et foncière, suivi des locations des biens communautaires – Attribution	225
MD2022-294	Décision relative à un avenant au marché n°M9D0057EA - Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la Métropole - Lot 3 : secteur Est - Autorisation de signature	228
MD2022-297	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AC 625 - Propriété du Groupe Rambier Immobilier - Avenue de Restinclières - Commune de Beaulieu	231
MD2022-298	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BL 161 rue du Poumpidou commune de Juvignac	233
MD2022-300	Décision relative à un avenant n°1 au marché M9B0149MG Entretien et maintenance CTA des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole	235
MD2022-303	Décision relative au marché n°M1D0011VD - Marché de gestion intégrée des déchets verts de Montpellier Méditerranée Métropole- Lots 1,2 et 3 - Attribution	238
MD2022-304	Décision relative à un avenant n°1 au contrat de location tripartite entre Montpellier Méditerranée Métropole, la société Cellmark et la société Urgence Solaire - Local Lot 5 au 391 rue de Font Froide à Montpellier - Autorisation de signature	241
MD2022-305	Décision relative à un échange foncier avec soulte entre la copropriété Parc de Gouneaud et Montpellier Méditerranée Métropole - Commune de Vendargues	244
MD2022-306	Décision relative à la modification du règlement intérieur du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole	247
MD2022-308	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BX 587 - ASL les Jardins de Courpouyran - Commune de Juvignac	249
MD2022-309	Décision relative à la cession de la parcelle AN 332 - Rue des Bourbouissous - Commune de Vendargues	251
MD2022-310	Décision relative à la constitution d'un groupement de commandes publiques entre ACM HABITAT, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier pour la passation de marchés de travaux et de prestations dans le cadre du programme agriculture urbaine et préfiguration sur le site d'Aigoual Nord Quartier Mosson	253
MD2022-312	Décision relative à un avenant au marché n°M9D0057EA - Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la Métropole - Lot 4 : secteur Sud - Autorisation de signature	256
MD2022-313	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AE 1575 - Chemin de Manely - Commune de Saint Drézéry	259
MD2022-314	Décision d'ester en justice "requête n°2200964-5 TA - Groupement d'associations AutreCOM"	261
MD2022-317	Décision relative aux avenants n°1 aux marchés de travaux d'aménagement de la médiathèque centrale Émile Zola pour l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini	263

MD2022-318	Décision relative à un avenant n°3 au marché n°M8D0022EP - Maintenance et réparation des ouvrages d'art et des murs de soutènement - Autorisation de signature	267
MD2022-319	Décision relative à une convention de partenariat entre le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Brand à part	270
MD2022-320	Décision relative au marché n°M1D0041DM - Enquêtes et études déplacements - lots 1 et 2 - Attribution	272
MD2022-321	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Occitanie Coopération	275
MD2022-322	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'AFIGESE - Exercice 2022	277
MD2022-323	Décision relative au marché subséquent n°M2D0014DC - Lot n°2 à l'accord-cadre n°M0D0016DC pour le transport des œuvres de l'exposition "Un voyage en Italie: Louis GAUFFIER (1762-1821)" au musée Fabre de Montpellier - Autorisation de signature	279
MD2022-324	Décision relative à un avenant n°4 au marché n° 201802929S1801 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier - Autorisation de signature	282
MD2022-325	Décision relative à un avenant n°5 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société américaine SYNOPSIS EMULATION AND VERIFICATION suite à sa fusion avec la société française QUALTERA - Autorisation de signature	286
MD2022-326	Décision relative à la prise en charge des frais des intervenants invités dans le cadre des rencontres organisées par la Métropole au titre de l'année 2022	289
MD2022-327	Décision relative à l'acquisition foncière du lot privatif n°802 au sein de la copropriété ' les collines d'Estanove ' située 2 rue de l'Escoutadou à Montpellier appartenant à Monsieur VEDRINE dans le cadre de la ligne 5 de tramway	291
MD2022-328	Décision relative à l'acquisition foncière de 106 m² du bien immobilier sis 2643 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence le Condorcet dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	294
MD2022-329	Décision relative à l'acquisition foncière de 102 m² du bien immobilier sis 50 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 164, appartenant à Mme ARRAQI, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway	297
MD2022-330	Décision modificative à la suite d'une erreur matérielle - Marché n°M8D0019VD de Fourniture et pose de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets ménagers et assimilés - Lot n°1 : fourniture et pose de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets d'un volume de cuve de 3, 4 ou 5 m3	300
MD2022-332	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société Hurricane et la Ville de Montpellier dans le cadre du FISE du 25 au 29 mai 2022 à Montpellier	302
MD2022-333	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BM 161 - Chemin des Loriots - Commune de Castelnau-le-Lez	304
MD2022-335	Décision relative à l'agrément de candidature de l'Association UNAPEI 34 sur la Zac Euromédecine II à Grabels	306

MD2022-336	Décision relative à un avenant au marché N°4727 "Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs relative au projet d'extension et d'adaptation de la station d'épuration de MAERA" - Autorisation de signature	308
MD2022-338	Décision relative à un avenant au marché n° M1A0158EA Mission de coordination sécurité et protection de la santé pour les travaux de construction d'un réseau d'eaux usées dans la traversée de la RD 65 à Clapiers - Autorisation de signature	311
MD2022-339	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Occitanie Europe	314
MD2022-340	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association "Coordination Nationale des Conseils de Développement" au titre de l'année 2022	316
MD2022-341	Décision relative au marché M8D5204EP d'équipements de la route Avenants en augmentation aux lots 1 à 8 Autorisation de signature	318
MD2022-342	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Les Grives III ' au sein du périmètre de PUP dit ' Les Grives ' avec la société ' TERRASSEMENT DU PIC SAINT LOUP ' sur la Commune de Saint-Drézéry	321
MD2022-343	Décision relative au renouvellement de l'adhésion au Centre de Formation des Maires et Elus Locaux CFMEL - Exercice 2022	324
MD2022-344	Décision relative à l'acquisition de la parcelle ZB 433 - Chemin des Crouzettes - Commune de Montaud	327
MD2022-345	Décision relative à l'aliénation de la parcelle EP 446 au profit des époux REVERT - angle rue du Maréchal Gallieni & rue du Professeur Henri Roseau - Commune de Montpellier	329
MD2022-346	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association des Communes Forestières de l'Hérault (COFOR)	331
MD2022-347	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat Montpellier Métropole (ALEC)	333
MD2022-348	Décision relative au marché M1C0011MG "Prestations de modernisation et de maintenance CVC dans les bâtiments métropolitains" - Attribution du lot 1 "Prestations de modernisation"	335
MD2022-349	Décision relative à la conclusion d'avenants aux marchés de travaux pour la construction du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (mandat SA3M) - marchés 2926T lots 1 - 6b - 9 - 17	338
MD2022-350	Décision relative au marché M1D0085EP d'Enlèvement des tags et graffitis sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole Autorisation de signature	341
MD2022-351	Décision relative à l'attribution d'un marché n°M1D0021MG ' Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique des bâtiments métropolitains Chauffage, Ventilation, Climatisation ' - Autorisation de signature	343
MD2022-352	Décision relative à la réforme d'un copieur vétusté de marque Toshiba modèle 4505 n°CFLF37326	346

MD2022-353	Décision relative à la conclusion d'un marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle	348
MD2022-354	Décision relative au marché subséquent M2D0016EP - Travaux de réaménagement de la RD27E - Pup les Saliniers - Murviel les Montpellier - Autorisation de signature	350
MD2022-355	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de voirie située rue du Plan d'Encombes - Commune de Montpellier	353
MD2022-356	Décision relative à l'attribution du label Exposition d'intérêt national pour l'exposition "Le Voyage en Italie de Louis GAUFFIER" (6 mai - 4 septembre 2022) - Musée FABRE	355
MD2022-357	Décision relative à la convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Etat, l'Association Coallia et l'Association Dom'Ici - Parcelle cadastrée DO n°39 - Rue de la Rauze à MONTPELLIER - Autorisation de signature	357
MD2022-358	Décision relative à un marché n°M2C0003EA - Accord-cadre - Mission de contrôle technique pour les ouvrages hydrauliques	359
MD2022-359	Décision relative à un avenant au marché n°4949 "Acquisition et mise en fonction d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées" - Autorisation de signature	361
MD2022-360	Marché G0D0065EP de maintenance et travaux de voirie Avenants aux lots 1 à 10 Autorisation de signature	364
MD2022-361	Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Incare - Locaux 515 rue A. Nobel à Montpellier - Loyer	367
MD2022-363	Décision relative à un avenant au marché n° M9B0074EA "Schéma directeur de desserte en eau brute - lot 2 Etude technico-économique de scénarii de desserte" - Autorisation de signature	369
MD2022-365	Décision relative à un avenant au marché n°M9D0022EA "Suivi du récepteur Lez et Mer de la station d'épuration MAERA" - lot 1 Suivi Mer - Autorisation de signature	371
MD2022-367	Décision relative à un avenant au marché n°M9D0022EA Suivi du récepteur Lez et Mer de la station d'épuration MAERA lot 2 Suivi du Lez - Autorisation de signature	374
MD2022-368	Décision relative à un bail précaire de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Planet Outillage - Local bâtiment E Les Galines, ZAC le Fenouillet à Pérols	377
MD2022-369	Décision relative à l'acquisition à Territoire 34 de la parcelle cadastrée BA 297 (lot M1b) de la ZAC du Collège-Ecoparc départemental à Fabrègues pour la construction d'un équipement d'accueil des services métropolitains	379
MD2022-370	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALIPLANTE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	382
MD2022-371	Décision relative au marché n°M2D0036RI "mise en œuvre d'un jumeau numérique dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025" - Autorisation de signature	385
MD2022-372	Décision d'ester en justice "Requête n°2201160-3 - Ressources Humaines"	387

MD2022-373	Décision relative à une mise à disposition de locaux à l'association En traits libres du 21 mars au 30 juin 2022	389
MD2022-374	Décision relative à une convention de partenariat avec la Ville de Montpellier et les acteurs du BTP pour la mise en art des chantiers dans l'espace public	391
MD2022-375	Décision relative à l'avenant au marché n° M9C0018EA Maitrise d'œuvre pour la construction d'un nouveau poste de refoulement des eaux usées du Mas d'Artis - Autorisation de signature	393
MD2022-376	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AM 334 - Chemin des Courèches - Commune de Fabrègues	396
MD2022-377	Décision relative à un marché concernant une mission d'études de mobilité pour la faisabilité d'implantation d'une halle des sports à Montpellier - Attribution	398
MD2022-378	Décision relative au marché subséquent n°M2D0015EP - Aménagement des abords du groupe scolaire à Castelnau-le-Lez - Attribution	401
MD2022-379	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 41 m² - impasse Lecache - Commune de Montpellier	403
MD2022-381	Décision relative à l'acquisition d'un fonds de commerce - Institut de beauté - Parcelle KS 1 lots 177 et 178 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier	407
MD2022-382	Décision relative à l'acquisition de deux garages - Parcelle KS 1 lots 177 et 178 - Rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier	410
MD2022-383	Décision relative à l'acquisition d'un fonds de commerce - Restauration rapide - Parcelle KS 1 lot 190 - Rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier	412
MD2022-384	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AK 209 - Rue des Tulipes - Commune de Saint Jean de Védas	415
MD2022-385	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Images en Bibliothèques pour l'année 2022 - Autorisation	417
MD2022-386	Décision relative à la résiliation du marché n° 02/CR/19 de conception-réalisation relatif aux équipements de télésiège nautique du Parc Gérard-Bruyère à Baillargues	419
MD2022-387	Décision relative à la cession du domaine privé ' Ville de Montpellier ' au domaine public ' Montpellier Méditerranée Métropole ' - Parcelle LR 344 - Avenue de Louisville à Montpellier	421
MD2022-388	Décision relative à la réitération de la garantie d'emprunt accordée à l'association l'Horizon Arche de Jean Vanier en Languedoc pour la construction de deux foyers de vie pour personnes adultes handicapées - site de l'Imprimerie de la Charité, 7 avenue de Castelnau à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	423
MD2022-390	Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique-Autorisation	426
MD2022-391	Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2022 - La Banque Postale - Financement à court terme	428
MD2022-392	Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2022 - ARKEA - Financement à court terme	431

MD2022-393	Décision relative à l'avenant au marché n° M9A3307EA Marché de contrôle technique relatif au raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacères - Autorisation de signature	434
MD2022-395	Décision relative à l'acquisition de la parcelle HX 584 - Rue Edouard VII - Commune de Montpellier	437
MD2022-396	Décision relative à l'avenant au marché n° M0B0054EA Maîtrise d'œuvre pour la construction de la station de traitement des eaux usées de la commune de Montaud - Autorisation de signature	439
MD2022-397	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur et Madame Blum - Appartement au 84 rue Galata à Montpellier	442
MD2022-398	Décision relative à la signature d'une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et ATMO Occitanie pour autoriser l'occupation d'une emprise de voirie pour l'implantation d'une station de mesure de la qualité de l'air (rue de Gignac)	445
MD2022-399	Décision modificative relative à l'acquisition foncière de 106 m² du bien immobilier sis 2643 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence le Condorcet dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	447
MD2022-400	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association ATMO Occitanie	450
MD2022-401	Décision modificative relative à l'acquisition foncière du lot privatif n°802 au sein de la copropriété les collines d'Estanove, située 2 rue de l'Escoutadou à Montpellier, appartenant à Monsieur VEDRINE dans le cadre de la ligne 5 de tramway	452
MD2022-402	Décision relative à l'acquisition foncière de 102 m² du bien immobilier sis 50 route de Laverune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 164, appartenant à Mme ARRAQI, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway	455
MD2022-403	Décision relative à l'acquisition de 104 m² de bien immobilier sis 226 rue Adrienne Boland à Montpellier, appartenant à Mme Monique VABRE dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	458
MD2022-404	Décision relative à l'acquisition de 69m² de bien immobilier sis 176 rue Amy Mollisson à Montpellier, appartenant à Monsieur et Madame GODARD, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	461
MD2022-405	Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 81m² de bien immobilier sis 282 rue Adrienne Boland à Montpellier, appartenant à Monsieur et Madame LOPPIN, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway	464
MD2022-406	Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 113m² de bien immobilier sis "La Fermaude", 3 impasse George Sand, à Saint-Jean-De-Vedas appartenant à Monisuer Thierry BRUEL dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway	467
MD2022-407	Décision relative à l'acquisition de 85m² de ben immobilier sis 2795A boulevard Paul Valéry à Montpellier, appartenant à Madame Danielle CARRERE DIT LABORDE épouse MASSE, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway	470

MD2022-410	Décision relative à l'acquisition de 1428 m ² de bien immobilier sis lieu-dit Girac à CLAPIERS, appartenant à Mme Béatrice BESSEDE épouse PIANA, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway	473
MD2022-411	Décision relative à un avenant au marché n° M9A3309EA " sécurité et de protection de la santé catégorie II (CSPS) relatif au raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès sur l'intercepteur Est " - Autorisation de signature	476
MD2022-419	Décision relative au retrait de la délégation du Droit de Préemption Urbain à la Commune de Murviel-Lès-Montpellier à l'occasion de l'aliénation de la propriété DELOUSTAL - Terrain lieudit La Rompude - Murviel-Lès-Montpellier	479
MD2022-420	Décision relative au marché n°M2B0011DE - Coaching, accompagnement d'entreprises innovantes et animation pour la rencontre entreprises innovantes et investisseurs Montpellier Capital Risque 2022 - Lots 1,2,3 et 4	481
MD2022-421	Décision relative à l'aliénation des parcelles LR 336 et LR 339 à ' Cité Jardins ' - Avenue de Louisville - Montpellier	485
MD2022-422	Décision relative au transfert d'office valant classement dans le domaine public métropolitain des parcelles cadastrées BN 120, BN 121 rue des Tourterelles, CL 65 impasse Blazy et OM 1 rue de l'Industrie - Commune de Montpellier	488
MD2022-423	Décision relative à un avenant au marché n°M9A4099EA " Contrôle Technique pour le renouvellement du poste de refoulement principal de Lavérune" - Autorisation de signature	491
MD2022-424	Décision relative à un échange foncier avec soulte entre la MAIF et Montpellier Méditerranée Métropole - Commune de Saint-Jean-de-Védas	494
MD2022-425	Décision relative à une convention de partenariat avec l'Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Montpellier Contemporain (MoCo) et l'artiste Aïcha SNOUSSI	497
MD2022-426	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue du domaine public - Avenue de la Méditerranée - Commune de Saint-Drézéry	500
MD2022-427	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue du domaine public - Chemin des Crouzettes - Commune de Montaud	502
MD2022-428	Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Française du Radiotéléphone (SFR) - Antenne Relais Lieudit Levade à Pérols (34470)	504
MD2022-431	Décision relative au marché n°M2B0034RI ' MGDIS pour le logiciel de gestion des subventions aux associations dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025 ' - Autorisation de signature	506
MD2022-432	Décision relative à l'acquisition de 35m ² de bien immobilier sis La Fermaude à Saint Jean de Védas, appartenant à M. et Mme DAHAR, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	508
MD2022-433	Décision relative à l'acquisition de 44m ² de bien immobilier sis La Fermaude à Saint-Jean-de-Védas, appartenant à M. Loubnane HAIDAR, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	511
MD2022-434	Décision modificative de la régie mixte de l'Ecolothèque	514
MD2022-435	Décision relative au transfert de propriété de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole du CORUM	518

MD2022-437	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées - Parcelles cadastrées A 9 et A 10 - Commune de Sussargues	521
MD2022-444	Décision relative à l'acquisition des parcelles AS 266 et AS 267 - Rue du Moulin - Commune de Vendargues	523
MD2022-445	Décision relative au déclassement du domaine public - ancien chemin débouchant avenue de la Fontasse - Commune de Fabrègues	525
MD2022-446	Décision modificative de la décision MD2021-373 relative à l'acquisition de la parcelle AI n°76 partie sise commune de Lattes - Aménagement de protection de la basse vallée de la Mosson	527
MD2022-447	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AE 1578 - Chemin de Manély - Commune de Saint-Drézéry	530
MD2022-450	Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature	532
MD2022-451	Décision relative à un avenant n°4 à la convention de mise à disposition de services, de biens matériels et immatériels de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences "Autorité concédante de l'État pour les plages et gestion d'aires de stationnement" - Autorisation de signature	535
MD2022-453	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au contrat de location du 20 novembre 2019 entre la SARL Vendargues Immo et Montpellier Méditerranée Métropole - Locaux et espaces de parking à Vendargues	539
MD2022-454	Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique-Autorisation	542
MD2022-455	Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature	545
MD2022-457	Décision relative aux travaux d'aménagement d'un giratoire Boulevard de la Liberté sur la Commune de Clapiers Marché-subséquent n°M2D0030EP Attribution	548
MD2022-459	Décision relative à un avenant au marché n°M0D0035EA "Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie - lot 1 secteur Centre" - Autorisation de signature	550
MD2022-460	Décision relative à un avenant au marché n°M0D0035EA "Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie - lot 3 secteur Est"	553
MD2022-461	Décision relative au marché n°M2B0038RI ' Acquisition de bornes wifi dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025 ' - Autorisation de signature	556
MD2022-462	Décision relative au renouvellement d'adhésion Adullact pour la période du 01/04/2022 au 31/03/2023	558

MD2022-463	Décision relative à un avenant n°1 au marché M0B0044EA "Etablissement du dossier de demande d'autorisation environnementale du système de protection du CHU de Montpellier contre les crues du Font d'Aurelle - lot 1 Etablissement du dossier de demande d'autorisation environnementale (hors EDD)"	560
MD2022-464	Décision relative à l'agrément de candidature de la SCOP FONDESPIERRE dans l'Espace Numérique Collaboratif au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech à Montpellier	563
MD2022-467	Décision relative à un avenant au marché n°3815EA15 "Assistance à Maitrise d'ouvrage pour l'extension et l'adaptation de la station d'épuration de MAERA" - Autorisation de signature	566
MD2022-469	Décision relative à un avenant au marché n°M9B0141EA "Construction d'un réseau gravitaire entre le PR Closades et le PR Clapiers"- Autorisation de signature	569
MD2022-472	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association France Hydrogène	572
MD2022-473	Décision relative au renouvellement de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Energie Citoyennes Locales et Renouvelables (ECLR)	574
MD2022-474	Décision relative à la rétrocession à la Commune de Lattes d'un tracteur de marque Kubota immatriculé EG018YP	576
MD2022-477	Décision relative à l'agrément de candidature de l'association LABSUD dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	578
MD2022-483	Décision relative à un avenant au marché n°4726EA17 Mission de contrôle technique relative au projet d'extension et d'adaptation de la station d'épuration de MAERA	580
MD2022-484	Décision relative à l'acquisition foncière d'un bien immobilier sis 331 rue Amy Mollisson à Montpellier appartenant à Monsieur et Madame GHIRINGHELLI dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier	583
MD2022-488	Décision relative à la clôture de la sous régie de recettes Station de compostage de Grammont - Pôle Déchets et Cycle de l'Eau - Service Régie de Collecte	586
MD2022-489	Décision relative à la régie de recettes Station de Compostage de Grammont - Modification de l'adresse de la régie et de l'ajout d'un mode d'encaissement - Pôle Déchets et Cycle de l'Eau - Service Régie de Collecte	588



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un échange foncier avec
soulte entre la copropriété Parc de
Gouneaud et Montpellier Méditerranée
Métropole - Commune de Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, Urbanisme et Maîtrise foncière ;
- VU la décision du Président n° MD 2020 - 1118 du 17 décembre 2020 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 414 m² à extraire du domaine public sur la commune de Vendargues ;
- VU l'estimation des Domaines n° 2020-327 V 1383 du 17 décembre 2020 ;
- VU la décision du Président n° MD 2021-122 du 16 avril 2021 entérinant un échange de parcelles appartenant à la Copropriété, contre d'autres appartenant à la Métropole ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'annuler la décision du 16 avril 2021 qui ne prend pas en compte des modifications cadastrales sur la copropriété du Parc de Gouneaud ;
- **CONSIDERANT** que la parcelle nouvellement cadastrée AT 280 n'est pas affectée à l'usage public ;
- **CONSIDERANT** que l'échange foncier avec la copropriété Le Parc de Gouneaud permettra la réalisation des aménagements aux abords la voirie ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la copropriété Le Parc de Gouneaud, ou toute société s'y substituant, les parcelles AT 276 (1m²), AT 273 (55m²), AT 274 (22 m²) AT 278 (104 m²) et AT 279 (4 m²) situées rue du Salaison sur la commune de Vendargues, soit une superficie totale de 186 m². Les parcelles seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la copropriété Le Parc de Gouneaud, ou toute société s'y substituant, la parcelles AT 280 d'une superficie de 414 m², préalablement désaffectée et déclassée.

ARTICLE 3 : L'échange foncier est réalisé contre une soulte de 6 840 euros conformément à l'avis des Domaines en date du 17 décembre 2020 au bénéfice de la copropriété. Le transfert de propriété sera confié à l'étude notariale désignée par la Copropriété Le Parc de Gouneaud.

ARTICLE 4 : Cette décision annule et remplace la décision MD 2021-122 du 16 avril 2021.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 24 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°3 au
marché n°4689DS17 - Maîtrise d'œuvre
pour la réhabilitation et l'accueil du haut
niveau au Centre Nautique Neptune de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;
- VU la délibération n° 14102 en date du 28 septembre 2016 relative au lancement de l'opération relative à la réhabilitation et à l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération n°14189 en date du 25 octobre 2016 relative au lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre ;
- VU la décision n°MD2018-298 du 23 avril 2018 attribuant le marché n°4689DS17 « Mission de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole » au groupement CHABANNE & PARTENAIRES, pour un forfait de rémunération provisoire de 1 535 860 € HT soit 1 843 032 € TTC., dans le cadre d'une procédure lancée conformément à l'article 30.I.6° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché négocié sans mise en concurrence avec le lauréat du concours de maîtrise d'œuvre, pour une durée prévisionnelle de trois ans ;
- VU la décision n°MD2020-276 du 13 mars 2020 autorisant la signature de l'avenant n°1 du marché n°4689DS17 « Mission de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole », portant le montant total estimatif annuel du marché à 1 807 148 € HT ;
- VU la décision n°MD2021-1274 autorisant la signature de l'avenant n° 2 du marché n° 4689DS17 « Mission de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole », portant sur le transfert du marché de la société CHABANNE ENERGETIQUE à la société CHABANNE INGENIERIE,

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole a demandé au maître d'œuvre des modifications de programme,
- que les modifications de programme demandées par Montpellier Méditerranée Métropole entraînent une diminution de l'estimation prévisionnelle définitive, passant de 12 130 900 € HT à 11 150 693,19 € HT ;
- que ces modifications de programme nécessitent une reprise de la mission pro,
- que le taux de rémunération de la mission de base ($t = 13.10\%$) demeure inchangé,
- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 27 janvier 2022, a émis un avis favorable à la passation de cet avenant,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 3 au marché n° 4689DS17 « Mission de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole » portant le montant total du marché à 1 909 148,00 € HT, soit un % d'écart introduit par les avenants n° 1 et 3 de 24,30% par rapport au montant initial du marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 FEV. 2022

Monsieur le Vice-Président


Christian ASSAF



Publiée le : 23 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 4689DS17 - AV3 signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Convention relative à l'opération de
renforcement du réseau de distribution
publique d'électricité à Beaulieu (Chemin
du Ginestet)**

**Hérault Energies - Montpellier
Méditerranée Métropole
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire ;
- Que cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux ;
- Que le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le

territoire de 24 communes de la Métropole ;

-Que par délibération du 10 mars 2016, le syndicat mixte a décidé de financer les opérations de renforcement et de sécurisation des réseaux de distribution publique d'électricité des communes de moins de 2 000 habitants ;

-Que l'opération de renforcement du réseau de distribution sur la commune de Beaulieu (Chemin du Ginestet) rentre dans ce cadre et peut être financée intégralement par Hérault Energies.

DECIDE

Article 1 : D'approuver l'opération de renforcement du réseau de distribution sur la commune de Beaulieu (Chemin du Ginestet) pour un montant prévisionnel global de 22 872,57 € TTC, montant financé intégralement par Hérault Energies ;

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 MARS 2022**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : **03 MARS 2022**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **03 MARS 2022**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Convention HE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
partenariat avec l'école de musique
associative Mélimusic de Montpellier -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique ;

CONSIDERANT

La Cité des Arts – Danse, Musique, Théâtre, (Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole) a été classée en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) au sein du réseau national des établissements d'enseignement

public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Communication.

L'association Mélimusic est une école de musique innovante, portée par une équipe pédagogique qualifiée et compétente. Elle propose un enseignement de qualité et souhaite transmettre à ses élèves les clefs d'un savoir-faire maîtrisé.

DECIDE

ARTICLE 1 : L'association Mélimusic et la Cité des Arts de Montpellier Méditerranée Métropole conviennent d'un partenariat pédagogique dont l'objectif est de permettre à leurs élèves d'élargir le cadre de leurs pratiques collectives.

Ainsi les élèves de la Cité des Arts auront la possibilité de se produire dans le cadre des manifestations publiques proposées tout au long de l'année par l'école Mélimusic et les élèves de Mélimusic pourront intégrer, dans la limite des places disponibles, les pratiques collectives d'ensemble proposé par la Cité des Arts (orchestre à cordes, ensemble à vent et orchestre d'harmonie).

ARTICLE 2 : Ce partenariat concerne l'année scolaire 2021/2022.

ARTICLE 3 : Les engagements respectifs des parties sont les suivants :

- Les engagements de Mélimusic :

Mélimusic accueillera les élèves de la Cité des Arts à l'occasion d'auditions et de concerts qu'elle organise dans la limite de places disponibles et communiquera à la Cité des Arts les dates de ces représentations publiques pour l'année scolaire en cours.

Les élèves de Mélimusic accueillis à la Cité des Arts dans le cadre des pratiques d'ensemble s'engagent à respecter le règlement intérieur, en acceptent les axes relatifs aux pratiques d'ensemble et cèdent leur droit à l'image.

- Les engagements de Montpellier Méditerranée Métropole pour la Cité des Arts :

La Cité des Arts s'engage à accueillir dans la limite des places disponibles les élèves de Mélimusic au sein des ensembles instrumentaux.

L'assiduité aux répétitions et la présence aux concerts étant indispensable au bon déroulé du cursus, la Cité des Arts s'engage à avertir Mélimusic en cas d'absence d'élève concerné par ce partenariat.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

22/2/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 25 FEV. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 25 FEV. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Convention Mélimusic

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention de partenariat pédagogique
avec Beaux-Arts Musiques - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO, Vice-Président délégué à la Culture et au Patrimoine historique ;

CONSIDERANT

La Cité des Arts – Danse, Musique, Théâtre, (Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole) a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) au sein du réseau national des établissements d'enseignement

public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Communication ;

L'association Beaux-Arts Musiques est une école de musique innovante, portée par une équipe pédagogique qualifiée et compétente. Elle propose un enseignement de qualité et souhaite transmettre à ses élèves les clefs d'un savoir-faire maîtrisé ;

DECIDE

ARTICLE 1 : L'association Beaux-Arts Musiques et Montpellier Méditerranée Métropole conviennent d'un partenariat pédagogique dont l'objectif est de permettre à leurs élèves d'élargir le cadre de leurs pratiques collectives.

Ainsi les élèves de la Cité des Arts auront la possibilité de se produire dans le cadre des manifestations publiques proposées tout au long de l'année par l'école Beaux-Arts Musiques et les élèves de Beaux-Arts Musiques pourront intégrer, dans la limite des places disponibles, les pratiques collectives d'ensemble proposé par la Cité des Arts (orchestre à cordes, ensemble à vent et orchestre d'harmonie)

ARTICLE 2 : Ce partenariat concerne l'année scolaire 2021/2022.

ARTICLE 3 : Les engagements respectifs des parties sont les suivants :

- Les engagements de Beaux-Arts Musiques :

Beaux-Arts Musiques accueillera les élèves de la Cité des Arts à l'occasion d'auditions et de concerts qu'elle organise dans la limite de places disponibles et communiquera à la Cité des Arts les dates de ces représentations publiques pour l'année scolaire en cours.

Les élèves de Beaux-Arts Musiques accueillis à la Cité des Arts dans le cadre des pratiques d'ensemble s'engagent à respecter le règlement intérieur, en acceptent les axes relatifs aux pratiques d'ensemble et cèdent leur droit à l'image.

- Les engagements de Montpellier Méditerranée Métropole pour la Cité des Arts :

La Cité des Arts s'engage à accueillir dans la limite des places disponibles les élèves de Beaux-Arts Musiques au sein des ensembles instrumentaux.

L'assiduité aux répétitions et la présence aux concerts étant indispensable au bon déroulé du cursus, la Cité des Arts s'engage à avertir Beaux-Arts Musiques en cas d'absence d'élève concerné par ce partenariat.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

22/2/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 25 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 25 FEV. 2022

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Beaux Arts Musiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle KM 423 d'une emprise de 49 m²
avenue du Père Soulas - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 Juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de la SAS Cabrières Gestion, pour céder à l'euro symbolique, la parcelle cadastrée KM 423 d'une emprise de 49 m², située avenue du Père Soulas sur la commune de Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir cette parcelle permettant l'élargissement du cheminement piéton en bordure de l'avenue du Père Soulas à Montpellier ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SAS Cabrières Gestion ou toute société se substituant, la parcelle cadastrée KM 423 d'une emprise de 49 m², permettant l'alignement du avenue du Père Soulas sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement. Le terrain acquis sera intégré au domaine public métropolitain. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 FEV. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **24 FEV. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 FEV. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de la
convention de partenariat entre
Montpellier Méditerranée Métropole et
l'association Allons Z'enfants pour les
actions en partenariat avec le Réseau des
médiathèques pour la période 2022-2024 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la culture et du patrimoine historique ;
- VU la délibération initiale n° M2019-286 en date du 23 mai 2019 instituant une convention triennale avec l'Association Allons Z'enfants - Compagnie Didier Théron ;

CONSIDÉRANT :

- l'intérêt partagé par les deux institutions pour la mise en place de ce partenariat qui a pour but de participer au développement et à la promotion de la danse contemporaine et de nouvelles formes d'expression chorégraphique à travers ses actions :

- Créations ;
- Diffusion des œuvres chorégraphiques ;
- Sensibilisation du Jeune Public ;
- Formation amateur ;
- Formation professionnelle ;
- Événementiels ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de partenariat est conclue entre le réseau des médiathèques et l'Association Allons Z'enfants - Compagnie Didier Théron pour la saison 2022. Cette convention pourra être renouvelée deux fois, par tacite reconduction, pour une durée équivalente.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie à titre gracieux.

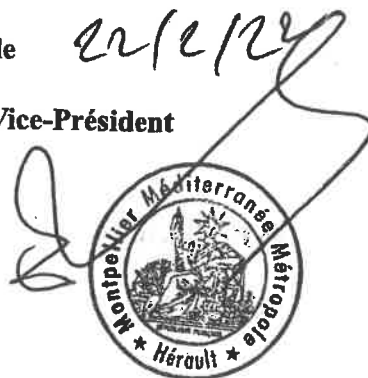
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée par l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : **25 FEV. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire **25 FEV. 2022**

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- LVC+ extrait rapport d'activités 2019.pdf
- Convention compagnie didier Theron reseau mediatheques 2022-24 revue et corrigée.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique
Pôle Énergie**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°4 au
mandat d'études avec la SA3M portant sur
la rénovation thermique de copropriétés -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle Touzard en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Touzard dans le domaine de la Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation ;

- VU la convention de mandat « Rénovation thermique » au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour accompagner la rénovation thermique de copropriétés approuvée par délibération n°13258 du 30 septembre 2015 et notifiée le 15 décembre 2015 ;

Considérant :

- que les copropriétés Las Rebes, Fontaine Saint Clément 1 et Parc des Arceaux A ont voté favorablement en Assemblées Générales (AG) la réalisation de travaux de rénovation énergétique pour un niveau de performance Bâtiment Basse Consommation (BBC) Rénovation dans le cadre du programme EcoCité ;
- que ces votes n'ont pas fait l'objet de recours en annulation dans les délais légaux ;
- que le calendrier de travaux actualisé nécessite un allongement de la durée du mandat initialement fixée à 36 mois ;
- que le montant du mandat doit être actualisé compte tenu de l'évolution des copropriétés accompagnées jusqu'au terme du programme ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'engager les tranches conditionnelles relatives à la mission 7 (suivi – animation en phases travaux et instrumentation) pour les copropriétés Las Rebes, Fontaine Saint-Clément 1 et Parc des Arceaux A.

ARTICLE 2 : de proroger la durée de validité du mandat jusqu'au 31 décembre 2025.

ARTICLE 3 : d'autoriser la signature de l'avenant n°4 au mandat « Rénovation thermique » confié à la SA3M, portant le montant prévisionnel du mandat à 752 000 € HT (diminution de 269 000 € par rapport au mandat précédent).

ARTICLE 4 : de dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2022 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 15 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant4_Mandat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
partenariat fixant les conditions de dépôt
et de valorisation du Fonds d'arts
graphiques des collections du musée
ATGER au musée FABRE - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que le Musée Atger, situé au sein du bâtiment historique de la faculté de médecine (2 rue école de médecine 34 000 Montpellier) et appartenant à l'Université de Montpellier, rassemble une collection exceptionnelle d'arts graphiques (dessins et estampes) datant du 16e au 20e siècle, classée au titre des monuments historiques le 25 janvier 1913 ;
- que le bâtiment historique de la faculté de médecine abritant le Musée Atger devant faire l'objet de travaux pendant les deux prochaines années, le Musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier ont, dans le cadre de la convention cadre culture et culture scientifique, décidé de mettre en application un partenariat scientifique sous la forme d'une convention de dépôt, afin de préserver, de valoriser ensemble et de rendre accessibles aux publics la totalité du fonds d'arts graphiques du Musée Atger ;
- qu'à cet effet, la conclusion d'une convention de partenariat d'application à la convention-cadre Culture et Culture scientifique relative au dépôt au musée Fabre du fonds d'arts graphiques des collections du musée Atger s'avère nécessaire ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le partenariat entre le musée Fabre et l'Université de Montpellier relative au dépôt au musée Fabre du fonds d'arts graphiques des collections du musée Atger.

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur Éric PENSO, Vice-Président délégué à la Culture, à signer les documents relatifs à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22/2/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 25 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 25 FEV. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention
- Annexes 1 et 2 - Musée Atger
- Annexe 3 Facility report - Musée Fabre

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise à détacher de
la parcelle BM 37 - Rue Fount del Mazet -
Commune de Clapiers

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12 ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Clapiers n°2016/02/07 en date du 14 avril 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain ;
- VU la décision du Président n°D2016-335 en date du 6 juin 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les

chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Clapiers dans le domaine public métropolitain ;

- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;

- **CONSIDERANT** qu'une emprise de 120 m² en nature de délaissé de voirie, située rue Fount del Mazet sur la commune de Clapiers n'est pas affectée à l'usage public ;

- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public d'une emprise de 120 m² issue de la parcelle BM 37 en nature de délaissé de voirie, située rue Fount del Mazet sur la commune de Clapiers, avant de pouvoir prononcer son déclassement du domaine public ;

- **CONSIDERANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 120 m² à détacher de la parcelle BM 37 située rue Fount del Mazet sur la commune de Clapiers.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 120 m² à détacher de la parcelle BM 37 située rue Fount del Mazet sur la commune de Clapiers et intègre cette emprise dans son domaine privé.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTIO



Publiée le : 22 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession de la parcelle
BM 363 - Rue de la Fount del Mazet -
Commune de Clapiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande de Monsieur et Madame DO Frédéric pour acquérir la parcelle issue du domaine public d'une superficie de 120 m², en nature de délaissé de voirie, afin de l'intégrer à leur propriété pour agrandir leur jardin ;
- VU l'avis de France Domaines réf. 2021 – 34 077– 41862 en date du 28 Juillet 2021 ;
- VU la décision MD 2022-063 en date du 21 février 2022, constatant la désaffectation et prononçant le déclassement du Domaine Public de cette emprise ;
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à Monsieur et Madame DO la parcelle BM 363 d'une superficie de 120 m², située rue Fount del Mazet sur la commune de Clapiers.

ARTICLE 2 : Cette cession aura lieu au prix de 162 € le mètre carré, soit un montant total de 19 440 euros.

ARTICLE 3 : La recette correspondant à cette transaction sera affectée au budget de la Métropole.

ARTICLE 4 : L'acte notarié de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 4.04.2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : - 6 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : - 6 AVR. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché M9D0089DC de gardiennage du
musée Fabre de Montpellier Méditerranée
Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO Vice-Président délégué à la Culture et Patrimoine Histoire ;

- VU la décision MD2020-798 en date du 7 octobre 2020 attribuant le marché n°M9D0089DC de gardiennage du musée Fabre de Montpellier Méditerranée métropole à l'entreprise GIP SECURITE, pour un montant de 4 554 346,60 euros HT (toutes reconductions confondues), pour les prestations rémunérées à prix forfaitaire et un montant sans minimum, ni maximum pour les prestations faisant l'objet de bons de commandes, pour une durée allant de sa notification jusqu'au 31 décembre 2020 (période initiale du 23/10/2020 au 31/10/2020) et reconduction 3 fois 1 an ;

Considérant :

- Que la société GIP SECURITE n'a pas réalisé la totalité des prestations de gardiennage du musée Fabre du 1^{er} novembre 2020 au 30 avril 2021, date de fermeture du musée Fabre imposée par les mesures gouvernementales dans le cadre de la crise sanitaire ;

- Que conformément à de l'Ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020 (article 6, 4^{ème} alinéa), portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, le montant forfaitaire mensuel relatif aux prestations de gardiennage a été versé intégralement au titulaire durant la période susmentionnée ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Conformément à l'article R 2194-8 du Code de la Commande Publique, d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché de gardiennage du musée Fabre de Montpellier avec l'entreprise GIP SECURITE afin de constater les sommes dues par le titulaire à Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant fait l'objet d'une moins-value de 400 249,35 euros HT correspondant aux prestations non réalisées de gardiennage des salles d'exposition du musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran durant 6 mois. A noter que le gardiennage des bâtiments à partir du poste central de sécurité a été assuré pendant cette période 24h/24, 7j/7.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

22/2/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 25 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT 1

- JUSTIFICATIF FRAIS STRUCTURE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la prise en charge des
frais de déplacements et autres frais
annexes dans le cadre de l'organisation des
manifestations et événements organisés par
le Réseau des médiathèques pour l'année
2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole, les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la culture et du patrimoine historique

CONSIDÉRANT :

Que dans le cadre de la programmation du Réseau des médiathèques lors de grands événements nationaux et métropolitains ainsi que dans le cadre de ses temps forts et de sa programmation annuelle, la Direction des médiathèques sollicite la prise en charge des déplacements ainsi que des frais annexes nécessaires à sa programmation 2022

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la prise en charge des frais de déplacement, hébergement et restauration des universitaires, des conférenciers, des artistes, des journalistes, des auteurs, des intervenants etc. programmés pour l'année 2022 pour une dépense maximale de 14 000 euros ;

ARTICLE 2 : d'imputer les dépenses sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

22/2/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 25 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 25 FEV. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion au Club des Villes et territoires
cyclables pour 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment l'autorisation, au nom de la Métropole, de renouveler l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
 - VU l'adhésion, par délibération n°14276 du 24 novembre 2016, à l'association Club des Villes et Territoires Cyclables, dont la mission est de faciliter, sécuriser et développer la circulation des cyclistes ;
- CONSIDERANT :**
- qu'au vu des ambitions de la Métropole de développer les mobilités douces sur son territoire, et afin de continuer à bénéficier des services de l'association, il est nécessaire de renouveler l'adhésion 2022 au Club des Villes et Territoires Cyclables ;
 - que pour l'année 2022, la cotisation est d'environ 10 540,29 €.

DECIDE

ARTICLE 1: De renouveler l'adhésion au Club des Villes et Territoires Cyclables pour l'exercice 2022 pour un montant de 10 540,29 €.


ARTICLE 2: De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente


Julie FRÊCHE



Publiée le : 16 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à Vélo et Territoires pour 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment l'autorisation, au nom de la Métropole, de renouveler l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du « Transport et des Mobilités actives » ;
- VU l'adhésion, par délibération n°M2021-320 du 28 juillet 2021, à l'association Vélo et Territoires, coordonnateur du réseau national cyclable qui fédère 130 collectivités.

CONSIDERANT :

- qu'au vu des ambitions de la Métropole de développer les mobilités douces sur son territoire, et afin de continuer à bénéficier des services de l'association, il est nécessaire de renouveler l'adhésion 2022 à Vélo et Territoires.
- que pour l'année 2022, la cotisation est d'environ 2 957 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à Vélo et Territoires pour l'exercice 2022 pour un montant 2 957 €.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7.03.2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession de plusieurs
parcelles - ZAC du Castellet - Commune
de Clapiers

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la décision n° MD 2021-1081 du 23 novembre 2021, constatant la désaffectation et prononçant le déclassement du chemin inclus dans le périmètre de la ZAC du Castellet sur la commune de Clapiers, en vue de sa cession à l'aménageur de la ZAC ;
- VU la demande de SA3M qui souhaite acquérir des emprises issues d'un ancien chemin désaffecté et déclassé intégré dans le périmètre de la ZAC du Castellet sur la commune de Clapiers ;
- VU l'estimation de France Domaine n°2021-34077-78621 en date du 2 décembre 2021 ;
- **CONSIDERANT** que ces emprises sont destinées à intégrer des futurs lots dans le cadre de l'aménagement de la ZAC du Castellet située sur la commune de Clapiers ;
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ces emprises et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur, qui sera complètement réaménagé ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à SA3M, aménageur de la ZAC du Castellet à Clapiers, les parcelles CC 119 (25 m²), CC 120 (76 m²), CC 121 (25 m²), CC 122 (74 m²), CC 123 (36 m²) et CC 124 (552 m²), soit une superficie totale de 788 m².

ARTICLE 2 : Cette cession aura lieu au prix de 23,50 euros/m² soit un montant global de 18 518 euros conformément à l'estimation établie par France Domaine.

ARTICLE 3 : La recette correspondant à cette transaction sera affectée au budget de la Métropole.

ARTICLE 4 : L'acte notarié de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

23 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 24 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Relations Internationales Métropole**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'organisation d'une
mission d'affaires filière viticole à Chengdu
(Chine) du 20 au 26 mars 2022 -
Participation à la 106ème foire des vins et
spiritueux ' Tang Jiu Hui ' de Chengdu -
Financement de la mission - Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonctions à Madame Hind EMAD dans le domaine du développement économique et numérique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle qui dans le cadre de la délibération relative à la prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Métropole et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées d'autoriser :
 - octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers métropolitains pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
 - approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;

- approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole, les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Dans ce cadre et dans la continuité des relations privilégiées que Montpellier entretient avec la Chine, depuis septembre 2011, un nouvel axe de développement dédié à la filière vin a vu le jour avec Chengdu et ses partenaires, en particulier EU Project Innovation Centre (EUPIC) ;

- que d'un point de vue plus quantitatif sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, l'action mise en place concerne :

- 21 communes sont impliquées indirectement par leurs vignerons (Castelnau-le-Lez, Castries, Courmonsec, Courmonterral, Fabrègues, Juvignac, Laverune, Le Crès, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Murviel-les-Montpellier, Pérols, Pignan, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone) ;
- 33 producteurs sur 52 ;
- 25 producteurs ont été accompagnés en Chine dans le cadre de 15 missions ;
- 1 producteur a dépassé les 500 000 € de vente ;
- 5 producteurs ont dépassé les 200 000 € de vente ;
- 12 producteurs ont dépassé les 100 000 € de vente ;
- L'action plateforme des vins représente en moyenne pour la totalité des vignerons 73 % de la part export ;
- 56 % des vignerons qui suivent l'action ont dépassé les 80 000 € de vente avec la Chine ;

- la maturité du marché chinois porte en avant une tendance vers le milieu de gamme. Ce qui augure des retombées supplémentaires puisque le cœur de métier de la filière viticole de la Métropole correspond à ce créneau. Les résultats obtenus progressent avec un chiffre d'affaires directement généré qui a dépassé 2 700 000 € pour un total de presque un million de bouteilles vendues. En 2020 et 2021 la Foire internationale des vins et spiritueux de Chengdu s'est tenue sans participation d'exposants internationaux, mais avec leurs représentants en Chine. Montpellier Méditerranée Métropole et surtout les viticulteurs métropolitains ont ainsi pu être représentés sur le salon ;

- la crise du Covid-19 n'a pas eu trop d'incidence sur l'année 2020, mais a fortement impacté l'année 2021 qui a servi à vendre les stocks 2020 comme le montrent les chiffres d'affaires générés au niveau de la plateforme des vins de la Métropole à Chengdu : 324 k€ pour 2020 et 156 k€ pour 2021. Une reprise très forte en fonction des conditions sanitaires est annoncée sur le premier semestre 2022 ;

- que dans ce cadre-là, il est proposé, la mise en place d'une nouvelle mission d'affaires à Chengdu avec la participation de 4 domaines et/ou caves coopératives à la Foire internationale des vins et spiritueux de Chengdu du 20 au 26 mars 2022.

- que cette mission a pour objectif la promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole. La délégation sera présente sur un stand de 12 m² dans le cadre du stand France avec Business France et AD'OCC, et participera à des rencontres et événements de promotion ciblés avec des acheteurs de vins professionnels chinois ;

- que le coût total prévisionnel de la mission est estimé à 13 500 € TTC. Il est proposé la participation de 4 domaines et/ou caves coopératives à la mission ainsi que d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(ne) ;

- que concernant les entreprises, seuls seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole les frais de transports internationaux et internes (vols plus assurances) ainsi que les frais de visas, à concurrence de 1 000 € par entreprise ;
- que le reste du montant prévisionnel est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission ainsi qu'aux frais de mission de l' élu(e) et du (de la) technicien(ne) ;
- que la prise en charge des frais de la mission se fera sur la base des frais réels ;
- que la prise en charge financière par la Métropole des coûts des prestations utilisées par les entreprises participantes à la mission peut s'effectuer de deux façons : achat par la Métropole des prestations, ou remboursement à vue de facture acquittée après le début de la mission (dans ce cas l'achat directement de la prestation par l'entreprise est soumis à l'accord préalable des services de la Métropole).

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver l'organisation d'une mission d'affaires filière viticole à Chengdu du 20 au 26 mars 2022, en fonctions des contraintes sanitaires.

ARTICLE 2 : D'approuver la participation de 4 domaines viticoles, d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(ne).

ARTICLE 3 : D'approuver la prise en charge financière sur la base des frais réels de la mission estimée à 13 500 €.

ARTICLE 4 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 29 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 de
transfert de société concernant le marché
n°5031DC18 de nettoyage et entretien des
locaux, espaces intérieurs, extérieurs,
vitrieres accessibles et nettoyage des
espaces inaccessibles pour les
médiathèques de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

-VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

-VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la culture et du patrimoine historique ;

- VU la décision n°MD208-694 en date du 12 novembre 2018 ;

CONSIDERANT :

- que la société TFN Propreté PACA est titulaire des lots 2 et 6 du marché n°5031DC18 de nettoyage et entretien des locaux, espaces intérieurs, extérieurs, vitreries accessibles et nettoyage des espaces inaccessibles pour les médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole

- que, suite à la dissolution de la société TFN PROPRETE PACA, c'est la société ATALIAN PROPRETE (mention 2002B085587 de l'extrait du Kbis du 25 novembre 2021) sise 56, Rue Ampère 75017 PARIS, qui récupère la transmission universelle du patrimoine de la société TFN PROPRETE PACA.

- qu'afin d'assurer la continuité du service public, il est nécessaire de passer un avenant de transfert afin de modifier le titulaire du marché pour les lots 2 et 6,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature d'un avenant n°1 de transfert, au marché n°5031DC18 - lots 2 et 6 avec ATALIAN PROPRETE et ATALIAN PROPRETE PACA.

ARTICLE 2 : de dire que le présent avenant n°1 est sans incidence financière sur le montant du marché.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



le 29/3/22

Eric PENSO

Publiée le : 30 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DELEGATION POUVOIR20220217154729.pdf
- AVENANT20220309163151 DEFINITIF signé par ATALIAN.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise issue du
domaine public - Rue de la Billière -
Commune de Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande de Monsieur THUAULT, gérant du magasin Intermarché à Cournonsec, en vue d'acquérir une emprise à détacher du domaine public, pour réaliser une extension de son parking ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation et de prononcer le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie d'environ 973 m² à détacher du domaine public, rue de la Billière sur la commune de Cournonsec, avant de pouvoir la céder ;

- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est pas affectée à l'usage public et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie d'environ 973 m² située rue de la Billière sur la commune de Cournonsec.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie d'environ 973 m² située rue de la Billière sur la commune de Cournonsec, et intègre cette emprise dans son domaine privé.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 22 FEV 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°M1C0036EA - BiodiVigne, les arbres au
service de la vigne - Étude relative à
l'accompagnement des exploitants viticoles
dans l'implantation de haies**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

CONSIDÉRANT :

- que l'accompagnement des exploitations viticoles métropolitaines dans l'implantation des haies est nécessaire ;

- que le projet BiodiVigne proposera un accompagnement sur mesure des viticulteurs dans la prise en compte de la biodiversité et la vitiforesterie dans leur système d'exploitation ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes avec un montant maximum pour une durée de 30 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° Prix des prestations au regard DQE : 40 %
- qu'après analyse, l'entreprise NATURALIA sise 10 bis, rue du Mas de la Treille - 34670 Baillargues présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre à bons de commande n°M1C0036EA – BiodiVigne, les arbres au service de la vigne – Etude relative à l'accompagnement des exploitants viticoles dans l'implantation de haies - à la société NATURALIA sise 10 bis, rue du Mas de la Treille - 34670 Baillargues, pour un montant maximum de 110 000 € HT.
Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 30 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 FEV. 2022

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 23 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la vente d'une emprise
de 435 m² à la SERM - ZAC Roquefraïsse -
Commune de Saint Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande de la SERM – Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine, pour acquérir la parcelle issue du domaine public nouvellement cadastrée AW 343 d'une superficie de 435 m², sur la commune de Saint Jean de Védas, désaffectée et déclassée du domaine public par décision n° MD 2021 – 067 en date du 14 avril 2021 ;
- VU l'avis de France Domaines réf. 2020 – 270V1450 en date du 09 décembre 2020 ;
- VU l'accord de la SERM par mail en date du 22 octobre 2021 sur les modalités de la transaction ;

- **CONSIDERANT** l'aménagement de la ZAC Roquefraisie confiée à la SERM sur la commune de Saint Jean de Védas, et notamment l'emprise du futur lot n° 20 ;
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette nouvelle parcelle et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur, dans la mesure où toutes les voiries seront réaménagées dans le périmètre de la ZAC Roquefraisie par l'aménageur ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine la parcelle nouvellement cadastrée AW 343 d'une superficie de 435 m², située dans la ZAC Roquefraisie sur la commune de Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : Cette cession aura lieu au prix de 20 € /m² soit un montant total de 8 700 euros.

ARTICLE 3 : La recette correspondant à cette transaction sera affectée au budget de la Métropole.

ARTICLE 4 : L'acte notarié de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 24 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Relations Internationales Métropole**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la coopération avec le
Conseil Départemental de Rufisque
(Sénégal) - Mission technique et d'expertise
du 14 au 19 mars 2022 - Autorisation de la
mission - Autorisation de financement et de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles concernant les modalités de déplacement des élus et du personnel ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDERANT QUE :

Forts de dynamiques engagées et entretenues depuis 2017 avec le Conseil Départemental de Rufisque (Sénégal) grâce au Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), Montpellier Méditerranée Métropole et ses partenaires ont souhaité répondre ensemble à l'appel à projets du fonds conjoint France-Sénégal 2020 du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE).

Le projet réunit Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier, la Mercadis SOMIMON, l'Association des Sénégalais de l'Hérault, le centre de recherche CIRAD, l'ONG GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, et le Conseil Départemental de Rufisque.

Le projet a été lauréat et bénéficie ainsi de 60% de financement du MEAE dans le cadre de la coopération décentralisée des collectivités territoriales françaises. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie d'une subvention du MEAE de 25 000€ sur deux ans répartie en deux versements de 12 500€, initialement prévue en 2020-2021 et décalée d'une année en accord avec le ministère, afin de cofinancer les projets suivants :

- Frais d'accueil de Rufisque à Montpellier ;
- Attribution de subventions annuelles aux opérateurs CIRAD et GRDR ;
- Frais de mission de Montpellier Méditerranée Métropole à Rufisque.

Les axes du projet validé par le Ministère et la partie rufisquoise sont déclinés en quatre étapes de travail :

- La mise en place d'outils et d'instances de gouvernance alimentaire territoriale au sein du Département de Rufisque (*réalisé*) ;
- Une mission d'étude rufisquoise à Montpellier visant à faire l'état des lieux des systèmes alimentaires montpelliérains et rufisquois (*réalisé*) ;
- La coréalisation de documents de cadrages et notes conceptuelles visant à structurer la gestion du MIN de Diamniadio et la mise en place d'un système de restauration scolaire (*en cours de réalisation*) ;
- Une mission d'accompagnement technique et de bilan d'experts du système alimentaire réalisée par la Métropole de Montpellier à Rufisque (*reportée au premier semestre 2022*).

Dans le cadre de la mission les axes d'expertises retenus par les parties sont :

- Les enjeux et savoir-faire autour de la gestion d'un MIN et d'un pôle de transformation alimentaire ;
- L'alimentation scolaire durable : la modernisation de cantines, plus durables, pionnières en Afrique de l'Ouest, avec le montage d'une cuisine centrale et la mise en place d'un approvisionnement local, notamment via la mobilisation de foncier agricole pour de la production locale. Le Conseil départemental de Rufisque nous propose de travailler dans un premier temps sur la cantine scolaire du lycée moderne de la ville de Rufisque ;
- Le renforcement de la gouvernance pour la mise en œuvre d'une politique alimentaire.

La délégation de Montpellier Méditerranée Métropole sera composée au maximum de deux élus(es), de trois techniciens(nes) et d'un(e) représentant(e) du MIN de Montpellier – Mercadis SOMIMON.

La prise en charge financière du ou de la représentante du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole se fera en respect de la réglementation relative aux DSP, sans toutefois dépasser 1 960 €.

La délégation menée par la Métropole devrait être accompagnée par une délégation de la Ville de Montpellier composée par la Direction de la Politique Alimentaire.

Prévue sur 5 jours et 4 nuits, le coût prévisionnel global de la mission est estimé à 12 000 € TTC.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver l'organisation d'une mission technique et d'expertise de Montpellier Méditerranée Métropole sur le territoire du Conseil départemental de Rufisque du 14 au 19 mars 2022 ou avril 2022, (dates pressenties dépendantes des conditions sanitaires) ;

D'approuver : - la participation au maximum de deux élus(es) et de trois techniciens(nes) à la mission ;

- la prise en charge financière d'un(e) représentant(e) du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- le coût prévisionnel de la mission estimé à 12 000 euros TTC.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 28 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM SFHE /
Groupe Arcade pour la construction de 40
logements sociaux - Résidence ' Emeraude
, ZAC Pierres Vives Lot 6 C à Montpellier
- Convention - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU la délibération N°m2018-165 du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 26/04/2018 garantissant à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant total de 2 225 624 € souscrit par la SA d'HLM SFHE, Groupe Arcade auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- VU le contrat de prêt n°125941 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré, Société Française des Habitations Economiques(SFHE), Groupe Arcade, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Considérant :

- que la SA d'HLM SFHE, Groupe Arcade, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise la construction de 40 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Emeraude », ZAC Pierres Vives Lot 6 C à Montpellier. Le programme comprend 40 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'Atelier d'Architecture Patrice Genet, Architectes à Montpellier ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt complémentaire d'un montant total de 367 997 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°125941 joint en annexe ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Moisson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement d'un prêt complémentaire d'un montant total de 367 997 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°125941, constitué d'une ligne de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

24 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 25 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

25 FEV. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de Prêt 125941 signé le 19 08 21.pdf
- GE_SFHE_Convention_Emeraude_Mtp.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de mise à
disposition pour constitution de droit réel
pour un transformateur ENEDIS et ses
accessoires - Parcelle cadastrée BD 72 -
Commune de Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté de délégation de Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, l'urbanisme et la maîtrise foncière ;
- VU le schéma départemental d'accueil des gens du voyage (2018-2024) signé le 29 janvier 2019 et qui impose des obligations d'équipements à la charge des collectivités compétentes, dont Montpellier Méditerranée Métropole, pour répondre aux besoins d'accueil de la communauté gens du voyage en itinérance, ou en voie de sédentarisation ;
- VU la délibération n°M2018-468 du 20 septembre 2018 relative à l'avis favorable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet de schéma départemental de l'accueil et l'habitat des Gens du voyage 2018-2024 ;
- VU l'arrêté n°DDTM34-2018-12-09975 portant approbation du schéma départemental d'accueil des gens du voyage pour la période 2018-2024 ;

-VU le projet de convention de mise à disposition pour constitution de droit réel pour un ouvrage de type transformateur par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société ENEDIS, à occuper à compter de la date de la signature de la convention et à titre onéreux, la parcelle cadastrée section BD 72, située à Castries lieu-dit Les Caucales, pour une superficie totale d'environ 25 m² ;

-CONSIDERANT que dans le cadre de la réalisation de l'aire d'accueil des gens du voyage sur la commune de Castries, la société ENEDIS a prévu l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, par la pose d'un transformateur et de ses accessoires, impactant la parcelle cadastrée BD 72, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, sur une surface d'environ 25 m² ;

DECIDE

ARTICLE 1: Montpellier Méditerranée Métropole consent à la société ENEDIS une occupation d'une surface d'environ 25 m² sur la parcelle cadastrée BD 72 situé à Castries pour l'installation d'un transformateur et de ses accessoires.

ARTICLE 2 : La mise à disposition du terrain supportant le transformateur et ses accessoires est consentie moyennant une indemnité forfaitaire de 500 €.

ARTICLE 3: Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente déléguée de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer la convention de mise à disposition pour constitution de droit réel ainsi que l'acte authentique de réitération sur la parcelle cadastrée BD 72, et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 24 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 24 FEV. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DB25-041250 - Convention Poste Castries.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2 au
marché n°4043BISUH16 - Mission
d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme
Intercommunal (PLUi) de Montpellier -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;

- VU la délibération n°13653 du 1^{er} mars 2016 attribuant le marché n°4043BISUH16 de Mission d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier ;

CONSIDÉRANT :

- que la société ORGECO a procédé à une transmission universelle de patrimoine à la société BERIM qui reprend l'intégralité du contrat ;

- que le marché est donc transféré à la société BERIM, dont le siège se situe au 149 avenue Jean Lolive – 93695 PANTIN CEDEX ;

- qu'il est nécessaire d'établir un avenant n°2 au marché n°4043BISUH16.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°4043BISUH16 de mission d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier.
Cet avenant n'a pas d'incidence sur le prix. Toutes les clauses du marché demeurent applicables.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 24 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM SFHE /
Groupe Arcade pour la construction de 22
logements sociaux - Résidence ' Villa
Joséphine ', 141 Rue du Petit Bonheur à
Baillargues - Convention - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté n°MAR2020-0304 du 6 Août 2020 portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°127645 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré, Société Française des Habitations Economiques (SFHE), Groupe Arcade, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant :

- que la SA d'HLM SFHE / Groupe Arcade, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise la construction de 22 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Villa Joséphine », 141 Rue du Petit Bonheur à Baillargues. Le programme comprend 14 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le Cabinet d'architecte montpelliérain Cusy-Maraval ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 2 112 600 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°127645 joint en annexe ;
- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 2 112 600 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°127645, constitué de 5 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 25 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 25 FEV. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de prêt 127 645 signé le 28 10 21.pdf
- GE_SFHE_Convention_Villa Joséphine_Baillargues.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la convention de mise à
disposition pour constitution de droit réel
pour un transformateur ENEDIS et ses
accessoires- Parcelle cadastrée BE 06 -
Commune de Fabrègues - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté de délégation de Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, l'urbanisme et la maîtrise foncière ;
- VU le schéma départemental d'accueil des gens du voyage (2018-2024) signé le 29 janvier 2019 et qui impose des obligations d'équipements à la charge des collectivités compétentes, Montpellier Méditerranée Métropole, pour répondre aux besoins d'accueil de la communauté gens du voyage en itinérance, ou en voie de sédentarisation ;
- VU la délibération n°M2018-468 du 20 septembre 2018 relative à l'avis favorable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet de schéma départemental de l'accueil et l'habitat des Gens du voyage 2018-2024 ;

- VU l'arrêté n°DDTM34-2018-12-09975 portant approbation du schéma départemental d'accueil des gens du voyage pour la période 2018-2024 ;

-VU le projet de convention de mise à disposition pour constitution de droit réel pour un ouvrage type transformateur et ses accessoires par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société ENEDIS à occuper à compter de la date de la signature de la convention et à titre onéreux la parcelle cadastrée section BE 06, située à Fabrègues, chemin du moulin, d'une superficie totale d'environ 25 m² ;

-CONSIDERANT que dans le cadre de la réalisation de l'aire de grand passage des gens du voyage sur la commune de Fabrègues, la société ENEDIS a prévu la desserte et l'alimentation du réseau électrique de distribution publique par la pose d'un transformateur et ses accessoires impactant la parcelle cadastrée BE 06, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, sur une surface de 25 m² ;

DECIDE

ARTICLE 1: Montpellier Méditerranée Métropole consent à la société ENEDIS une occupation d'une surface d'environ 25 m² sur la parcelle cadastrée BE 06 situé à Fabrègues pour l'installation d'un transformateur et de ses accessoires.

ARTICLE 2 : La mise à disposition du terrain supportant le transformateur et ses accessoires est consentie moyennant une indemnité forfaitaire de 500 €.

ARTICLE 3: Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente déléguée de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer la convention de mise à disposition pour constitution de droit réel ainsi que l'acte authentique de réitération sur la parcelle cadastrée BE 06, et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 24 FEV. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 24 FEV. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- DB25-040621 - Convention Poste Fabregue (002).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°1 à
l'accord-cadre n°G0D0051CO - Magazines
institutionnels pour Montpellier
Méditerranée Métropole et la Ville de
Montpellier - Lot n°1 Impression -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2020-1188 attribuant le lot n°1 Impression du marché G0D0051CO Magazines institutionnels pour Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier à l'entreprise LPJ HIPPOCAMPE, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum et pour une durée de 1 an renouvelable trois fois 1 an.

Considérant :

- que la nouvelle maquette effective depuis le début d'année a révélé un besoin d'augmenter le nombre de page de l'encart à 20 au lieu de 16 ;
- qu'il convient donc d'ajouter 8 nouveaux prix au bordereau des prix unitaires ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché G0D0051CO Magazines institutionnels pour Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier Lot n° 1 Impression avec l'entreprise LPJ HIPPOCAMPE, avenant n°1 ajoutant des prix du BPU.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant / le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

The block contains a handwritten signature in blue ink, which appears to be 'M. Delafosse', and a circular official seal. The seal features a central emblem with a sun and a building, surrounded by the text 'Montpellier Méditerranée Métropole' and 'Hérault' at the bottom.

Publiée le : 24 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 1 Lot 1 3M v2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au renouvellement de la
garantie des emprunts contractés par la SA
d'HLM SFHE auprès de la Caisse des
Dépôts et Consignations, suite à leur
réaménagement - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au « Logement et aux Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU l'avenant de réaménagement n°102878 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré, Société Française des Habitations Economiques (SFHE), ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Considérant :

- que la SA d'HLM SFHE, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre de la gestion de sa dette, le réaménagement de huit emprunts contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, dans un objectif d'optimisation financière et de limitation de l'exposition au risque des collectivités garantes ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole le maintien des garanties accordées, dans les mêmes quotités qu'initialement soit 75 %, pour le remboursement des huit prêts réaménagés d'un montant total de 6 848 321,96 €, souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans l'avenant de réaménagement n°102878 joint en annexe ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson - Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

DECIDE

ARTICLE 1 : de réitérer la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement des prêts d'un montant total de 6 848 321,96 € souscrits par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'avenant de réaménagement n°102878, constitué de 8 lignes de prêt.

Ledit avenant est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 FEV. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : **25 FEV. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire **25 FEV. 2022**

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant de réaménagement CDC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°2 au
marché n°M8d5196AJ de souscription de
contrats d'assurance pour le compte de
Montpellier Méditerranée Métropole - lot
n°4 - Tous risques d'expositions et objets
d'art - Modification de la décision
n°MD2019-786 - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique et Gestion active et optimisée du patrimoine » ;

Montpellier, le 18 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREY



Publiée le : 12 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- VU la décision n°MD2019-537 attribuant le lot n° 4 du marché n°M8D5196AJ de souscription de contrat d'assurance au cabinet Gras Savoye, pour un montant de 88 507.97 € TTC/ an pour les expositions permanentes et 43 085.30€ TTC pour les expositions temporaires, pour une période allant du 1^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2023 ;

- VU la décision n°MD2019-786 autorisant la signature de l'avenant n°1 venant préciser qu'il fallait lire un montant de 81 490.85€ HT / an pour les expositions permanentes et les taux annuels contractualisés dans l'acte d'engagement en fonction de la catégorie de l'exposition pour les expositions temporaires ;

Considérant :

- Que la décision susvisée est erronée et qu'il faut la corriger.

En effet, la décision énonçait un montant fixe pour les expositions permanentes de 81 490.85€ HT / an alors qu'il fallait lire :

Montant HT : Les taux annuels contractualisés dans l'acte d'engagement appliqués à la valeur d'assurance du descriptif des œuvres en dépôt et œuvres appartenant à 3M et transmis par la collectivité annuellement ;

Montant TTC : Les taux annuels contractualisés dans l'acte d'engagement appliqués à la valeur d'assurance du descriptif des œuvres en dépôt et œuvres appartenant à 3M et transmis par la collectivité annuellement ;

- Qu'il convient d'incorporer des dépôts supplémentaires, au sein du Musée Fabre, pour un montant de 37 460 425€, à effet du 1^{er} septembre 2021 dans le cadre de la régularisation annuelle ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant au marché n°M8D5196AJ de souscription de contrat d'assurance avec cabinet Gras Savoye, avenant n°2 n'ayant pas d'incident financière. Cet avenant a pour objet l'incorporation du dépôt supplémentaire, au sein du Musée Fabre, pour un montant de 37 460 425€, à effet du 1^{er} septembre 2021 dans le cadre de la régularisation annuelle ;

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'association Cluster
Logistique d'Occitanie - We4log -
Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment l'autorisation, au nom de la Métropole, de renouveler l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du « Transport et des Mobilités actives » ;
- VU l'adhésion, par délibération n°M2020-79 du 31 janvier 2020, à l'association « Cluster Logistique d'Occitanie – We4log », dont l'objectif est de développer à l'échelle du territoire régional le report modal au travers des infrastructures et services ferroviaires, maritimes, routiers, aériens et fluviaux, améliorer la compétitivité des entreprises au travers de la logistique, développer la création de valeur ajoutée et d'emplois, afin d'accompagner la mutation du territoire et de ses acteurs vers la logistique du futur ;

CONSIDERANT :

- qu'au vu des ambitions de la Métropole de favoriser la logistique urbaine durable sur le territoire, et afin de continuer à bénéficier des services de l'association, il est nécessaire de renouveler l'adhésion 2022 au Cluster Logistique d'Occitanie – We4log ;

- que pour l'année 2022, la cotisation est d'environ 3 000 €.

DECIDE

ARTICLE 1: De renouveler l'adhésion au Cluster Logistique d'Occitanie – We4log pour l'exercice 2022 pour un montant de 3 000 €.

ARTICLE 2: De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3: D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7.103/2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM CDC Habitat
Social pour la construction de 18 logements
sociaux - Résidence ' Route Impériale ',
285 Route de Nîmes à Baillargues -
Convention - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logement réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « L'Habitat, du Logement et aux Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, modifié par la délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°125250 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré CDC Habitat Social, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

CONSIDERANT :

- que la SA d'HLM CDC Habitat Social, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 18 logements locatif sociaux neufs, résidence « Route Impériale », située 285 Route de Nîmes à Baillargues. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur OCEANIS comprend 12 logements financés en Prêt Locatif à usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture biterrois NOSTRA ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 628 362 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°125250 joint en annexe ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 628 362 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°125250, constitué de 4 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 FEV. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : **25 FEV. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire **25 FEV. 2022**

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de prêt n°125250
- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition aux
consorts JOSEPH des parcelles cadastrées
BA 80 et BA 91 situées 123 route de Lattes
à Saint-Jean-de-Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en-dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la promesse unilatérale de vente en date du 20 janvier 2022 par laquelle les consorts JOSEPH promettent de céder à Montpellier Méditerranée Métropole, au prix de 370 000 € majoré de 22 000 € de frais d'agence immobilière, les parcelles cadastrées BA 80 et BA 91, d'une superficie cadastrale respective de 6089 m² et de 8 m², supportant une maison de 144 m² dont ils sont propriétaires au 123 route de Lattes à Saint Jean de Védas ;
- VU l'estimation des Domaines en date du 22 septembre 2021 ;

-CONSIDERANT la nécessité d'acquérir ce bien immobilier afin de constituer des réserves foncières à proximité immédiate du futur Pôle d'Echange Multimodal qui sera implanté au droit du carrefour portant la circulation du Contournement Ouest de Montpellier et de la ligne 2 du tramway ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Simone JOSEPH et de Messieurs Christian, Bruno et Pascal JOSEPH les parcelles cadastrées BA 80 et BA 91, situées 123 route de Lattes à Saint-Jean-de-Védas, d'une superficie cadastrale respective de 6089 m² et de 8 m², supportant une maison d'environ 144 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 370 000 € (trois cent soixante-dix mille euros) majoré des frais d'agence immobilière d'un montant de 22 000 € (vingt-deux mille euros) et des frais d'actes notariés à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Président est autorisé à signer l'acte authentique constatant l'acquisition du bien visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOS



Publiée le : 24 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- estimation des Domaines

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de mise à
disposition de parcelles à la SAFER
Languedoc Roussillon n° 34 21 0032 01 sur
la Commune de Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU le projet de convention conclu en application de l'article L 142-6 du Code Rural, par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Languedoc Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, les parcelles situées sur la commune de Montferrier-sur-Lez cadastrées section BE n° 34 ; 116 ; 119 ; 122 et BH n° 103, pour une contenance totale de 10 ha 60 a 87 ca, pour une durée d'un an jusqu'au 30 octobre 2022, moyennant une redevance annuelle de 1 060 €,
- **CONSIDERANT** que les parcelles concernées ont été acquises dans le cadre des réserves foncières de la Métropole, et constituent des terres agricoles qui peuvent conforter l'outil de production des agriculteurs du secteur,

- **CONSIDERANT** que la mise à disposition des terrains pour des moutons permet d'entretenir les lieux et éviter le débroussaillage avant l'été,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de la SAFER Languedoc Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, les parcelles situées sur la commune de Montferrier-sur-Lez cadastrées BE n° 34 ; 116 ; 119 ; 122 et BH n° 103, pour une contenance cadastrale totale de 10ha 60a 87ca.

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée d'un an jusqu'au 30 octobre 2022.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie et acceptée moyennant le versement d'une redevance annuelle de mille soixante euros (1 060 €).

ARTICLE 4 : Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



le 28 MARS 2022

Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 28 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9B0153DS
- Acquisition d'autolaveuses, de
monobrosses et maintenance du parc
actuel pour les bâtiments sportifs de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU la décision n°MD2020-463 en date du 11 juin 2020 attribuant le marché n°M9B0153DS « Acquisition d'autolaveuses, de monobrosses et maintenance du parc actuel pour les bâtiments sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société IGUAL, sise 175, rue Gustave Courbet – ZAE du Larzat, à Villeneuve-lès-Maguelone (34750), pour un montant maximum annuel de 28 000 € HT et une durée d'un an reconductible deux fois pour un an ;

CONSIDÉRANT :

- l'état de vétusté de certaines autolaveuses du parc actuel, qui rend nécessaire un remplacement anticipé de pièces sur plusieurs appareils et des interventions plus fréquentes du titulaire du marché, il convient de relever le seuil maximum du marché pour l'année en cours (deuxième année d'exécution) ;

- que l'économie générale du marché n'est pas remise en cause et qu'il convient de procéder à la conclusion d'un avenant en ce sens.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M9B0153DS « Acquisition d'autolaveuses, de monobrosses et maintenance du parc actuel pour les bâtiments sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole », avec la société IGUAL, qui augmente son maximum pour la deuxième année d'exécution, initialement établi à 28 000 € HT, pour le porter à 33 000 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 FEV. 2022

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF



Publiée le : 23 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M9B0153DS AV1 v02.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
domiciliation au sein du bâtiment MIBI
conclue entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la société F3D - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique et numérique » ;
- VU la délibération du Conseil n°2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2022 au sein du bâtiment MIBI ;
- VU la demande formulée par la société F3D qui souhaite installer son siège social à Montpellier en bénéficiant d'une domiciliation au MIBI ;
- **CONSIDERANT :**
 - que la domiciliation au MIBI de la société F3D pourrait donner suite à une implantation et à des créations d'emploi sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
 - qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande ;

D E C I D E

ARTICLE 1: Une convention de domiciliation au sein du MIBI est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société F3D pour une durée d'un an à compter du 1^{er} mars 2022, soit jusqu'au 28 février 2023.

ARTICLE 2: La convention de domiciliation autorise la société F3D à installer son siège social à l'adresse du MIBI (Montpellier International Business Incubator) 672, rue du Mas de Verchant, CS37777, 34 967 MONTPELLIER cedex 02.

ARTICLE 3: Le coût mensuel hors taxes à payer par l'entreprise domiciliée est de 36,00 euros, conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

ARTICLE 4: La recette résultant de la présente convention est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: Madame Hind EMAD, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

4 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



25 FEV. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de domiciliation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
Maîtrise d'œuvre extension de la 1ère ligne
de tramway de Montpellier vers la gare
Montpellier Sud de France n°9.133 dans le
cadre de l'extension Est de la ligne 1 de
tramway vers le pôle d'échanges
multimodal Montpellier Sud de France**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération du Conseil n°14196 du 25 octobre 2016 relative à la convention de mandat pour l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU la délibération n°M2020-96 du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de 6^{ème} Vice-Président ;

- VU l'arrêté portant de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du « Transport et des Mobilités actives » ;

CONSIDERANT :

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure avec négociation en application des articles R.2124-4 et R.2161-21 à R.2161-23 du code de la commande publique portant sur la mission de maîtrise d'œuvre générale relative à la poursuite de l'étude et la réalisation de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway de Montpellier vers la gare Montpellier Sud de France au niveau PRO n°9.133 dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations ;

- qu'après analyse, l'offre du groupement conjoint avec mandataire solidaire INGEROP (mandataire) / EXM ARCHITECTES / ILEX / SERI sise à Pérols (34) est conforme aux attentes et a été choisie par la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 2 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°9.133 relatif la mission de maîtrise d'œuvre générale portant sur la poursuite de l'étude et la réalisation de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway de Montpellier vers la gare Montpellier Sud de France au niveau PRO, au groupement conjoint avec mandataire solidaire INGEROP (mandataire) / EXM ARCHITECTES / ILEX / SERI sise à Pérols (34).

ARTICLE 2 : Le marché n°9.133 est conclu pour un montant de 1 055 712,02€ ; et pour une durée de 48 mois (comprenant la durée de garantie de parfait achèvement) à compter de sa notification au titulaire.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général Délégué de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général Délégué de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7.03.2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°08.272.020 - SAE/RADIO
embarquée - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;
- VU la délibération n° M2021-03 du conseil métropolitain du 1^{er} février 2021 relative à la Stratégie de Mobilités
- VU la délibération n°12577 du conseil d'agglomération du 30 octobre 2014 relative à l'extension des systèmes d'aide à l'exploitation et radio embarquée – marché complémentaire n°8.272 ;

CONSIDERANT

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure négociée sans mise en concurrence préalable en application de l'article 144-II-5 du Code des Marchés Publics portant sur l'extension des systèmes SAE et Radio embarquée n°08.272.020 dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
- la délibération n°12577 du conseil de Métropole du 30/10/2014 portant sur l'attribution du marché à l'entreprise INEO SYSTRANS pour un montant minimum de 3 000 000 € HT et un montant maximum de 6 000 000 € HT s'agissant d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée de 10 ans,
- que le mandat de réalisation de la ligne 5 (ex ligne 4) et les projets BHNS ont été décalés dans le temps et sont aujourd'hui en phase de réalisation pour la ligne 5 et en phase préliminaire pour les BHNS ;
- les développements futurs du réseau tant sur le réseau tramway (ligne 5 / extension ligne 1) que bus (comprenant notamment les lignes de BHNS) nécessitant obligatoirement une extension de système SAE/Radio embarquée ;
- l'avis favorable de la Commission d'Appels d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 10 février 2022.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'approuver les termes d'un avenant n°1 ayant pour objet d'augmenter le montant maximum du marché et d'augmenter la durée du marché.

ARTICLE 2 : le montant de l'avenant est de 700 000 € HT portant ainsi le nouveau montant maximum du marché à **6 700 000 € HT** pour une durée de 24 mois supplémentaires, soit au 23/12/2026 (en lieu et place du 23/12/2024).

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Directeur Général Délégué de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7.03.2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Avenant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la poursuite de la
procédure de transfert d'office dans le
domaine public métropolitain des parcelles
cadastrées BN 120, BN 121, CL 65 et OM 1
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.318-3, R.318-7, R.318-10 et R.318-11 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles R.141-4 à 141-10 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 Juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la décision métropolitaine de Montpellier n°2021-1264 en date du 13 janvier 2022 portant intégration d'office dans le domaine public :
- les parcelles cadastrées BN 120 et BN 121 situées rue des Tourterelles, permettant d'assurer un cheminement piéton inter-quartiers,

- la parcelle cadastrée **CL 65** nécessaire au classement de la totalité de l'impasse Blazy dans le domaine public, pour faciliter sa gestion et son entretien,
- la parcelle cadastrée **OM 1** ancienne voie ferrée secondaire liée à la desserte des entrepôts, rue de l'Industrie, dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation sur le secteur Restanque,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** l'arrêté n° 2022-03 en date du 28 janvier 2022 portant ouverture d'une enquête publique relative au transfert d'office des parcelles cadastrées BN 120, BN 121, CL 65, OM 1, commune de Montpellier, dans le domaine public métropolitain ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de poursuivre la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles cadastrées BN 120, BN 121 situées rue des Tourterelles, CL 65 située impasse Blazy et OM 1 située rue de l'Industrie sur la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Conformément à l'article R. 318-10 du code de l'Urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole émet un avis favorable sur le projet de transfert d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles privées cadastrées :

- les parcelles cadastrées **BN 120** et **BN 121** situées rue des Tourterelles, permettant d'assurer un cheminement piéton inter-quartiers,
- la parcelle cadastrée **CL 65** nécessaire au classement de la totalité de l'impasse Blazy dans le domaine public, pour faciliter sa gestion et son entretien,
- la parcelle cadastrée **OM 1** ancienne voie ferrée secondaire liée à la desserte des entrepôts, rue de l'Industrie, dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation sur le secteur Restanque,

Par conséquent, la procédure de transfert d'office est poursuivie.

ARTICLE 2 : Le dossier soumis à l'enquête publique est approuvé.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 24 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la demande de
financement 2022 auprès de la Caisse
d'Allocations Familiales de l'Hérault
(CAF) dans le cadre du dispositif DEMOS
- Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO, Vice-Président délégué à la Culture et au Patrimoine historique ;
- VU le dispositif DEMOS (Dispositif d'Education Musicale et Orchestrale à vocation Sociale) initié en 2010 et coordonné par la Cité de la musique - Philharmonie de Paris ;
- VU la délibération n°M2020-63 autorisant la signature d'une convention de partenariat entre la Métropole et la Cité de la musique - Philharmonie de Paris pour la période d'octobre 2020 à septembre 2023 ;

CONSIDERANT

- que dans le cadre de ce dispositif DEMOS et la convention de partenariat précitée, il convient de solliciter une subvention de la CAF de l'Hérault ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De solliciter un financement auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault pour l'année 2022 au titre du soutien au dispositif DEMOS ;

ARTICLE 2 : D'approuver les termes de la demande de financement pour le projet DEMOS auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer que tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22/3/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention CAF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public conclue
avec la société à mission RACINES DE
FRANCE pour l'occupation de locaux au
sein du bâtiment MIBI - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein du bâtiment MIBI ;

- VU la validation de la demande de location par le comité d'agrément en date du 25 janvier 2022 ;

- CONSIDERANT QUE :

- la société à mission RACINES DE FRANCE a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour prendre à bail des locaux au sein du bâtiment MIBI ;

- l'activité de la société à mission RACINES DE FRANCE répond aux critères exigés pour une installation au MIBI.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société à mission RACINES DE FRANCE pour la location du module B2.3 (29,20 m²) situé au deuxième étage du bâtiment MIBI sis 672, rue du Mas de Verchant – CS3777, 34 967 Montpellier cedex 02.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation est conclue pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} mars 2022, soit jusqu'au 29 février 2025.

ARTICLE 3 : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société à mission RACINES DE FRANCE pour la surface de 29,20 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à ce jour à 413,18 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

ARTICLE 4: La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 25 FEV. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 25 FEV. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:
- CONVENTION D'OCCUPATION

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché subséquent
n°M1D0098EP - Travaux d'aménagement
de l'allée Constantin à Castelnau le Lez -
Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 Mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que l'aménagement de l'allée Constantin à Castelnau Le Lez est nécessaire;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants
 - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 60 % ;
 - Valeur technique, au regard du mémoire technique: 40 % ;
- qu'après analyse, l'entreprise EIFFAGE Route Grand Sud – RD613 – Lieu-Dit Le Deves – CS 30004 – 34 433 Saint Jean de Vedas présente l'offre la plus économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M1D0098EP - Aménagement de l'allée Constantin à Castelnau Le Lez à l'entreprise EIFFAGE pour un montant estimatif de 294 473,30 € HT. Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 13 semaines dont 30 jours de préparation.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché subséquent et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 23 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée DB 637 - Propriété de la
SNC "Le Patio d'Elia" - Chemin du Mas
de Jaumes - Commune de Lattes

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'emplacement réservé n°C1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Lattes relatif à « la réalisation d'une voie de desserte »,
- VU le permis d'aménager n°34129 20 M0001 délivré le 17 décembre 2020,

- VU l'accord de la société en nom collectif (SNC) « Le Patio d'Elia », représentée par Monsieur LOTZ, sur les termes de la négociation en date du 27 janvier 2022,

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée DB 637, située chemin du Mas de Jaumes sur la commune de Lattes, concernée par l'emplacement réservé susvisé,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SNC « Le Patio d'Elia », représentée par Monsieur LOTZ ou toute autre personne venant en substitution de cette société, la parcelle cadastrée DB 637 d'une superficie de 76 m², située chemin du Mas de Jaumes à Lattes, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1 € avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M0B0033RI
- Maintenance et assistance aux prestations
complémentaires du logiciel SOLIS -
Avenant n°1 - Approbation - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;
- VU la décision n°MD2020-921 relative au marché n°M0B0033RI de maintenance et d'assistance aux prestations complémentaires du logiciel SOLIS portant sur un marché global de 80 000 € HT à raison de 20 000 € HT par période annuelle ;

CONSIDERANT :

- qu'il a été nécessaire de rédiger un avenant sans incidence financière sur la globalité du marché pour changer les montants maximum HT de chaque période annuelle.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 qui modifie le marché n°M0B0033RI de maintenance et d'assistance aux prestations complémentaires du logiciel SOLIS, à l'entreprise CITYZEN UP, selon cette nouvelle répartition : 1^{ère} année 35 000 € HT maximum, 15 000 € HT maximum sur chacune des 3 années suivantes.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée aux budgets successifs correspondants aux périodes annuelles de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 25 FEV. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 25 FEV. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Avenant n°1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Clos
Olivia ' avec la société ' SCCV OLIVIA '
sur la Commune de Montferrier-sur-Lez -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévu à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme.
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU les articles L.332-11-3, L.332-11-4 et suivants du Code de l'urbanisme ;
- VU l'avis de la commune de Montferrier-sur-Lez, en date du 01/02/2022.

Considérant :

- le projet immobilier porté par la société « SCCV OLIVIA » qui projette une opération de d'aménagement sur une unité foncière d'environ 8 623 m² sur les parcelles AH0165, AH0166, AH0167, AH0168 et AH0100. Le programme prévisionnel de cette opération comprend 9 lots dont un macro-lot ayant vocation à accueillir 3 logements locatifs sociaux. Soit 11 logements, dont 3 logements sociaux;
- que la réalisation de ce programme de logements nécessite la réalisation d'équipements publics d'infrastructure et de superstructure pour un montant prévisionnel de 769 604,56 € H.T. ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole assure la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs à l'aménagement de la voirie et à la gestion des services d'intérêt collectifs, tel que le service public de défense extérieure contre l'incendie.
- que la Commune de Montferrier-sur-Lez assurera la maîtrise d'ouvrage des équipements publics de superstructure relatifs à la création d'une salle de musique et de liaisons cyclables.
- qu'il y a lieu de signer une convention de PUP dite « Clos Olivia », en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SCCV OLIVIA » ;
- que la participation de la société « SCCV OLIVIA » au financement des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention « Clos Olivia », ci-après figurant en annexe n°1 à la présente décision, s'élève à 135 478,20 € H.T. dont :
 - 129 870,73€ H.T, ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole ;
 - 5 607,48 € H.T. en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Commune de Montferrier-sur-Lez ;
- qu'en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole, la Commune de Montferrier-sur-Lez percevra directement la contribution financière de la société « SCCV OLIVIA » permettant de concourir au financement des équipements publics dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage ;

DECIDE

Article 1 : Le projet de convention de PUP « Clos des Olivia » annexé à la présente décision, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SCCV OLIVIA » représentée par Monsieur ASSOUM est approuvé.

Article 2 : Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de la société « SCCV OLIVIA », dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 135 478,20 €.

Article 3 : Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 129 870,73€.

Article 4 : La Commune de Montferrier-sur-Lez percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 5 607,48 €.

Article 5 : La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre de la convention « Clos des Olivia » selon le plan en annexe n°1 à la présente, sera exonérée pendant 5 ans.

Article 6 : Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 7 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 01 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de situation et périmètre d'application de la convention de PUP "Clos Olivia"
- Projet de convention de PUP "Clos Olivia"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché M9D5222DC pour Intervention de
restaurations-conservation sur des œuvres
du musée Fabre de Montpellier
Méditerranée Métropole - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et du Patrimoine Historique » ;
- VU la décision MD2020-513 attribuant le marché n°M9D5222DC alloti pour Intervention de restaurations-conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier aux entreprises ;

- Lot n°1 au groupement d'entreprises Anne BAXTER (mandataire), pour un prix unitaire de 48,00 € HT (coût horaire de la prestation) pour 1 an à compter de sa notification et reconductible trois fois ;
- Lot n°2 au groupement d'entreprises Bertrand BEDEL DE BUZAREINGUES (mandataire), pour un prix unitaire de 48,00 € HT (coût horaire de la prestation) pour 1 an à compter de sa notification et reconductible trois fois ;
- Lot n°3 au groupement d'entreprises Alexandra SIDDI (mandataire), pour un prix unitaire de 50,00 € HT (coût horaire de la prestation) pour 1 an à compter de sa notification et reconductible trois fois ;
- Lot n°4 au groupement d'entreprises ATELIER SERAPHIN Séverine Françoise (mandataire), pour un prix unitaire de 57,00 € HT (coût horaire de la prestation) pour 1 an à compter de sa notification et reconductible trois fois ;
- Lot n°5 au groupement d'entreprises HELOU DE LA GRANDIERE Pauline (mandataire), pour un prix unitaire de 52,00 € HT (coût horaire de la prestation) pour 1 an à compter de sa notification et reconductible trois fois ;
- Lot n°6 au groupement d'entreprises ROUGE CADMIUM (mandataire), pour un prix unitaire de 60,00 € HT (coût horaire de la prestation) pour 1 an à compter de sa notification et reconductible trois fois ;
- Lot n°7 à l'entreprise ALCADÉ Béatrice, pour un prix unitaire de 45,00€ HT (coût horaire de la prestation) pour 1 an à compter de sa notification et reconductible trois fois ;
- Lot n°8 à l'entreprise ATELIER DE DORURE DAVID Sébastien, pour un prix unitaire de 45,00 € HT (coût horaire de la prestation) pour 1 an à compter de sa notification et reconductible trois fois ;
- Lot n°9 au groupement d'entreprises ATELIER DU ROUGE-GORGE (mandataire), pour un prix unitaire de 54,00 € HT (coût horaire de la prestation) pour 1 an à compter de sa notification et reconductible trois fois ;
- Lot n°10 au groupement d'entreprises IDRAC Claire (mandataire), pour un prix unitaire de 55,00 € HT (coût horaire de la prestation) pour 1 an à compter de sa notification et reconductible trois fois ;
- Lot n°11 au groupement d'entreprises ROUGE CADMIUM, pour un prix unitaire de 60,00 € HT (coût horaire de la prestation) pour 1 an à compter de sa notification et reconductible trois fois ;

Considérant :

- qu'il convient de corriger par avenant une erreur matérielle introduite à l'article 9.2 du Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernant l'index de référence retenu dans la formule appliquée pour le calcul de la révision annuelle des prix du marché pour chaque lot ;
- qu'en conséquence l'article 9.2-Modalités de révision des prix du C.C.A.P. est modifié comme suit :

L'index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ICHT-M (Activités spécialisées, scientifiques, techniques) appliqué aux prix :

Lot	Index	Prix concernés
tous	ICHT-M	Tous les prix

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M9D5222DC pour Intervention de restaurations-conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier afin de corriger l'index de référence retenu (ICHT-M Activités spécialisées, scientifiques, techniques) dans la formule appliquée pour le calcul de la révision annuelle des prix du marché. L'avenant n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

22/2/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 25 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

25 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT LOT1
- AVENANT LOT2
- AVENANT LOT3
- AVENANT LOT4
- AVENANT LOT5
- AVENANT LOT6
- AVENANT LOT7
- AVENANT LOT8
- AVENANT LOT9
- AVENANT LOT10
- AVENANT LOT11

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée AN 167 - Propriété du
Syndicat des Producteurs de Vin de Pays
d'Oc - Chemin rural n°5 - Commune de
Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord du Syndicat des Producteurs de Vin de Pays d'Oc sur les termes de la négociation en date du 22 octobre 2021 ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle cadastrée AN 167, située chemin rural n°5, à hauteur du Domaine de Manse sur la commune de Lattes, aménagée en voirie en vue de permettre la giration des bus ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du Syndicat des Producteurs de Vin de Pays d'Oc ou toute autre personne venant en substitution de cette société, la parcelle cadastrée AN 167 d'une superficie de 340 m², située chemin rural n°5, à hauteur du Domaine de Manse sur la commune de Lattes, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'une
servitude de passage en tréfonds d'un
réseau de géothermie - Parcelle cadastrée
CT 131 - Commune de Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la SCI Le Mas Rouge en date du 20 septembre 2017 ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de constituer une servitude réelle et perpétuelle de passage en tréfonds de canalisation de géothermie d'une emprise totale de 122 m² environ sur la parcelle cadastrée CT 131, située chemin du mas Rouge sur la commune de Lattes, appartenant à la SCI Le Mas Rouge ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une servitude réelle et perpétuelle de passage en tréfonds de la canalisation de géothermie d'une emprise totale de 122 m² environ sur la parcelle cadastrée CT 131, située chemin du Mas Rouge sur la commune de Lattes, est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par la SCI Le Mas Rouge, dont le siège social est à Lattes, rue du Mas Rouge Domaine Fitzgerald, identifiée au SIREN sous le numéro 484 460 837, représentée par Monsieur Olivier GOUNON DIT ASCAIN et Madame Véronique LEPLAT en leur qualité de co-gérants.

ARTICLE 2 : La servitude de passage de canalisation est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : La constitution de cette servitude sera établie par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'une
servitude de passage d'un réseau
d'assainissement de Montpellier
Méditerranée Métropole sur une propriété
de la Ville de Montpellier - Parcelles
cadastrées SC 25 et SC 104 - Avenue
Raymond Dugrand - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU le tracé de la canalisation des eaux usées impactant les parcelles cadastrées SC 25 et 104, sises commune de Montpellier, établi sur la base des études réalisées par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du raccordement des eaux usées de la Zone d'Aménagement Concerté Cambacérès sur l'Intercepteur Est (collecteur de transfert des eaux usées) situé la rive gauche du Lez vers la station d'épuration intercommunale de MAERA, propriété métropolitaine située sur la Commune de Lattes ;

- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, l'urbanisme et la maîtrise foncière ;
 - VU la Délibération du Conseil Municipal du 1^{er} février 2022 de la Ville de Montpellier relative à la constitution d'une servitude réelle et perpétuelle de passage en tréfonds, d'une canalisation des eaux usées sur les parcelles SC 25 et 104, lui appartenant, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- CONSIDERANT** la nécessité de constituer une servitude de passage avec la Ville de Montpellier, propriétaire des parcelles cadastrées SC 25 et SC 104, situées avenue Raymond Dugrand à Montpellier, en tréfonds desquelles le réseau d'assainissement doit être installé, sur une emprise d'environ 292 m², ainsi que d'obtenir l'autorisation d'occuper ces parcelles dans toute leur superficie, à titre gratuit, pour une durée de six mois, temps nécessaire à la réalisation des travaux ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de constitution de servitude réelle et perpétuelle de passage en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées sur une emprise d'environ 46 m² sur la parcelle cadastrée SC 25 et d'environ 246 m² sur la parcelle cadastrée SC 104, est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par la Ville de Montpellier, propriétaire des parcelles.

Montpellier Méditerranée Métropole est également autorisée à occuper pour une durée de 6 mois à compter de la signature de la convention, les entières parcelles cadastrées SC 25 et SC 104 pour effectuer les travaux.

ARTICLE 2 : La constitution de servitude ainsi que l'occupation temporaire sont consenties à titre gratuit .

ARTICLE 3 : Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente déléguée de Montpellier Méditerranée Métropole, est autorisée à signer l'acte authentique de constitution de servitude sur la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 04 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan de la servitude
- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Procédures**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
MOD0055JM "Prestations de conseil
juridique et de représentation juridique
pour le compte de la Métropole de
Montpellier." - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration générale, de Commande publique et de la Gestion active et optimisée du patrimoine ;

- VU la décision n°MD 2021-009 attribuant le marché M0D0055JM- Prestation de conseil juridique et de représentation en justice devant les juridictions des 1^{er} et 2^d degrés, attribuant les lots 1 « Droit Public général » et 2 « Droit de la commande publique et droit de la construction » au groupement JPh MENEAU/ VEDESI, pour un cout horaire de 100 € H.T et pour une durée de 1 an, renouvelable 3 fois un an.

Considérant :

- que suite à l'apport par Maitre Meneau de l'intégralité de son fonds libéral à la SELARL ACOCE (société d'exercice libérale dont il est l'actionnaire majoritaire) et la reprise de tous les collaborateurs et moyens matériels par ACOCE; il est nécessaire de passer un avenant de transfert pour le marché M0D0055JM afin de modifier la composition du groupement en substituant la SELARL ACOCE au cabinet JPh MENEAU

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant au marché M0D0055JM Prestation de conseil juridique et de représentation en justice devant les juridictions des 1^{er} et 2^d degrés, pour les lots 1 « Droit Public général » et 2 « Droit de la commande publique et droit de la construction » avec le groupement ACOCE/VEDESI. Cet avenant est sans incidence financière.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 28 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant transfert MMM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une jouissance différée
dans le cadre de l'acquisition à Monsieur
Michel BOULANGE et Madame Nelly
BOULANGE née PASTEAU de la parcelle
cadastrée BT n°10 - Commune de Juvignac**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en-dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- VU la promesse unilatérale de vente signée le 13 décembre 2021 par Monsieur Michel BOULANGE et Madame Nelly BOULANGE, née PASTEAU de céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle cadastrée BT 10 d'une superficie de 2 000 m² située 4 rue du Pergasan à JUVIGNAC, au prix de 540 000 € (cinq cent quarante mille euros), conformément à l'avis des Domaines du 30 novembre 2021 ;

- VU la décision d'acquisition n° MD2021-1271 relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BT n°10, sise commune de Juvignac dans le cadre du projet MED VALLEE.

- **CONSIDERANT** la demande de Monsieur Michel BOULANGE et Madame Nelly BOULANGE, née PASTEAU de pouvoir conserver la jouissance à titre gratuit de la maison d'habitation et ses annexes situées sur la parcelle concernée, durant un délai de 4 mois à compter de la signature de l'acte notarié afin de pouvoir organiser leur départ des lieux

- **CONSIDERANT** que ce délai permet à Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un délai préalable aux dispositions de mise en sécurité du site et d'économiser des prestations de gardiennage,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise Monsieur Michel BOULANGE et Madame Nelly BOULANGE, née PASTEAU à garder la jouissance à titre gratuit de la maison d'habitation et ses annexes situées sur la parcelle cadastrée BT n°10, sise commune de Juvignac, durant un délai de 4 mois à compter de la signature de l'acte notarié.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prendra la jouissance de la maison d'habitation située sur la parcelle au terme du délai susmentionné.

ARTICLE 3 : Monsieur le Président, ou son représentant, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 24 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM 3F Occitanie
pour la construction de 5 logements
sociaux - Résidence ' Domaine Bellefeuille
, rue Casseyrols à Montpellier -
Convention - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logement réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI, Vice-Présidente, dans le domaine de « L'Habitat, du Logement et aux Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, modifié par la délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°128801 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré 3F Occitanie, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

CONSIDERANT :

- que la SA d'HLM 3F Occitanie, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 5 logements locatif sociaux neufs, résidence « Domaine Bellefeuille », située rue de Casseyrols à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur URBAT comprend 3 logements financés en Prêt Locatif à usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par Le cabinet d'architecture montpellierain PIERRE TOURRE ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 543 570 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°128801 joint en annexe ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 543 570 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°128801, constitué de 5 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.


ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

- 5 AVR. 2022

 Montpellier, le
Claudine VASSAS MEJRI
la Vice-Présidente

Publiée le : 2202 8AV 9 -
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 2202 8AV 9 -
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- contrat de prêt n°128801
- convention
- Plan de localisation
- Perspective

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM 3F Occitanie
pour la construction de 5 logements
sociaux - Résidence ' Le Bellevue ', 1 rue
du Champ des Lames au Crès -
Convention - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logement réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, modifié par la délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°127600 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré 3F Occitanie, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

CONSIDERANT :

- que la SA d'HLM 3F Occitanie, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise la construction de 5 logements locatif sociaux neufs, résidence « Le Bellevue », 1 rue du Champ des Lames dans la commune du Crès. Le programme, sous maîtrise d'ouvrage directe du bailleur, comprend 3 logements financés en Prêt Locatif à usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture DIEU & BICHO basé à Aniane ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 590 435 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°127600 joint en annexe ;
- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de Relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 590 435 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°127600, constitué de 5 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le - 5 AVR. 2022
Claudine la Vice-Présidente
[Signature]
Claudine VASSAS MEJRI

Publiée le : - 6 AVR. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : - 6 AVR. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Contrat de prêt n°127600

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM 3F Occitanie
pour la construction de 32 logements
sociaux - Résidence ' Saint-Vincent ', route
de Saint-Vincent à Prades-le-Lez -
Convention - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logement réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, modifié par la délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°126258 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré 3F Occitanie, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

CONSIDERANT :

- que la SA d'HLM 3F Occitanie, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 32 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Saint-Vincent », située route de Saint-Vincent à Prades-le-Léz. Le programme, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur AMETIS, comprend 13 logements financés en Prêt Locatif à usage Social (PLUS), 11 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 8 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpellierain EXO 7 ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 3 965 557 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°126258 joint en annexe ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de Relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 3 965 557 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°126258, constitué de 8 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à

l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.



- 5 AVR. 2022

la Vice-Présidente

[Signature]
Claudine VASSAS MEJRI

Publiée le : - 6 AVR. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : - 6 AVR. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- contrat de prêt n°126258

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'une
servitude de passage d'un réseau électrique
et d'une convention de mise à disposition
constitutive de droit réel pour un poste de
transformation ENEDIS - Parcelle
cadastrée BD 10 - Commune de
Cournonterral**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégation de Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, l'urbanisme et la maîtrise foncière ;

- VU le schéma départemental d'accueil des gens du voyage (2018-2024) signé le 29 janvier pour répondre aux besoins d'accueil de la communauté gens du voyage en itinérance, ou en voie de sédentarisation ;
- VU la délibération n°M2018-468 du 20 septembre 2018 relative à l'avis favorable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet de schéma départemental de l'accueil et l'habitat des Gens du voyage 2018-2024 ;
- VU l'arrêté n°DDTM34-2018-12-09975 portant approbation du schéma départemental d'accueil des gens du voyage pour la période 2018-2024 ;
- VU le projet de convention de servitude par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole autorise le passage d'un réseau électrique déployé par la Société ENEDIS, à compter de la date de la signature de la convention et à titre onéreux sur la parcelle cadastrée section BD 10, située à Cournonterral, sur une emprise de 15 de long sur 1 m de large environ ;
- VU le projet de convention de mise à disposition pour constitution de droit réel pour un ouvrage type transformateur par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société ENEDIS à occuper à compter de la date de la signature de la convention et à titre onéreux la parcelle cadastrée section BD 10, située à Cournonterral, d'une superficie totale d'environ 25 m² ;
- CONSIDERANT** que dans le cadre de la réalisation de l'aire d'accueil des gens du voyage sur la commune de Cournonterral, la société ENEDIS a prévu l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique par la pose d'un réseau et ses accessoires impactant la parcelle cadastrée BD 10, emprise foncière, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, sur une longueur d'environ 15 mètres linéaires et 1 mètre de large ainsi qu'un ouvrage type transformateur sur une superficie totale d'environ 25 m² ;

DECIDE

ARTICLE 1: Montpellier Méditerranée Métropole consent à la société ENEDIS une servitude de passage d'un réseau électrique sur la parcelle cadastrée BD 10 d'une longueur d'environ 15 mètres linéaires sur 1 mètre de large ainsi que l'occupation d'une surface d'environ 25 m² pour l'installation d'un ouvrage type transformateur et de ses accessoires.

ARTICLE 2: La constitution de la servitude est consentie moyennant une indemnité forfaitaire de 50 € pour le réseau. La mise à disposition du terrain supportant le transformateur et ses accessoires est consentie moyennant une indemnité forfaitaire de 500 €.

ARTICLE 3: Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente déléguée de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer les conventions ainsi que l'acte authentique de réitération de cette servitude sur la parcelle cadastrée BD10, et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 24 FEV. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 24 FEV. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique
Pôle Énergie**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions
aux audits énergétiques de copropriétés
dans le cadre du dispositif Guichet Unique
de la rénovation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD, dans le domaine de la « Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation » ;

CONSIDERANT :

- l'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) en cours d'élaboration ainsi que l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40% ;

- l'accompagnement proposé depuis le 1^{er} avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Renov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole. Celui-ci s'inscrit dans le cadre d'un service public régional dont le déploiement a été confié à l'Agence Régionale de l'Energie et du Climat (AREC). Le Conseil de Métropole a décidé par délibération en date du 7 juin 2021 de financer le coût résiduel de 90 € par logement de l'étape 1 de l'accompagnement (audit) pour les logements individuels et les copropriétés de son territoire. Pour ces dernières, cette participation prend la forme d'un contrat d'audit tripartite avec la copropriété, l'AREC et la Métropole ;

- la mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40 %, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021 ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole est ainsi sollicitée par 2 copropriétés présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 7 juin 2021).

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés suivantes : « 9 rue Pasteur » et « Sources 1 » représentant un total de 82 logements.

ARTICLE 2 : D'autoriser l'octroi de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 7 380 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

ARTICLE 3 : De dire que ces dépenses seront imputées sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 25 FEV. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 25 FEV. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Liste des copropriétés sollicitant un audit

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM Un Toit Pour
Tous pour la construction de 8 logements
sociaux - Résidence ' Charles Dickens ',
283 rue de la Métairie de Sayssset à
Montpellier - convention - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logement réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI, Vice-Présidente, dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et aux Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, modifié par la délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°128194 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré Un Toit Pour Tous, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

CONSIDERANT :

- que la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 8 logements locatif sociaux neufs, résidence « Charles Dickens », située 283 rue de la Métairie de Sayssét à Montpellier. Le programme, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur HECTARE, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain Carémoli Miramond;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 760 408 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°128194 joint en annexe ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 760 408 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°128194, constitué de 5 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

- 5 AVR. 2022

Montpellier, le
Claudine VASSAS MEJRI
la Vice-Présidente



Publiée le : - 6 AVR. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire - 6 AVR. 2022
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- contrat de prêt n°128194
- Convention
- Plan de localisation
- Perspective

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
BARBABLANKA au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du « Développement Economique et Numérique » ;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 28 février 2019, passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société BARBABLANKA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 23 septembre 2020 ;
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 31 janvier 2022 ;
- **CONSIDERANT** que la société BARBABLANKA se trouve en phase charnière de développement commerciale et stabilisation budgétaire et que la convention précitée arrive à échéance, elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire ;

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société BARBABLANKA pour une période de douze mois à compter du 1^{er} mars 2022 et jusqu'au 28 février 2023 ;

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société BARBABLANKA pour la surface de 39,79 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 563,82 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil en date du 14 décembre 2021 ;

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 25 FEV. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 25 FEV. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°2 à la
convention d'occupation du domaine
public conclue entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
PRIMSTAR B.V pour une extension de la
surface de ses locaux au sein du bâtiment
MIBI - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein du bâtiment MIBI ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} juillet 2018 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société PRIMSTAR B.V pour l'occupation de locaux au sein du MIBI; modifiée par avenant en date du 1^{er} juillet 2021 ;
- VU la validation de la décision de prorogation par le comité d'agrément en date du 1^{er} février 2022 ;
- **CONSIDERANT QUE :**
- l'entreprise PRIMSTAR B.V a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI,
- Montpellier Méditerranée Métropole a réservé une suite favorable à cette demande ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise PRIMSTAR B.V pour l'extension de sa surface par la location du B1.31(12,30 m²) au 1^{er} étage du bâtiment MIBI sis 672, rue du Mas de Verchant – CS3777, 34 967 Montpellier cedex 02 afin d'accroître son activité et d'accueillir de nouveaux effectifs.

ARTICLE 2 : A compter de la signature de cet avenant, la surface occupée par la société PRIMSTAR B.V passe de 24,30 m² à 36,60 m².

ARTICLE 3 : La durée d'occupation de la nouvelle surface (36,60 m²) est consentie jusqu'au terme de la prorogation de la convention d'occupation fixé au 30 juin 2024.

ARTICLE 4 : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société PRIMSTAR B.V est de 517,89 euros, conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°D2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

ARTICLE 5 : La recette résultant du présent avenant est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 25 FEV. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 25 FEV. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT 2 EXTENSION

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BP n°3 - Commune de Lattes-
Secteur de Saporta- Constitution de
réserves foncières**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en-dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;

- VU le projet de promesse d'achat pour l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la SAFER Occitanie, ou toute personne physique ou morale qui se substitue dans les conditions prévues aux présentes, de la parcelle cadastrée BP n°3 sise commune de Lattes, d'une surface cadastrale de 2 643 m², moyennant le prix de 13 215 € HT, auquel s'ajoute la prestation de service de la SAFER pour un montant de 660€ HT soit un prix total de 13 875 € HT (la TVA s'applique sur la prestation pour un montant de 132 €) ;

- VU la recherche d'héritiers par le notaire maître SALA intervenue en août 2020 et l'aboutissement de ces recherches en janvier 2022 ;

- **CONSIDERANT** que cette acquisition permet de conforter la constitution de réserves foncières notamment dans le secteur de Saporta - Commune de Lattes ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La décision n° D2014-699 du 25 novembre 2014 concernant cette affaire est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée BP n°3 sise commune de Lattes, d'une surface cadastrale de environ 2 643 m² auprès de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER) Occitanie ou toute personne physique ou morale qui se substitue dans les conditions prévues aux présentes.

ARTICLE 3 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 13 875 € hors taxes majoré de 132 € de taxe sur la valeur ajoutée, ainsi que des frais d'acte restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition de parcelle visée à l'article 2, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Promesse d'achat Montpellier Méditerranée Métropole RS 34 18 0163 01.pdf
- Saporta BP_3.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par l'Office Public de l'Habitat
de Montpellier Méditerranée Métropole
pour la construction de 7 logements
sociaux - Résidence ' Via Cedra ', rue du
Pas du Loup à Montpellier - convention -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logement réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI, Vice-Présidente, dans le domaine de « L'Habitat, du Logement et aux Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, modifié par la délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°125034 en annexe signé entre l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Considérant :

- que ACM HABITAT, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition d'une opération de 7 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Via Cedra », rue du Pas du Loup à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Bouygues Immobilier comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Garcia Diaz ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 046 169 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°125034 joint en annexe ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 046 169 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°125034, constitué de 5 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

- 5 AVR. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI

Publiée le : - 6 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

- 6 AVR. 2022

Réception en Préfecture : - 6 AVR. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contret de prêt n°125034
- Convention
- Plan de localisation
- Perspective

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux avenants des marchés
de travaux lots 5 - 12a - 21 - 6a - 8a - 8b de
réalisation du Conservatoire à
Rayonnement Régional de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture » ;
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016 ;

- VU les décisions :

N°2019-1113 attribuant le lot n°06A du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise Gargini - Nîmes, pour un montant de 474 434, 90 euros HT et pour une durée de 20 mois ;

- N°2019-007 attribuant le Lot 5 : murs – rideaux – verrières – brises soleil : BELLAPART France – 10 Parc Club du Millénaire – 34000 Montpellier – pour un montant de 3 851 092 € HT et pour une durée de 20 mois ;

- N°2019-007 attribuant le Lot 8 a : Menuiseries intérieures et bocs portes : Roux Frères – 2 ZA de Chantecaille – 07340 Champagne – pour un montant de 1 195 000 € HT et pour une durée de 20 mois ;

- N°2019-007 attribuant le Lot 8 b : Habillages acoustiques – agencements : Roux Frères – 2 ZA de Chantecaille – 07340 Champagne – pour un montant de 1 275 000 € HT et pour une durée de 20 mois ;

- N°2019-053 attribuant le lot 12 a : revêtements durs de sols et de murs : Entreprise CARRILLO - av. du Gal de Gaulle – 34690 Fabrègues pour un montant de 375 000 € HT et pour une durée de 20 mois ;

- N°2019-053 attribuant le lot 21 : Equipements scéniques : Entreprise Clément et Fils – rue Terres du Sud – 34990 Juvignac pour un montant de 480 642 € HT et une durée de 20 mois.

- VU la décision n°2020-983 autorisant la signature de l'avenant n°1 du lot 6 a – revêtements durs de sols et murs ;

Considérant :

- que des travaux supplémentaires ont été rendus nécessaires par de nouvelles demandes programmatiques, qu'ils ont été réalisés entre 2019 et 2021 dans le cadre de l'article 139-6^{ème} du décret 2016-360 du 25 mars 2016. Des ordres de services ont été notifiés aux entreprises pour confirmer la commande des travaux ;
- que des difficultés matérielles sont survenues pendant l'exercice du contrat, ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature des avenants au marché de travaux de réalisation du conservatoire à rayonnement régional de Montpellier avec les entreprises :

- BELLAPART France SAS – lot 5, avenant n°1 d'un montant de 48 006.52 euros portant le nouveau montant du marché à 3 900 556.52 euros HT soit une augmentation de 1,25 % ;

- CARRILLO – lot 12a, avenant n°1 d'un montant de 10 422.60 euros portant le nouveau montant du marché à 385 422.60 euros HT soit une augmentation de 2,68 % ;

- CLEMENT ET FILS – lot 21, avenant n°1 d'un montant de -4 801.97 euros portant le nouveau montant du marché à 506 240.03 euros HT soit une diminution de 0,94 % ;

- GARGINI – lot 6a, avenant n°2 d'un montant de 7 999.40 euros portant le nouveau montant du marché à 484 589.17 euros HT soit une augmentation de 1,68 % ;

- SAS ROUX FRERES- lot 8a, avenant n°1 d'un montant de 20 801.11 euros portant le nouveau montant du marché à 1 215 801.11 euros HT soit une augmentation de 1,74 % ;

- SAS ROUX FRERES – lot 8b, avenant n°1 d'un montant de 30 789.07 euros portant le nouveau montant du marché à 1 305 789.07 euros HT soit une augmentation de 2,41 % ;

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : **25 FEV. 2022**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **25 FEV. 2022**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant Bellapart.pdf
- Avenant Carrillo.pdf
- Avenant Clement&fils.pdf
- Avenant GARGINI.pdf
- Avenant ROUX LOT 8A.pdf
- Avenant ROUX LOT 8B.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à 1 un avenant n°1 à la
convention de mise à disposition de
l'infrastructure de communications
électroniques très haut débit entre
Montpellier Méditerranée Métropole et
l'INSERM - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération n°13991 en date du 21 juillet 2016 et autorisant Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer notamment avec les clients les conventions de mise à disposition, sur la base des conventions-types précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire ;
- VU la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit en date du 26 janvier 2021 au bénéfice de l'INSERM ;

- CONSIDERANT :

- Que les besoins d'interconnexion de l'INSERM ont évolué ;
- Que Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'évolution de la tarification d'accès à ses infrastructures par délibération n°M2021-657 en date du 14 décembre 2021 ;
- Que les parties se sont rapprochées afin de signer un avenant n°1 à la convention de base.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit avec l'INSERM.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 25 FEV. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 25 FEV. 2022
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 1 et ses annexes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M0D0049EP
- Aménagement de l'entrée Sud-Ouest de
Montpellier - Maîtrise d'œuvre : DIA, AVP,
PRO, ACT, VISA, DETAP, AORAP et
missions complémentaire - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

CONSIDÉRANT :

- que l'aménagement de l'entrée Sud-Ouest de Montpellier Métropole est nécessaire ;

- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée conformément aux articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché de maîtrise d'œuvre à tranches pour une durée de 48 mois pour la tranche ferme, 48 mois pour la tranche optionnelle 1, 36 mois pour la tranche optionnelle 2 et 48 mois pour la tranche optionnelle 3 ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
- Prix des prestations, au regard du montant global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement : 40 % ;

- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 13 janvier 2022, a choisi le groupement PRESENTS / CEREG / SEDOA / ECO MED, dont PRESENTS est le mandataire, Bat 15 – Parc du Millénaire – 1025 avenue Henri Becquerel - 34000 MONTPELLIER présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M0D0049EP – Aménagement de l'entrée Sud-Ouest de Montpellier – Maîtrise d'œuvre : DIA, AVP, PRO, ACT, VISA, DETAP, AORAP et missions complémentaire, au groupement PRESENTS / CEREG / SEDOA / ECO MED, dont PRESENTS est le mandataire pour un montant forfaitaire (toutes tranches confondues) de 264 992,50 € HT, dont 144 500 € H.T concernent la tranche ferme.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 48 mois pour la tranche ferme, 48 mois pour la tranche optionnelle 1, 36 mois pour la tranche optionnelle 2 et 48 mois pour la tranche optionnelle 3.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 23 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 à la
convention d'occupation du domaine
public de l'Agora-Cité de la danse aux
associations Montpellier Danse et ICI-
Centre Chorégraphique National-
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, d'autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, d'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention, et d'autoriser la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT, 1^{er} Vice-Président délégué aux Finances ;
- VU la décision MD2021-065 du 27 janvier 2021 autorisant la signature de la convention d'occupation du domaine public de l'Agora, cité de la danse ;

- Considérant :

- Que la répartition des responsabilités des parties et les prescriptions d'assurance indispensables doivent être précisées et une clause de renonciation à recours être intégrée à la convention ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'approuver les termes de l'avenant n° 1 à la convention d'occupation du domaine public de l'Agora-Cité de la danse, joint en annexe ;

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 FEV. 2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 28 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant n°1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°M0C0008EP - Conception et
réalisation d'œuvres artistiques sur le pont
André Vézinhét - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;
- VU la décision n°MD2021-1246 du 29 décembre 2021 attribuant le marché M0C0008EP – Conception et réalisation d'œuvres artistiques sur le pont André Vézinhét au groupement LineUP Urbanart/Zest_Fraçk NOTO, dont LineUP Urbanart est le mandataire ;

Considérant :

- que la réalisation d'œuvres artistiques sur les arches du pont André Vézinhét est nécessaire ;
- que le mois 0 permettant la variation des prix, n'est pas clairement identifié dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- qu'il est nécessaire d'introduire une précision en complément à l'article 5-2 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché M0C0008EP – Conception et réalisation d'œuvres artistiques sur le pont André Vézinhét sans incidence financière.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 23 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M0C0008EP - AVENANT ORIGINAL.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
BAZIMO au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du « Développement Economique et Numérique » ;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 10 avril 2018, passée entre la Métropole et la société BAZIMO pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 27 septembre 2021 ;
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 2 février 2022 ;
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société BAZIMO est en cours de concrétisation pour un projet d'emménagement dans des locaux adaptés à son activité, et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire ;

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société BAZIMO pour une période de douze mois à compter du 1^{er} mars 2022 et jusqu'au 28 février 2023 ;

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société BAZIMO pour la surface de 88,80 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 352,42 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil en date du 14 décembre 2021 ;

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 4: Madame la Vice-Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 25 FEV. 2022
Accusé de réception Ministère de l'intérieur 25 FEV. 2022

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 25 FEV. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
MYCARSPOT au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du « Développement Economique et Numérique » ;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 14 février 2019, passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société MYCARSPOT pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 25 octobre 2021 ;
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 2 février 2022 ;
- **CONSIDERANT** que l'entreprise se trouve dans une phase charnière de développement commercial et de stabilisation budgétaire, avec un manque de visibilité quant à son évolution à court terme, et que la convention précitée arrive à échéance, la société MYCARSPOT a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire ;

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société MYCARSPOT pour une période de douze mois à compter du 1^{er} mars 2022 et jusqu'au 28 février 2023 ;

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société MYCARSPOT pour la surface de 92,18 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 306,19 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil en date du 14 décembre 2021 ;

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 4: Madame la Vice-Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 25 FEV. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 25 FEV. 2022
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise en place d'une
convention de groupement de commandes
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la Ville de Montpellier - Prestations
graphiques et autres- Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

Considérant :

- que depuis le 1^{er} mars 2017, la direction de la communication, mutualisée, œuvre indifféremment pour le compte de la ville et de la métropole, aussi tous les marchés publics doivent également être mutualisés dans un souci d'économies et pour permettre un fonctionnement optimal des missions de la direction.

- qu'un projet de convention constitutive du groupement de commandes a été élaboré concernant des prestations graphiques annexes à des prestations de communication indiquées ci-après :
 - Prestations d'élaboration de cartographie et fond de plan;
 - Prestations d'études et de conseil ;
 - Prestations d'accompagnement à la réalisation de concertation publique (toutes thématiques)
 - Prestations de réalisation de vues perspectives;
 - qu'en cas de nouveau besoin, cette liste est susceptible d'évoluer par avenant entre les parties
- Après signature et notification des marchés par la Métropole, chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution financière du marché pour la partie qui le concerne.
- que Montpellier Méditerranée Métropole est désignée comme coordinatrice du groupement

DECIDE

ARTICLE 1 : d'approuver le principe d'un groupement de commandes avec la ville de Montpellier pour la passation de marchés de prestations graphiques annexes à des prestations de communication.

ARTICLE 2 : d'approuver la convention constitutive dudit groupement.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25/03/2022

Monsieur le Président


Michael DELAFOSSE



Publiée le : 28/03/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

25/03/2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances
Service Ingénierie Partenariale**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à France Urbaine - Exercice
2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des « Finances, Politique contractuelles et coopération avec les communes » ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association France urbaine, née de la fusion de l'Association des Maires de Grandes Villes de France et de l'Association des Communautés Urbaines de France, regroupe les élus des métropoles, des grandes communautés et des villes centres ou périphériques et qu'elle compte, 97 membres de toutes tendances politiques confondues, représentant près de 30 millions d'habitants ;
- qu'elle a pour objectif de promouvoir le fait urbain auprès des pouvoirs publics et de tous les citoyens. Dans un dialogue renouvelé avec l'Etat, l'association participe pleinement à la structuration du monde urbain dans notre pays et à l'attractivité de tout son territoire. En développant des services auprès de ses membres afin de mieux répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés, elle apporte une réflexion nouvelle dans les débats locaux, nationaux, européens et internationaux ;

- que l'association est organisée en 4 collèges représentant toute la diversité urbaine : métropoles et communautés urbaines, communautés d'agglomération, villes, et villes et communautés d'Ile-de-France. Elle est administrée par un conseil d'administration de 38 membres et un bureau de 14 élus ;

- que pour l'année 2022, la cotisation a été fixée à 0,13 € par habitant, soit pour la Métropole de Montpellier : $0,13 \times 487\,519$ habitants = 63 377,47 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à l'Association France Urbaine pour l'exercice 2022, dont le montant de cotisation s'élève à 63 377,47 € TTC.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits en nature 6281, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole de Montpellier et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 FEV. 2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 28 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Appel à cotisation 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une demande de
subventions auprès d'Hérault Energies -
Programme de travaux 2022 - Parking des
écoles à Murviel-lès-Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire ;

- Que cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux ;
- Que le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole ;
- Qu'au titre de la programmation de travaux 2022, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention pour des travaux sur la commune de Murviel les Montpellier (Pôle Piémonts Garrigues) ;
- Que le montant total prévisionnel des travaux de 94 623,48€ TTC est décomposé comme suit :
 - Travaux d'électricité : 46 020,78€ TTC ;
 - Travaux d'éclairage public : 32 795,33€ TTC ;
 - Travaux de télécommunications : 15 807,37€ TTC ;
- Que le plan de financement des travaux est le suivant :
 - Subventions potentielles Hérault Energies : 35 046,59€ ;
 - TVA sur les travaux récupérée par Hérault Energies : 7 080,12€ ;
 - Montant à charge de la Métropole : 52 496,77€ TTC ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de travaux à Murviel-lès-Montpellier – Parking des Ecoles pour un montant prévisionnel global de 94 623,48€ TTC.

ARTICLE 2 : D'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies.

ARTICLE 3 : De solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies.

ARTICLE 4 : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire, et ce dans la limite de 20% supplémentaires du montant prévisionnel acté par la présente décision.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 03 MARS 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 03 MARS 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- projet convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une convention entre
Montpellier Méditerranée Métropole et
Hérault Energies - Opération de travaux
sur la RM27 (phase 1) à Murviel-lès-
Montpellier - Programme de travaux 2022

Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine des Voiries et de l'Espace Public ;

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire ;

- Que cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux ;
- Que le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole ;
- Qu'au titre de la programmation de travaux 2022, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention pour des travaux sur la commune de Murviel les Montpellier (Pôle Piémonts Garrigues) ;
- Que le montant total prévisionnel des travaux de 216 395,20€ TTC est décomposé comme suit :
 - Travaux d'électricité : 37 905,00€ TTC ;
 - Travaux d'éclairage public : 83 274,40€ TTC ;
 - Travaux de télécommunications : 95 215,80€ TTC ;
- Que le plan de financement des travaux est le suivant :
 - Subventions potentielles Hérault Energies : 28 866,11€ ;
 - TVA sur les travaux récupérée par Hérault Energies : 5 831,54€ ;
 - Montant à charge de la Métropole : 181 697,55€ TTC ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de travaux à Murviel les Montpellier – Parking des Ecoles pour un montant prévisionnel global de 216 395,20€ TTC ;

ARTICLE 2 : D'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies ;

ARTICLE 3 : De solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies ;

ARTICLE 4 : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus ;

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire, et ce dans la limite de 20% supplémentaires du montant prévisionnel acté par la présente décision.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 03 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M0D0041VD - Travaux de réalisation de
la couverture finale du casier 2 de l'ISDND
de Castries - Lots 1 et 2 - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, Tri, Valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet » ;

Considérant :

- que qu'il est nécessaire de passer un marché de travaux de réalisation de la couverture finale du casier 2 de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Castries ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles L.2123-1 et R. 2123-1-1° du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché ordinaire, alloti (lot 1 : travaux de terrassement pour la mise en œuvre de la couverture argileuse, terreuse et de végétalisation, et les

travaux de gestion des eaux pluviales ; lot 2 : travaux sur les réseaux de biogaz et de reprise d'étanchéité) pour un délai global prévu d'exécution de l'ensemble des prestations de 1 an à compter de la date fixée par ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des travaux du lot n°1.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique appréciée au regard de la qualité des réponses apportées dans le mémoire technique : 60 %
 - Prix des prestations au regard du total du DQE : 40%
- Qu'au vu du rapport d'analyse, l'offre du Groupement conjoint solidaire GUINTOLI SAS (mandataire)/EGC GALOPIN SAS/LYONNAISE D'ENVIRONNEMENT ET DE SERVICE, sis RD 172- Route de Vauguières – La Mogère – 34130 MAUGUIO, présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1 ;
- Qu'au vu du rapport d'analyse, l'offre du Groupement conjoint solidaire GEO BIO SAS (mandataire)/SPIE BAIGNOLLES-VALERIAN/GRS VALTECH, sis 137 rue Claude Valbastre –CS70077- 34076 MONTPELLIER CEDEX 03, présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 2.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M0D0041VD Travaux de réalisation de la couverture finale du casier 2 de l'ISDND de Castries :

- Lot 1 – Travaux de terrassement pour la mise en œuvre de la couverture argileuse, terreuse et de végétalisation, et les travaux de gestion des eaux pluviales au Groupement conjoint solidaire GUINTOLI SAS (mandataire)/EGC GALOPIN SAS/LYONNAISE D'ENVIRONNEMENT ET DE SERVICE, sis RD 172- Route de Vauguières – La Mogère – 34130 MAUGUIO, pour un montant prévisionnel de 751 941,35 € HT ;
- Lot 2 – Travaux sur les réseaux de biogaz et de reprise d'étanchéité au Groupement conjoint solidaire GEO BIO SAS (mandataire)/SPIE BAIGNOLLES-VALERIAN/GRS VALTECH sis 137 rue Claude Valbastre –CS70077- 34076 MONTPELLIER CEDEX 03, pour un montant prévisionnel de 174 939,00 € HT.

Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des travaux du lot 1 et selon le principe de phasage des travaux.

La durée prévisionnelle d'exécution de l'ensemble des prestations (lots 1 et 2) est de 1 an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

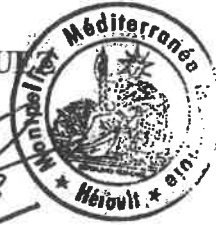
ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17/03/2022

Monsieur le Vice-Président

François VASQUE



Publiée le : 18 MARS 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 18 MARS 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
d'Ordonnancement Pilotage Coordination
pour l'opération de requalification de
l'espace urbain Comédie - Esplanade -
Triangle à Montpellier - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU la convention de mandat en date du 9 juillet 2021 au bénéfice de la SA3M, autorisée par décision n°MD2021-666 en date du 7 juillet 2021 ;

Considérant :

- La nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé de réaliser une mission d'Ordonnancement Pilotage et Coordination dans le cadre du projet de requalification de l'espace urbain Comédie - Esplanade - Triangle à Montpellier ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été engagée par la SA3M conformément aux articles R.2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire d'une durée de 7 ans non renouvelable, sans minimum avec un maximum d'un montant d'un million deux cent mille euros (1 200 000) € HT et s'exécutant par bons de commande ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique : 70%
 - Valeur prix : 30%
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 27 janvier 2022, a classé les offres et choisi celle du candidat ARTELIA SAS, sis 47 avenue de LUGO, 94600 CHOISY LE ROI, offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord cadre relatif à une mission d'Ordonnancement Pilotage Coordination pour l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie - Esplanade - Triangle à ARTELIA SAS, pour un montant maximum de 1 200 000 € HT. La durée de l'accord cadre est de 7 ans et ne sera pas reconductible.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 24 FEV. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 24 FEV. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché
n°5001MG18 " Marché de maintenance
des installations de Téléphonie Fixe"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale et gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- Que la décision MD 2018-683 du 24 août 2018 relative au marché de maintenance des installations de téléphonie fixe a attribué le lot 1 à l'entreprise AMARIS et le lot n°2 à l'entreprise ORANGE ;
- Que la décision MD 2018-683 a été modifiée par une décision MD2018-831 suite à une erreur de montant forfaitaire pour le lot 2 ;
- Que les décisions visées ci-dessus comporte une erreur matérielle en raison de l'omission de chapitres concernant l'imputation des dépenses liées à ce marché ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : De dire que les dépenses concernant le marché 5001MG18 lot n°1 et 2 seront imputées sur le Budget Principal et Budgets Annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 28 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un protocole
transactionnel relatif au marché n°4702 -
Travaux d'amélioration du bassin d'orage
des Aiguerelles à Montpellier -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°D2018-548 du 27 juillet 2018 attribuant le marché 4702 Amélioration du fonctionnement du bassin d'orage des Aiguerelles au groupement SPIE SUD OUEST/SAFE/RAZEL BEC/BOISSON dont le mandataire est l'entreprise SPIE SUD OUEST sise 170 rue Henri Farman - PA Marcel Dassault - BP 70339 - 34435 SAINT JEAN DE VEDAS pour un montant de 2 996 650€ HT et pour une durée de 104 semaines ;

- VU la décision n°MD2018-930 du 08 novembre 2018 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché 4702 Amélioration du fonctionnement du bassin d'orage des Aiguerelles avec le groupement SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE/SAFEGE/RAZEL BEC/BOISSON dont le mandataire est l'entreprise SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE sise 4 avenue Jean Jaurès – BP 19 - 69320 FEYZIN CEDEX, avenant de transfert sans incidence financière ;

- VU la décision n°MD2019-800 du 13 août 2019 autorisant la signature de l'avenant n°2 au marché 4702 Amélioration du fonctionnement du bassin d'orage des Aiguerelles avec le groupement SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE/SAFEGE/RAZEL BEC/BOISSON dont le mandataire est l'entreprise SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE sise 4 avenue Jean Jaurès – BP 19 - 69320 FEYZIN CEDEX, avenant d'un montant de 10 802,93€ HT ;

- VU la décision n°MD2021-196 du 13 avril 2021 autorisant la signature de l'avenant n°3 au marché 4702 Amélioration du fonctionnement du bassin d'orage des Aiguerelles avec le groupement SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE/SAFEGE/RAZEL BEC dont le mandataire est l'entreprise SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE sise 4 avenue Jean Jaurès – BP 19 - 69320 FEYZIN CEDEX, avenant de transfert sans incidence financière ;

Considérant :

- qu'un litige est né de l'exécution des travaux ;
- que les parties se sont rapprochées afin de régler à l'amiable le différend qui les oppose ;
- qu'un protocole transactionnel a été rédigé afin de mettre un terme au litige par concessions réciproques;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du protocole transactionnel au marché 4702 Amélioration du fonctionnement du bassin d'orage des Aiguerelles avec le groupement SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE/SAFEGE/RAZEL BEC dont le mandataire est l'entreprise SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE sise 4 avenue Jean Jaurès – BP 19 - 69320 FEYZIN CEDEX, protocole transactionnel d'un montant de 630 256.28 euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 MARS 2022

Monsieur le Président



Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Protocole_BOAiguerelles_VF.pdf
- Memoire_Reclamation.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Énergétique et Ecologique
Pôle Énergie**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions
aux travaux dans le cadre du dispositif
Guichet Unique de la rénovation
énergétique - Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD, dans le domaine « Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation » ;

CONSIDERANT :

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) en cours d'élaboration ainsi que l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40%.
- L'accompagnement proposé depuis le 1^{er} avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Rénov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole.

- La mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40%, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021.
- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 3 ménages présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 07/06/2021).

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 3900 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 25 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- détail des demandes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Régie de Collecte**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession de 2 véhicules
de la régie de collecte immatriculés
AY-901-LV et BR-758-CH**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de l'aliénation de gré à gré des biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et des biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonctions à VASQUEZ dans le domaine « Collecte, tri, valorisation des déchets et politique zéro déchet » ;

CONSIDERANT

- que la vétusté et l'état d'usure des véhicules de la Régie de collecte immatriculés AY-901-LV et BR-758-CH
- que le renouvellement d'un nombre important de véhicules de collecte de déchets nécessite par ailleurs la vente des véhicules réformés.

D E C I D E

ARTICLE 1 :

- Les véhicules immatriculés AY-901-LV et BR-758-CH, propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole, sont cédés à la société Languedoc Matériels – 3 Impasse des Eglantiers ZAC DE MAUMARIN - 34920 LE CRES
- La vente est conclue pour un montant de 2000 € par véhicule soit un total de 4000 €, l'enlèvement étant à la charge de l'acheteur.

ARTICLE 2 :

La transaction sera conclue par la signature d'un certificat de cession :

- au profit de la société **Languedoc Matériels** qui procèdera alors à l'enlèvement des véhicules immatriculés AY-901-LV et BR-758-CH

ARTICLE 3 : Autoriser toute personne ayant délégation à signer les certificats de cession et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 FEV. 2022

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 23 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché M9D0048EP
"Commande centralisée et supervision des
installations d'éclairage public"
Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux voiries et à l'espace public ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire d'acquérir un système de supervision et de commande synchronisée des installations de l'éclairage public sur le territoire de la Métropole ;

- qu'un appel d'offres ouvert a été lancée conformément aux articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois 1 an par tacite reconduction ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 30%
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique et des échantillons – 65%
 - ° Durée de garantie du matériel – 5%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 10 février 2022 a classé les offres et choisi l'entreprise LACROIX CITY (SOGEXI) sise 1 rue de Maupas – 69380 LES CHERES présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de commande centralisée et de supervision des installations d'éclairage public à l'entreprise LACROIX CITY (SOGEXI) pour un seuil maximum annuel de 650 000 € H.T. pour la période initiale, et de 500 000 € H.T. pour les périodes de reconduction. Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable trois fois 1 an par tacite reconduction.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 MARS 2022**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



03 MARS 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **03 MARS 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un accord-cadre à bons
de commande pour une mission de
géotechnique et des prestations de services
connexes pour l'implantation d'une halle
des sports à Montpellier - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU l'article L. 300-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n° 9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;
- VU la décision n° MD2019-332 en date du 6 mai 2019 autorisant la signature d'un mandat d'études préalables à la construction d'une salle des sports pour le handball avec la SA3M, dont l'enveloppe estimative des dépenses s'élève à 105 000 € H.T., pour une durée de 15 mois à compter

de sa notification, la rémunération du mandataire s'élevant au prix global et forfaitaire de 55 000 € H.T. ;

- VU la décision n° MD2020-828 en date du 26 octobre 2020 autorisant la signature d'un avenant n° 1 au mandat d'études préalables à la construction d'une salle des sports pour le handball avec la SA3M, portant la durée totale du mandat à 36 mois ;

- VU le mandat d'études préalables à la construction d'une salle des sports pour le handball en date du 17 juin 2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M, ainsi que son avenant n° 1 en date du 9 novembre 2020 ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé de réaliser des missions de géotechnique et des prestations de services connexes, dans le cadre de l'implantation et la construction d'une halle des sports à Montpellier ;

- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum conclu avec un seul titulaire, pour une durée de quatre ans ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- le prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif (40%) ;
- la valeur technique, au regard du mémoire technique (60%) ;

- qu'après analyse, la société EGSA BTP, sise Parc d'activités Clément Ader – 19, rue Louis Bréguet, à Jacou (34380), présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre relatif à des missions de géotechnique et des prestations de services connexes, dans le cadre de l'implantation et la construction d'une halle des sports à Montpellier, à la société EGSA BTP, pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 160 000 € H.T.

L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification, pour une durée de quatre ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

24 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 25 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord-cadre à bons
de commande pour une mission de
diagnostic structure pour l'implantation
d'une halle des sports à Montpellier -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU l'article L. 300-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Olivier NYS en qualité de Directeur Général des Services ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n° 9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;

- VU la décision n° MD2019-332 en date du 6 mai 2019 autorisant la signature d'un mandat d'études préalables à la construction d'une salle des sports pour le handball avec la SA3M, dont l'enveloppe estimative des dépenses s'élève à 105 000 € H.T., pour une durée de 15 mois à compter de sa notification, la rémunération du mandataire s'élevant au prix global et forfaitaire de 55 000 € H.T. ;
- VU la décision n° MD2020-828 en date du 26 octobre 2020 autorisant la signature d'un avenant n° 1 au mandat d'études préalables à la construction d'une salle des sports pour le handball avec la SA3M, portant la durée totale du mandat à 36 mois ;
- VU le mandat d'études préalables à la construction d'une salle des sports pour le handball en date du 17 juin 2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M, ainsi que son avenant n° 1 en date du 9 novembre 2020 ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé de réaliser une mission de diagnostic structure, dans le cadre de l'implantation et la construction d'une halle des sports à Montpellier ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum conclu avec un seul titulaire, pour une durée de quatre ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - le prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif (40%) ;
 - la valeur technique, au regard du mémoire technique (60%) ;
- qu'après analyse, la société QCS SERVICES, sise 1025, rue Henri-Becquerel – Parc club Millénaire, Bât. 18, à Montpellier (34000), présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre relatif à une mission de diagnostic structure, dans le cadre de l'implantation et la construction d'une halle des sports à Montpellier, à la société QCS SERVICES, pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 85 000 € H.T.

L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification, pour une durée de quatre ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Directeur Général des Services
Olivier NYS

Publiée le : **15 MARS 2022**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 MARS 2022**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Mandat d'études handball.pdf
- Mandat d'études handball - AV1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Montpellier, le **15 MARS 2022**

OLIVIER NYS.





Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition d'emprises
en bordure de voie - Lotissement les Andes
Commune de Restinclières**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, dans le domaine de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU la demande de rétrocession de 4 emprises situées en bordure de voie, pour intégration au domaine public, présentée par les propriétaires indivis le 8 février 2022 ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de 4 parcelles cadastrées AB 332, AB 335, AB 336, AB 337, en nature de délaissés de voirie, compte tenu de l'intérêt public qu'elles présentent ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des consorts DE LA FUENTE ou toute personne s'y substituant, les parcelles AB 332 (60 m²), AB 335 (68 m²), AB 336 (510 m²) et AB 337 (207 m²) constituant des délaissés de voirie, situés dans le lotissement Les Andes sur la commune de Restinclières.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement, compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des parcelles destinées à recevoir des équipements publics.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 22 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
COLCOM au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, conformément au code général des collectivités territoriales et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP ALPHA ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 22 janvier 2013, passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société COLCOM pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 17 mars 2021 ;

- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 25 janvier 2022 ;

- **CONSIDERANT** que la société COLCOM reste en attente du retour de sa demande de permis de construire et que son dossier administratif et financier reste suspendu à l'accord dudit permis de construire. Un déménagement pour un bail ponctuel n'est pas envisageable et l'entreprise avec ses équipements BIOTECH et son activité bien spécifique a besoin d'un délai supplémentaire de douze mois pour finaliser ce projet d'achat de terrain et de construction ;

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COLCOM pour une période de douze mois à compter du 1^{er} février 2022 et jusqu'au 31 janvier 2023.

ARTICLE 2: Selon le principe de progressivité des tarifs caractéristique des pépinières d'entreprises avec une majoration de 7% pour toute occupation supérieure à 36 mois et de 15% pour toute occupation supérieure à 48 mois, une nouvelle majoration a été approuvée en délibération n° M2021-657 du conseil du 14 décembre 2021. Selon ladite délibération, une majoration de 25% sera appliquée sur le loyer de base hors taxes pour toute occupation supérieure à 60 mois.

ARTICLE 3: La société COLCOM étant concernée par cette nouvelle majoration, à compter du 1^{er} février 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer pour la surface de 94,70 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 551,15 euros conformément à la délibération précitée.

ARTICLE 4: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

24 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 25 FEV. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 25 FEV. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COLCOM

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°2914 de
prestation d'étude sur la transformation
des parkings en ouvrage dans le cadre du
projet de mise en valeur et
d'embellissement de l'espace urbain Foch
Préfecture - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU la convention de mandat en date du 23 mars 2021 au bénéfice de la SA3M, autorisée par décision n°MD2021-015 du 25 février 2021 ;

Considérant :

- La nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé de réaliser une mission d'étude sur la transformation des parkings en ouvrage « Arc de Triomphe » et « Foch-Préfecture-Marché aux Fleurs » ainsi que sur le fonctionnement urbain de la rue Foch et de la place des Martyrs de la Résistance dans le cadre du projet de mise en valeur de l'espace urbain Foch - Préfecture à Montpellier ;

- Qu'une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation a été engagée par la SA3M conformément aux articles R.2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique, sous la forme d'un marché unique ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique : 70%
- Valeur prix : 30%

- Qu'après analyse, l'offre du candidat SARECO, sis 221, rue La Fayette -75010 PARIS, a été retenue comme offre économiquement la plus avantageuse pour un montant de 49 300 € HT ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°2914 relatif à une mission d'étude sur la transformation des parkings en ouvrage « Arc de Triomphe » et « Foch-Préfecture-Marché aux Fleurs » ainsi que sur le fonctionnement urbain de la rue Foch et de la place des Martyrs de la Résistance à SARECO, pour un montant de 49 300 € HT.

La durée du marché est de 1 an et ne sera pas reconductible.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 04 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative n°1 au marché
n°G9D0098RI-2 - Achat de logiciels de
bureautique dans le cadre d'une
convention de groupement de commandes
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et les communes de Jacou, Le Crès et
Restinclières**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique et numérique » ;

- VU la décision n°MD2020-220 du 10 mars 2020 attribuant le marché G9D0098RI-2 d'achat de logiciels de bureautique à l'entreprise SCC France pour un montant sans minimum ni maximum ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de modifier la décision précédente afin de préciser que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 23 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 MARS 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
VIRTUALIS au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, conformément au code général des collectivités territoriales et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP ALPHA ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 26 janvier 2017, passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société VIRTUALIS pour l'occupation de locaux au sein

de la pépinière d'entreprises Cap alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 20 mai 2021 ;

- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 27 janvier 2022 ;

- **CONSIDERANT** que la société VIRTUALIS a sollicité la prorogation de son contrat pour une durée complémentaire de six mois afin de lui permettre de finaliser le montage du dossier avec toutes les pièces administratives et garanties financières pour une offre de locaux adaptés à son activité et disponible en avril 2022 sur la Métropole de Montpellier ;

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société VIRTUALIS pour une période de six mois à compter du 1^{er} février 2022 et jusqu'au 31 juillet 2022 ;

ARTICLE 2: Selon le principe de progressivité des tarifs caractéristique des pépinières d'entreprises avec une majoration de 7% pour toute occupation supérieure à 36 mois et de 15% pour toute occupation supérieure à 48 mois, une nouvelle majoration a été approuvée en délibération n° M2021-657 au conseil du 14 décembre 2021. Selon ladite délibération, une majoration de 25% sera appliquée sur le loyer de base hors taxes pour toute occupation supérieure à 60 mois ;

ARTICLE 3: La société VIRTUALIS étant concernée par cette nouvelle majoration, à compter du 1^{er} février 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer pour la surface de 263,05 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 3 054,98 euros conformément à la délibération précitée ;

ARTICLE 4: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 5: Madame la Vice-Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

24 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 25 FEV. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 25 FEV. 2022
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public pour
l'occupation de locaux par la société
INZPOCKET au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU l'entreprise INZPOCKET, anciennement hébergée à CAP OMEGA, pépinière d'entreprises du Business Innovation Centre de Montpellier Méditerranée Métropole (BIC), sise Rond-Point Benjamin Franklin à Montpellier, du 1^{er} septembre 2020 au 28 février 2021 soit pour une durée de six mois ;
- VU son départ anticipé au 1^{er} mars 2021 suite à la crise sanitaire du Covid-19 et avant la fin de sa convention d'occupation d'une durée de trente-six mois ;
- VU la sollicitation de l'entreprise INZPOCKET pour réintégrer une des pépinières du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, CAP ALPHA sise à Clapiers ou CAP OMEGA sise Montpellier ;
- VU la validation pour la demande de mise à disposition d'une surface locative par le comité d'agrément du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 18 janvier 2022 ;
- **CONSIDERANT QUE :**
 - l'entreprise INZPOCKET répond aux critères exigés pour une installation à CAP OMEGA ;
 - l'entreprise se trouve dans une phase charnière de reconstruction et a besoin d'une surface de 30 m² suite à la reprise d'activité d'après le déconfinement et la crise sanitaire du Covid-19 ;
 - Le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole souhaite conserver l'antériorité des six mois de location sur la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;

D E C I D E

ARTICLE 1: qu'une convention d'occupation du domaine public, est conclue entre la société INZPOCKET et le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour une période de trente mois à compter du 1^{er} mars 2022 et jusqu'au 31 août 2024;

ARTICLE 2: qu'à compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société INZPOCKET pour la surface de 29,76 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 394,02 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

ARTICLE 3 : qu'à échéance de cette occupation de trente mois, la convention d'occupation pourra être renouvelée pour une durée supplémentaire de douze mois avec une majoration du loyer de base de 7%, conformément au tarif applicable approuvé par délibération en vigueur du Conseil de Métropole.

ARTICLE 4: que la recette résultant de la présente convention d'occupation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: que Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6: que Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 25 FEV. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 25 FEV. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société INZPOCKET au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2200531-4 TA - GAILLARD Gérald"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

Considérant

- la requête n°2200531-4 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 3 février 2022 par Monsieur Gérald GAILLARD sollicitant une indemnisation en réparation des dommages subis sur le mur de clôture de sa propriété rue du Houx à Saint Jean de Védas résultant des racines des arbres implantés sur le domaine public.

- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2200531-4 par Monsieur Gérald GAILLARD

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Gonzague Phelip Avocat.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 28 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "Requête
n°2200520-4 TA - Frédéric MARTINEZ"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- Considérant**
- la requête n°2200520-4 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 2 février 2022 par Monsieur Frédéric Martinez sollicitant une indemnisation suite aux dommages subis sur sa propriété résultant des eaux de ruissellement et eaux pluviales impasse des Micocouliers à Clapiers.
 - Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2200520-4 par Monsieur Frédéric MARTINEZ.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Gonzague Phelip Avocat.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 FEV. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUBRIN



Publiée le : 28 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 FEV 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.